

Rapport annuel Jahresbericht

—

2015



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

page

I.	Le Conseil de la magistrature	4
1.	Conseil et secrétariat	4
2.	Activités	4
2.1	Elections	4
2.2	Pouvoir de surveillance	4
2.3	Nominations	12
2.4	Surcharge des autorités judiciaires et gel de l'engagement du personnel	12
2.5	Communication	13
2.6	Divers	13
2.7	Enquête auprès des autorités judiciaires 2015 - récapitulatif	15
II.	Les autorités judiciaires	31
1.	Le Tribunal cantonal	31
1.1	Partie générale	31
1.2	Partie statistique	61
	Annexe: Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour 2015	56
2.	Le Ministère public	92
2.1	Partie générale	92
2.2	Tableaux statistiques – Ministère public	102
3.	Les Tribunaux d'arrondissement	117
3.1	Partie générale	117
3.2	Partie statistique	159
4.	Le Tribunal des mesures de contrainte	175
4.1	Partie générale	175
4.2	Partie statistique	181
5.	Les Justices de paix	184
5.1	Partie générale	184
5.2	Partie statistique	219
6.	Le Tribunal pénal des mineurs	223
6.1	Partie générale	223
6.2	Partie statistique	227
7.	Commissions et autres autorités	237
7.1	Préfectures	237
7.2	Commission de recours de l'Université	264
7.3	Commission de recours en matière d'améliorations foncières	266
7.4	Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires	268
7.5	Commission d'expropriation	270
7.6	Autorité de surveillance du registre foncier	273

7.7	Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accident.....	276
7.8	Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	278
7.9	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine	280
7.10	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Singine et du Lac	282
7.11	Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse	284

Inhaltsverzeichnis

Seite

I.	Der Justizrat	17
1.	Rat und Sekretariat	17
2.	Tätigkeit	17
2.1	Wahlen	17
2.2	Aufsichtsbefugnis	17
2.3	Ernennungen	25
2.4	Überlastung der Gerichtsbehörden und Anstellungsstopp.....	26
2.5	Mitteilungen	27
2.6	Verschiedenes	27
2.7	Untersuchung bei den Gerichtsbehörden 2015 – Zusammenfassung	29
II.	Die Gerichtsbehörden	43
1.	Das Kantonsgericht	43
1.1	Allgemeiner Teil.....	43
1.2	Statistischer Teil	61
	Beilage: Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe 2015	56
2.	Die Staatsanwaltschaft	104
2.1	Allgemeines	104
2.2	Statistische Tabelle – Staatsanwaltschaft	115
3.	Bezirksgerichte.....	138
3.1	Allgemeiner Teil.....	138
3.2	Statistischer Teil	159
4.	Zwangsmassnahmengericht	175
4.1	Allgemeiner Teil.....	175
4.2	Statistischer Teil	181

5.	Friedensgerichte.....	201
5.1	Allgemeiner Teil	201
5.2	Statistischer Teil.....	219
6.	Jugendstrafgericht.....	225
6.1	Allgemeiner Teil	225
6.2	Statistischer Teil.....	227
7.	Kommissionen und andere Behörden	237
7.1	Oberämter.....	250
7.2	Rekurskommission der Universität	264
7.3	Rekurskommission für Bodenverbesserungen	266
7.4	Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen	268
7.5	Enteignungskommission	270
7.6	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	273
7.7	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung.....	276
7.8	Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben.....	278
7.9	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Saanebezirks.....	280
7.10	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Sense- und Seebezirks.....	282
7.11	Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Greyerz-, Glane, Broye- und Vivisbachbezirks	284

Rapport pour l'exercice 2015 au Grand Conseil du canton de Fribourg

—
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Le Conseil de la magistrature (ci-après le Conseil), autorité indépendante de surveillance du pouvoir judiciaire (art. 125 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004, ci-après Cst), a l'honneur, conformément à l'art. 127 al. 3 Cst, de vous adresser son rapport annuel sur son activité (Partie I) et celui sur l'administration de la justice dans le canton (Partie II).

I. Le Conseil de la magistrature

1. Conseil et secrétariat

—

Formé de Jérôme Delabays, Président, Nadine Gobet, Vice-présidente, Erwin Jutzet, Dominique Morard, Walter Stoffel, Fabien Gasser, Jean-Benoît Meuwly, Michel Chevalley et Wanda Suter, le Conseil n'a pas subi de changement en 2015. Le personnel du secrétariat, composé de Christine Keller, Secrétaire-juriste et de Yolande Brünisholz, Secrétaire, est également resté stable au cours de cet exercice.

2. Activités

En 2015, le Conseil a tenu 18 séances plénières. Les commissions se sont réunies en fonction des besoins. Comme par le passé, des délégations ont été formées pour les auditions des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel et pour les inspections.

2.1. Elections

Au cours de l'année 2015, le Conseil a préavisé 29 élections, dont 6 pour des postes à titre professionnel.

2.2. Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du pouvoir judiciaire et du Ministère public (al.1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

2.2.1. Surveillance administrative

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté les Justices de paix de la Sarine, de la Singine et de la Gruyère, le Tribunal d'arrondissement de la Glâne et les présidents civils du Tribunal de la Sarine. Il a également procédé aux inspections de trois procureurs, du Procureur général, de son adjoint, de la Commission de recours de l'Université ainsi que de l'Autorité de surveillance du registre foncier.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst. (cf. Partie II, Tribunal cantonal, point 1.1.2.1.3).

Faute d'affaires, l'inspection de la Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires a été annulée.

2.2.1.1. Tribunal cantonal

Personnel - formation

Le Conseil se réjouit de constater que l'ambiance au sein du Tribunal est bonne que les départs sont moins importants que les deux années précédentes.

Locaux - informatique

Des travaux ont dû être effectués sous les toits durant l'été en raison de problèmes de surchauffe. Différentes interventions sont encore prévues pour améliorer l'isolation thermique de l'aile ouest du bâtiment.

Au niveau informatique, suite à différents problèmes, un nouveau gestionnaire de compte a été assigné au Pouvoir judiciaire. La finalisation de l'outil d'aide à l'anonymisation et de publication des arrêts ayant été retardée, ces opérations ont été effectuées avec un module provisoire. Une nouvelle version devrait être utilisée en 2016.

Juges et assesseur/e-s

A compter du mois d'avril, la Juge Marianne Jungo a été en incapacité de travail pour des raisons de santé jusqu'au 1^{er} novembre. Si tous les juges se sont mobilisés pour la remplacer, de juillet à fin novembre le Juge Marc Sugnaux a augmenté son taux d'activité de 30% pour pallier son absence.

Au cours de cet exercice, trois juges cantonaux, soit Mme Gabrielle Multone ainsi que MM. Josef Hayoz et Roland Henninger ont annoncé leur retraite pour la fin janvier 2016. Avec le départ de ces trois magistrats expérimentés et l'entrée en fonction de leurs successeurs, Mmes Dominique Gross et Sandra Wohlhauser ainsi que M. Marc Boivin (50%), élus en octobre et novembre 2015, le Tribunal cantonal connaîtra un important renouvellement de ses juges en 2016. A relever également que le Juge Marc Sugnaux augmentera son taux d'activité de 50% dès le 1^{er} février prochain (cf. point 2.6.4.).

Ayant atteint la limite d'âge, M. Jacques Bonfils a quitté sa fonction de Juge suppléant à la fin de l'année. Il est remplacé par Mme Omblin de Poret Bortolaso, élue en octobre.

Sections civile et pénale

Bien que toujours importante, la charge de travail de la section civile s'est toutefois stabilisée et reste pour l'heure gérable. Quant à la section pénale, si elle a enregistré une diminution des nouvelles entrées, ses dossiers s'avèrent néanmoins volumineux.

Section administrative

Le Conseil se félicite de l'augmentation des liquidations dans les cours des assurances sociales imputable à l'engagement de tous les collaborateurs ainsi qu'à l'aide efficace de certains juges suppléants. Ces deux cours n'en demeurent toutefois pas moins une source de préoccupation dès lors que les nouvelles entrées sont à la hausse et que leurs ressources restent insuffisantes. Il est à relever que la charge induite par l'abolition du système des assesseurs a été reportée sur les juges sans aucune nouvelle dotation.

Enfin, le Conseil partage les inquiétudes du Tribunal cantonal s'agissant de l'augmentation l'an prochain de sa charge de travail résultant notamment de la modification de la loi sur le personnel supprimant la procédure interne auprès du Conseil d'Etat. Il souhaite vivement que les démarches entreprises par la plus haute instance judiciaire du canton auprès de la Chancellerie pour l'obtention de nouvelles forces de travail aboutissent.

2.2.1.2. *Ministère public*

Globalement le Ministère public fonctionne bien et ne connaît pas de surcharge.

Son premier mandat arrivant à échéance à la fin de l'année, le Procureur général Fabien Gasser a été brillamment réélu en juin pour une seconde période de cinq ans. Le Procureur Markus Julmy quant à lui n'ayant pas souhaité se représenter pour un nouveau mandat de Procureur général adjoint, le Conseil a mis au concours cette fonction. Ce sont les Procureurs Alessia Chocomeli et Raphaël Bourquin que le Grand Conseil a conjointement élus pour succéder au démissionnaire. Ils entreront en fonction le 1^{er} janvier 2016.

Pour remplacer le Procureur Jean-Frédéric Schmutz accidenté durant l'hiver, le Conseil a nommé les Greffiers Gabriela Musumeci et Serge Molliet Procureurs ad hoc à 50% du 15 mars au 15 juin 2015. A cette date, le Procureur Schmutz n'ayant pas recouvré totalement la santé, le mandat de M. Molliet a été prolongé à 100% du 16 juin au 31 juillet, puis à 50% jusqu'à la fin août 2015. A relever que la durée totale de son engagement est restée dans la limite des six mois de la compétence du Conseil.

Pour remplacer le Procureur ad hoc André Waeber, démissionnaire à fin 2014, le Conseil a dû recourir aux services d'un magistrat externe au canton en nommant le Premier Procureur du Ministère public de la République et Canton de Genève Stéphane Grodecki. C'est lui qui poursuivra l'instruction de procédures dans lesquelles le Ministère public a dû se récuser. Le Président Michel Morel a également accepté d'être désigné procureur ad hoc pour traiter certaines plaintes pénales dirigées contre le Procureur général et un membre du Ministère public.

2.2.1.3. *Tribunaux d'arrondissement*

En 2015 ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > MM. Christian Ayer et Benoît Gumy, Assesseurs au Tribunal de la Sarine,
- > MM. Jean-Paul Ecoffey, Assesseur au Tribunal de la Gruyère,
- > Mme Marie-Madeleine Rey, Assesseure au Tribunal de la Veveyse,
- > Mmes Jacqueline Liard et Barbara Lugrin, Assesseures au Tribunal de la Glâne,
- > Mmes Ingeborg Cadonau, Assesseure et Suzanne Gilomen, Assesseure suppléante au Tribunal des prud'hommes du Lac ainsi que Vice-présidente du Tribunal du Lac,
- > Mme Marianne Schmutz, Assesseure suppléante au Tribunal des prud'hommes de la Sarine
- > M. Jean-Bernard Droux, Assesseur au Tribunal des baux du sud du canton,
- > M. Herbert Jungo et Jacques Bonfils, Assesseurs au Tribunal pénal économique,

1. Tribunal d'arrondissement de la Sarine

a. Tribunal civil

Le rôle des présidents civils, dont certains comprennent des dossiers d'une ampleur exceptionnelle, est chargé. Pour l'heure, il n'y a toutefois pas lieu de prendre des mesures particulières. Par ailleurs, ce tribunal estime comme l'an passé que ses forces rédactionnelles sont insuffisantes.

Au cours de cet exercice, le personnel est resté stable.

b. Tribunal pénal et Tribunal pénal économique

La bonne marche du Tribunal pénal de la Sarine a été quelque peu perturbée par l'absence de longue durée pour raison de santé du Président Nicolas Ayer. Si dans un premier temps, les trois autres présidents pénaux ont assuré sa suppléance, la charge supplémentaire que le rôle d'un président à plein temps représente a rapidement nécessité la nomination d'un magistrat ad hoc. Le Conseil a par conséquent désigné Mme Marlène Collaud Présidente ad hoc du 1^{er} juin au 30 novembre 2015. A l'issue de cette période, l'état de santé du Président Ayer ne s'étant pas amélioré, il a été nécessaire de prolonger son mandat. Conformément

à l'art. 91 al. 1 let. d^{bis} LJ, cette décision a été dûment validée par le Grand Conseil. A la suite de l'attribution de cette magistrature au Tribunal de la Broye (cf. chiffre 3 ci-dessous), le Conseil a nommé M. Michel Morel Président ad hoc jusqu'à l'entrée en fonction de son successeur.

Le Tribunal pénal économique a pour sa part enregistré une augmentation très importante du nombre des dossiers de sa compétence. La charge de travail conséquente de son président a nécessité de sa part l'accomplissement de nombreuses heures supplémentaires. Quant à son suppléant, M. Arthur Lehmann, il a démissionné de sa fonction au 30 septembre 2015 en raison de son année sabbatique. Il n'a pour l'heure pas été possible de lui trouver un successeur.

2. Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

La charge de travail de cette autorité se maintient à un niveau élevé. Le nombre de cas pénaux en suspens est en augmentation. On observe par ailleurs une complexification de ces causes.

Absente durant près de deux mois au printemps à la suite d'une opération, la Présidente Frédérique Bütikofer Repond a été remplacée par sa collègue Camille Perroud Sugnaux qui a augmenté son taux d'activité durant cette période.

A relever que certains magistrats ont accumulé un nombre d'heures supplémentaires considérable.

3. Tribunal de la Broye

Ce tribunal très chargé a bénéficié au cours des cinq premiers mois de l'année du soutien d'une présidente ad hoc en la personne de Mme Marlène Collaud. Sa situation s'en est positivement ressentie au cours du premier semestre. Les inquiétudes exprimées par le Conseil dans son précédent rapport annuel se sont néanmoins avérées fondées puisqu'à l'échéance du mandat de la magistrate ad hoc, le volume d'affaires n'a pas tardé à repartir à la hausse et les délais de citation à s'allonger exagérément.

Nommée Présidente suppléante ad hoc du Tribunal de la Broye en même temps que Présidente ad hoc du Tribunal de la Sarine du 1^{er} juin au 30 novembre 2015, Mme Collaud n'a pas joui de la disponibilité escomptée pour aider l'autorité broyarde au cours du second semestre, l'incapacité de travail du Président Ayer ayant perduré. Après prolongation de ces mandats, dûment validée par le Grand Conseil conformément à l'art. 91 al. 1 let. dbis LJ, le Conseil a, au vu des inquiétudes et des demandes d'aide réitérées des Présidents du Tribunal de la Broye, réexaminé l'affectation de cette magistrature. Procédant à une pondération des situations en présence, il a estimé qu'un soutien au Tribunal de la Broye était prioritaire. Par conséquent, pour le solde de son mandat soit du 1^{er} janvier au 31 mai 2016, il a décidé d'affecter Mme Collaud au Tribunal de la Broye en qualité de Présidente suppléante ad hoc (100%).

Il est à souligner que le taux de liquidation très élevé atteint cette année par ce tribunal ne l'a été qu'au prix d'un engagement hors norme de ses présidents et de l'accomplissement d'un nombre très important d'heures supplémentaires. Eprouvés par une surcharge chronique, ces magistrats ne pourront pas sans l'octroi de nouvelles forces vives maintenir un tel rythme de travail. Le Conseil ne peut que répéter ses craintes quant au bon fonctionnement de ce tribunal si sa dotation n'est pas durablement revue à la hausse. Il regrette vivement qu'aucune force de travail supplémentaire n'ait été accordée pour 2016.

A relever encore que faute de disponibilité, cette autorité a dû déléguer le traitement de deux grosses affaires pénales à ses deux présidents suppléants.

4. Tribunal du Lac

Déjà chargé, ce tribunal a enregistré une importante augmentation des affaires en français. Le taux d'activité à temps partiel de la présidente francophone ne lui permettant plus d'assumer la totalité de ces dossiers, une réorganisation interne s'est avérée nécessaire. La charge de travail des magistrats professionnels se ressentira

en outre du départ pour raison d'âge à la fin 2015 de Mme Suzanne Gilomen qui, en tant que vice-présidente, les a déchargés de nombreuses affaires de divorce sur requête commune. Eu égard à la législation actuelle, une solution de remplacement n'est pas envisageable. En résumé, la situation du Tribunal du Lac est également une source d'inquiétude pour le Conseil.

Au cours de cet exercice, les problèmes de personnel déjà signalés l'an dernier ont persisté.

5. Tribunal de la Glâne

Le rôle de ce tribunal est à jour. A la fin 2015, au terme de 23 années à la tête de cette autorité, le Président Michel Morel a quitté la présidence pour raison d'âge. Le Conseil l'a toutefois autorisé à exercer son activité de président suppléant du Tribunal de la Broye au-delà de cette date pour lui permettre de terminer une importante affaire transmise par le cette autorité (art. 6 al. 2 LJ). Désireux de vivre une retraite active, M. Morel a proposé en outre de mettre son temps et ses compétences à disposition des tribunaux qui auraient besoin d'aide. Le Conseil exprime toute sa gratitude à ce magistrat qui a personnifié durant près d'un quart de siècle la justice fribourgeoise auprès de la population glânoise. Il se réjouit également que l'expérience et l'efficacité de ce juge puisse à l'avenir profiter aux autorités en difficultés.

C'est M. Grégoire Bovet qui lui succédera à la présidence du Tribunal de la Glâne dès le 1^{er} janvier 2016.

6. Autres tribunaux d'arrondissement

Le Conseil n'a pas de remarque particulière à formuler sur les autres tribunaux d'arrondissement.

2.2.1.4. *Tribunal des mesures de contrainte*

L'absence prolongée pour raison de santé du Juge Michel Wuilleret dès la fin du mois d'août a alourdi sensiblement la charge de travail de ses deux collègues qui ont augmenté leur taux d'activité de 25% chacun au cours des quatre derniers mois de l'année. Le Conseil sait gré aux Juges Felix Baumann et Géraldine Pontelli-Barras de leur grand engagement qui a permis à cette autorité de continuer à bien fonctionner.

Avec une seule employée à 50%, le secrétariat s'avère sous-doté et nécessite un renfort. Les juges ont en outre signalé un problème de sécurité concernant l'accès des locaux.

2.2.1.5. *Tribunal pénal des mineurs*

La charge de travail de ce tribunal est stable et maîtrisée.

Avec le départ à la retraite à la fin de l'été du Président Michel Lachat, figure emblématique du droit pénal des mineurs, c'est une page de l'histoire du Tribunal qui s'est tournée. Le Conseil remercie ce magistrat aux compétences juridiques et humaines reconnues bien au-delà du canton pour son engagement au service de la justice fribourgeoise. Elu par le Grand Conseil en mai, M. Pierre-Laurent Dougoud lui a succédé le 1^{er} septembre.

Pour des motifs familiaux, le Président Arthur Lehmann a sollicité l'octroi d'un congé sabbatique d'une année à compter du 1^{er} février 2016. Le Conseil de la magistrature et le Grand Conseil ont fait droit à cette demande (cf. points 2.3 et 2.6.3) et nommé M. Julien Aubry Président ad hoc du Tribunal à 50% pour la même période, afin d'assurer son remplacement.

Au niveau administratif, le Tribunal a entrepris un processus de mise à jour du cahier des charges de l'ensemble de son personnel.

2.2.1.6. *Justices de paix*

En 2015 ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > Mmes Marianne Hauser, Assesseure à la Justice de paix de la Singine,
- > Mme Marie-Christine Offner-Deillon, Assesseure à la Justice de paix de la Glâne,
- > Mme Laurence Jaquet-Pugin, Assesseure à la Justice de paix de la Gruyère.

La charge de travail des Justices de paix s'avère toujours lourde. Toutefois le fait de pouvoir disposer encore du personnel sous contrat de durée déterminée leur apporte un soutien réel. Par ailleurs, le renfort en Sarine de 0,6 EPT de juge supplémentaire a permis de diminuer sensiblement la pression pesant sur l'ensemble de cette autorité. Cet exemple démontre, si besoin est, l'efficacité de l'octroi de force de travail additionnelle, même à un taux restreint. Le Conseil espère vivement qu'une telle mesure pourra être réitérée auprès des autorités qui en ont le plus besoin.

Il est à noter que toutes les Justices de paix ont achevé la transformation des mesures au 31 décembre 2015.

1. Justice de paix de la Sarine

La charge de travail demeure globalement lourde et nécessite toujours un engagement conséquent de l'ensemble du personnel.

Le nouveau poste de juge de paix à 60% octroyé par la Direction de la sécurité et de la justice a pu être augmenté de 30%, les juges Violaine Monnerat et Mélanie Imhof ayant décidé de réduire leur activité respectivement de 10% et 20%. Elu Juge de paix à 90% en mai, M. Gaël Gobet est entré en fonction le 1^{er} octobre suivant. Les effets bénéfiques de l'arrivée d'un nouveau juge se sont rapidement fait sentir et ont eu un impact positif sur le moral de ses collègues.

A relever que la Justice de paix a consenti de grands efforts de rationalisation et de réorganisation tant au niveau du greffe que du secrétariat.

2. Justice de paix de la Singine

Malgré son importante charge de travail et au prix d'un intense investissement, la Justice de paix est à jour.

Afin de pallier l'absence partielle pour raison de santé de la titulaire, le Conseil a nommé Mme Johanna Mayer-Ladner Juge de paix ad hoc à 30% du 1^{er} juin au 30 novembre 2015. A cette échéance, la Juge de paix Beatrice Kaeser n'étant pas encore apte à reprendre une activité à temps plein, il a été fait usage de l'art. 91 al. 1 let. d bis LJ pour prolonger le mandat de Johanna Mayer-Ladner de six mois, soit du 1^{er} janvier au 30 juin 2016. Celui-ci a toutefois été réduit à 20%. Cette prolongation a été validée par le Grand Conseil.

Mme Marianne Hauser, Assesseure, a quitté la Justice de paix à la fin de l'année. Elle sera remplacée dès le 1^{er} janvier 2016 par Mme Rita Raemy, élue en novembre.

3. Justice de paix de la Gruyère

Interpellé par des doléances informelles émises au sujet de certains dossiers, le Conseil a procédé à une inspection approfondie de cette justice de paix. Celle-ci s'est soldée par un bilan positif. La charge de travail de cette autorité demeure certes très lourde et oblige son personnel à travailler à flux tendu. Il est toutefois apparu que les affaires sont suivies sérieusement et les dossiers traités sans retard. L'Autorité de surveillance a en outre constaté que la majorité des crispations avec certains interlocuteurs de la Justice de paix, notamment scolaires, relève de leur méconnaissance des compétences de cette autorité. Afin d'y remédier et d'expliquer leur rôle et leurs compétences, l'autorité de surveillance a conseillé aux juges de paix d'organiser une rencontre avec les milieux concernés.

Sur demande de la Justice de paix qui souhaitait renforcer son équipe d'assesseurs de deux unités notamment pour la vérification et l'approbation des comptes, le Grand Conseil a élu en mars Mme Marie-Antoinette Bloch et M. Mick Décosterd. Quant à Mme Maria-Elvira Nordmann-Fos, elle a succédé à Mme Laurence Jaquet-Pugin, Assesseure démissionnaire au 31 mars 2015.

4. Justice de paix du Lac

Cette justice de paix ne donne lieu à aucune remarque particulière. Sa charge de travail se situe toujours à un niveau élevé et requiert un engagement très important de tous ses membres, dont la Juge de paix régulièrement astreinte à travailler durant le week-end.

5. Justice de paix de la Glâne

En dépit d'une charge de travail toujours aussi importante, la Justice de paix fonctionne bien. Engagé à 80%, le Juge de paix Marc Butty effectue des heures supplémentaires à hauteur de 10%. Après une première année de fonction lors de laquelle le magistrat s'est concentré sur la gestion des dossiers, il a entrepris cette année de réviser certains processus de travail dans le but de gagner en efficacité et en qualité.

Le Juge de paix n'a pour l'heure pas souhaité remplacer Mme Marie-Christine Offner-Deillon, Assesseure démissionnaire au 31 mars.

6. Justice de paix de la Broye

La situation de cette justice de paix s'est notablement améliorée depuis deux ans. La charge de travail demeure certes importante, obligeant encore la Juge de paix à accomplir des heures supplémentaires et ne lui permettant pas de prendre toutes ses vacances, mais elle est toutefois nettement plus supportable qu'auparavant. La mise en place d'un secrétariat fiable et compétent décharge désormais valablement des tâches administratives Juge de paix et greffières qui peuvent se concentrer sur le cœur de leur travail. La pérennisation des postes du secrétariat constitue néanmoins une préoccupation majeure. Le statut précaire des personnes concernées, formées et efficaces, fait courir à la Justice de paix le risque réel qu'elles démissionnent pour un emploi plus sûr.

Une entreprise externe a procédé à une analyse de cette autorité et lui a prodigué ses ultimes conseils au début 2015. Son intervention s'est révélée positive et a débouché sur une nouvelle dynamique.

7. Justice de paix de la Veveyse

Au cours du premier semestre de l'année, cette autorité a bénéficié d'une mesure de coaching externe visant à l'aider à solutionner ses problèmes structurels et de personnel. Avec l'appui de la consultante, la Justice de paix a effectué un travail important de clarification de certains processus de travail. Le rapport de l'entreprise de conseil a pointé du doigt l'allocation insuffisante des ressources au secrétariat et la nécessité d'augmenter de 10% le taux d'activité de la Juge vu l'importante charge de travail de cette autorité. Il a également souligné le climat de tensions régnant entre les curateurs privés de la Veveyse et la Justice de paix. Interpellé par cette situation et craignant qu'elle n'affecte le bon fonctionnement de l'autorité, le Conseil a décidé de réunir toutes les parties concernées au début de l'été. Sa délégation, composée de son Président J. Delabays, de sa Vice-présidente N. Gobet, du Conseiller d'Etat E. Jutzet et du Préfet de la Veveyse M. Chevalley, accompagnée de la Cheffe du Service de justice L.M. Graden et de la Consultante externe a rencontré la Juge de paix S. Périsset Gantner, les curateurs privés et deux représentants des communes de la Veveyse. Cette séance, qui a mis en lumière certains problèmes de communication entre les parties en présence, leur a permis d'exprimer leurs doléances respectives. L'Autorité de surveillance en a profité pour préciser les compétences de chacun. Cette rencontre, qui a permis d'apaiser les tensions entre la Juge de paix et les curateurs, s'est conclue sur un bilan encourageant.

Depuis le 15 juin 2016, la Justice de paix dispose désormais de nouveaux locaux plus spacieux et fonctionnels au Château de Châtel-St-Denis.

La question récurrente de la suppléance de la Juge de paix lors de son jour de congé hebdomadaire pose toujours problème

2.2.1.7. *Préfectures*

Ces autorités ont été inspectées en 2015 par le Tribunal cantonal. A relever que certaines d'entre elles signalent une augmentation et une complexification des affaires pénales.

2.2.1.8. *Commission de recours de l'Université*

Avec l'entrée en vigueur le 1er janvier 2015 de la loi modifiant la loi sur l'Université, la Commission fonctionne désormais dans sa nouvelle composition. L'absence de longue durée pour raison de santé du Vice-président Michel Wuilleret n'a pas influé sur sa bonne marche grâce à l'engagement de ses membres et au système d'intérim mis sur pied.

M. Marius Osterfeld a démissionné de sa fonction d'assesseur au début du mois de novembre. Son successeur sera élu par le Grand Conseil au début de l'année 2016.

2.2.1.9. *Commissions de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif*

Sur demande du Président de la Commission du sud en proie à des difficultés organisationnelles liées à un manque d'assesseurs, le Conseil a mis au concours un poste d'assesseur bailleur et deux d'assesseurs locataires. MM. Alain Charrière et Florian Demierre représentant les locataires ainsi que Mme Franziska Waser représentant les bailleurs ont été élus en novembre 2015. Avec ses 30%, le secrétariat s'avère sous-doté au regard de la charge de travail conséquente qui lui incombe. Le taux de conciliation de la Commission du sud, situé entre 70 et 75%, est stable.

La Commission de la Sarine fonctionne bien grâce à la compétence et à la grande expérience des personnes actuellement en place. Le taux de conciliation de cette autorité est supérieur à 80%.

Durant l'été, la Commission de la Singine et du Lac a enregistré une augmentation notable des nouvelles entrées. M. Yann Hofmann a été désigné Vice-président ad hoc pour suppléer la titulaire absente pour cause de maternité de juillet à octobre. Comme dans le sud du canton, le secrétariat avec ses 20% est sous-doté au regard de la masse de dossiers à traiter. Le taux de conciliation moyen de cette commission se monte à 75%.

Au nombre des démissionnaires figure M. Alexandre Grandjean, Assesseur représentant les locataires à la Commission de conciliation de la Sarine. Il a été remplacé par Mme Laure Christ.

Au surplus, la gestion des dossiers de ces autorités ne suscite aucune remarque particulière.

2.2.1.10. *Commission d'expropriation*

Cette commission fonctionne bien. A relever que la révision de la loi sur l'aménagement du territoire aura une incidence sur sa charge de travail.

2.2.1.11. *Remerciements*

Le Conseil exprime ici sa gratitude à toutes les personnes mentionnées dans ce rapport qui ont quitté leur fonction judiciaire accessoire au cours de cet exercice. Il les remercie pour leur travail et leur engagement indispensables au bon fonctionnement de la justice fribourgeoise.

2.2.2. Surveillance disciplinaire

	Nouveaux dossiers ouverts	Dossiers reportés de l'année précédente	Nombre total de dossiers	Dossiers transmis à autres autorités	Dossiers clos sans échange d'écritures	Dossiers clos après échge écrit. ou enquête.	Dossiers reportés à l'année suivante
2011	18	3	21	-	10	8	3
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	-	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5
2015	28	5	33	-	19	8	6

L'enquête disciplinaire ouverte en 2014 a donné lieu au prononcé d'un blâme à l'égard d'un magistrat non professionnel. Un magistrat professionnel a quant à lui fait l'objet d'un rappel à l'ordre.

Par ailleurs, deux dénonciations portant sur le fonctionnement administratif de certaines autorités judiciaires ont été adressées au Conseil. Elles ont été classées après échange d'écritures.

2.3. Nominations

Il est rappelé que dans des situations exceptionnelles et urgentes, le Conseil est habilité à nommer de sa propre autorité un juge pour une durée maximale de six mois (art. 91 al.1 let. d LJ). Lorsqu'il est vraisemblable qu'un magistrat sera empêché pour une période plus longue, il peut désormais pourvoir à son remplacement pour douze mois maximum, moyennant approbation du Grand Conseil, sur préavis de la Commission de justice (art. 91 al. 1 let. d^{bis} LJ).

En 2015, le Conseil a nommé six magistrats ad hoc. Trois nominations prolongées au-delà d'une période de six mois ont été dûment approuvées par le Grand Conseil sur préavis de la Commission de justice conformément à l'art. 91 al.1 let. d^{bis} LJ. Celles-ci ayant déjà été évoquées précédemment, prière de se référer aux points 2.2.1.2 concernant Mme Gabriela Musumeci et M. Serge Molliet, 2.2.1.3/3 concernant Mme Marlène Collaud, 2.2.1.5 concernant M. Julien Aubry, 2.2.1.6/2 concernant Mme Johana Mayer-Ladner et 2.2.1.9 concernant M. Yann Hofmann.

Faisant usage de l'art. 22 LJ, le Conseil a par ailleurs nommé deux procureurs ad hoc, soit M. Stéphane Grodecki et M. Michel Morel, pour traiter des procédures pénales pour lesquelles le Ministère public a dû se récuser (cf. point 2.2.1.2). Sur la base de cette même disposition légale, il a désigné M. Grégoire Bovet suppléant des Tribunaux de la Gruyère, de la Broye et de la Veveyse à compter du 1^{er} janvier 2016 pour succéder au Président Michel Morel.

2.4. Surcharge des autorités judiciaires et gel de l'engagement du personnel

Depuis plusieurs années, de nombreuses autorités, surchargées et sous-dotées, sont soumises à une cadence de travail très soutenue. Dans ses derniers rapports, le Conseil n'a pas manqué de signaler ces situations critiques et de tirer la sonnette d'alarme. La charge de travail, loin de diminuer, s'amplifie avec l'augmentation démographique, tant et si bien que certaines autorités ont atteint aujourd'hui les limites de ce que l'on peut attendre d'elles. Les magistrats comme les greffiers, qui accumulent les heures supplémentaires depuis plusieurs années, sont fatigués. On ne saurait exiger d'eux qu'ils poursuivent à ce rythme sauf à mettre leur santé en danger. Le bon fonctionnement de la justice est également en cause puisque les délais d'assignation et de traitement des dossiers de certaines instances s'avèrent beaucoup trop longs. Dans un tel contexte, une augmentation des forces de travail de certaines Justices de paix et de quelques Tribunaux d'arrondissement s'avère indispensable pour que ces autorités puissent continuer de mener à bien leur mission judiciaire. Usant des moyens légaux à sa disposition, le Conseil a, à plusieurs reprises, soutenu les

autorités particulièrement vulnérables en nommant des magistrats ad hoc (cf. point 2.3). Tel a notamment été le cas en 2014 et 2015 à la Justice de paix de la Sarine et au Tribunal de la Broye. Si ces mesures, qui ne sont en soi pas destinées à pallier la sous-dotation d'une autorité mais à résoudre des situations urgentes, ont permis de diminuer le volume des affaires en souffrance et de soulager temporairement des magistrats débordés, elles n'ont malheureusement qu'une portée très limitée dans le temps et ne peuvent pallier l'engagement de personnel permanent. La situation de certaines instances, dont notamment le Tribunal de la Broye (cf. point 2.2.1.3/3), est critique. C'est par conséquent avec regret et vive inquiétude que le Conseil a pris acte de la décision du Conseil d'Etat de n'octroyer aucun nouveau poste au Pouvoir judiciaire en 2016. A la fin de l'été, il s'est ouvert de ses craintes à l'Exécutif cantonal. Il l'a informé également que si de nouveaux postes ne pouvaient être octroyés, il se réservait d'ores et déjà la possibilité de réitérer des nominations de magistrats pour des durées de six, voire de douze mois avec l'aval du Grand Conseil, afin de permettre aux autorités les plus chargées d'accomplir leur mission judiciaire dans des conditions et des délais acceptables.

En novembre suivant, lors d'une séance sollicitée par l'Association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire et la Commission de justice également préoccupées par cette situation, le Conseil a une fois de plus plaidé auprès du Conseil d'Etat l'impérative nécessité d'attribuer de nouveaux postes au Pouvoir judiciaire. Aucune solution satisfaisante n'a toutefois pour l'heure pu être trouvée.

Une autre problématique, découlant directement de la surcharge de travail et du manque flagrant de ressources du Pouvoir judiciaire, a occupé l'autorité de surveillance au cours de cet exercice. Soucieux d'assurer envers et contre tout le bon fonctionnement de la justice, de nombreux magistrats ont été contraints d'accomplir des heures supplémentaires qui parfois s'accumulent depuis plusieurs années. Dans l'impossibilité matérielle de les compenser par des congés, certains en ont sollicité la rémunération.

Si jusqu'alors le paiement des heures supplémentaires des juges n'était admis que de manière exceptionnelle et à des conditions très restrictives, le Conseil a estimé, compte tenu du contexte actuel et de l'engagement hors norme de nombre de magistrats, que cette pratique méritait d'être reconsidérée. Conscient des enjeux en présence et élargissant sa réflexion à l'ensemble des juges de première instance et des procureurs, il en a référé à la Commission de justice. Vu le flou juridique en la matière, notamment s'agissant de la compétence pour autoriser l'accomplissement et partant le paiement des heures supplémentaires, il considère en effet que les questions concrètes qui se posent dépassent le simple cadre de la surveillance administrative. L'échange de vues entamé à la fin de l'année avec la Commission de justice devrait permettre de trouver au cours du premier semestre 2016 des réponses à des questions qui sont inévitablement amenées à se reposer dès lors que l'Etat refuse de créer des postes supplémentaires.

2.5. Communication

La parution du rapport annuel du Conseil a donné lieu à une conférence de presse le 12 juin 2015. A cette occasion, l'autorité de surveillance a présenté le résultat des enquêtes menées lors des inspections de l'automne précédent concernant la charge de travail des Justices de paix et des Tribunaux d'arrondissement.

Comme le veut la loi (art. 198a de la loi sur le Grand Conseil), le Président du Conseil a assisté à la présentation du rapport annuel devant le Grand Conseil lors de la session du mois de juin.

2.6. Divers

2.6.1. Modification législative

En tant qu'autorité de surveillance du Pouvoir judiciaire, le Conseil a pris acte de l'abrogation de l'art. 35 al. 2 de la loi sur l'information concernant l'absence de voie de recours contre ses décisions au niveau cantonal.

2.6.2. Statistiques - informatique

L'introduction informatique des nouveaux codes Tribuna tel que définis par le groupe de travail a pris du retard. Il n'a pas été possible de demander l'établissement des statistiques 2015 selon le nouveau système qui devrait toutefois être opérationnel en 2016.

Le Conseil a par ailleurs demandé au Tribunal cantonal de prendre la direction de la commission informatique du Pouvoir judiciaire.

2.6.3. Congé sabbatique

Confronté pour la première fois à une demande de congé sabbatique de longue durée (un an) de la part d'un magistrat (cf. point 2.2.1.5), le Conseil a constaté que la compétence pour octroyer une telle autorisation n'était pas clairement définie par la loi. Se fondant par analogie sur l'art. 91 LJ, il a déterminé une manière de procéder qu'il a soumise à la Commission de justice. Sa décision d'octroi dudit congé et de nomination d'un remplaçant a été approuvée par le Grand Conseil, après avoir été préavisée par la Commission de justice.

2.6.4. Modification du taux d'activité des magistrats

A la suite de la démission de Mme Gabrielle Multone, le Tribunal cantonal a autorisé le Juge Marc Sugnaux, engagé à mi-temps, à augmenter de 50% son taux d'activité à compter du 1^{er} février 2016. Partant, seul un poste à 50% a été mis au concours pour remplacer la démissionnaire.

Déploquant le caractère unilatéral d'un tel mode de faire, le Bureau du Grand Conseil a saisi l'autorité de surveillance de la problématique de la modification du taux d'activité d'un magistrat, dans le but d'arrêter une procédure uniformisée en la matière. Dans le cadre de l'étude menée à ce sujet, le Conseil a pris langue avec le Tribunal et la Commission de justice. Soulignant que par le passé, plusieurs magistrats, dont des procureurs, ont modifié leur taux d'activité sans que le Grand Conseil n'ait été consulté à ce sujet, il a estimé que rien ne justifiait que les juges cantonaux soient traités différemment. Il a par conséquent prôné une solution commune à l'ensemble des magistrats tels que définis à l'art. 4 al. 1 LJ en proposant à la Commission de justice de se prononcer lui-même sur les requêtes de modification du taux d'occupation après consultation de l'autorité judiciaire concernée. Le processus définitif devrait être finalisé entre toutes les parties concernées au début de l'année prochaine.

Par ailleurs, le Conseil a préavisé favorablement l'augmentation du taux d'activité du Juge Marc Sugnaux, afin de ne pas retarder son entrée en fonction. Le Grand Conseil l'a quant à lui avalisée lors de la session du mois de novembre.

2.6.5. Enquête auprès des autorités judiciaires

Bien qu'autorité de surveillance des magistrats, le Conseil de la magistrature est conscient de l'importance du greffe et du secrétariat pour le bon fonctionnement des autorités judiciaires. Par conséquent, il a décidé en 2015 de s'intéresser aux besoins en formation de ces catégories de personnes. Les résultats de ces enquêtes peuvent être consultés ci-après.

Annexe:

2.7. Enquête auprès des autorités judiciaires 2015 - récapitulatif

1. Questionnaires

1.1. Questionnaires communs aux Tribunaux d'arrondissement et aux Justices de paix

Besoins en formation du personnel de greffe, secrétariat et comptabilité

1. Quels sont les besoins en formation des greffiers, secrétaires et comptables de votre autorité en matière informatique ou autre?	
Tribunaux d'arrondissement	Tous les Tribunaux demandent une formation sur Tribuna pour les nouveaux employés.
Justices de paix	Toutes les Justices de paix estiment nécessaire une formation sur Tribuna au début des rapports de travail. Trois d'entre elles, souhaitent un cours SAP pour le personnel administratif nouvellement engagé.

2. Se justifie-t-il, selon vos besoins, d'organiser régulièrement des cours de formation et/ou de remise à niveau ?	
Tribunaux d'arrondissement	Tous les Tribunaux demandent une mise à niveau régulière de leurs collaborateurs sur Tribuna. Une majorité d'entre eux souhaitent une mise à niveau régulière de leurs collaborateurs sur les autres programmes informatiques (Office etc.) L'un d'eux relève qu'il est important de maintenir le budget actuel afférant à la formation des greffiers.
Justices de paix	La majorité des Justices de paix demande des formations en cas de modifications d'un programme ou de nouveautés informatiques. Une formation continue pour Tribuna est également souhaitée. Deux Justices de paix ont relevé que le budget afférant à la formation était insuffisant pour assurer la formation continue de tous les collaborateurs.

3. Quelles sont les attentes en formation continue de votre personnel administratif ?	
Tribunaux d'arrondissement	Trois Tribunaux n'ont pas d'attente particulière. Les attentes des autres concernent Tribuna, une introduction au droit et à l'administration cantonale, une formation en comptabilité et à SAP pour le personnel comptable et un cours de formateur pour apprenti.
Justices de paix	Deux Justices de paix estiment l'offre actuelle de formation de l'Etat suffisante. Les autres souhaitent des formations en matière d'assurances sociales, de prévention des risques et de gestion des conflits ou encore en cas de changements législatifs ou plus spécifiquement ciblées sur les besoins de leurs activités.

1.2. Questionnaires aux Justices de paix

1. Les transformations de mesures seront-elles terminées en fin d'année ? En cas de réponse négative, quel est le solde des mesures qu'il restera à transformer et dans quel délai cette tâche sera-t-elle effectuée ?	
Sarine	Oui
Singine	Oui
Gruyère	Oui
Lac	Oui
Glâne	Oui sous réserve d'une septantaine d'anciennes tutelles/interdictions civiles qui seront adaptées dans les meilleurs délais.
Broye	Oui
Veveyse	Oui

Jahresbericht 2015 an den Grossen Rat des Kantons Freiburg

—
Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossrätinnen und Grossräte

Der Justizrat (hiernach Rat), die unabhängige Aufsichtsbehörde über die Justiz (Art. 125 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004, hiernach KV), hat die Ehre, Ihnen gemäss Art. 127 Abs. 3 KV den Jahresbericht über seine Tätigkeit (Teil I) und diejenige der Gerichtsbehörden des Kantons (Teil II) zu unterbreiten.

I. Der Justizrat

1. Rat und Sekretariat

—
Die Zusammensetzung des Rates hat 2015 keine Änderungen erfahren. Der Rat setzt sich zusammen aus Jérôme Delabays, Präsident, Nadine Gobet, Vizepräsidentin, Erwin Jutzet, Dominique Morard, Walter Stoffel, Fabien Gasser, Jean-Benoît Meuwly, Michel Chevalley und Wanda Suter. Auch beim Personal des Sekretariats, bestehend aus Christine Keller, juristische Sekretärin, und Yolande Brünisholz, Sekretärin, gab es im Verlauf dieses Jahres keine Änderung.

2. Tätigkeit

Der Rat hat im Jahr 2015 18 Plenarsitzungen abgehalten. Die Kommissionen sind jeweils nach Bedarf zusammengekommen. Es wurden, wie bereits in den vergangenen Jahren, Delegationen für die Vorstellungsgespräche in Bezug auf die neu zu besetzenden Berufsrichterstellen sowie für die Inspektionen gebildet.

2.1. Wahlen

Im Verlauf des Jahres 2015 hat der Rat zu 29 Wahlen Stellung genommen, 6 davon betrafen hauptberufliche Ämter.

2.2. Aufsichtsbefugnis

Gemäss Art. 127 KV übt der Rat die Administrativ- und Disziplinaufsicht über die richterliche Gewalt sowie die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Der Rat ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Abs. 2).

2.2.1. Administrativaufsicht

Nebst der ihm von Amtes wegen durchzuführenden Inspektion des Kantonsgerichts hat der Rat die Friedensgerichte des Saane-, Sense- und Greyerzbezirks, die Bezirksgerichte Glane und die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks inspiziert. Er hat ferner drei Staatsanwältinnen/Staatsanwälte, den Generalstaatsanwalt und dessen Stellvertreter sowie die Rekurskommission der Universität und die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch geprüft.

Die Inspektion der restlichen Behörden wurde gemäss Art. 127 Abs. 2 KV dem Kantonsgericht übertragen. (vgl. Teil II, Kantonsgericht, Punkt 1.1.2.1.3.)

Bei der Rekurskommission für neue Parzellarvermessung hat keine Inspektion stattgefunden, weil diese keine Fälle zu verzeichnen hatte.

2.2.1.1. *Kantonsgericht*

Personal – Aus- und Weiterbildung

Der Rat freut sich über das gute Klima, das innerhalb dieser Behörde herrscht und die im Vergleich zu den beiden letzten Jahren rückläufige Quote beim Personalwechsel.

Räumlichkeiten – Informatik

Im Sommer mussten aufgrund von Überhitzungsproblemen Arbeiten im Dachstock ausgeführt werden. Es sind noch verschiedene Massnahmen zur Verbesserung der Isolation des Westflügels des Gebäudes geplant.

Im Informatikbereich wurde aufgrund verschiedener Probleme ein neuer Kundenbetreuer (Verantwortlicher) für das Gerichtswesen bestimmt. Die Arbeiten im Zusammenhang mit dem Hilfswerkzeug für die automatische Anonymisierung und Veröffentlichung der Urteile haben sich verzögert. Dieser Arbeitsgang wurde mittels eines provisorischen Moduls vorgenommen. 2016 sollte eine neue Version zur Verfügung stehen.

Richterinnen/Richter und Beisitzerinnen/Beisitzer

Kantonsrichterin Marianne Jungo war aus gesundheitlichen Gründen von April bis Ende Oktober abwesend. Dank dem Einsatz aller Kantonsrichter/innen und der Erhöhung des Arbeitspensums des Kantonsrichters Marc Sugnaux um 30% (von Juli bis Ende November) konnte ihre Vertretung entsprechend gewährleistet werden.

Kantonsrichterin Gabrielle Multone sowie die beiden Kantonsrichter Josef Hayoz und Roland Henninger haben ihre Pensionierung per Ende Januar 2016 bekanntgegeben. Mit dem Rücktritt dieser drei erfahrenen Magistratspersonen und dem Antritt ihrer im Oktober und November 2015 gewählten Nachfolge - Kantonsrichterinnen Dominique Gross und Sandra Wohlhauser sowie Kantonsrichter Marc Boivin (50%) - wird das Kantonsgericht 2016 eine bedeutende Erneuerung innerhalb seines Richter/innen-Teams erfahren. Kantonsrichter Marc Sugnaux wird sein Arbeitspensum per 1. Februar 2016 um 50% erhöhen. (vgl. Punkt 2.6.4.).

Jacques Bonfils hat die gesetzliche Altersgrenze erreicht und sein Amt als Ersatzrichter per Ende Jahr niedergelegt. Er wird ersetzt durch die im Oktober gewählte Ersatzrichterin Omblin de Poret Bortolaso.

Zivil- und Strafrechtliche Abteilung

Die Arbeitslast der Zivilrechtlichen Abteilung ist zwar immer noch gross, gilt jedoch im Moment als stabil und kann bewältigt werden. Die Strafrechtliche Abteilung verzeichnet weniger Neueingänge, die Dossiers sind dennoch umfangreich.

Verwaltungsrechtliche Abteilung

Der Rat freut sich über die Erhöhung der Dossierabschlüsse bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen, die dem Einsatz aller Mitarbeitenden und der effizienten Unterstützung durch die Ersatzrichter zuzuschreiben ist. Die beiden Höfe haben trotzdem nicht weniger Sorgen. Die Zahl der Neueingänge steigt und die Ressourcen bleiben unzureichend. Es gilt hervorzuheben, dass die durch die Abschaffung des Systems der Beisitzer/innen entstandene Mehrbelastung ohne jegliche Neudotierung auf die Richter/innen übertragen wurde.

Der Rat teilt die Besorgnis des Kantonsgerichts hinsichtlich der sich aus der Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal ergebenden zusätzlichen Arbeitslast. Mit der besagten Änderung wird das interne Verfahren beim Staatsrat aufgehoben. Der Rat hofft inständig, dass die durch die oberste kantonale Gerichtsbehörde gestellten Anträge für zusätzliche Arbeitskräfte erfolgreich sein werden.

2.2.1.2. *Staatsanwaltschaft*

Die Staatsanwaltschaft ist allgemein nicht überlastet und funktioniert gut.

Die erste Amtsdauer des Generalstaatsanwalts Fabien Gasser ist Ende Jahr abgelaufen. Im Juni wurde er mit einem glänzenden Ergebnis für eine zweite Amtsperiode von 5 Jahren wiedergewählt. Staatsanwalt Markus Julmy hat sich nicht für eine weitere Amtsdauer als Stellvertretender Staatsanwalt zur Verfügung gestellt. Der Rat hat das Amt deshalb zur Bewerbung ausgeschrieben. Als Nachfolger/innen hat der Grosse Rat Staatsanwältin Alessia Chocomeli und Staatsanwalt Raphaël Bourquin gewählt. Sie werden ihr Amt am 1. Januar 2016 antreten.

Um den im Winter verunfallten Staatsanwalt Jean-Frédéric Schmutz während seiner Abwesenheit zu vertreten, hat der Rat für die Dauer vom 15. März bis 15. Juni 2015 Gerichtsschreiberin Gabriela Musumeci und Gerichtsschreiber Serge Molliet zur Staatsanwältin/zum Staatsanwalt ad hoc zu je 50% ernannt. Die Amtsdauer von Serge Molliet musste bis zur vollständigen Genesung von Staatsanwalt Jean-Frédéric Schmutz verlängert werden, d.h. vom 16. Juni bis 31. Juli zu 100%, und danach bis Ende August 2015 zu 50%. Die Ernennungen sind im Rahmen der in der Befugnis des Rates liegenden befristeten Maximaldauer von 6 Monaten geblieben.

Für die Nachfolge des per Ende 2014 zurückgetretenen Staatsanwalts ad hoc André Waeber musste der Rat die Dienste eines kantonsexternen Magistraten in Anspruch nehmen. Der Rat hat Stephane Grodecki, Oberstaatsanwalt des Kantons Genf, in dieses Amt ernannt. Er wird die Untersuchungsverfahren führen, in denen sich die Staatsanwaltschaft in den Ausstand begeben musste. Gerichtspräsident Michel Morel hat sich ebenfalls für eine Ernennung zum Staatsanwalt ad hoc zur Verfügung gestellt, um gewisse Strafanzeigen gegen den Generalstaatsanwalt und ein Mitglied der Staatsanwaltschaft zu bearbeiten.

2.2.1.3. *Bezirksgerichte*

Folgende Personen haben 2015 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Christian Ayer und Benoît Gummy, Beisitzer beim Bezirksgericht Saane,
- > Jean-Paul Ecoffey, Beisitzer beim Bezirksgericht Greyerz,
- > Marie-Madeleine Rey, Beisitzerin beim Bezirksgericht Vivisbach,
- > Jacqueline Liard und Barbara Lugin, Beisitzerinnen beim Bezirksgericht Glane,
- > Ingeborg Cadonau, Beisitzerin und Suzanne Gilomen, Ersatzbeisitzerin beim Arbeitsgericht des Seebezirks und Vizepräsidentin des Bezirksgerichts See,
- > Marianne Schmutz, Ersatzbeisitzerin beim Arbeitsgericht des Saanebezirks,
- > Jean-Bernard Droux, Beisitzer beim Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks,
- > Herbert Jungo und Jacques Bonfils, Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht,

1. Bezirksgericht Saane

a. Zivilgericht

Der Aufgabenbereich der Präsidenten des Zivilgerichts ist gross. Das Zivilgericht verzeichnet einige aussergewöhnlich umfangreiche Dossiers. Im Moment gibt es jedoch keinen Anlass, besondere Massnahmen zu ergreifen. Wie bereits im letzten Jahr vorgebracht, erachtet das Gericht seine Arbeitskräfte im redaktionellen Bereich als unzureichend.

Beim Personal hat es im Verlauf dieses Jahres keine Änderungen gegeben.

b. Strafgericht und Wirtschaftsstrafgericht

Die lange Absenz des Präsidenten Nicolas Ayer aus gesundheitlichen Gründen hat den Betrieb des Strafgerichts beeinträchtigt. Anfangs haben die drei übrigen Präsidenten des Strafgerichts seine Stellvertretung wahrgenommen. Die zusätzliche Arbeitslast, die die Aufgabe eines Vollzeit-Präsidenten mit sich bringt, hat jedoch schnell die Ernennung eines ad hoc Richters erfordert. Der Rat hat folglich für die Dauer vom 1. Juni bis 30. November 2015 Marlène Collaud zur Präsidentin ad hoc ernannt. Weil sich der Gesundheitszustand des Präsidenten Nicolas Ayer nach diesem Zeitraum nicht verbessert hat, musste dieses Amt verlängert werden. Der entsprechende Entscheid wurde gemäss Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG vom Grossen Rat genehmigt. Nachdem diese Richterin dem Bezirksgericht Broye zugeteilt wurde (vgl. Ziffer 3 hiernach), hat der Rat bis zum Amtsantritt der ordentlichen Nachfolge Michel Morel zum Präsidenten ad hoc ernannt.

Das Wirtschaftsstrafgericht hat einen bedeutenden Anstieg der Dossiers verzeichnet. Der Präsident musste aufgrund der beträchtlichen Arbeitslast zahlreiche Überstunden leisten. Sein Stellvertreter Arthur Lehmann ist aufgrund seines Sabbatjahres per 30. September 2015 von seinem Amt zurückgetreten. Es konnte noch kein Nachfolger für ihn gefunden werden.

2. Bezirksgericht Greyerz

Die Arbeitslast dieser Behörde bleibt hoch. Die Zahl der hängigen Straffälle ist steigend. Es ist ausserdem eine zunehmende Komplexität der Angelegenheiten festzustellen.

Die Präsidentin Frédérique Bütikofer Repond war im Frühling aufgrund einer Operation für fast zwei Monate abwesend. Die Stellvertretung wurde durch ihre Kollegin Camille Perroud Sugnaux gewährleistet, die ihr Arbeitspensum während dieses Zeitraums erhöht hat.

Bei einigen dieser Magistratspersonen haben sich beträchtliche Überstunden angehäuft.

3. Bezirksgericht Broye

Dieses stark belastete Gericht wurde während den ersten fünf Monaten des Jahres durch Präsidentin ad hoc Marlène Collaud unterstützt. Die Situation des Gerichts wurde während des ersten Semesters als positiv gewertet. Die Befürchtungen, die der Rat in seinem letzten Bericht vorgebracht hat, haben sich jedoch bewahrheitet. Nach Ablauf des Mandates der Präsidentin ad hoc ist das Arbeitsvolumen rasch wieder in die Höhe gestiegen und die Fristen für die Vorladungen haben sich übermässig verlängert.

Nebst ihrem Amt als Stellvertretende Präsidentin ad hoc des Bezirksgerichts Broye wurde Marlène Collaud für die Dauer vom 1. Juni bis 30. November 2015 zur Präsidentin ad hoc des Bezirksgerichts Saane ernannt. Da Präsident Nicolas Ayer länger ausgeblieben ist, verfügte Marlène Collaud im zweiten Semester nicht über die gewünschte Disponibilität, um das Bezirksgericht Broye weiter zu unterstützen. In Anbetracht der Besorgnisse und wiederholten Hilfsanträge der Präsidenten des Bezirksgerichts Broye hat der Rat nach Verlängerung dieser vom Grossen Rat gemäss Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG genehmigten Mandate die Zuteilung der betroffenen Magistratin neu erwogen und nach Gewichtung der vorhandenen Situationen die Unterstützung des Bezirksgerichts als prioritär erachtet. Der Rat hat demzufolge beschlossen, Marlène Collaud für den Rest ihres Mandates, d.h. vom 1. Januar bis 31. Mai 2016 dem Bezirksgericht Broye als Stellvertretende Präsidentin ad hoc (100%) zuzuteilen.

Die hohe Zahl der in diesem Jahr durch dieses Gericht erledigten Fälle war nur dank eines aussergewöhnlichen Einsatzes seiner Präsidenten und zahlreicher Überstunden möglich. Die durch die chronische Überlastung beanspruchten Richter werden einen solchen Arbeitsrhythmus ohne Verstärkung nicht aufrechterhalten können. Der Rat muss daher seine Sorge über den guten Betrieb dieses Gerichts, sollte

die Dotierung nicht dauerhaft erhöht werden, nur wiederholen. Er bedauert sehr, dass für 2016 keine zusätzliche Arbeitskraft bewilligt wurde.

Schliesslich musste diese Behörde aus Disponibilitätsgründen die Bearbeitung von zwei grossen Strafdossiers an zwei seiner Stellvertretenden Präsidenten delegieren.

4. Bezirksgericht See

Dieses bereits stark belastete Gericht verzeichnet eine bedeutende Zunahme der französischsprachigen Fälle. Das Teilzeitpensum der französischsprachigen Präsidentin erlaubt es nicht mehr, alle ihr zufallenden Dossiers zu übernehmen, weshalb eine interne Reorganisation nötig wurde. Das Ausscheiden der Vizepräsidentin Suzanne Gilomen, die aus Altersgründen per Ende 2015 zurückgetreten ist, wird sich überdies auf die Arbeitslast der Magistratspersonen an diesem Gericht auswirken. Die ausscheidende Vizepräsidentin hat das Gericht dank der Bearbeitung zahlreicher Scheidungen auf gemeinsames Begehren entlastet. Die aktuelle Gesetzgebung sieht keine Möglichkeit für eine entsprechende Nachfolge vor. Insgesamt gibt daher auch die Situation dieses Gerichts dem Rat Anlass zur Sorge.

Die Probleme im Personalbereich, auf die bereits im vergangenen Jahr hingewiesen wurde, bestehen weiter.

5. Bezirksgericht Glane

Das Gericht ist soweit „à jour“. Ende 2015 ist Gerichtspräsident Michel Morel nach 23 Jahren Präsidium aus Altersgründen zurückgetreten. Der Rat hat die Weiterführung seiner Tätigkeit als Stellvertretender Präsident des Bezirksgericht Broye genehmigt, damit er eine wichtige, ihm von diesem Gericht übertragene Angelegenheit (Art. 6 Abs. 2 JG) abschliessen kann. Mit dem Wunsch, einen aktiven Ruhestand zu führen, hat Präsident Morel überdies angeboten, seine Zeit und Fachkenntnisse den Gerichtsbehörden, die Hilfe benötigen, zur Verfügung zu stellen. Der Rat spricht diesem Magistraten, der die Freiburger Justiz bei der Bevölkerung des Glanebezirks während fast einem Vierteljahrhundert verkörpert hat, seinen aufrichtigen Dank aus. Es freut den Rat, dass Behörden, die sich in Schwierigkeiten befinden, künftig von der Erfahrung und der Effizienz dieses Richters profitieren können.

Grégoire Bovet wird per 1. Januar 2016 als Nachfolger das Präsidium des Bezirksgericht Glane übernehmen.

6. Übrige Bezirksgerichte

Der Rat hat keine besonderen Bemerkungen bezüglich der übrigen Bezirksgerichte anzubringen.

2.2.1.4. *Zwangsmassnahmengericht*

Die langandauernde Absenz des Richters Michel Wuilleret, der aus gesundheitlichen Gründen seit Ende August abwesend ist, hat die Arbeitslast seiner beiden Kollegen spürbar erschwert. Letztere haben ihr Arbeitspensum in den letzten vier Monaten des Jahres je um 25% erhöht. Der Rat bedankt sich bei Richterin Géraldine Pontelli-Barras und Richter Felix Baumann für ihren grossen Einsatz, der es ermöglicht hat, den guten Betrieb dieser Behörde aufrechtzuerhalten.

Das Sekretariat zählt nur eine Mitarbeiterin mit einem 50%-Pensum; es wird als unterdotiert erachtet und bedarf zusätzlicher Unterstützung. Die Richter/innen haben ausserdem auf ein Sicherheitsproblem im Hinblick auf den Zutritt zu den Büroräumlichkeiten hingewiesen.

2.2.1.5. *Jugendstrafgericht*

Die Arbeitslast dieses Gerichts ist stabil und kann bewältigt werden.

Präsident Michel Lachat, eine geschätzte und anerkannte Persönlichkeit im Bereich des Jugendstrafrechts, ist per Ende Sommer in den Ruhestand getreten. Mit seiner Pensionierung geht ein Kapitel in der Geschichte dieses Gerichts zu ende. Der Rat spricht diesem Magistraten, der mit seinen Rechts- und Menschen-

kenntnissen weit über die Kantonsgrenzen hinaus für seinen Einsatz im Dienst der Freiburger Justiz bekannt ist, seinen aufrichtigen Dank aus. An seine Stelle hat der Grosse Rat im Mai Pierre-Laurent Dougoud gewählt. Er hat sein Amt am 1. September angetreten.

Präsident Arthur Lehmann hat aus familiären Gründen einen einjährigen unbezahlten Urlaub beantragt, beginnend am 1. Februar 2016. Sowohl der Rat als auch der Grosse Rat haben diesem Antrag zugestimmt (vgl. Punkt 2.3 und 2.6.3) und für die besagte Dauer als Stellvertretung Julien Aubry für ein Pensum von 50% zum Präsidenten ad hoc des Gerichts ernannt.

Im Verwaltungsbereich hat das Gericht die Pflichtenhefte aller Mitarbeitenden aktualisiert.

2.2.1.6. *Friedensgerichte*

Folgende Personen haben 2015 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt :

- > Marianne Hauser, Beisitzerin Friedensgericht des Sensebezirks,
- > Marie-Christine Offner-Deillon, Beisitzerin Friedensgericht des Glanebezirks,
- > Laurence Jaquet-Pugin, Beisitzerin beim Friedensgericht des Greyerzbezirks.

Die Arbeitslast der Friedensgerichte ist nach wie vor gross. Die noch bestehende Möglichkeit, mit befristeten Arbeitsverträgen Personal zu engagieren, bringt immerhin eine gewisse Unterstützung. Im Saanebezirk konnte dank der zusätzlichen 0,6 VZE Richterstelle der auf dieser Behörde lastende Druck spürbar verringert werden. Dieses Beispiel zeigt, wie wirkungsvoll die Bewilligung von zusätzlichen Arbeitskräften sein kann, sei dies auch nur mit einem begrenzten Pensum. Der Rat hofft sehr, dass diese Massnahme auch bei anderen stark belasteten Behörden offen stehen wird.

Alle Friedensgerichte haben die Umwandlung der Massnahmen per 31. Dezember 2015 abgeschlossen.

1. Friedensgericht des Saanebezirks

Die Arbeitslast bleibt allgemein hoch und verlangt nach wie vor einen beträchtlichen Einsatz aller Mitarbeitenden.

Die von der Sicherheits- und Justizdirektion zugesprochene neue 60%-Friedensrichterstelle konnte um 30% erhöht werden, da sich die Friedensrichterinnen Violaine Monnerat und Mélanie Imhof entschieden haben, ihr Arbeitspensum um 10 % bzw. 20% zu reduzieren. Im Mai wurde Gaël Gobet zum Friedensrichter mit einem Pensum von 90% gewählt. Er hat sein Amt am 1. Oktober angetreten. Die fruchtbringenden Auswirkungen, die der Stellenantritt dieses neuen Richters mit sich gebracht hat, waren schnell spürbar und haben die Moral seiner Kolleginnen positiv beeinflusst.

Das Friedensgericht hat viele Anstrengungen für die Rationalisierung und die Reorganisation der Arbeiten in der Gerichtsschreiberei und im Sekretariat auf sich genommen.

2. Friedensgericht des Sensebezirks

Das Gericht ist dank intensivem Einsatz trotz seiner grossen Arbeitslast „à jour“.

Der Rat hat Johanna Mayer-Ladner für die Dauer vom 1. Juni bis 30. November 2015 zur Friedensrichterin ad hoc mit einem Pensum von 30 % ernannt, um die Stellvertretung der amtierenden Friedensrichterin, die aus gesundheitlichen Gründen für ein Teilpensum abwesend war, sicherzustellen. Da Friedensrichterin Beatrice Kaeser nach Ablauf dieser Dauer noch nicht in der Lage war, ihre Tätigkeit wieder vollzeitlich aufzunehmen, hat der Rat von Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG Gebrauch gemacht und das Amt von Johanna Mayer-Ladner um sechs Monate, d.h. vom 1. Januar bis 30. Juni 2016 verlängert. Das diesbezügliche Arbeitspensum wurde jedoch auf 20 % reduziert. Der Grosse Rat hat diese Verlängerung genehmigt.

Marianne Hauser, Beisitzerin, hat das Friedensgericht per Ende Jahr verlassen. Als Nachfolge wurde im November Rita Raemy gewählt. Sie wird ihr Amt am 1. Januar 2016 antreten.

3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

Der Rat hat aufgrund informeller Beschwerden, die bezüglich gewisse Dossiers an den Rat gelangt sind, eine vertiefte Inspektion dieses Friedensgerichts durchgeführt. Die Inspektion hat eine positive Bilanz ergeben. Die Arbeitslast dieser Gerichtsbehörde bleibt sicher nach wie vor sehr hoch und zwingt die Mitarbeitenden im „Just-in-time-Verfahren“ zu arbeiten. Dennoch hat sich herausgestellt, dass die Angelegenheiten umfassend behandelt und die Dossiers ohne Verzug bearbeitet werden. Die Aufsichtsbehörde hat ferner festgestellt, dass die Mehrheit der Spannungen, die mit gewissen Ansprechpartnern des Friedensgerichts bestehen - insbesondere im schulischen Bereich - auf mangelnde Kenntnis des Aufgabenbereichs dieser Gerichtsbehörde zurückzuführen ist. Der Rat hat deshalb den Friedensrichterinnen und dem Friedensrichter empfohlen, mit den betroffenen Kreisen ein Treffen zu organisieren, um ihre Rolle und ihren Aufgabenbereich zu erläutern.

Auf Antrag des Friedensgerichts, das Beisitzer/innen-Team insbesondere für die Rechnungsprüfung und die Genehmigung der Abschlüsse um zwei Personen zu verstärken, hat der Grosse Rat im März Marie-Antoinette Bloch und Mick Décosterd als Beisitzer/in gewählt. Maria-Elvira Nordmann-Fos hat per 31. März 2015 die zurückgetretene Beisitzerin Laurence Jaquet-Pugin ersetzt.

4. Friedensgericht des Seebezirks

Dieses Friedensgericht gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Seine Arbeitslast wird immer noch als hoch eingestuft, verlangt einen beachtlichen Einsatz aller Mitarbeitenden und zwingt die Friedensrichterin, regelmässig am Wochenende zu arbeiten.

5. Friedensgericht des Glanebezirks

Trotz der unverändert hohen Arbeitslast funktioniert dieses Friedensgericht gut. Friedensrichter Marc Butty leistet zusätzlich zu seinem 80%-Pensum Überstunden in der Höhe von 10%. Nachdem sich der Friedensrichter in seinem ersten Amtsjahr auf die Verwaltung der Dossiers konzentriert hat, hat er in diesem Jahr die Anpassung gewisser Arbeitsprozesse veranlasst, um die Effizienz und Qualität an diesem Gericht zu steigern.

Der Friedensrichter hat momentan darauf verzichtet, die per 31. März zurückgetretene Beisitzerin Marie-Christine Offner-Deillon zu ersetzen.

6. Friedensgericht des Broyebezirks

Die Situation dieses Friedensgerichts hat sich in den letzten zwei Jahren spürbar verbessert. Die Arbeitslast bleibt beachtlich, zwingt die Friedensrichterin immer noch, Überstunden zu leisten und erlaubt es ihr nicht, alle ihre Urlaubstage zu beziehen. Dennoch wird die Belastung als deutlich erträglicher empfunden als vorher. Die Schaffung eines zuverlässigen und kompetenten Sekretariats entlastet nunmehr die Friedensrichterin und Gerichtschreiberinnen, die sich nun auf ihre Hauptaufgaben konzentrieren können. Nichtsdestotrotz bleibt die dauerhafte Sicherstellung der Sekretariatsstellen ein grosses Anliegen. Aufgrund der unsicheren Situation, in der sich die betroffenen Personen befinden, läuft das Friedensgericht Gefahr, dass diese gut ausgebildeten und effizienten Mitarbeiter/innen ihr Arbeitsverhältnis für eine sicherere Anstellung kündigen.

Eine externe Beratungsfirma hat diese Behörde analysiert und bis Anfang 2015 beraten. Diese Massnahme hat sich als positiv gezeigt und zu neuer Dynamik geführt.

7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

An dieser Behörde fand im Verlauf des ersten Semesters ein externes Coaching statt mit dem Ziel, die Probleme im Bereich Struktur und Personal zu lösen. Das Friedensgericht hat mit Unterstützung der Beratungsfirma eine bemerkenswerte Arbeit geleistet und gewisse Arbeitsprozesse verbessert. Im Bericht der Beratungsfirma wird in Anbetracht der Arbeitslast dieser Behörde auf die ungenügenden Ressourcen im Sekretariat und die Notwendigkeit, das Arbeitspensum des Friedensrichters um 10% zu erhöhen, hingewiesen. Auch das angespannte Klima zwischen den privaten Beiständen und des Friedensgerichts des Vivisbachbezirks wird hervorgehoben. Damit diese Situation den guten Betrieb des Gerichts nicht in Mitleidenschaft zieht, hat der Rat Anfang Sommer ein Treffen mit den betroffenen Parteien organisiert. Die Delegation des Rates, bestehend aus Präsident Jérôme Delabays, Vizepräsidentin Nadine Gobet, Staatsrat Erwin Jutzet und dem Oberamtmann des Vivisbachbezirks Michel Chevalley, hat zusammen mit der Chefin des Amtes für Justiz, Lise-Marie Graden, und der externen Beratungsfirma die Friedensrichterin Sylviane Périsset Gantner, die privaten Beistände und zwei Gemeindevertreter des Vivisbachbezirks getroffen. Diese Sitzung hat gewisse Kommunikationsprobleme zwischen den anwesenden Personen ans Licht gebracht und den Parteien ermöglicht, die entsprechenden Anliegen vorzubringen. Gleichzeitig hat die Aufsichtsbehörde die Gelegenheit genutzt und die Kompetenzen der verschiedenen Parteien klargelegt. Dieses Treffen konnte die Spannungen zwischen der Friedensrichterin und den Beiständen verbessern und mit einer aufbauenden Bilanz abgeschlossen werden.

Seit dem 15. Juni 2016 verfügt das Friedensgericht über neue geräumigere und zweckmässige Lokalitäten im Schloss von Châtel-St-Denis.

Die wiederholte Frage der Stellvertretung der Friedensrichterin während ihres wöchentlichen Freitages stellt immer noch ein Problem dar.

2.2.1.7. *Oberämter*

Diese Behörden wurden 2015 vom Kantonsgericht inspiziert. Einige Oberämter weisen auf eine Erhöhung und die Komplexität der Straffälle hin.

2.2.1.8. *Rekurskommission der Universität*

Seit Inkrafttreten des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die Universität am 1. Januar 2015 arbeitet die Kommission in ihrer neuen Zusammensetzung. Die lange Absenz - aus gesundheitlichen Gründen - des Vizepräsidenten Michel Wuillert hat dank dem Einsatz der Kommissionsmitglieder und des eingerichteten Interimssystems keinen Einfluss auf den guten Betrieb der Kommission genommen.

Marius Osterfeld ist Anfang November aus seinem Amt als Beisitzer zurückgetreten. Die Wahl seiner Nachfolge durch den Grossen Rat erfolgt Anfang 2016.

2.2.1.9. *Schlichtungskommissionen für Missbräuche im Mietwesen*

Der Rat hat auf Anfrage des Präsidenten der Schlichtungskommission des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks, der aufgrund fehlender Beisitzer/innen mit organisatorischen Schwierigkeiten zu kämpfen hat, ein Amt als Beisitzer/in-Vermietervertreter/in und zwei Ämter als Beisitzer/-in-Mietervertreter/in zur Bewerbung ausgeschrieben. Im November 2015 wurden Alain Charrière und Florian Demierre als Mietervertreter und Franziska Waser als Vermietervertreterin gewählt. Das Sekretariat ist im Hinblick auf die ihm zufallende beachtliche Arbeitslast mit einem Pensum von 30% unterdotiert. Der Anteil der Schlichtungen vor dieser Kommission bewegt sich zwischen 70 und 75% und ist stabil.

Die Schlichtungskommission des Saanebezirks funktioniert dank der Kompetenz und grossen Erfahrung der amtierenden Personen gut. Der Anteil der Schlichtungen vor dieser Behörde beträgt mehr als 80%.

Im Verlauf des Sommers hat die Schlichtungskommission des Sense- und Seebezirks eine beachtliche Erhöhung der Neueingänge verzeichnet. Yann Hofmann wurde zum Vizepräsidenten ad hoc bestimmt, um die ordentliche Vizepräsidentin während ihres Mutterschaftsurlaubs von Juli bis Oktober zu vertreten. Wie im südlichen Teil des Kantons ist auch hier das Sekretariat im Hinblick auf die Menge der zu bearbeitenden Dossiers mit einem 20%- Pensum unterdotiert. Der durchschnittliche Anteil der Schlichtungen vor dieser Kommission beträgt 75%.

Es gab folgenden Rücktritt zu verzeichnen: Alexandre Grandjean, Beisitzer-Mietervertreter bei der Schlichtungskommission des Saanebezirks. An seine Stelle ist Laure Christ getreten.

Die Dossierverwaltung dieser Behörden gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

2.2.1.10. *Enteignungskommission*

Diese Kommission funktioniert gut. Die Revision des Raumplanungsgesetzes wird einen Einfluss auf die Arbeitslast dieser Kommission nehmen.

2.2.1.11. *Verdankungen*

Der Rat spricht an dieser Stelle allen in diesem Bericht erwähnten Personen, die ihr nebenberufliches Amt im Verlauf dieses Jahres niedergelegt haben, seinen aufrichtigen Dank aus. Er bedankt sich für ihre Arbeit und ihren Einsatz, die für das gute Funktionieren der Freiburger Justiz unerlässlich sind.

2.2.2. Disziplinaraufsicht

	Neu erfasste Dossiers	Vom vergangenen Jahr übertragene Dossiers	Total Dossiers	An andere Behörden weitergeleitete Dossiers	Ohne Schriftenwechsel abgeschlossene Dossiers	Nach Schriftenwechsel/Untersuchung abgeschlossene Dossiers	Ins folg. Jahr übertragene Dossiers
2011	18	3	21	-	10	8	3
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	-	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5
2015	28	5	33	-	19	8	6

Im Disziplinarverfahren, das 2014 gegen eine nebenberufliche Magistratsperson eröffnete wurde, kam es zu einem Verweis. Ausserdem musste gegen eine hauptberufliche Magistratsperson ein Ordnungsruf ausgesprochen werden. Schliesslich sind beim Rat zwei Beschwerden hinsichtlich der administrativen Tätigkeit einiger Gerichtsböden eingegangen. Beide konnten nach einem Schriftenwechsel erledigt werden.

2.3. Ernennungen

Der Rat kann nur in Ausnahme- und Notsituationen befristete Ernennungen vornehmen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG). Bei einer voraussichtlich längeren Verhinderung einer Magistratsperson kann er nunmehr eine Ersatzperson für eine Maximaldauer von zwölf Monaten ernennen. Diese Ernennungen müssen vom Grossen Rat nach Stellungnahme der Justizkommission genehmigt werden (Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG).

2015 hat der Rat sechs Richter/innen ad hoc ernannt. Der Grosse Rat hat gemäss Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG nach Stellungnahme der Justizkommission drei Verlängerungen von Ernennungen, die über die Dauer von 6 Monaten hinausgegangen sind, genehmigt. Diese Ernennungen wurden bereits hiervor erwähnt. Es wird daher betreffend Marlène Collaud und Serge Molliet auf Punkt 2.2.1.2, Marlène Collaud auf Punkt 2.2.1.3/3, Julien Aubry auf Punkt 2.2.1.5, Johanna Mayer-Ladner auf Punkt 2.2.1.6/2 und Yann Hofmann auf Punkt 2.2.1.9 verwiesen.

Der Rat hat ausserdem in Anwendung von Art. 22 JG Stéphane Grodecki und Michel Morel zum Staatsanwalt ad hoc ernannt, um Strafanzeigen zu behandeln, in denen die Staatsanwaltschaft in den Ausstand treten musste (vgl. Punkt 2.2.1.2). Auf der gleichen gesetzlichen Grundlage hat der Rat Grégoire Bovet per 1. Januar 2016 zum Stellvertretenden Präsidenten der Bezirksgerichte Greyerz, Broye und Vivisbach ernannt, um die Nachfolge des abtretenden Gerichtspräsidenten Michel Morel zu regeln.

2.4. Überlastung der Gerichtsbehörden und Anstellungsstopp

Zahlreiche Gerichtsbehörden sind seit mehreren Jahren überlastet und unterdotiert und unterliegen einem sehr intensiven Arbeitsrhythmus. Der Rat hat in seinen letzten Berichten auf diese kritischen Situationen hingewiesen und Alarm geschlagen. Die Arbeitslast geht keineswegs zurück und hat sich mit dem Bevölkerungswachstum so weit verstärkt, dass gewisse Behörden nun an die Grenzen des Machbaren gestossen sind. Sowohl die Richter/innen als auch die Gerichtsschreiber/innen, bei denen sich seit mehreren Jahren Überstunden anhäufen, sind erschöpft und es kann nicht von ihnen verlangt werden, in diesem Rhythmus weiterzufahren, ohne dabei ihre Gesundheit zu gefährden. Das gute Funktionieren der Justiz steht ebenfalls in Frage, da sich die Fristen für die Vorladungen und Behandlung der Dossiers gewisser Instanzen als viel zu lang erweisen. In diesem Zusammenhang ist die Erhöhung der Arbeitskräfte an gewissen Friedensgerichten und einigen Bezirksgerichten unerlässlich, damit diese Behörden ihre richterlichen Aufgaben entsprechend ausüben können. Der Rat hat von den zur Verfügung stehenden gesetzlichen Möglichkeiten Gebrauch gemacht und mehrmals Richter/innen ad hoc zwecks Unterstützung der besonders gefährdeten Behörden ernannt (vgl. Punkt 2.3). Dies war insbesondere 2014 und 2015 der Fall für das Friedensgericht des Saanebezirks und das Bezirksgericht Broye. Durch diese Massnahmen - die nicht dafür gedacht sind, die Unterdotierung einer Behörde zu überbrücken, sondern vielmehr dazu dienen sollen, vorübergehende Notsituationen zu lösen - konnten zwar die betroffenen Richter/innen vorübergehend entlastet und das Volumen der unerledigten Angelegenheiten vermindert werden, ihre Wirkung ist jedoch leider zeitlich sehr limitiert und kann die Festanstellung von Personal nicht ersetzen. Die Situation gewisser Instanzen, insbesondere des Bezirksgerichts Broye (vgl. Punkt 2.2.1.3./3) ist kritisch. Der Rat nimmt deshalb mit Bedauern und grosser Besorgnis Kenntnis vom Entscheid des Staatsrates, 2016 für die Gerichtsbehörden keine neuen Stellen zu genehmigen. Ende Sommer hat er die Exekutive über seine Besorgnisse in Kenntnis gesetzt. Er hat ferner darüber informiert, dass er sich, falls keine neuen Stellen bewilligt werden können, bereits die Möglichkeit vorbehält, wiederholt Richter/innen für die Dauer von sechs Monaten und mit Unterstützung des Grossen Rates sogar für zwölf Monate zu ernennen, um den am meisten überlasteten Behörden zu ermöglichen, ihre richterlichen Aufgaben unter annehmbaren Bedingungen und innert vertretbaren Fristen zu erfüllen.

Ebenso besorgt hinsichtlich dieser Situation haben die Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter und die Justizkommission daraufhin im November um eine Sitzung angesucht. Der Rat hat anlässlich dieser Sitzung einmal mehr beim Staatsrat dafür plädiert, dass die Bewilligung neuer Stellen für die Gerichtsbehörden unerlässlich ist. Es konnte allerdings im Moment keine befriedigende Lösung gefunden werden.

Eine andere Problematik, die direkt auf die Arbeitsüberlastung und die offensichtlich fehlenden Ressourcen bei den Gerichtsbehörden zurückzuführen ist, hat die Aufsichtsbehörde im Verlauf dieses Jahres beschäftigt. Viele Richter/innen mussten in ihrer Besorgtheit, das gute Funktionieren der Justiz sicherzustellen, Überstunden leisten, die sich teilweise seit mehreren Jahren anhäufen. Da es jedoch konkret nicht möglich ist, diese Überzeit mit Freitagen zu kompensieren, haben einige eine Entschädigung der Überzeit beantragt.

Bis anhin wurde die Vergütung von Überstunden an Richter/innen nur ausnahmsweise und unter sehr restriktiven Bedingungen genehmigt. Der Rat ist jedoch angesichts der aktuellen Sachlage und des aussergewöhnlichen Einsatzes vieler Richter/innen der Meinung, dass diese Praktik nochmals überdacht werden sollte. Er hat seine Überlegungen in dieser umstrittenen Angelegenheit auf alle erstinstanzlichen Richter/innen und Staatsanwältinnen/Staatsanwälte ausgedehnt und die Angelegenheit der Justizkommission unterbreitet. Angesichts der diesbezüglich in rechtlicher Hinsicht herrschenden Unklarheit, insbesondere was die Zuständigkeit für die entsprechende Bewilligung und demzufolge die Auszahlung der Überstunden betrifft, ist der Rat der Auffassung, dass sich die konkreten Fragen, die sich in diesem Zusammenhang stellen, den einfachen Rahmen der administrativen Aufsicht überschreiten. Der Ende Jahr aufgenommene Meinungsaustausch mit der Justizkommission sollte es erlauben, im Verlauf des ersten Semester 2016 Antworten auf die Fragen zu finden, die sich dringlich stellen, nachdem der Staatstat es abgelehnt hat, zusätzliche Stellen zu schaffen.

2.5. Mitteilungen

Am 12. Juni 2015 hat anlässlich der Veröffentlichung des Jahresberichts des Rates eine Pressekonferenz stattgefunden. Der Rat hat diese Gelegenheit genutzt, um über die Ergebnisse seiner Befragung hinsichtlich der Arbeitslast der Friedens- und Bezirksgerichte zu informieren, die er im Herbst im Rahmen seiner Inspektionen durchgeführt hat.

Wie es das Gesetz verlangt (Art. 198a Grossratsgesetz), hat der Präsident des Rates der Präsentation des Jahresberichts anlässlich der Junisession des Grossen Rates beigewohnt.

2.6. Verschiedenes

2.6.1. Gesetzesänderungen

Als Aufsichtsbehörde der Gerichtsbehörden hat der Rat von der Aufhebung des Art. 35 Abs. 2 des Gesetzes über die Information, wonach gegen seine Entscheide keine kantonale Beschwerde zulässig ist, Kenntnis genommen.

2.6.2. Statistiken - Informatik

Die durch die Arbeitsgruppe vorgesehene Einführung der neuen Informatik-Codes Tribuna hat sich verzögert. Es war nicht möglich, die Statistik 2015 bereits mit dem neuen System zu erstellen. Dieses sollte jedoch 2016 betriebsbereit sein.

Der Rat hat ausserdem das Kantonsgericht ersucht, die Leitung der Kommission für Informatikfragen für das Gerichtswesen zu übernehmen.

2.6.3. Sabbatjahr

Beim Rat ist erstmals ein Antrag für einen langfristigen unbezahlten Urlaub (ein Jahr) eines Richters (vgl. Punkt 2.2.1.5) eingegangen. Da die Zuständigkeit für eine solche Genehmigung im Gesetz nicht klar definiert ist, hat der Rat analog zu Art. 91 JG ein Vorgehen festgelegt und der Justizkommission unterbreitet. Der Grosse Rat hat den Entscheid des Rates, den besagten Urlaubsantrag zu bewilligen sowie die Ernennung der entsprechenden Stellvertretung nach Stellungnahme der Justizkommission gutgeheissen.

2.6.4. Anpassung des Arbeitspensums der Magistratspersonen

Nach dem Rücktritt von Kantonsrichterin Gabrielle Multone hat das Kantonsgericht dem mit einem Pensum von 50% angestellten Kantonsrichter Marc Sugnaux erlaubt, sein Arbeitspensum per 1. Februar 2016 auf 100 % zu erhöhen. Folglich wurde für die Nachfolge der zurücktretenden Richterin eine 50%-Stelle zur Bewerbung ausgeschrieben.

Das Büro des Grossen Rates hat diese Vorgehensweise als eigenmächtig beklagt und ist mit der Problematik hinsichtlich der Anpassung des Arbeitspensums der Magistratspersonen an die Aufsichtsbehörde gelangt, um in diesem Bereich eine einheitliche Vorgehensweise festzulegen. Im Rahmen der diesbezüglichen Nachforschungen hat sich der Rat mit dem Kantonsgericht und der Justizkommission besprochen. Der Rat hat darauf hingewiesen, dass in der Vergangenheit mehrere Magistratspersonen, darunter Staatsanwältinnen/Staatsanwälte, ihr Arbeitspensum ohne Konsultation des Grossen Rates geändert haben und dass er keine Veranlassung für eine andere Behandlung der Kantonsrichter/innen sieht. Er hat sich folglich für eine gemeinsame Lösung für alle Magistratspersonen im Sinn von Art. 4 Abs. 1 JG ausgesprochen und der Justizkommission vorgeschlagen, dass der Rat sich nach Konsultation der betroffenen Gerichtsbehörde selber zu den Anträgen hinsichtlich Änderung des Arbeitspensums äussert. Das definitive Verfahren sollte Anfang nächstes Jahr feststehen.

Der Rat hat ausserdem eine positive Stellungnahme zur Erhöhung des Arbeitspensums des Kantonsrichters Marc Sugnaux abgegeben, um dessen Amtsantritt nicht zu verzögern. Der Grosse Rat hat den Antrag seinerseits anlässlich der Novembersession gutgeheissen.

2.6.5. Untersuchung bei den Gerichtsbehörden

Als Aufsichtsbehörde über die Richter/innen ist sich der Rat bewusst, wie wichtig die Gerichtsschreibereien und Sekretariate für das gute Funktionieren der Gerichtsbehörden sind. Er hat deshalb beschlossen, sich 2015 insbesondere mit den Bedürfnissen dieser Mitarbeitenden in Sachen Ausbildung auseinanderzusetzen. Die Ergebnisse dieser Untersuchungen können hiernach eingesehen werden.

Beilage:

2.7 Untersuchung bei den Gerichtsbehörden 2015 - Zusammenfassung

1. Fragenkatalog

1.1. Gemeinsamer Fragenkatalog Bezirks- und Friedensgerichte

Bedürfnisse im Bereich Ausbildung für die Gerichtsschreiber/innen, Sekretäre/Sekretärinnen, Buchhalter/innen

1. Welche Bedürfnisse haben Sie im Bereich Ausbildung für die Gerichtsschreiber/innen, Sekretäre/Sekretärinnen, Buchhalter/innen Ihrer Behörde bezüglich Informatik oder andere?	
Bezirksgerichte	Alle Gerichte beantragen einen Tribuna-Kurs für neue Mitarbeiter/innen.
Friedensgerichte	Alle Friedensgerichte erachten einen Tribuna-Kurs bei Beginn des Arbeitsverhältnisses als nötig. Drei wünschen einen SAP-Kurs für die neu angestellten administrativen Mitarbeitenden.

2. Ist es gemäss Ihren Bedürfnissen erforderlich, regelmässig Aus- und/oder Weiterbildungskurse zu organisieren?	
Bezirksgerichte	Alle Gerichte beantragen, dass ihre Mitarbeitenden regelmässig auf den aktuellen Wissensstand für Tribuna gebracht werden. Die Mehrheit wünscht, dass ihre Mitarbeitenden regelmässig auf den aktuellen Wissensstand für die übrigen Informatikprogramme (Office usw.) gebracht werden. Ein Gericht bringt vor, dass es wichtig ist, das aktuelle Budget für die Ausbildung der Gerichtsschreiber/innen beizubehalten.
Friedensgerichte	Die Mehrheit der Friedensgerichte beantragt Kurse bei Anpassungen eines Programms oder Neuerungen im Informatikbereich. Es wird ebenfalls eine Weiterbildung für Tribuna gewünscht. Zwei Friedensgerichte haben darauf hingewiesen, dass das Ausbildungs-Budget nicht ausreicht, um die Weiterbildung aller Mitarbeitenden zu garantieren.

3. Welche Erwartungen hat Ihr Verwaltungspersonal im Bereich Weiterbildung?	
Bezirksgerichte	Drei Gerichte haben keine besonderen Erwartungen. Die Erwartungen der übrigen Gerichte hinsichtlich Tribuna : eine Einführung ins Recht und in die kantonale Verwaltung, ein Buchhaltungs- und SAP-Kurs für das Buchhaltungspersonal und einen Kurs für Lehrlingsausbildner/innen.
Friedensgerichte	Zwei Friedensgerichte erachten das aktuelle Ausbildungsangebot des Staates als ausreichend. Die übrigen wünschen Kurse im Bereich Sozialversicherungen, Prävention und Management von Konflikten oder auch bei Gesetzesänderungen oder Weiterbildungen, die noch spezifischer auf die Bedürfnisse ihrer Tätigkeit zugeschnittene sind.

1.2. Fragen an die Friedensgerichte

1. Ist die Umsetzung der Massnahmen per Ende Jahr abgeschlossen? Wenn nicht, wie viele Massnahmen verbleiben noch und innerhalb welcher Frist werden diese umgesetzt sein?	
Saane	Ja
Sense	Ja
Greyerz	Ja
See	Ja
Glane	Ja unter Vorbehalt von um die siebzig alten Vormundschaften/Beistandschaften, die raschmöglichst angepasst werden.
Broye	Ja
Vivisbach	Ja

II. Les autorités judiciaires

Considérant que le rapport annuel sur l'administration de la justice a valeur de document d'archive reflétant la marche de la justice du canton, le Conseil de la magistrature y insère désormais les rapports des différentes autorités in extenso.

1. Le Tribunal cantonal

—

1.1. Partie générale

1.1.1. Remarques générales

En 2015, le Tribunal cantonal a rendu 2868 arrêts. 253 d'entre eux ont fait l'objet d'un recours auprès de l'autorité supérieure qui en a admis 43, soit 1.5% des décisions du Tribunal cantonal. Sur le plan administratif, le travail de réorganisation, accentué à la suite de la réunification physique des sections civiles, pénales et administratives aux Augustins, a été poursuivi avec la modification du règlement du Tribunal cantonal précisant son organisation et son fonctionnement (RTC) dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} janvier 2016. Les principales modifications organisationnelles sont la suppression des sections et la réduction de la composition de la commission administrative; sur le plan juridictionnel, la Cour de modération est supprimée et différentes attributions de compétence ont été revues. Enfin, l'année a été marquée par l'annonce des juges Josef Hayoz, Gabrielle Multone et Roland Henninger de leur départ pour fin janvier 2016. Le Tribunal cantonal les remercie d'ores et déjà de leur engagement en faveur de la justice fribourgeoise et leur exprime toute sa gratitude pour le travail accompli pendant de si nombreuses années, ce sur quoi il reviendra dans son rapport 2016.

1.1.1.1. Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 10 reprises et la Commission administrative à 15 reprises. Plusieurs décisions ont en outre été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion, relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant la réorganisation du Tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 15 consultations législatives. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a organisé sa traditionnelle conférence de presse lors de la présentation de son rapport annuel. Il a participé à la cinquième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lausanne, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à Appenzell, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM), à Lucerne, à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Bâle, ainsi qu'à la Première Biennale du droit administratif organisée à Muntelier dans le cadre de la Fondation pour la formation continue des juges. Enfin, les juges cantonaux ont procédé à diverses inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont fixés dans le règlement du 22 novembre 2012 (RTC ; RSF 131.11). Celui-ci a été modifié le 12 novembre 2015. Les modifications réglementaires prennent notamment en compte la modification du 19 décembre 2014 de la loi sur la justice. Les principales modifications fixées à partir du 1^{er} janvier 2016 seront les suivantes :

-
- > Les **sections – et leur présidence – seront supprimées**. Cette organisation était en effet issue des deux anciennes structures du Tribunal cantonal, section administrative à Givisiez et sections civile et pénale à l'Hôtel-de-Ville, à Fribourg. Elle avait pour but de prendre en compte l'aspect représentatif des deux organisations. Avec la réunification sous un même toit, il est plus judicieux pour les membres du Tribunal cantonal de s'organiser sans cette structure supplémentaire, tout en continuant à rechercher à l'interne les intérêts communs des différentes Cours. Pour ce faire, et afin de faciliter la gestion interne du Tribunal, les Cours civiles, pénales et administratives désigneront une juge répondante ou un juge répondant par matière. Cette personne sera l'interlocutrice ou l'interlocuteur pour les questions liées à la gestion générale des Cours en collaboration avec la greffière présidentielle ou le greffier présidentiel (ancienne fonction de greffier/ère de section).
 - > La **Commission administrative** sera désormais composée de la présidence et de la vice-présidence du Tribunal cantonal ainsi que d'un ou d'une troisième juge, élu-e pour une année. De 2008 à fin 2015, elle a siégé à cinq juges. Il a été souligné que la nouvelle composition à trois juges, d'un nombre suffisant, permettra de chercher des solutions respectant les intérêts bien compris de l'ensemble. Il est en effet important de prendre en compte tous les besoins du Tribunal cantonal, ce que cette nouvelle organisation sera en mesure de faire en termes de conduite interne et d'objectifs stratégiques. La Commission administrative continuera par ailleurs de préparer les décisions à prendre par le Plenum.
 - > Sur le plan juridictionnel, la **Cour de modération sera supprimée**. Il a été constaté que ses compétences pouvaient être réparties sur les autres Cours civiles. Les compétences de la II^e Cour d'appel civil sont également revues. Les dossiers d'assistance judiciaire et d'exception d'incompétence suivront désormais la même voie que la procédure au fond qui les concerne. En plus de ses autres compétences actuelles, la II^e Cour d'appel civil examinera et transmettra les entrades internationales entrantes au sens de la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale. Cette nouvelle attribution permettra de simplifier la gestion de ces cas. Enfin une adjonction réglementaire permettra également, en cas de besoin, d'équilibrer la charge de travail des **Cours des assurances sociales** et/ou d'assurer leur bon fonctionnement.

En relation avec l'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal, il est par ailleurs procédé aux constats suivants :

En ce qui concerne les activités juridictionnelles

- > La **charge de travail globale est importante** et le Tribunal cantonal doit faire face à des dossiers de plus en plus volumineux. Il peut toutefois être constaté une stabilité de la situation des Cours civiles et pénales, des Cours générales administratives et de la Cour fiscale. La situation des **Cours des assurances sociales** demeure quant à elle préoccupante en raison des ressources insuffisantes et d'un volume annuel élevé de nouvelles affaires, malgré l'augmentation importante des liquidations imputable tant à l'engagement des collaborateurs qu'aux mesures de réorganisation.
- > Le Tribunal cantonal devra en outre assumer une tâche supplémentaire liée à la modification de la Loi sur le Personnel (LPers) qui prévoit à partir du 1er juillet 2016 la **suppression du recours au Conseil d'Etat en matière de personnel de l'Etat** et, par conséquent, le recours direct au Tribunal cantonal dans ce domaine. La question de la charge de travail en lien avec cette modification légale devra dès lors être clairement séparée de celle relative à l'augmentation générale des affaires et au besoin de ressources supplémentaires en découlant; la nouvelle compétence impliquera impérativement à elle seule l'augmentation des forces de travail.

En ce qui concerne le greffe

- > Les **processus de travail** ont continué de faire l'objet de réflexions au sein de groupes de travail. Ces démarches ont abouti à de nouveaux processus unifiés au sein du tribunal. A la suite de ces travaux, des directives ont également été adoptées, sur proposition de la Commission administrative, par le Tribunal plénier.
- > De nouvelles **règles de citations** – publiées sur le site du Tribunal cantonal – ont ainsi été adoptées sous la forme de directives. Le but a été de reprendre les règles du Tribunal fédéral en les simplifiant et condensant dans la mesure du possible. L'objectif principal est d'utiliser des règles de citations identiques pour l'ensemble du Tribunal puisque les arrêts sont désormais publiés sur internet.
- > S'agissant du **nombre d'arrêts du Tribunal cantonal publiés** sur internet, il a été en forte augmentation en 2015. Plus d'un millier d'arrêts de fond ont ainsi été publiés en utilisant l'outil informatique de publication actuel «Contens ». Ce système ne permet toutefois pas de procéder à des recherches de jurisprudence du Tribunal cantonal et n'est pas adapté aux exigences de publication. Le fournisseur de logiciels des tribunaux Delta Logic, mandaté par le Service informatique et des télécommunications (SITel), a dès lors développé et mis à disposition un outil supplémentaire d'aide à l'anonymisation et de publication – avec un moteur de recherches - qui est en phase de tests, à l'interne, depuis l'automne. Il devrait être mis à disposition du public durant l'année 2016.

En ce qui concerne les infrastructures et d'autres tâches d'administration du Tribunal

- > Le **bâtiment des Augustins** a fait l'objet de nouvelles interventions. Un rapport a été rendu par l'entreprise Energil Sàrl – Ingénieurs conseil pour l'énergie du bâtiment, sur mandat du Service des bâtiments, afin d'analyser les problèmes de températures rencontrés dans les locaux. A la suite de ce rapport et en raison de problèmes de surchauffe constatés dans les bureaux situés dans les combles – qui ont rendu nécessaire durant l'été le déplacement d'une partie du personnel durant quelques semaines – une ventilation mécanique a été installée. Cette mesure devrait permettre de rendre les conditions de travail supportables pour la dizaine de collaborateurs concernés. Par ailleurs, afin d'améliorer l'isolation thermique de l'aile ouest du bâtiment – où il fait froid en hiver – divers travaux ont été menés et d'autres mesures sont annoncées pour le début de l'année 2016 (pose d'un sas à l'entrée de service; changement de fenêtres ; sondages dans les bureaux du rez-de-chaussée). Enfin, l'Institut universitaire romand de Santé au Travail (IST) a poursuivi ses démarches sur mandat du Service du personnel et d'organisation et a enquêté sur les problématiques de climat intérieur du bâtiment et les symptômes ressentis par certains collaborateurs du Tribunal cantonal. L'IST a rendu un nouveau rapport en novembre 2015 et des capteurs de poussières ont été installés dans les bureaux pendant la période hivernale.
- > Des mesures ont également été mises en œuvre pour les questions d'archivage, d'informatique et de gestion documentaire. S'agissant des documents relatifs aux activités non juridictionnelles du Tribunal cantonal, il a été décidé d'établir un **plan de classement et calendrier de conservation** afin de clarifier les questions liées à leur classement, à leur archivage (préarchivage et archivage) et leur conservation. En ce qui concerne la **gestion informatique** du Tribunal, le Service informatique et des télécommunications (SITel) a annoncé un changement de gestionnaire de compte (responsable) du Pouvoir judiciaire. Plus globalement, et en tenant également compte de la nouvelle ordonnance du 3 novembre 2015 sur la gestion de l'informatique et des télécommunications dans l'administration cantonale, le but est de constituer une Commission informatique du Pouvoir judiciaire. Enfin, les possibilités de **consultations numériques** proposées aux collaborateurs du Tribunal cantonal ont été développées et élargies. Elles sont de plus en plus utilisées (Revue Print Plus, site CPC online, ATF, Weblaw, Swisslex), à la satisfaction des utilisateurs. La prochaine étape est de pouvoir proposer une consultation numérique d'ouvrages de doctrine.

1.1.1.2. Volume des affaires

La charge de travail du Tribunal cantonal a été importante en 2015. Le nombre de dossiers enregistrés de la section administrative est restée constant (1270 en 2015 ; 1272 en 2014). La section pénale a connu une hausse du nombre de dossiers enregistrés (+ 33 dossiers [+ 7.5 %]) tandis que la section civile (- 119 dossiers [- 9.5 %]) une baisse par rapport à 2014, ce qui a permis de stabiliser la situation après l'augmentation de la charge, notamment liée au nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant entré en vigueur en 2013.

Pour plus de détails et d'explications, il convient de se référer aux chiffres 1.2.1.1, 1.2.1.2 et 1.2.2 à 1.2.13 ci-après.

1.1.2. Activité juridictionnelle

1.1.2.1. En général

1.1.2.1.1. Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les trois sections

Tribunal cantonal			
Statistique générale	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1302	1323	1207
b) affaires enregistrées	2868	2957	2933
c) affaires liquidées	2883	2978	2817
d) affaires pendantes au 31 décembre	1287	1302	1323

De manière générale, après des années de constante augmentation (2014: 2957 ; 2013: 2'933; 2012 : 2'812; 2011 : 2'650) le nombre des nouvelles affaires a diminué en 2015 (2868), en relevant toutefois la complexité et le volume important de nombreux dossiers à traiter, ce qui explique la baisse du nombre d'affaires liquidées.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2359 décisions en français et 494 en allemand, sans compter les 15 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Section civile			
Statistique générale	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	192	216	200
b) affaires enregistrées	1099	1218	1143
c) affaires liquidées	1128	1242	1127
d) affaires pendantes au 31 décembre	163	192	216

Si le nombre des affaires portées au rôle de la I^e Cour d'appel civil a légèrement diminué (- 24 dossiers [soit -7.4 %]), celui de la II^e Cour d'appel civil a augmenté (+ 26 dossiers [+ 9.2 %]). La situation de la Chambre des poursuites et faillites est quant à elle stable (- 3 dossiers [- 1.8 %]). Il est par ailleurs constaté une forte baisse des dossiers enregistrés auprès de la Cour de modération (- 27 dossiers [- 60 %]), étant relevé qu'à partir 2016, cette Cour sera supprimée. Enfin, après une très forte augmentation des dossiers portés au rôle de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte (22 en 2012, 178 en 2013, 197 en 2014), leur nombre a diminué en 2015 (125).

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 1010 décisions en français et 118 en allemand.

Section pénale

Statistique générale	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	134	155	145
b) affaires enregistrées	483	450	459
c) affaires liquidées	461	471	449
d) affaires pendantes au 31 décembre	156	134	155

Le nombre des affaires portées au rôle de de la Cour d'appel pénal (+ 12 dossiers, [+ 6.6 %]) et de la Chambre pénale (+ 15 dossiers, [+ 5.8 %]) ont augmenté en 2015.

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 397 décisions en français et 64 en allemand.

Section administrative

Statistique générale	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	974	949	862
b) affaires enregistrées	1270	1272	1300
c) affaires liquidées	1279	1247	1213
d) affaires pendantes au 31 décembre	965	974	949

Le nombre des affaires enregistrées en 2015 auprès de la section administrative est globalement stable par rapport à 2014 (- 2 dossiers). Les dossiers de la I^e Cour administrative (- 13 dossiers [- 7.7 %]) et de la II^e Cour administrative (- 5 dossiers [- 3.7 %]) ont légèrement baissé. Ceux de la III^e Cour administrative ont également diminué (- 33 dossiers [- 13.7 %]), étant toutefois signalé que l'écart des chiffres constaté entre 2014 et 2015 s'explique avant tout par l'effet "Pont de la Poya" qui avait engendré de nombreux recours mais aussi des liquidations groupées. En revanche, en compensation, le nombre d'affaires enregistrées auprès de la Cour fiscale (+ 35 dossiers [+ 19.8 %]) a augmenté de manière significative, et celui des I^e et II^e Cours des assurances sociales (respectivement + 10 dossiers [+ 3.5 %] et + 4 dossiers [+ 1.7 %]) a subi une nouvelle fois une augmentation (légère) des entrées.

Au niveau de la répartition des causes, les deux Cours des assurances sociales comptabilisent 1092 dossiers (I^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2015 [310] et nouvelles affaires enregistrées [295] ; II^e Cour : dossiers pendants au 1^{er} janvier 2015 [246] et nouvelles affaires enregistrées [241]). Cela représente 48.7 % des affaires pendantes en 2015 auprès de la section administrative. La Cour fiscale totalise 15.8 % des enregistrements (143 dossiers pendants + 212 nouvelles affaires = 355) ; la I^e Cour administrative 12.1 % (101 dossiers pendants + 171 nouvelles affaires = 272), la II^e Cour administrative 10.4 % (90 dossiers pendants + 143 nouvelles affaires = 233) et la III^e Cour 13 % (84 dossiers pendants + 208 nouvelles affaires = 292 dossiers).

Il est relevé que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble de la section a encore augmenté (+ 32 dossiers en 2015; + 34 dossiers en 2014), en particulier dans les Cours des assurances sociales avec une hausse de plus de 21 %. Le nombre d'affaires liquidées au sein de la section a également été supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a débouché sur une diminution de 9 du nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2015 par rapport au 31 décembre 2014. Cette situation est notamment due à l'effort considérable de tous les juges, collaboratrices et collaborateurs et à l'utilisation plus fréquente des juges suppléants. Cependant, les ressources sont clairement toujours insuffisantes. Le nombre d'affaires pendantes reste toutefois élevé, avec 974 dossiers non liquidés au 31 décembre 2015.

Langue des affaires liquidées

La section a rendu 967 décisions en français et 312 en allemand.

1.1.2.1.2. Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 Jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	117	91	62	57	12	0
II ^e Cour d'appel civil et Président	109	123	58	15	2	0
Chambre des poursuites et faillites	131	20	6	0	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	65	46	7	0	0	0
Cour d'appel pénal	59	19	21	55	21	4
Chambre pénale	114	69	51	29	3	0
I ^e Cour administrative	40	36	39	38	24	7
II ^e Cour administrative	25	29	23	31	16	8
III ^e Cour administrative	38	90	25	31	17	19
Cour fiscale	21	54	16	21	63	3
I ^e Cour des assurances sociales	36	46	27	21	118	49
II ^e Cour des assurances sociales	22	66	39	22	89	21

En procédure civile, la durée du traitement d'une cause varie selon qu'elle est soumise à la procédure ordinaire ou sommaire. S'agissant de la I^e Cour d'appel civil, le dossier ne peut pas être remis au juge rapporteur avant le paiement de l'avance requise de la partie recourante (délai de trente jours susceptible de prolongations de même durée). Le traitement des affaires où les parties procèdent à l'assistance judiciaire à cause de leur indigence peut être plus rapide, aucune avance de frais n'étant requise dans ce cas. Ce calcul de la durée moyenne ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. à la suite de la faillite d'une partie, en vertu de l'art. 207 LP, ou dans l'attente d'une décision sur une demande de prestations de l'AI). Le nombre de 70 affaires avec une durée de procédure de plus de 2 ans pour les Cours des assurances sociales s'explique par leur surcharge. Si ce chiffre a diminué par rapport à 2014 (83), il demeure trop important. Manifestement, une telle durée des procédures est contraire au principe de célérité qui doit prévaloir dans ces domaines et est intolérable pour le justiciable.

Compte tenu de sa charge de travail, le Tribunal cantonal se devra cette année encore de réitérer ses requêtes de compléments budgétaires.

1.1.2.1.3. *Surveillance déléguée*

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté une partie du Ministère public (10 procureurs) et du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine (4 présidents) ; le Tribunal pénal des mineurs ; le Tribunal des mesures de contrainte ; les Tribunaux d'arrondissement de la Broye, de la Gruyère, du Lac, de la Singine et de la Veveyse ; les Justices de paix de la Broye, de la Glâne, du Lac et de la Veveyse ; les Préfectures ; les Commissions d'expropriation, de recours en matière d'améliorations foncières et de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif. Il a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept offices des poursuites. A défaut d'affaires en cours, les Commissions de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire n'ont pas été inspectées.

1.1.2.2. *I^e Cour d'appel civil*

La partie Statistiques qui suit illustre l'activité de la Cour. Après les augmentations sans précédent des années 2010 et 2011, qui ont fait passer le nombre annuel de nouvelles affaires de 100 à 353, ce nombre perdure dans les sommets, malgré une nouvelle légère baisse (de 324 en 2014 à 300, soit - 7.4%). Le nombre de dossiers en cours en fin d'année est repassé à la sous la centaine, tandis que le taux de liquidation en moins de 6 mois est resté stable et favorable (79.6%), tout comme le nombre des anciennes affaires pendantes (enregistrées avant 2015) qui était de 2 au 31 décembre 2015.

La priorité est accordée aux affaires du droit de la famille, en particulier pour celles qui concernent les enfants, hélas toujours au détriment des affaires volumineuses et complexes.

1.1.2.3. *II^e Cour d'appel civil*

La Cour traite les appels et recours en matière de bail - à loyer et à ferme -, droit du travail (~ 15 %), droit de la poursuite pour dettes et faillite (~ 60 %) et assistance judiciaire (~ 20 %) ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique.

Les parties devant pouvoir compter dans ces domaines sur une décision rapide, la Cour fait en sorte de statuer avec célérité. Ainsi, en 2015, 75 % des affaires ont été liquidées en moins de trois mois et 94 % dans les six mois.

1.1.2.4. *Chambre des poursuites et faillites*

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.2.5. *Cour de modération*

Le traitement des affaires de la Cour n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.2.6. *Cour de protection de l'enfant et de l'adulte*

Après les augmentations très importantes des dernières années (22 dossiers en 2012, 147 en 2013 et 178 en 2014), le nombre de dossiers entrés a quelque peu diminué (125). La charge de travail reste très importante, la plupart des dossiers devant en outre être traitée prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 11 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens pour procéder à des auditions.

1.1.2.7. *Cour d'appel pénal*

L'activité de la Cour durant l'année 2015 n'amène pas de remarques particulières, si ce n'est qu'il est constaté que, dans le cadre des procédures écrites, le recours à des juges suppléants disponibles pour établir des rapports est devenu plus difficile.

1.1.2.8. *Chambre pénale*

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure pénale en 2011, le nombre des affaires enregistrées en Chambre pénale a augmenté de 197 à 275, soit une augmentation d'environ 40%. Cette augmentation importante nécessitera à l'avenir de recourir davantage à la collaboration de juges suppléants, étant rappelé que les trois juges de la Chambre pénale traitent aussi toutes les demandes de révision inscrites au rôle de la Cour d'appel pénal.

1.1.2.9. *I^e Cour administrative*

L'activité de la I^e Cour administrative pour l'année 2015 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.10. *II^e Cour administrative*

L'activité de la II^e Cour administrative pour l'année 2015 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.11. *III^e Cour administrative*

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2015 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.12. *Cour fiscale*

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2015 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.2.13. *I^e et II^e Cour des assurances sociales*

Durant l'année 2015, les deux Cours ont drastiquement augmenté leur taux de liquidation (+ 21 %), malgré le même nombre de greffiers-rapporteurs et de greffières-rapporteuses. Ceci est le résultat très réjouissant des efforts consentis par tous leurs collaborateurs et collaboratrices ainsi que du soutien plus important des juges suppléants rédacteurs, ceci malgré des entrées en nombre inquiétant (536), en très légère augmentation. Le stock des affaires pendantes a ainsi diminué par rapport à 2014, de 556 à 527 affaires pendantes au 31 décembre 2015. Malgré les réflexions constantes menées depuis des années pour augmenter les prestations et raccourcir la durée des procédures, le même constat s'impose à chaque fois: la dotation en personnel au sein des Cours des assurances sociales est insuffisante.

Des remerciements vont aussi aux Juges des deux Cours ainsi qu'à Christian Pfammatter et Dina Beti qui ont permis à la I^e Cour de continuer à fonctionner malgré l'absence de sa Juge titulaire durant plusieurs mois.

1.1.3. Personnel

1.1.3.1. *Juges*

Il n'y a pas eu de changement parmi les quinze Juges cantonaux en 2015. Les Juges Josef Hayoz, Gabrielle Multone et Roland Henninger ont toutefois annoncé leur départ pour fin janvier 2016. Comme déjà relevé en introduction, le Tribunal cantonal les remercie d'ores et déjà de leur engagement en faveur de la justice fribourgeoise et leur exprime toute sa gratitude pour le travail accompli pendant de si nombreuses années, ce sur quoi il reviendra en détail dans son rapport 2016.

En raison de l'absence prolongée de Marianne Jungo, le Tribunal cantonal a pris des mesures à l'interne pour faire face à la charge de travail de celle-ci. En plus du soutien de ses autres collègues de la section administrative, Marc Sugnaux, Juge à 50 %, a augmenté son taux d'activité de juillet à fin novembre. Une greffière à temps partiel l'a assisté en augmentant également son pourcentage de travail.

Le 13 octobre 2015, Dominique Gross et Marc Boivin ont été élus Juges cantonaux. Omblin de Poret Bortolaso a, quant à elle, été élue Juge suppléante en remplacement de Jacques Bonfils. En session du 17 novembre 2015, le Grand Conseil a élu Sandra Wohlhauser à la fonction de Juge cantonale et a confirmé l'augmentation du taux d'activité de 50 % à 100 % du Juge Marc Sugnaux depuis le mois de février 2016.

S'agissant des activités accessoires, Dina Beti est membre de la Commission du barreau. Hubert Bugnon préside la Commission d'école du Collège Ste-Croix et est membre suppléant de la Commission du barreau. Hugo Casanova est membre suppléant de la Commission du barreau et membre ordinaire de la Commission de recours de la Convention intercantonale sur les loteries et paris (saisie en général de un à deux cas par année). Il continue en outre à être chargé de cours auprès de l'Institut suisse pour l'enseignement du Droit fiscal dans le cadre de la formation "Master of Advanced Studies Taxation FH" (trois leçons annuellement). Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation « les Buissonnets ». Josef Hayoz est membre de la Commission cantonale de nomenclature et du Conseil scientifique pour le projet de recherche "Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz". Jérôme Delabays est Président du Conseil de la magistrature. Il est par ailleurs toujours membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Roland Henninger est membre de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marianne Jungo et Gabrielle Multone sont membres de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Gabrielle Multone est également membre de la Commission du barreau. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité et est membre suppléant de la Commission d'examen des candidats au barreau. Marc Sugnaux est membre suppléant de la Commission des examens du barreau et de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il est membre du Comité de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses. Il est formateur en droit du travail et en droit commercial dans le cadre de brevets et diplômes fédéraux. Adrian Urwyler est Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature. Enfin, Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents et Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2^{ème} arrondissement.

1.1.3.2. Greffe

64 personnes travaillent au Tribunal cantonal (état de situation à fin décembre) :

15	Juges cantonaux
1	Secrétaire général
23	Greffiers
18	Collaborateurs au sein du personnel administratif (1 cheffe de bureau, 15 secrétaires, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10 % [engagé par le Service de la justice])
5	Greffiers-stagiaires (en principe 10 sur l'année)
2	Apprentis employés de commerce

64

En 2015, sans compter les Juges cantonaux et les engagements de durée déterminée (stagiaires, apprentis, personnel engagé sur crédits forfaitaires), l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué de 26.90 postes d'équivalents plein temps (EPT). Il est relevé que, par rapport à 2014 (25.95 EPT), la Direction de la sécurité et de la justice a procédé à des transformations/transferts de postes. Ainsi, un 60 % d'EPT de secrétariat est passé de crédit forfaitaire à poste fixe ainsi qu'un 35 % d'EPT de greffier octroyé dès 2014 sur crédit forfaitaire.

L'effectif du greffe du Tribunal cantonal se présente dans le détail comme suit (positions budgétaires) :

Postes d'équivalents plein temps (EPT)

Secrétaire général	1.00
Greffiers	7.50
Greffiers-rapporteurs	9.70
Cheffe de bureau	1.00
Secrétaires	7.60
Bibliothécaire	<u>0.10</u>
Total	26.90

Les montants suivants ont par ailleurs été octroyés à titre de crédits forfaitaires au budget 2015 (concerne le personnel administratif)

Huissier :	97'000.- francs (1 personne)
Secrétaires :	130'000.- francs (2 ½ personnes)
Team informatique :	140'000.- francs (personnel travaillant au SITel ; 3 personnes)
Mise à jour RSF :	3'000.- francs (1 étudiante)

Pour 2016, Le Tribunal cantonal a demandé la pérennisation des postes sur crédits forfaitaires ainsi qu'un poste de greffier sur crédit forfaitaire en raison de la charge importante de travail.

Selon décision du Conseil d'Etat, il n'y aura pas de nouveaux postes fixes pour la Justice en 2016. Après approbation du budget 2016 par le Grand Conseil, le Tribunal cantonal bénéficiera des mêmes crédits forfaitaires qu'au budget 2015 (le poste de greffier sur crédit forfaitaire n'ayant pas été pris en compte). Le Tribunal cantonal rappelle pourtant qu'il est nécessaire de renforcer son personnel, tant par une pérennisation des engagements actuels (situation qui concerne une dizaine de collaborateurs) que par la possibilité d'engager du personnel d'appoint.

Départs-arrivées

S'agissant des greffiers, Cornelia Thalmann El Bachary a été absente durant environ une année et a été remplacée par Gina Gutzwiller (contrat de durée déterminée). Suite au départ d'Henri Angéloz (100 %) et de

la réduction de taux d'activité de 2 greffiers (2 x 20 %; Cédric Steffen et Catherine Faller), différentes mesures de remplacement ont été prises. Au final, le 140 % a été reparti comme suit : Laura Granito a été engagée à 60 %, Frédérique Riesen à 70 %, Sandra Mantelli est passée de 90 % à 100 % (+10 %). Cédric Steffen a été nommé Suppléant du Secrétaire général (50 %) et Ludovic Farine Greffier de section de la section civile.

Au sein du secrétariat, Vanessa Gomes (engagement sur crédit forfaitaire) a quitté le Tribunal cantonal et a été remplacée par Florence Roulin. Livia Jeckelmann est arrivée au Tribunal cantonal en automne (secrétaire alémanique). Elle a remplacé Helen Maeder durant son congé maternité et poursuivra son activité, sur poste fixe à 50 %, à la reprise de cette dernière qui baissera son temps d'activité de 100 % à 50 %.

La forte charge de travail n'a pas empêché le Tribunal cantonal de poursuivre ses tâches de formation. Ainsi, dans le cadre de leur formation d'avocat/e, douze personnes ont accompli un stage de greffier/ère. Le Tribunal cantonal forme également des apprentis employés de commerce ; Ophélie Carrel et Florence Roulin ont obtenu leur Certificat fédéral de capacité (CFC) à l'été 2015. Le Tribunal cantonal leur adresse ses félicitations.

Des félicitations sont également adressées à Françoise Rosales, Cheffe de bureau, pour l'obtention du Certificat d'Assistante en gestion du personnel ainsi qu'à Cédric Steffen, Greffier de section de la section pénale, qui a réussi le Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale (CAS MAP) délivré par l'Ecole romande de la magistrature pénale (ERMP). Sandra Mantelli suit également cette formation qu'elle terminera en 2016.

Enfin, s'agissant de l'équipe informatique, le SITel a annoncé le changement de gestionnaire de compte (responsable) pour le Pouvoir judiciaire. Arnaud Mangin a été remplacé par Michel Corbaz.

1.1.4. Autres activités

Le 13 mars 2015, les juges et greffiers de la cour d'appel pénal ont participé à Neuchâtel à la rencontre annuelle des cours d'appel pénal des cantons de Neuchâtel, Vaud et Fribourg.

Le 24 avril 2015, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher ont participé à la Journée des Tribunaux des assurances qui s'est déroulée en terres thurgoviennes.

Les 28 et 29 mai 2015, Michel Favre, Président de la section pénale, et Cédric Steffen, greffier de section de la section pénale, ont participé à l'assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Bâle.

Les 10 et 11 septembre 2015, Christian Pfammatter, Hugo Casanova et Josef Hayoz ont participé aux Journées des juges administratifs suisses à Appenzell.

Le 16 octobre 2015, Anne-Sophie Peyraud a participé à la cinquième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lausanne.

Le 30 octobre 2015, Adrian Urwyler et Dina Beti ont participé à la journée des juges de l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire, à Lucerne.

Le 19 novembre 2015, une délégation de la section pénale a reçu des élèves de l'Ecole nationale française de la Magistrature de Bordeaux dans le cadre de leur voyage d'étude organisé par l'Académie suisse de la magistrature.

Le 26 novembre 2015, Anne-Sophie Peyraud et Johannes Frölicher, accompagnés de l'ensemble des greffiers-rapporteurs des deux Cours des assurances sociales, ont accueilli une délégation de l'Office AI du canton de Fribourg.

Le Président, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2015 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Hugo Casanova a continué de rapporter les développements jurisprudentiels fédéraux sur la procédure fiscale pour les « Archives de droit fiscal suisse ». Son analyse annuelle a paru au volume 83 no 8 (février 2015), p. 459 ss sous le titre "Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahr 2013: Steuerverfahrensrecht (direkte Steuern und übrige kantonale Abgaben). Il a en outre collaboré (avec Marc Sugnaux) comme conférencier à la Première Biennale du droit administratif (Atelier bilingue sur "L'établissement des faits dans le procès fiscal").

Hugo Casanova, Hubert Bugnon et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile. Il collabore toujours au Code de procédure civile annoté on-line.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Il a également donné une conférence sur les frais et indemnités en matière pénale lors de la journée annuelle de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois le 13 décembre 2015.

Anne-Sophie Peyraud a animé en juin un atelier de mise à jour en assurances sociales dans le cadre de la Première Biennale du droit administratif organisée à Morat par la Fondation pour la formation continue des juges.

Pour cette même Fondation, Marc Sugnaux a coorganisé un séminaire sur le thème de l'administration de la justice, à Gerzensee. Il y a donné une conférence sur l'administration judiciaire dans les cantons et a animé avec Christian Pfammatter un atelier sur ce thème. Il a également codirigé la première Biennale du droit administratif, à Morat, lors de laquelle il a animé avec Hugo Casanova un atelier sur l'établissement des faits dans le procès fiscal.

Adrian Urwyler a donné une conférence dans le cadre de la journée de la responsabilité civile 2015 à Lucerne. Il a publié un article sur le pouvoir d'appréciation du juge pour la répartition des frais de procédure *in* « HAVE 2015 – Prozesskosten, Schadensätzung, Verfahrens- und Beweisfragen bei Personenschäden », Zurich 2015, p. 139 ss. Il a présenté les actualités de la formation « CAS en magistrature » lors de la journée des juges de l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire.

Christian Pfammatter a donné des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure administrative, l'aménagement du territoire et le permis de construire. Il a également dirigé, conjointement, un séminaire pour les avocats-stagiaires relatif au droit administratif. Enfin, comme relevé ci-dessus, il a animé, en collaboration avec Marc Sugnaux, un atelier sur l'administration de la justice dans le cadre d'un séminaire organisé par la Fondation pour la formation continue des juges.

II. Die Gerichtsbehörden

Der Justizrat erachtet den Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden als Archivadokument, das den Betrieb des kantonalen Gerichtswesens widerspiegelt. Er gibt daher in diesem Bericht die Jahresberichte der verschiedenen Behörden in extenso wieder.

1. Das Kantonsgericht

—

1.1. Allgemeiner Teil

1.1.1. Allgemeine Bemerkungen

Im Jahre 2015 hat das Kantonsgericht 2868 Urteile gefällt. Gegen 253 dieser Urteile wurden Beschwerden beim Bundesgericht eingereicht; in 43 Fällen, also in 1.5% der Entscheide des Kantonsgerichts, wurden sie gutgeheissen. Auf administrativer Ebene wurde die nach der physischen Zusammenführung der Zivilrechtlichen, Strafrechtlichen und Verwaltungsrechtlichen Abteilungen intensiver gewordene Reorganisationsarbeit fortgeführt mit der Änderung des Reglements für das Kantonsgericht betreffend seine Organisation und seine Arbeitsweise (RKG), deren Inkrafttreten auf den 1. Januar 2016 festgelegt wurde. Die wichtigsten Änderungen in organisatorischer Hinsicht sind die Aufhebung der Abteilungen und die kleinere Zusammensetzung der Verwaltungskommission; auf gerichtlicher Ebene wurden der Moderationshof aufgehoben und verschiedene Kompetenzaufteilungen neu geordnet. Schliesslich war das Jahr geprägt durch die Ankündigung ihres Rücktritts auf Ende Januar 2016 der Richter Josef Hayoz, Gabrielle Multone und Roland Henninger. Das Kantonsgericht dankt ihnen bereits jetzt für ihren Einsatz zum Wohlergehen der Freiburger Justiz und drückt ihnen seine Dankbarkeit für die während so vielen Jahren geleistete Arbeit aus. Es wird in seinem Bericht 2016 darauf zurückkommen.

1.1.1.1. *Verwaltung der Justiz*

Das Gesamtgericht ist zu 10 und die Verwaltungskommission zu 15 Sitzungen zusammengetreten. Mehrere Entscheide konnten ausserdem auf dem Zirkulationsweg gefällt werden. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben namentlich in Bezug auf das Personal und das Budget gekümmert, mit Fragen betreffend die Reorganisation des Gerichts befasst und an 15 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich teilgenommen. Ausserdem hat das Kantonsgericht anlässlich der Vorstellung seines Jahresberichts seine traditionelle Pressekonferenz organisiert. Es hat an der fünften vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Lausanne, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Appenzell, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter in Luzern, an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Basel sowie an der im Rahmen der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter organisierten Ersten Biennale der Verwaltungsrechts in Muntelier teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates hin verschiedene jährliche Inspektionen durchgeführt.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im entsprechenden Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt. Dieses wurde am 12. November 2015 geändert. Die Reglementsänderungen berücksichtigen namentlich die Änderung des Justizgesetzes vom 19. Dezember 2014. Die **wichtigsten, ab 1. Januar 2016 geltenden Änderungen** sind folgende:

-
- > Die **Abteilungen – und ihr Präsidium – werden aufgehoben**. Diese Organisation beruhte auf den zwei ehemaligen Strukturen des Kantonsgerichts, der Verwaltungsrechtlichen Abteilung in Givisiez und den Zivil- und Strafrechtlichen Abteilungen im Rathaus in Freiburg. Sie bezweckte eine ausgewogene Vertretung beider Standorte. Mit der Zusammenführung unter einem Dach ist es für die Mitglieder des Kantonsgerichts angebrachter, sich ohne diese zusätzliche Struktur zu organisieren, wobei gleichzeitig intern die Suche nach den gemeinsamen Interessen der verschiedenen Höfe fortgeführt wird. Um dies zu bewerkstelligen und die interne Verwaltung des Gerichts zu erleichtern, werden die zivilrechtlichen, strafrechtlichen und verwaltungsrechtlichen Gerichtshöfe je eine Richterin oder einen Richter pro Materie als Ansprechperson bezeichnen. Diese Person wird in Zusammenarbeit mit der Präsidialgerichtsschreiberin oder dem Präsidialgerichtsschreiber (ehemals die Funktion einer Abteilungs-Gerichtsschreiberin oder eines Abteilungs-Gerichtsschreibers) die Ansprechperson bei Fragen zur allgemeinen Geschäftsführung der Gerichtshöfe sein.
 - > Die **Verwaltungskommission** wird inskünftig aus dem Präsidium und dem Vizepräsidium des Kantonsgerichts sowie einer dritten Richterin oder einem dritten Richter, die oder der für ein Jahr gewählt wird, zusammengesetzt sein. Von 2008 bis Ende 2015 tagte sie mit fünf Richterinnen und Richtern. Es wurde betont, dass die neue, ausreichende Dreierzusammensetzung ebenfalls ermöglichen wird, dass nach Lösungen im wohlverstandenen Interesse des gesamten Gerichts gesucht werden. In der Tat ist es wichtig, den Bedürfnissen des Kantonsgerichts Rechnung zu tragen, was diese neue Organisation hinsichtlich der internen Führung und der strategischen Zielsetzungen imstande sein wird zu tun. Die Verwaltungskommission wird ausserdem weiterhin die vom Plenum zu treffenden Entscheide vorbereiten.
 - > Auf gerichtlicher Ebene **wird der Moderationshof aufgehoben werden**. Es wurde festgestellt, dass seine Kompetenzen auf die übrigen Zivilgerichtshöfe aufgeteilt werden können. Die Zuständigkeiten des II. Zivilappellationshofs werden ebenfalls neu geregelt. Die Dossiers im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege und der Einrede der Unzuständigkeit werden inskünftig dem gleichen Weg wie das betreffende Verfahren in der Sache selber folgen. Zusätzlich zu seinen anderen gegenwärtigen Kompetenzen wird der II. Zivilappellationshof die im Sinne des Haager Übereinkommens vom 18. März 1970 über die Beweisaufnahme im Ausland in Zivil- oder Handelssachen eingereichten internationalen Rechtshilfesuche prüfen und überweisen. Diese neue Befugnis wird eine Vereinfachung der Behandlung dieser Fälle erlauben. Schliesslich wird es ein Zusatz im Reglement ermöglichen, im Bedarfsfall die Arbeitslast der **Sozialversicherungsgerichtshöfe** auszugleichen und/oder ihren ordnungsgemässen Betrieb sicherzustellen.

In Zusammenhang mit der Organisation und der Arbeitsweise des Kantonsgerichts wird ausserdem Folgendes festgestellt:

Die Gerichtstätigkeit betreffend

- > Die **gesamte Arbeitslast ist hoch**, und das Kantonsgericht hat sich mit immer umfangreicheren Dossiers auseinanderzusetzen. Indessen kann bei den zivilrechtlichen und strafrechtlichen Höfen, bei den allgemeinen Verwaltungsgerichtshöfen und beim Steuergerichtshof eine stabile Situation festgestellt werden. Die Lage der **Sozialversicherungsgerichtshöfe** ihrerseits bleibt bedenklich wegen des ungenügenden Bestandes an Arbeitskräften und eines jährlichen umfangreichen Volumens der neuen Fälle, dies trotz der grossen Zunahme der erledigten Angelegenheiten, die sowohl auf die Anstellung von Mitarbeitenden wie auf die Reorganisationsmassnahmen zurückzuführen ist.
- > Das Kantonsgericht wird des Weiteren eine zusätzliche Aufgabe übernehmen müssen. Dies hängt mit der Änderung des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG) zusammen, das ab dem 1. Juli 2016 die **Abschaffung der Beschwerde an den Staatsrat im Staatspersonalwesen** und folglich die direkte Beschwerde an das Kantonsgericht in diesem Bereich vorsieht. Die Frage der Arbeitslast im Zusammenhang mit dieser Gesetzesänderung wird demnach klar von der Arbeitslast bezüglich der

allgemeinen Zunahme der Angelegenheiten und des daraus entstehenden zusätzlichen Bedarfs an Arbeitskräften zu trennen sein; die neue Zuständigkeit bedingt für sich allein eine Erhöhung der Anzahl Arbeitskräfte.

Die Gerichtsschreiberei betreffend

- > Die **Arbeitsprozesse** sind weiterhin innerhalb von Arbeitsgruppen Abklärungen unterzogen worden. Diese Schritte führten zu neuen vereinheitlichten Abläufen innerhalb des Gerichts. Im Anschluss an diese Arbeiten wurden auf Vorschlag der Verwaltungskommission vom Gesamtgericht Richtlinien verabschiedet.
- > Es wurden neue – auf der Internetseite des Kantonsgerichts veröffentlichte – **Zitierregeln** in Form von Richtlinien angenommen. Ziel war es, die Zitierregeln des Bundesgerichts zu übernehmen und sie so weit wie möglich zu vereinfachen und zusammenzufassen. Hauptziel ist die selbe Verwendung der Zitierregeln durch das gesamte Kantonsgericht, da die Entscheide nunmehr im Internet veröffentlicht werden.
- > Was die **Zahl der im Internet veröffentlichten Entscheide des Kantonsgerichts** anbelangt, hat diese 2015 stark zugenommen. Es wurden mehr als tausend materielle Entscheide mit Hilfe des gegenwärtigen Informatikwerkzeugs «Contens» veröffentlicht. Dieses System erlaubt es jedoch nicht, die Rechtsprechung des Kantonsgerichts zu konsultieren und ist nicht an die Anforderungen von Veröffentlichungen angepasst. Der vom Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) beauftragte Lieferant der Gerichtssoftware Delta Logic hat daher ein – mit einer Suchmaschine ausgestattetes - zusätzliches Hilfswerkzeug für die Anonymisierung und die Veröffentlichung entwickelt und zur Verfügung gestellt, das seit Herbst intern in der Testphase steht. Es sollte im Laufe des Jahres 2016 für die Öffentlichkeit bereit stehen.

Die Infrastruktur und die übrigen Verwaltungsaufgaben des Kantonsgerichts betreffend

- > Im **Augustinergebäude** fanden weitere Interventionen statt. Das vom Hochbauamt beauftragte Ingenieurbüro Energil Sàrl für Beratungen im Energieverbrauch von Gebäuden hat einen Analysebericht hinsichtlich der in den Räumlichkeiten bestehenden Temperaturprobleme abgegeben. Im Anschluss an diesen Bericht und wegen der in den Räumlichkeiten im Dachstock bestehenden Ueberhitzungsproblemen – die im Sommer während einiger Wochen die Verlegung eines Teils des Personals erforderlich machten – wurde eine mechanische Ventilation eingerichtet. Mit dieser Massnahme sollten die Arbeitsbedingungen für die rund zehn betroffenen Mitarbeitenden erträglicher gestaltet werden. Ausserdem wurden zur Verstärkung der thermischen Isolation im Westflügel des Gebäudes – wo im Winter Kälte herrscht – verschiedene Arbeiten durchgeführt und sind einige Massnahmen für den Beginn 2016 angekündigt (Aufstellen einer Schleuse im Eingangsbereich; Auswechseln von Fenstern; Sondierungen in den Büros im Erdgeschoss). Schliesslich hat das vom Amt für Personal und Organisation beauftragte «Institut universitaire romand de la santé au travail (IST)» seine Massnahmen weiterverfolgt und Untersuchungen zur klimatischen Problematik innerhalb des Gebäudes sowie der von einigen Mitarbeitenden des Kantonsgerichts empfundenen Symptome angestellt. Das IST hat im November 2015 einen neuen Bericht abgegeben, und während der Winterzeit wurden in den Büros Staubsammler installiert.
- > Ebenfalls wurden Massnahmen für Fragen der Archivierung, der Informatik und der Dokumentenverwaltung umgesetzt. Was die auf nichtgerichtliche Tätigkeiten des Kantonsgerichts bezogenen Dokumente anbelangt, wurde beschlossen, einen **Registratur- und Archivplan mit Aufbewahrungsfristen** aufzustellen, um die Fragen im Zusammenhang mit der Klassierung, der Archivierung (Archivierung und Vorarchivierung) und der Aufbewahrung der Dokumente zu klären. Was die **elektronische Datenverwaltung** des Kantonsgerichts betrifft, hat das Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) einen Wechsel des Kundenbetreuers (Verantwortlichen) für das Gerichtswesen angekündigt. Ganz allgemein wird, auch unter Berücksichtigung der neuen

Verordnung vom 3. November 2015 über das Informatik- und Telekommunikationsmanagement in der Kantonsverwaltung, bezweckt, eine Informatikkommission für das Gerichtswesen zu schaffen. Schliesslich wurden die den Mitarbeitenden des Kantonsgerichts angebotenen Möglichkeiten des **digitalen Konsultierens** weiterentwickelt und ausgebaut. Sie werden unter Zufriedenheit der Nutzer immer mehr in Anspruch genommen (Print Plus Zeitschriften, ZPO Online, BGE, Weblaw, Swisslex). In einer nächsten Etappe soll das digitale Konsultieren von Lehrbüchern angeboten werden können.

1.1.1.2. *Arbeitsvolumen*

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts war 2015 sehr hoch. Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung ist konstant geblieben (1270 im Jahr 2015; 1272 im Jahr 2014). Bei der Strafrechtlichen Abteilung ergab sich eine Zunahme der Anzahl Angelegenheiten (+ 33 Dossiers [+ 7.5 %]), während in der Zivilrechtlichen Abteilung gegenüber 2014 ein Rückgang festzustellen war (- 119 Dossiers [- 9.5 %]), was eine Stabilisierung der Situation nach der Zunahme der Arbeitslast, namentlich im Zusammenhang mit dem neuen, 2013 in Kraft getretenen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht, erlaubte.

Für weitere Einzelheiten und Erklärungen wird auf die Ziffern 1.2.1.1, 1.2.1.2 und 1.2.2 - 1.2.13 weiter unten verwiesen.

1.1.2. Gerichtstätigkeit

1.1.2.1. *Allgemeines*

1.1.2.1.1. *Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die drei Abteilungen*

Kantonsgericht			
Allgemeine Statistik	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1302	1323	1207
b) eingetragene Angelegenheiten	2868	2957	2933
c) erledigte Angelegenheiten	2883	2978	2817
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1287	1302	1323

Ganz allgemein war, nach jahrelanger konstanter Zunahme der Angelegenheiten (2014: 2957 ; 2013: 2'933; 2012 : 2'812; 2011 : 2'650) die Zahl der neuen Angelegenheiten 2015 rückläufig (2868), wobei hervorzuheben ist, dass zahlreiche zu behandelnde Dossiers sehr komplex und umfangreich waren, was die sinkende Zahl der erledigten Angelegenheiten erklärt.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2359 Urteile in französischer und 494 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 15 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Abteilung

Allgemeine Statistik	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	192	216	200
b) eingetragene Angelegenheiten	1099	1218	1143
c) erledigte Angelegenheiten	1128	1242	1127
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	163	192	216

Während die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des I. Zivilappellationshofs leicht rückgängig war (-24 Dossiers [bzw. -7.4 %]), ist jene des II. Zivilappellationshofs gestiegen (+ 26 Dossiers [+ 9.2 %]). Die Situation der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer ihrerseits ist stabil (- 3 Dossiers [- 1.8 %]). Beim Moderationshof ist indessen ein starker Rückgang der eingetragenen Angelegenheiten zu verzeichnen (- 27 Dossiers [- 60 %]), wobei hervorzuheben ist, dass dieser Hof ab 2016 aufgehoben wird. Schliesslich war, nach einem hohen Anstieg der beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof eingetragenen Dossiers (22 im Jahr 2012, 178 im Jahr 2013, 197 im Jahr 2014), deren Zahl 2015 rückläufig (125).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Zivilrechtliche Abteilung hat 1010 Urteile in französischer und 118 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Abteilung

Allgemeine Statistik	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	134	155	145
b) eingetragene Angelegenheiten	483	450	459
c) erledigte Angelegenheiten	461	471	449
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	156	134	155

Die Zahl der beim Strafappellationshof (+ 12 Dossiers, [+ 6.6 %]) und bei der Strafkammer (+ 15 Dossiers, [+ 5.8 %]) eingetragenen Angelegenheiten ist 2015 angestiegen.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Strafrechtliche Abteilung hat 397 Urteile in französischer und 64 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Abteilung

Allgemeine Statistik	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	974	949	862
b) eingetragene Angelegenheiten	1270	1272	1300
c) erledigte Angelegenheiten	1279	1247	1213
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	965	974	949

Die Zahl der 2015 bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung eingetragenen Angelegenheiten ist im Verhältnis zu 2014 insgesamt stabil geblieben (- 2 Dossiers). Die Anzahl Dossiers des I. (- 13 Dossiers [- 7.7 %]) und des II. Verwaltungsgerichtshofs (- 5 Dossiers [- 3.7 %]) ist leicht rückläufig. Auch die Zahl jener des III. Hofes ist zurückgegangen (- 33 Dossiers [- 13.7 %]), wobei zu bemerken ist, dass die Differenz der Zahlen zwischen 2014 und 2015 vor allem auf die "Poyabrücke" zurückzuführen war, die zu vielen Beschwerden geführt hatte, währenddessen aber auch gruppierte Erledigungen stattfanden. Hingegen ist kompensationsweise die Zahl der beim Steuergerichtshof eingetragenen Angelegenheiten signifikant (+ 35 Dossiers [+ 19.8 %]) und jene beim I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof erneut (leicht) angestiegen (+ 10 Dossiers [+ 3.5 %] bzw. + 4 Dossiers [+ 1.7 %]).

Hinsichtlich der Verteilung der Fälle verzeichnen die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe 1092 Dossiers (I. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2015 [310] und neu eingetragene Angelegenheiten [295]; II. Hof: hängige Dossiers per 1. Januar 2015 [246] und neu eingetragene Angelegenheiten [241]). Dies macht 48.7 % der 2015 bei der Verwaltungsrechtlichen Abteilung hängigen Angelegenheiten aus. Der Steuergerichtshof zählt insgesamt 15.8 % der Eintragungen (143 hängige Dossiers + 212 neue Angelegenheiten = 355), der I. Verwaltungsgerichtshof 12.1 % (101 hängige Dossiers + 171 neue Angelegenheiten = 272), der II. Verwaltungsgerichtshof 10.4% (90 hängige Dossiers + 143 neue Angelegenheiten = 233) und der III. Verwaltungsgerichtshof 13 % (84 hängige Dossiers + 208 neue Angelegenheiten = 292).

Es wird hervorgehoben, dass die Zahl der gesamten in dieser Abteilung erledigten Angelegenheiten nochmals gestiegen ist (+ 32 Dossiers 2015; + 34 Dossiers 2014), dies namentlich bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen, mit einer Zunahme von mehr als 21 %. Die Zahl der erledigten Angelegenheiten innerhalb der Abteilung war ausserdem höher als jene der neu eingetragenen Angelegenheiten, was eine Verminderung um 9 der per 31. Dezember 2015 hängigen Angelegenheiten gegenüber dem 31. Dezember 2014 ausmacht. Dieser Zustand ist namentlich auf die Bemühungen aller Richter und Mitarbeitenden und den häufigeren Beizug von Ersatzrichtern zurückzuführen. Indessen ist der Personalbestand weiterhin klar ungenügend. Die Zahl der hängigen Angelegenheiten bleibt mit 974 unerledigten Dossiers per 31. Dezember 2015 hoch.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Verwaltungsrechtliche Abteilung hat 967 Urteile in französischer und 312 in deutscher Sprache gefällt.

1.1.2.1.2. Dauer des Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 bis 30 Tage	1 bis 3 Monate	3 bis 6 Monate	6 bis 12 Monate	1 bis 2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	117	91	62	57	12	0
II. Zivilappellationshof und Präsident	109	123	58	15	2	0
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	131	20	6	0	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	65	46	7	0	0	0
Strafappellationshof	59	19	21	55	21	4
Strafkammer	114	69	51	29	3	0
I. Verwaltungsgerichtshof	40	36	39	38	24	7
II. Verwaltungsgerichtshof	25	29	23	31	16	8
III. Verwaltungsgerichtshof	38	90	25	31	17	19
Steuergerichtshof	21	54	16	21	63	3
I. Sozialversicherungsgerichtshof	36	46	27	21	118	49
II. Sozialversicherungsgerichtshof	22	66	39	22	89	21

In den Zivilsachen hängt die Verfahrensdauer einer Angelegenheit davon ab, ob diese dem ordentlichen oder dem summarischen Verfahren unterliegt. Was den I. Zivilappellationshof betrifft, ist anzumerken, dass die Akten erst an den Bericht erstattenden Richter weitergeleitet werden, wenn die Beschwerde führende Partei den geforderten Kostenvorschuss geleistet hat (Frist von dreissig Tagen, die jeweils um die gleiche Dauer verlängert werden kann). Angelegenheiten, in denen die Parteien aufgrund ihrer Mittellosigkeit im Genuss der unentgeltlichen Rechtspflege stehen, können rascher behandelt werden, weil in diesen Fällen keine Kostenvorschüsse einzufordern sind. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Berechnung der durchschnittlichen Verfahrensdauer die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. als Folge des Konkurses einer Partei in Anwendung von Art. 207 SchKG oder weil eine Verfügung über ein IV-Gesuch abzuwarten war). Die Zahl von 70 Angelegenheiten mit einer Verfahrensdauer von mehr als zwei Jahren bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen erklärt sich mit der Arbeitsüberlastung dieser Höfe. Wenn sich diese Zahl gegenüber 2014 (83) auch verringert hat, ist sie dennoch zu hoch. Eine so lange Dauer der Verfahren verstösst ganz offensichtlich gegen das Beschleunigungsgebot, das in diesen Bereichen Vorrang hat und ist für die Betroffenen unzumutbar.

In Anbetracht seiner Arbeitslast wird sich das Kantonsgericht auch dieses Jahr veranlasst sehen, seine Zusatzbudgetbegehren zu wiederholen.

1.1.2.1.3. *Delegierte Aufsicht*

Im Auftrag des Justizrats (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht einen Teil der Staatsanwaltschaft (10 Staatsanwälte) und des Bezirksgerichts der Saane (4 Präsidenten), das Jugendgericht, das Zwangsmassnahmengericht, die Bezirksgerichte der Broye, des Greyerz, des Sees, der Sense und des Vivisbachs, die Friedensgerichte der Broye, der Glane, des Sees und des Vivisbachs, die Oberämter, die Enteignungskommission, die Rekurskommission für Bodenverbesserungen und die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen inspiziert. Es hat ebenfalls das Konkursamt und die sieben Betreibungsämter

inspiziert. Mangels laufender Angelegenheiten wurden die Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben und die Rekurskommission für neue Parzellarvermessung keiner Inspektion unterzogen.

1.1.2.2. I. Zivilappellationshof

Der nachfolgende statistische Teil gibt über die Tätigkeit des Hofes Auskunft. Nach den bislang nie gekannten Zunahmen in den Jahren 2010 und 2011, wo die jährliche Zahl der neuen Angelegenheiten von 100 auf 353 gestiegen war, hat die Anzahl sich auf diesem Spitzenwert gehalten, wenn auch erneut mit einem leichten Rückgang (von 324 im Jahr 2014 auf 300 oder – 7.4%). Die Zahl der per Ende Jahr hängigen Dossiers belief sich auf unter 100, während der Prozentsatz für die Erledigung der Fälle innert weniger als 6 Monaten stabil und zufriedenstellend geblieben ist (79.6 %), gleichwie die Zahl der älteren (vor 2015 eingetragenen) hängigen Angelegenheiten, die per 31. Dezember 2015 bei 2 stand.

Priorität haben weiterhin die familienrechtlichen Angelegenheiten, vor allem wenn Kinder betroffen sind, dies leider immer noch auf Kosten der umfangreichen und komplexen Angelegenheiten.

1.1.2.3. II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts (~ 15%), des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts (~ 60%) und der unentgeltlichen Rechtspflege (~ 20%) sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz.

Da die Parteien in diesen Rechtsgebieten auf einen raschen Entscheid angewiesen sind, sorgt der Hof für eine rasche Erledigung der Angelegenheiten. So wurden 2015 75 % der Fälle binnen drei Monaten entschieden, 94 % innerhalb von sechs Monaten.

1.1.2.4. Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.5. Moderationshof

Die Geschäftsführung des Hofes gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.6. Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Nach der starken Zunahme der Angelegenheiten in den letzten Jahren (22 Dossiers 2012, 147 2013 und 178 2014) ist die Zahl der eingereichten Dossiers ein wenig zurückgegangen (125). Die Arbeitslast bleibt sehr hoch; auch müssen die meisten Dossiers vorrangig behandelt werden. Der Hof hat sich ausserdem elfmal ins Behandlungszentrum in Marsens begeben, um Anhörungen durchzuführen.

1.1.2.7. Strafappellationshof

Die Tätigkeit des Strafappellationshofs gibt für das Jahr 2015 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass, es sei denn, dass der Beizug von einsatzbereiten Ersatzrichtern für die Erstellung von Berichten im Rahmen der schriftlichen Verfahren schwieriger geworden ist.

1.1.2.8. Strafkammer

Seit dem Inkrafttreten der neuen Strafprozessordnung im Jahr 2011 ist die Zahl der bei der Strafkammer eingetragenen Angelegenheiten von 197 auf 275 gestiegen, was eine Erhöhung von rund 40% ausmacht. Diese starke Zunahme wird inskünftig die vermehrte Inanspruchnahme der Mitarbeit von Ersatzrichtern

erfordern; es sei daran erinnert, dass die drei Richter der Strafkammer zudem alle Revisionsgesuche, die beim Strafpellationshof eingetragen werden, behandeln.

1.1.2.9. *I. Verwaltungsgerichtshof*

Die Geschäftsführung des I. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2015 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.10. *II. Verwaltungsgerichtshof*

Die Geschäftsführung des II. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2015 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.11. *III. Verwaltungsgerichtshof*

Die Geschäftsführung des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2015 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.12. *Steuergerichtshof*

Die Geschäftsführung des Steuergerichtshofs gibt für 2015 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.2.13. *I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof*

Die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe haben 2015 ihre Erledigungsrate drastisch erhöht (+ 21 %), dies trotz der gleich gebliebenen Anzahl Gerichtsschreiberinnen-Berichterstatterinnen und Gerichtsschreiber-Berichterstatter. Dieses sehr erfreuliche Ergebnis ist auf die Bemühungen aller Mitarbeitenden, sowie die stärkere Unterstützung durch die Berichte redigierenden Ersatzrichter zurückzuführen und dies trotz der bedenklich hohen Anzahl Neueingänge (536), die leicht zugenommen haben. Der Bestand der hängigen Angelegenheiten hat somit gegenüber 2014 von 556 auf 527 Angelegenheiten per 31. Dezember 2015 abgenommen. Trotz der seit Jahren angestellten Ueberlegungen, um die Leistungen zu erhöhen und die Dauer der Verfahren zu verkürzen, gilt immer wieder die gleiche Feststellung: Der Personalbestand bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen ist ungenügend.

Ein Dank geht auch an die Richter der beiden Höfe sowie an Christian Pfammatter und Dina Beti, die es dem I. Hof erlaubt haben, trotz Fehlens seiner ordentlichen Richterin während mehreren Monaten seine Aufgaben weiterhin zu erfüllen.

1.1.3. Personal

1.1.3.1. *Richter*

Bei den Kantonsrichtern hat sich 2015 keine Änderung ergeben. Die Richter Josef Hayoz, Gabrielle Multone und Roland Henninger haben allerdings ihren Weggang für Ende Januar 2016 angekündigt. Wie schon eingangs erwähnt, dankt ihnen das Kantonsgericht bereits jetzt für ihren Einsatz im Dienste der freiburgischen Justiz und drückt ihnen seine Dankbarkeit für die während so vieler Jahre geleistete Arbeit aus, worauf im Einzelnen im Bericht 2016 zurückzukommen sein wird.

Wegen der längeren Abwesenheit von Marianne Jungo hat das Kantonsgericht intern Massnahmen getroffen, damit deren Arbeitspensum bewältigt werden kann. Zusätzlich zur Unterstützung durch ihre Kollegen in der Verwaltungsrechtlichen Abteilung hat Marc Sugnaux, dessen Arbeitspensum an sich 50 % beträgt, seinen Beschäftigungsgrad von Juli bis Ende November erhöht. Eine teilzeitlich angestellte Gerichtsschreiberin hat ihn unterstützt, indem sie ebenfalls ihren Arbeitsprozensatz erhöht hat.

Am 13. Oktober 2015 wurden Dominique Gross und Marc Boivin als Kantonsrichter gewählt. Omblin de Poret Bortolaso wurde ihrerseits in Ersetzung von Jacques Bonfils zur Ersatzrichterin gewählt. In der Session

vom 17. November 2015 wählte der Grosse Rat Sandra Wohlhauser als Kantonsrichterin und bestätigte die Erhöhung des Beschäftigungsgrades von Richter Marc Sugnaux von 50 % auf 100 % ab Februar 2016.

Was die Nebentätigkeiten anbelangt, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission. Hubert Bugnon präsidiert die Schulkommission des Kollegiums Heiligkreuz und ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Hugo Casanova ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission und ordentliches Mitglied der Rekurskommission Interkantonale Vereinbarung Lotterien und Wetten (welche sich im Allgemeinen mit ein bis zwei Fällen pro Jahr zu befassen hat). Er ist weiterhin Lehrbeauftragter beim Schweizerischen Institut für Steuerlehre im Rahmen der Ausbildung "Master of Advanced Studies Taxation FH" (drei Lektionen jährlich). Johannes Frölicher amtet weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «les Buissonnets». Josef Hayoz ist Mitglied der kantonalen Nomenklaturkommission und des Wissenschaftsrates für das Forschungsprojekt «Grundlagen guten Justizmanagements in der Schweiz». Jérôme Delabays ist Präsident des Justizrats. Er ist weiterhin Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Roland Henninger ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo und Gabrielle Multone sind Mitglieder der Rekurskommission des interkantonalen Gymnasiums der Broye (GYB). Gabrielle Multone ist ebenfalls Mitglied der Anwaltskommission. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit und Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marc Sugnaux ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission und der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen; er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter. Er ist Auszubildner in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Anne-Sophie Peyraud schliesslich ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2.

1.1.3.2. *Gerichtsschreiberei*

Beim Kantonsgericht arbeiten 64 Personen (Stand Ende Dezember):

15	Kantonsrichter
1	Generalsekretär
23	Gerichtsschreiber
18	Mitarbeitende des Verwaltungspersonals (1 Bürochefin, 15 Sekretärinnen, 1 Weibel, 1 juristischer Archivar zu 10 % [vom Justizamt angestellt])
5	Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -praktikanten (in der Regel 10 über das Jahr verteilt)
2	Kaufmännische Lernende

64

Die Kantonsrichter und die befristet Angestellten (Praktikanten, Lernende, mittels Pauschalkredit angestelltes Personal) nicht mitgerechnet, umfasst das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts 26.90 Vollzeitäquivalenzen (VZÄ). Hervorzuheben ist, dass die Sicherheits- und Justizdirektion gegenüber 2014 (25.95 VZÄ) Stellenumwandlungen bzw. –übertragungen vorgenommen hat. So sind eine mit einem Pauschalkredit geschaffene Stelle von 60 % VZÄ im Sekretariatsbereich und eine ab 2014 mit Pauschalkredit ermöglichte Gerichtsschreiberstelle im Umfang von 35 % VZÄ in Festanstellungen übergegangen.

Der Personalbestand der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts gestaltet sich im Einzelnen wie folgt (Budgetpositionen):

Vollzeitäquivalenzen (VZÄ)	
Generalsekretär	1.00
Gerichtsschreiber	7.50
Gerichtsschreiber-Berichterstatter	9.70
Bürochefin	1.00
Sekretärinnen	7.60
Bibliothekarin	<u>0.10</u>
Total	26.90

Als Pauschalkredite im Voranschlag 2015 wurden ausserdem folgende Beträge gewährt (betrifft das Verwaltungspersonal)

Weibel:	97'000.- Franken (1 Person)
Sekretärinnen:	130'000.- Franken (2 ½ Personen)
Informatikteam:	140'000.- Franken (beim ITA arbeitendes Personal; 3 Personen)
Nachführung FZR:	3'000.- Franken (1 Studierende)

Das Kantonsgericht hat für 2016 die Umwandlung der auf Pauschalkredit geschaffenen Stellen in feste Posten sowie wegen der grossen Arbeitslast einen Gerichtsschreiber-Posten auf Pauschalkredit beantragt.

Gemäss Beschluss des Staatsrats wird es 2016 keine neuen Fixstellen für die Justiz geben. Nach Genehmigung des Voranschlags 2016 durch den Grossen Rat wird das Kantonsgericht über die gleichen Pauschalkredite wie im Voranschlag 2015 verfügen (der Gerichtsschreiberposten auf Pauschalkredit wurde nicht mitberücksichtigt). Das Kantonsgericht wiederholt indessen, dass eine Verstärkung seines Personals sowohl durch die Umwandlung der gegenwärtigen Anstellungen in Fixposten (betrifft rund zehn Mitarbeitende) wie durch die Möglichkeit, zeitweilig Personal anzustellen, notwendig ist.

Weggänge-Neuzugänge

Was die Gerichtsschreiber anbelangt, war Cornelia Thalman El Bachary während rund eines Jahres abwesend; sie wurde durch Gina Gutzwiller (befristeter Vertrag) ersetzt. Nach dem Weggang von Henri Angéloz (100 %) und der Verminderung des Beschäftigungsgrades eines Gerichtsschreibers und einer Gerichtsschreiberin (2 x 20 %; Cédric Steffen und Catherine Faller) wurden verschiedene Ersatzmassnahmen getroffen. Die 140 % verteilen sich schlussendlich wie folgt: Laura Granito, angestellt zu 60 %, Frédérique Riesen zu 70 %, Sandra Mantelli von 90 % auf 100 % (+10 %). Cédric Steffen wurde zum Stellvertreter des Generalsekretärs (50 %) und Ludovic Farine zum Abteilungsgerichtsschreiber für die Zivilrechtliche Abteilung ernannt.

Beim Sekretariat hat Vanessa Gomes (Anstellung auf Pauschalkredit) das Kantonsgericht verlassen; sie wurde durch Florence Roulin ersetzt. Livia Jeckelmann ist im Herbst neu zum Kantonsgericht hinzugekommen (deutschsprachige Sekretärin). Sie ersetzte Helen Maeder während deren Mutterschaftsurlaub und wird ihre Tätigkeit mittels einer Festanstellung zu 50 % bei der Rückkehr von Helen Maeder, die ihre Arbeitstätigkeit von 100 % auf 50 % reduzieren wird, fortführen.

Die grosse Arbeitslast hat das Kantonsgericht nicht daran gehindert, seine Ausbildungstätigkeit fortzuführen. So haben im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt zwölf Personen ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert. Ausserdem bildet das Kantonsgericht kaufmännische Lernende aus; Ophélie Carrel und Florence Roulin haben im Sommer 2015 das eidgenössische Fähigkeitszeugnis (EFZ) erlangt. Das Kantonsgericht gratuliert ihnen.

Gratuliert wird ebenfalls Françoise Rosales, Bürochefin, für die Erlangung des Zertifikats für Personalassistentin/Personalassistent sowie Cédric Steffen, Gerichtsschreiber der strafrechtlichen Abteilung,

der das durch die Ecole romande de la magistrature pénale (ERMP) verliehene Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale (CAS MAP) erworben hat. Auch Sandra Mantelli absolviert diese Ausbildung, die sie 2016 abschliessen wird.

Was das Informatikteam anbelangt, hat das ITA den Wechsel des Kundenbetreuers (Verantwortlichen) für das Gerichtswesen angekündigt. Arnaud Mangin wurde durch Michel Corbaz ersetzt.

1.1.4. Weitere Tätigkeiten

Am 13. März 2015 haben Richter und Gerichtsschreiber des Strafappellationshofs in Neuenburg am jährlichen Treffen der Strafappellationshöfe der Kantone Neuenburg, Waadt und Freiburg teilgenommen.

Am 24. April 2015 haben Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher an der Jahreskonferenz der Kantonsgerichte im Sozialversicherungswesen, die im Kanton Thurgau stattfand, teilgenommen.

Am 28. und 29. Mai 2015 haben Michel Favre, Präsident der Strafrechtlichen Abteilung und Cédric Steffen, Gerichtsschreiber der Strafrechtlichen Abteilung, an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Basel teilgenommen.

Am 10. und 11. September 2015 haben Christian Pfammatter, Hugo Casanova und Josef Hayoz an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Appenzell teilgenommen.

Am 16. Oktober 2015 hat Anne-Sophie Peyraud an der fünften vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Lausanne teilgenommen.

Am 30. Oktober 2015 haben Adrian Urwyler und Dina Beti am Tag der Richterinnen und Richter der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter in Luzern teilgenommen.

Am 19. November 2015 hat eine Delegation der Strafrechtlichen Abteilung Schüler der Ecole nationale française de la Magistrature in Bordeaux im Rahmen ihrer von der Schweizerischen Richterakademie organisierten Studienreise empfangen.

Am 26. November 2015 haben Anne-Sophie Peyraud und Johannes Frölicher in Begleitung aller Gerichtsschreiber-Berichterstatter der beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe eine Delegation der IV-Stelle Freiburg empfangen.

Der Präsident, weitere Richter und der Generalsekretär haben an verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2015 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Hugo Casanova hat weiterhin für die Zeitschrift «Archiv für Schweizerisches Abgaberecht» die bundesgerichtliche Rechtsprechung zusammengefasst und gewürdigt. Seine jährliche Analyse erschien in Band 83, Nr. 8 (Februar 2015), S. 459 ff. unter dem Titel «Die steuerrechtliche Rechtsprechung des Bundesgerichts im Jahr 2013: Steuerverfahrensrecht (direkte Steuern und übrige kantonale Abgaben)». Er hat ausserdem (zusammen mit Marc Sugnaux) als Referent bei der Ersten Biennale des Verwaltungsrechts (zweisprachiger Workshop über «Sachverhaltsabklärung im steuerrechtlichen Prozess») mitgewirkt.

Hugo Casanova, Hubert Bugnon und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über das Zivilverfahren. Er wirkt weiterhin mit bei der annotierten Zivilprozessordnung Online.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Strafrichterwesen. Er hat auch anlässlich der Jahrestagung für Weiterbildung des Freiburger Anwaltsverbandes am 13. Dezember 2015 eine Konferenz über Kosten und Entschädigungen im Strafwesen abgehalten.

Anne-Sophie Peyraud hat im Juni im Rahmen der von der Stiftung für die Weiterbildung Schweizerischer Richterinnen und Richter organisierten Ersten Biennale des Verwaltungsrechts in Murten einen Updateworkshop im Sozialversicherungswesen geleitet.

Für dieselbe Stiftung hat Marc Sugnaux ein Seminar zum Thema Verwaltung der Justiz, in Gerzensee, mitorganisiert. Er hielt ein Referat über die Gerichtsverwaltung in den Kantonen ab und leitete zusammen mit Christian Pfammatter einen Workshop zu diesem Thema. Er hat ausserdem die Erste Biennale für Verwaltungsrecht in Murten mitgeleitet, anlässlich der er zusammen mit Hugo Casanova einen Workshop über die Sachverhaltsabklärung im steuerrechtlichen Prozess geleitet hat.

Adrian Urwyler hielt im Rahmen der Haftpflichtprozestagung 2015 in Luzern ein Referat. Er veröffentlichte einen Artikel über Prozesskostenverteilung, insbesondere Verteilung nach Ermessen, in « HAVE 2015 – Prozesskosten, Schadensschätzung, Verfahrens- und Beweisfragen bei Personenschäden », Zürich 2015, S. 139 ff. Er stellte anlässlich des Tags der Richterinnen und Richter der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter Aktuelles zum Lehrgang der Judikative im Rahmen des CAS (Certificate of Advanced Studies) im Richterwesen vor.

Christian Pfammatter erteilte Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über Verwaltungsrechtspflege, Raumplanung und Baubewilligung. Ebenfalls wirkte er mit an der Leitung des Seminars über Verwaltungsrecht für die Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten. Schliesslich hat er, wie oben erwähnt, im Rahmen eines von der Stiftung für die Weiterbildung der Richterinnen und Richter organisierten Seminars zusammen mit Marc Sugnaux einen Workshop zum Thema Gerichtsverwaltung geleitet.

Annexe/Beilage:

—
**Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2015 /
Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2015**
—

Président/Präsident :	Hubert Bugnon
Vice-présidente/Vizepräsidentin :	Anne-Sophie Peyraud
Membres/Mitglieder :	Dina Beti Hugo Casanova Jérôme Delabays Michel Favre Johannes Frölicher Josef Hayoz Roland Henninger Marianne Jungo Gabrielle Multone Catherine Overney Christian Pfammatter Marc Sugnaux Adrian Urwyler

Juges suppléants/Ersatzrichter/-innen :

François-Xavier Audergon
Felix Baumann
Olivier Bleicker
Jacques Bonfils
Georges Chanez
Pierre Corboz
Francine Defferrard
Omblin de Poret Bortolaso
Caroline Gehring
Susanne Genner
Tarkan Göksu
Catherine Hayoz
Yann Hofmann
Christophe Maillard
Séverine Monferini Nuoffer
Jean-Luc Mooser
André Riedo
Armin Sahli
Hans-Jürg Schläppi
Ursula Schneider Schüttel
Daniel Schneuwly
Erika Schnyder
Kurt Schwab
Pascal Terrapon
Catherine Yesil-Huguenot

Section civile / zivilrechtliche Abteilung

Président/Präsident :
Membres/Mitglieder :

Jérôme Delabays
Dina Beti
Hubert Bugnon
Michel Favre
Roland Henninger
Catherine Overney
Adrian Urwyler

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président/Präsident :
Membres/Mitglieder :

Hubert Bugnon
Dina Beti
Jérôme Delabays
Roland Henninger

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président/Präsident : Adrian Urwyler
Membres/Mitglieder : Jérôme Delabays
Michel Favre
Catherine Overney

Cour de modération / Moderationshof

Présidente/Präsidentin : Dina Beti
Membres/Mitglieder : Hubert Bugnon
Michel Favre

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente/Präsidentin : Catherine Overney
Membres/Mitglieder : Dina Beti
Adrian Urwyler

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président/Präsident : Jérôme Delabays
Membres/Mitglieder : Michel Favre
Roland Henninger
Catherine Overney

Section pénale / strafrechtliche Abteilung

Président/Präsident : Michel Favre
Membres/Mitglieder : Dina Beti
Hubert Bugnon
Jérôme Delabays
Roland Henninger
Catherine Overney
Adrian Urwyler

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président/Präsident : Michel Favre
Membres/Mitglieder : Dina Beti
Catherine Overney
Adrian Urwyler

Chambre pénale / Strafkammer

Président/Präsident : Roland Henninger
Membres/Mitglieder : Hubert Bugnon
Jérôme Delabays

Section administrative / verwaltungsrechtliche Abteilung

Président/Präsident : Johannes Frölicher
Membres/Mitglieder : Hugo Casanova
Josef Hayoz
Marianne Jungo
Gabrielle Multone
Anne-Sophie Peyraud
Christian Pfammatter
Marc Sugnaux

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Marianne Jungo
Membres/Mitglieder : Josef Hayoz (affaires en allemand/deutschsprachige
Angelegenheiten)
Gabrielle Multone
Christian Pfammatter

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président/Präsident : Christian Pfammatter
Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher
Josef Hayoz (affaires en allemand/deutschsprachige
Angelegenheiten)

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente/Präsidentin : Gabrielle Multone
Membres/Mitglieder : Johannes Frölicher
Josef Hayoz (affaires en allemand/deutschsprachige
Angelegenheiten)
Marianne Jungo

Cour fiscale/Steuergerichtshof :

Président/Präsident : Marc Sugnaux
Membres/Mitglieder : Hugo Casanova (affaires en allemand/deutschsprachige
Angelegenheiten)
Anne-Sophie Peyraud
Christian Pfammatter

I^e Cour des assurances sociales/ I. Sozialversicherungsgerichtshof :

Présidente/Präsidentin : Anne-Sophie Peyraud
Membres/Mitglieder : Josef Hayoz
Marianne Jungo

II^e Cour des assurances sociales/ II. Sozialversicherungsgerichtshof :

Président/Präsident :

Johannes Frölicher

Membres/Mitglieder :

Hugo Casanova

Gabrielle Multone

Marc Sugnaux

1.2. Partie statistique / Statistischer Teil

1.2.1. Section civile / zivilrechtliche Abteilung

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Récusation / <i>Ausstand</i>	11	14
Entraide judiciaire / <i>Rechtshilfe</i>	174	209
Total	185	223

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	115	99
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	300	324
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	339	308
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	76	115

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	21	24
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	69	52
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	68	82
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	39	30
Retirés / <i>Rückzug</i>	9	8
Transaction / <i>Vergleich</i>	2	4
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	19	9
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	91	77
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	9	10
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	3	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	2
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	7
Total	339	308

Matières traitées / <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>		
	2015	2014
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	2	5
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	89	71
dont mesures protectrices de l'union conjugale/ <i>davon Eheschutzmassnahmen</i>	43	33
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	0	1
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	2	3
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	7	7
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	29	32
Assurance / <i>Versicherung</i>	1	3
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	2	3
Récusation / <i>Ausstand</i>	4	2
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	0
Dépens / <i>Parteikosten</i>	6	5
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	2
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	3	1
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	35	35
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	33	36
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	111	99
Révision / <i>Revision</i>	5	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	0
Total	339	308

Provenance / Herkunft		
	2015	2014
Sarine / Saane	62	61
Singine / Sense	11	13
Gruyère / Greyerz	26	27
Lac / See	21	16
Glâne / Glane	7	12
Broye / Broye	37	18
Veveyse / Vivisbach	18	17
Autres / Andere	157	144
Total	339	308

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	58	74
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	311*	285
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	307*	301
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	62	58

**Est incluse l'affaire attribuée au Président de la IIe Cour d'appel civil / Miteinbegriffen ist die dem Präsidenten des II. Zivilappellationshofs zugeteilte Angelegenheit*

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	43	55
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	5
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	99	82
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	79	93
Retirés / <i>Rückzug</i>	5	4
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	2
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	7	16
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	18	11
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	6	6
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	1	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	21	22
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	12	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	1
Total	307	301

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege	71	64
Travail / Arbeit	10	10
Bail / Mietgerichtsbarkeit	23	26
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / Schuldbetreibungs- und Konkursrecht	130	127
dont faillites / davon Konkurse	23	28
dont mainlevées / davon Rechtsöffnungen	103	99
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	44	39
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	2	0
Instance unique / Einzige Instanz	0	1
Récusation / Ausstand	5	2
Exécution / Vollstreckung	5	1
Compétence des tribunaux / Zuständigkeit der Gerichte	0	7
Frais de justice / Gerichtskosten	2	2
Attribution des dépens / Auferlegung der Parteikosten	3	17
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	2	0
Sûretés / Sicherheiten	2	0
Révision / Revision	0	1
Mémoire préventif / Schutzschrift	1	1
Arbitrage / Schiedsverfahren	2	0
Concurrence déloyale / Unlauterer Wettbewerb	1	0
Assurance / Versicherung	0	2
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	2	0
Divers / Verschiedenes	2	1
Total	307	301

Provenance / Herkunft		
	2015	2014
Sarine / Saane	92	92
Singine / Sense	18	8
Gruyère / Greyerz	28	26
Lac / See	18	9
Glâne / Glane	12	11
Broye / Broye	32	48
Veveyse / Vivisbach	10	18
Autres / Andere	97	89
Total	307	301

**Chambre des poursuites et faillites /
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	6	3
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	160	163
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	157	160
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	9	6

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	116	108
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	17	32
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	9
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	11	8
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	1
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	1	0
Total	157	160

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	29	44
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	1	3
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	1	0
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	102	104
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtsanleihe</i>	3	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	12	6
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	5	3
Séquestre / <i>Arrest</i>	3	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	0
Total	157	160

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens		
	2015	2014
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	116	113
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	14	12
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	9	19
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	18	16
Total	157	160

Provenance / Herkunft		
	2015	2014
Sarine / <i>Saane</i>	18	14
Singine / <i>Sense</i>	1	5
Gruyère / <i>Greyerz</i>	6	4
Lac / <i>See</i>	1	5
Glâne / <i>Glane</i>	1	0
Broye / <i>Broye</i>	2	5
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	4	6
Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	103	110
Autres / <i>Andere</i>	21	11
Total	157	160

Cour de modération / Moderationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	6	14
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	18	45
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	22	53
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	2	6

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	9
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	5	13
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	6	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	9
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	5
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	2
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	1
Total	22	53

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Frais de justice / Gerichtskosten	5	23
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	6	12
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière civile / Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Zivilsachen	6	4
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen	0	0
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	1	9
Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege	3	5
Récusation / Ausstand	1	0
Total	22	53

Provenance / Herkunft		
	2015	2014
Sarine / Saane	8	21
Singine / Sense	2	2
Gruyère / Greyerz	1	9
Lac / See	1	1
Glâne / Glane	1	0
Broye / Broye	3	1
Veveyse / Vivisbach	1	2
Autres / Andere	5	17
Total	22	53

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	7	26
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	125	178
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	118	197
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	14	7

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	11	38
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	8	28
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	24	25
Rejetés / <i>Abweisung</i>	34	47
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	9	18
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	4	5
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	4	3
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	10	16
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	1
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	2	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Total	118	197

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Recours / <i>Beschwerde</i>	84	137
dont placements à des fins d'assistance / <i>davon Fürsorgerische Unterbringung</i>	20	20
dont protection de l'adulte / <i>davon Erwachsenenschutz</i>	43	84
dont effets de la filiation / <i>davon Wirkungen des Kindesverhältnisses</i>	20	33
dont établissement de la filiation / <i>davon Entstehung des Kindesverhältnisses</i>	1	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	18	27
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	11	24
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	2	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	0	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	2
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	0	1
Total	118	197

1.2.2. Section pénale / strafrechtliche Abteilung

Cour d'appel penal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	86	101
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	192	180
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	179	195
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	99	86

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	14	22
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	40	35
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	51	51
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	11
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	32	30
Retirés / <i>Rückzug</i>	25	32
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	1
AJ (avec avocat) accordée/ <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	3	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	5
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	3	0
Décharge du mandat d'office / <i>Entlastung der Amtsverteidigung</i>	0	3
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	1
Fixation des dépens / <i>Festsetzung der Parteikosten</i>	0	1
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	3	1
Total	179	195

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Appels / <i>Berufungen</i>	149	163
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	0
Demandes de mise en liberté / <i>Gesuche um Freilassung</i>	2	0
Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	9	11
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	1
Révision / <i>Revision</i>	12	14
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	1	2
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	0	3
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	4	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
Total	179	195

Provenance / Herkunft		
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
	2015	2014
Sarine / Saane	35	40
Singine / Sense	4	4
Gruyère / Greyerz	13	15
Lac / See	7	2
Glâne / Glane	5	3
Broye / Broye	10	10
Veveyse / Vivisbach	3	1
Total	77	75

Juge de police / Polizeirichter		
	2015	2014
Sarine / Saane	23	46
Singine / Sense	9	5
Gruyère / Greyerz	17	10
Lac / See	7	9
Glâne / Glane	3	6
Broye / Broye	9	2
Veveyse / Vivisbach	3	3
Total	71	81

Tribunal des mineurs / Jugendgericht		
	2015	2014
	0	3

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht		
	2015	2014
	2	4

Ministère public / Staatsanwaltschaft		
	2015	2014
	10	0

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof		
	2015	2014
	2	10

Autres / Andere		
	2015	2014
	17	22

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	48	54
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	275	260
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	266	266
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	57	48

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	19	15
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	23	13
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	18
Rejetés / <i>Abweisung</i>	109	129
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	60	56
Retirés / <i>Rückzug</i>	9	6
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	3
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	16	12
Désignation d'un juge remplaçant / <i>Bezeichnung eines Ersatzrichters</i>	0	9
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	2
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	4	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	2	1
Changement du mandat d'office / <i>Wechsel der Amtsverteidigung</i>	0	1
Désignation (AJ) / <i>Bezeichnung (URP)</i>	4	0
Décharge / <i>Entlastung</i>	1	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	2	0
Total	266	266

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Recours / <i>Beschwerden</i>	199	191
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	16	5
Récusation / <i>Ausstand</i>	12	19
Assistance judiciaire (principe) et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz) und amtliche Verteidigung</i>	24	22
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	1	8
Effet suspensif / <i>aufschiebende Wirkung</i>	7	9
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	3	4
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	4	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	8
Total	266	266

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	0
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	16	8
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	16	8
Affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart		
	2015	2014
Admis / <i>Gutheissung</i>	16	8
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	0	0
Total	16	8

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete		
	2015	2014
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmaßnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	16	8
Total	16	8

1.2.3. Section administrative / verwaltungsrechtliche Abteilung

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	101	84
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	171	184
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	184	166
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	88	101

Modes de liquidation / Erledigungsart	2015	2014
Admission / <i>Gutheissung</i>	13	16
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	6
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	6
Rejet / <i>Abweisung</i>	84	63
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	1	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	13	13
Retrait / <i>Rückzug</i>	5	2
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	8	7
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung aus anderen Gründen</i>	33	26
Rayé du rôle / <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	1	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	8	2
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	3	10
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	6	6
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	3	6
Total	184	167

Matières traitées Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1. Hängig per 1.1.	Entrées Neueingänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	42	65	107	72	35
Droits politiques <i>Politische Rechte</i>	1	1	2	2	0
Agents des collectivités publiques <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	14	6	20	11	9
Affaires communales <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	3	1	4	4	0
Responsabilité des collectivités publiques <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	9	3	12	2	10
Ecole et formation <i>Schule und Bildung</i>	4	20	24	18	6
Exécution des peines et mesures <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	3	6	9	6	3
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger <i>Grundstückwerb durch Personen im Ausland</i>	0	2	2	2	0
Avocats, notaires <i>Anwälte, Notare</i>	3	0	3	2	1
Droit des personnes et famille <i>Personen- und Familienrecht</i>	1	2	3	2	1
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	1	4	5	4	1
Protection des données <i>Datenschutz</i>	0	4	4	2	2
Preuve à futur <i>Vorsorgliche Beweisführung</i>	1	0	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	8	13	8	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	2	8	10	10	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3	3	1	2
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	11	33	44	33	11
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	1	0	1	1	0
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	2	1
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Total	101	171	272	184	88

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	90	105
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	143	148
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	132	163
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	101	90

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	13	25
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	5
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	5
Rejet <i>Abweisung</i>	48	68
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	0	3
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	13	15
Retrait <i>Rückzug</i>	16	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	0	1
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	8	1
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	28	25
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	0
Décision sur frais et dépens après TF* <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG*</i>	1	0
Total	132	163

* Nouveau mode de liquidation dès le 01.11.2015 / neue Erledigungsart ab 01.11.2015

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Aménagement du territoire et constructions <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	63	76	139	74	65
Protection de la nature et du paysage <i>Natur- und Heimatschutz</i>	0	1	1	0	1
Protection de l'environnement <i>Umweltschutz</i>	5	4	9	2	7
Expropriation <i>Enteignung</i>	1	1	2	1	1
Forêts <i>Forstwesen</i>	0	3	3	1	2
Energie <i>Energie</i>	0	1	1	0	1
Marchés publics <i>Beschaffungswesen</i>	0	6	6	4	2
Domaine public <i>Öffentliche Sachen</i>	6	0	6	6	0
Protection contre les incendies et les éléments naturels <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	0	1	1	1	0
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	1	0
Requête de sûretés <i>Begehren auf Sicherstellung</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) <i>Einsprache (Kosten)</i>	1	0	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	4	4	3	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	13	31	44	27	17
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	11	11	8	3
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	1	2	1	1
Total	90	143	233	132	101

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	84	116
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	208	241
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	220	273
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	72	84

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	4	6
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	15	7
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	6
Rejet <i>Abweisung</i>	80	83
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	0
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	55	70
Retrait <i>Rückzug</i>	15	25
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	11	15
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	30	49
Rayé du rôle (défaut) <i>Abschreibung (Abwesenheit)</i>	0	3
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	1	6
Total	220	273

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Circulation routière et transports <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	58	134	192	159	33
Droit social (à l'exception de l'aide sociale dès le 01.01.11) <i>Sozialrecht (mit Ausnahme der Sozialhilfe ab dem 01.01.11)</i>	5	4	9	7	2
Agriculture <i>Landwirtschaft</i>	6	8	14	8	6
Commerces et établissements publics <i>Handel und Gastgewerbe</i>	3	14	17	7	10
Travail <i>Arbeit</i>	0	1	1	0	1
Animaux <i>Tiere</i>	3	2	5	3	2
Santé publique <i>Öffentliche Gesundheit</i>	2	4	6	4	2
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	0	1
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	4	21	25	16	9
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	3	4	4	0
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	9	9	9	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	6	7	3	4
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	0	1
Total	84	208	292	220	72

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	143	144
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	212	177
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	141	132
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	71	45
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	178	178
- compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	126	123
- compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	52	55
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	177	143

Mode de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	8	6
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	9	14
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	11
Rejet <i>Abweisung</i>	71	82
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	3	4
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	36	30
Retrait <i>Rückzug</i>	16	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	9	5
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	6	4
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	8	7
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	3	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	1	3
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	3	1
Total	178	178

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12 <i>Hängig per 31.12</i>
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	104	134	238	116	122
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	19	19	38	15	23
Impôt anticipé <i>Verrechnungssteuer</i>	3	6	9	2	7
Impôt sur les gains immobiliers <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	2	0	2	1	1
Impôts communaux <i>Gemeindesteuern</i>	0	3	3	1	2
Droits de mutation et gages immobiliers <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	3	0	3	3	0
Contribution immobilière <i>Liegenschaftssteuer</i>	2	2	4	1	3
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	1	1	2	0	2
Taxe d'exemption de l'obligation de servir <i>Wehrpflichtersatz</i>	1	0	1	1	0
Taxe de séjour <i>Aufenthaltstaxe</i>	0	4	4	3	1
Contributions publiques communales <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	4	6	10	6	4
Amendes d'ordre <i>Ordnungsbussen</i>	0	10	10	6	4
Emoluments administratifs <i>Verwaltungsgebühren</i>	0	2	2	1	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	0	4	4	0	4
Récusation <i>Ausstand</i>	0	2	2	2	0
Réclamations (frais) <i>Einsprachen (Kosten)</i>	0	4	4	4	0
Révision <i>Revision</i>	2	2	4	1	3
Procédures autres <i>Verfahren andere</i>	0	3	3	3	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	7	8	8	0
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	2	3	3	0
Total	143	212	355	178	177

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / <i>Allgemeine Statistik</i>	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	310	278
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	295	285
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	297	253
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	308	310

Mode de liquidation / <i>Erledigungsart</i>	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	19	9
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	24	12
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	14	11
Rejet <i>Abweisung</i>	127	118
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	1	0
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	26	22
Retrait <i>Rückzug</i>	15	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	9	5
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	1	2
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	16	22
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	1	2
Reformatio in pejus	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	20	17
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	11	12
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	10	7
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	1	2
Décision sur frais et dépens après TF* <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG*</i>	2	0
Total	297	253

* Nouveau mode de liquidation dès le 01.11.2015 / *neue Erledigungsart ab 01.11.2015*

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	128	84	212	100	112
Assurance-accident <i>Unfallversicherung</i>	66	40	106	46	60
Assurance-chômage <i>Arbeitslosenversicherung</i>	70	74	144	51	93
Assurance militaire <i>Militärversicherung</i>	0	1	1	0	1
Allocations familiales <i>Familienzulagen</i>	6	4	10	5	5
Aide sociale (dès le 01.01.11) <i>Sozialhilfe (seit dem 01.01.11)</i>	15	22	37	26	11
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	2	2	2	0
Révision <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	8	13	8	5
Mesures provisionnelles urgentes <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	5	5	5	0
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	20	51	71	50	21
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	2	0
Total	310	295	605	297	308

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2015	2014
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	246	222
b) affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	241	237
c) affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	268	213
d) affaires pendantes au 31 décembre <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	219	246

Mode de liquidation / Erledigungsart	2015	2014
Admission <i>Gutheissung</i>	21	9
Admission partielle <i>Teilweise Gutheissung</i>	12	20
Admission avec renvoi <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	19	14
Rejet <i>Abweisung</i>	87	83
Irrecevabilité <i>Nichteintreten</i>	2	4
Irrecevabilité manifeste <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	20	10
Retrait <i>Rückzug</i>	15	7
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	14	9
Transaction/Ratification <i>Vergleich/Genehmigung</i>	4	5
Sans objet autres motifs <i>Abschreibung andere Gründe</i>	19	8
Liquidation par lettre <i>Erledigung durch Brief</i>	3	4
Transmission à l'autorité compétente <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	2	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	22	13
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	13	10
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	10	4
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	2	3
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce <i>Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung</i>	2	10
Décision sur frais et dépens après TF* <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG*</i>	1	0
Total	268	213

* Nouveau mode de liquidation dès le 01.11.2015 / *neue Erledigungsart ab 01.11.2015*

Matières traitées <i>Behandelte Rechtsgebiete</i>	Pendant au 1.1. <i>Hängig per 1.1.</i>	Entrées <i>Neueingänge</i>	Total	Liquidé <i>Erledigt</i>	Pendant au 31.12. <i>Hängig per 31.12.</i>
Assurance-vieillesse et survivants <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	23	19	42	20	22
Assurance-invalidité <i>Invalidenversicherung</i>	131	91	222	109	113
Prestations complémentaires <i>Ergänzungsleistungen</i>	16	18	34	18	16
Assurance-maladie <i>Krankenversicherung</i>	19	26	45	23	22
Prévoyance professionnelle <i>Berufliche Vorsorge</i>	16	15	31	15	16
Assurance-maternité <i>Mutterschaftsversicherung</i>	1	0	1	0	1
Allocation pour perte de gain <i>Erwerbsersatz</i>	1	0	1	1	0
Assurance-maladie complémentaire LCA <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	11	9	20	12	8
Décision sur frais et dépens après TF <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	2	2	1	1
Récusation <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Révision <i>Revision</i>	1	0	1	1	0
Mesures provisionnelles <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	7	6	13	11	2
Recours sur mesures provisionnelles <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	0	1
Assistance judiciaire (principe) <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	20	50	70	54	16
Recours sur assistance judiciaire <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	2	1
Total	246	241	487	268	219

1.2.4. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden	2015	2014
I ^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	24	32
II ^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	25	35
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	7	7
Cour de modération / Moderationshof	1	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	11	11
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	30	35
Chambre pénale / Strafkammer	35	43
I ^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	24	25
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	12	18
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	14	12
Cour fiscale / Steuergerichtshof	22	10
I ^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	32	36
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	16	20
Total	253	284

Recours traités / Erledigte Beschwerden Modes de liquidation / Erledigungsarten	2015	2014
I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	0
Rejetés / Abweisung	8	11
Irrecevables / Nichteintreten	12	11
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof		
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	2
Rejetés / Abweisung	2	13
Irrecevables / Nichteintreten	18	23
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	2

Chambre des poursuites et faillites / <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	2	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ <i>Kindes- und Erwachsenenschutzhof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
Cour d'appel pénal / <i>Strafappellationshof</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	12
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	2	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
Rayé du rôle / <i>Abschreibung</i>	1	0
Chambre pénale / <i>Strafkammer</i>		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	5	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	9
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	20	31
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	19	9
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	7	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0
II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	13	5
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	2
III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	8	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	1
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1
Cour fiscale / Steuergerichtshof		
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	6	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	3	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	3	6
Rejetés / Abweisung	22	19
Irrecevables / Nichteintreten	6	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	7	4
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0
II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof		
Admis / Gutheissung	2	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	1	3
Rejetés / Abweisung	16	9
Irrecevables / Nichteintreten	1	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	1
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	1
Total	285	236

2. Le Ministère public

2.1. Partie générale

2.1.1. Remarques générales

Au 31 décembre 2015, le Ministère public présente une situation réjouissante, qui est le fruit des efforts soutenus et permanents de l'ensemble de son personnel, malgré une charge de travail élevée.

Les chiffres ne présentent que peu d'écarts avec ceux de l'an passé. Le nombre des procédures enregistrées a légèrement augmenté pour passer à 15'000 unités (+ 191 procédures). Si le nombre des procédures pendantes s'élève désormais à 5'373 unités (+ 384 procédures), celui des anciennes procédures a diminué à 462 dossiers (- 56 procédures). S'agissant des dossiers liquidés par ordonnances motivées, le Ministère public a certes rendu moins d'ordonnances motivées (- 970 ordonnances) en 2015, mais cette diminution concerne principalement les ordonnances pénales définitives (- 1'081 ordonnances), dont les ordonnances de masse relevant de la loi sur le transport des voyageurs (- 700 environ). Quant à la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement, elle dépasse désormais les 67%.

Le recours à la détention avant jugement demeure élevé, avec 224 détenus respectivement 20'791 jours de détention pour l'année 2015. Le Ministère public se félicite toutefois de pouvoir compter sur le soutien indéfectible de la Direction de la sécurité et de la justice et du Service de l'application des sanctions pénales et des prisons pour trouver des solutions.

Le Ministère public aborde l'année 2016 avec une direction dont la composition a subi quelques changements, avec l'arrivée de Mme Alessia Chocomeli-Lisibach et de M. Raphaël Bourquin comme procureurs généraux adjoints, après le retrait de M. Markus Julmy. Quant au procureur général, il entame son deuxième mandat.

Le Ministère public souligne finalement que ses bons résultats doivent aussi être mis sur le compte de la stabilité de son personnel – le Ministère public connaît en effet un taux de rotation extrêmement bas – et sur l'excellente ambiance de travail qui existe en son sein.

2.1.2. Les activités générales

2.1.2.1. En général

	2014	2015
Procédures enregistrées ¹ en	14'809	15'000
Procédures pendantes au 31.12.	4'989	5'373
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ²	518	462
Procédures liquidées par décisions motivées ³ , en	13'463	12'493

¹ Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à un prévenu ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

² Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

³ Soit les procédures closes par ordonnances motivées : ordonnance de non entrée en matière, ordonnance de suspension, ordonnance de classement, ordonnance pénale définitive, décision ultérieure au jugement.

2.1.2.2. Procédures enregistrées et pendantes

2.1.2.2.1. Procédures enregistrées

Répartition des procédures enregistrées	2014	2015
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	14'633	14'783
Procédures du Tribunal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	5	4
Procédures civiles avec participation de la procureure en charge de ces affaires	2	3
Procédures du juge d'application des peines ⁴	169	210
Nombre total de procédures enregistrées	14'809	15'000

	2014	2015
Procédures enregistrées contre auteurs connus	13'081	13'280
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'728	1'720

	2014	2015
Procédures enregistrées en français	12'409 (83.8%)	12'507 (83.4%)
Procédures enregistrées en allemand	2'400 (16.2%)	2'493 (16.6%)

2.1.2.2.2. Procédures pendantes

Procédures pendantes	2014	2015
en instruction (sous la compétence du procureur), dont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	4'026	4'464
auprès des Préfectures (en vue de la tentative légale de conciliation)	154	139
auprès des Tribunaux de 1ère instance	672	627
auprès du Tribunal cantonal	118	119
auprès du Tribunal fédéral	19	24
Nombre total de procédures pendantes	4'989	5'373

2.1.2.2.3. Anciennes procédures pendantes

	2014	2015
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	518 (dont 66 procédures suspendues)	462 (dont 52 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2015, de l'année :							
2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
3	2	7	10	28	88	324	462

⁴ Ci-après JAP.

2.1.2.3. Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

2.1.2.3.1. En général

	2014	2015
Ordonnances de non entrée en matière	1'418	1'677
Ordonnances de suspension	1'197	1'149
Ordonnances de classement	1'183	1'024
Ordonnances pénales	9'976	8'824
Actes d'accusation	320	331
Confiscations indépendantes	0	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	148	207
Décisions de dessaisissement	367	401
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	6	8
Décisions de renvoi à la police cantonale	---	331
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	4'242	3'230
Commissions rogatoires nationales	23	31
Commissions rogatoires internationales	56	62
Classements sans suite	204	207

2.1.2.3.2. Ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement

Ordonnances de non entrée en matière	2014	2015
cas de levée de corps	111	111
autres	1'307	1'566
Nombre total des ordonnances de non entrée en matière	1'418	1'677

Ordonnances de suspension	2014	2015
contre auteur connu	285	210
contre auteur inconnu	912	939
Nombre total des ordonnances de suspension	1'197	1'149

Ordonnances de classement	2014	2015
suite à conciliation	213	183
Autres	970	841
Nombre total des ordonnances de classement	1'183	1'024

2.1.2.3.3. Ordonnance pénale

Ordonnances pénales et de conversion	2014	2015
Ordonnances pénales définitives	9'517	8'436
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	459	388
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	4'242	3'230
Nombre total des ordonnances pénales et de conversion	14'218	12'054

2.1.2.3.4. Acte d'accusation

Actes d'accusation	2014	2015
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	134	169
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	124	100
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	0	7
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	5	5
Acte d'accusation selon procédure simplifiée avec renvoi au Tribunal pénal économique	57	50
	1	0
Nombre total d'actes d'accusation	320	331

2.1.2.3.5. Décision ultérieure au jugement

Ordonnances du JAP	2014	2015
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté par :	45	54
prolongation du délai de paiement	0	2
réduction du montant de la peine pécuniaire ou de l'amende	0	0
conversion de la peine pécuniaire ou de l'amende en travail d'intérêt général	45	52
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	8	10
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général, à savoir :	90	139
conversion du travail d'intérêt général en peine pécuniaire	69	113
conversion du travail d'intérêt général en peine privative de liberté	21	26
Opposition aux ordonnances du JAP	0	3
Autres ordonnances du JAP	5	1

2.1.2.3.6. Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2014	2015
0 à 1 mois	29.14%	27.98%
1 à 2 mois	23.87%	26.12%
2 à 3 mois	12.37%	13.15%
3 à 6 mois	17.16%	17.47%
6 à 12 mois	10.51%	9.56%
12 à 18 mois	4.57%	3.65%
18 à 24 mois	1.43%	1%
24 à 36 mois	0.73%	0.71%
Plus de 36 mois	0.22%	0.36%

2.1.2.4. Détention provisoire et autres mesures de contrainte

Détention provisoire	2014	2015
Nombre de personnes en détention provisoire	273	224
Nombre de requête de détention au Tribunal des mesures de contrainte (détention, prolongation de la détention et détention pour motifs de sûretés)	412	406
Nombre de jours de détention	21'139	20'791

Autres requêtes au Tribunal des mesures de contrainte	2014	2015
Nombre de demandes de mesures de surveillance téléphoniques et autres mesures	207	224

2.1.2.5. Recours

Recours interjetés par les procureurs	2014	2015
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	7	19
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	4	4

Recours interjetés par les parties	2014	2015
Nombre de déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	87	72
Nombre déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal fédéral	3	8

2.1.2.6. Défenseurs

Défenseurs	2014	2015
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	296	211
	142	108
Nombre d'ordonnances sur indemnités	60	54

Le défenseur nécessaire choisi par le prévenu n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

2.1.2.7. Contrôle du procureur général

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal des mineurs	2014	2015
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	13	6
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	15	22

2.1.3. Le personnel

2.1.3.1. En général

Au 31 décembre 2015, le Ministère public compte 62 (EPT⁵) procureurs et collaborateurs. Il comprend ainsi 15 cellules judiciaires, pour 14,5 (EPT) procureurs. A leurs côtés, on trouve les greffiers (14.7 EPT) et les secrétaires de procureurs (14.3 EPT) ainsi qu'un (EPT) conseiller économique ; s'y ajoutent les collaborateurs de la réception (8 EPT, y compris 1 jeune demandeur d'emploi et 1 CDD⁶), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT), les greffiers-stagiaires (5 EPT) et 1 (EPT) apprentie. Au total, ce sont 81 personnes qui travaillent au Ministère public.

⁵ Equivalent plein temps.

⁶ Contrat de durée déterminée.

2.1.3.2. *Le procureur général, le procureur général adjoint et les autres membres de la direction*

En 2015, le procureur général a défini, pour la deuxième fois après 2012, les axes prioritaires de la lutte contre la criminalité, en collaboration avec le Conseil d'Etat. Si les axes relatifs à la violence gratuite, à la violence domestique, à la lutte contre le trafic de stupéfiant ou encore à la lutte contre le travail au noir ont été maintenus, certains ont pu être abandonnés en raison notamment des résultats obtenus. Deux axes nouveaux ont été introduits, soit le renforcement de la lutte contre la criminalité organisée et la lutte contre la cybercriminalité. Des besoins en analystes financiers et informatiques au profit de la police cantonale ont été exposés. Le procureur général regrette que le Conseil d'Etat, qui a approuvé ces objectifs et reconnu les besoins en analystes, n'ait pas accordé de personnel supplémentaire, alors que des compensations financières avaient été proposées par la Direction de la sécurité et de la justice et alors que le Grand Conseil avait autorisé par Décret l'augmentation du personnel de police, y compris d'éventuels analystes. Le procureur général a avisé le Conseil d'Etat que sa décision allait enlever tout impact à la mise en œuvre de ces deux objectifs nouveaux.

En juin 2015, le Grand Conseil a renouvelé sa confiance au procureur général en l'élisant pour un deuxième mandat de cinq ans, qui a pris effet au 1^{er} janvier 2016. Durant cette même session, il a élu, en remplacement de M. Markus Julmy qui n'a pas sollicité de nouveau mandat de procureur général adjoint, Mme Alessia Chocomeli-Lisibach et M. Raphaël Bourquin procureurs généraux adjoints (chacun à 50%). Par la présente, le procureur général témoigne sa reconnaissance et sa gratitude au Grand Conseil, ainsi que ses plus vifs remerciements à M. Julmy pour son précieux travail et la qualité de sa collaboration durant cinq années. Il se réjouit de conserver M. Julmy au sein du Ministère public, où il exercera comme procureur. Au 1^{er} juillet 2015, la Loi sur la Justice a été modifiée ; elle permet désormais au procureur général et à ses adjoints de solliciter 3 mandats de 5 ans, sous réserve d'une réélection par le Grand Conseil.

Sur le plan interne, quelques adaptations ont été prévues pour permettre l'entrée en fonction des deux nouveaux procureurs généraux adjoints. Par ailleurs, les premières mesures suggérées par la commission du personnel créée en 2014 ont été mise en œuvre. Les nouvelles formules d'évaluation ont été utilisées et un retour a été donné à la direction du Ministère public par la commission du personnel. La charge de travail, lourde, est actuellement maîtrisée.

Au chapitre du personnel judiciaire, le procureur général, en sa qualité de président de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, s'est ouvert aux médias de ses inquiétudes quant à la charge de travail toujours plus importante pesant sur l'ensemble des tribunaux, justices de paix ou autorités pénales. En collaboration avec la Commission de justice et le Conseil de la magistrature, il a rencontré le Conseil d'Etat afin de proposer la création d'une cellule de juge itinérant. Là encore, les impératifs budgétaires ont entraîné un refus d'octroyer un budget pour la création de postes supplémentaires. Il est toutefois à relever que la situation tendue qui règne dans plusieurs autorités judiciaires ne pourra perdurer sans risque pour la santé du personnel ou pour les justiciables, confrontés à des délais d'attente très longs y compris pour des décisions pouvant avoir un fort impact sur leur vie familiale ou professionnelle.

Le Ministère public privilégie la formation continue des procureurs et des collaborateurs. En charge de la formation interne, le procureur général adjoint a mis sur pied une journée et demie de formation à l'attention des procureurs et des greffiers. Le procureur général a en outre dispensé une formation en procédure pénale aux secrétaires et une visite de la Prison centrale a été arrangée à leur attention. Par ailleurs, des formations spécifiques ont été organisées pour les greffiers et les secrétaires : une secrétaire a ainsi suivi les cours de

droit dispensés par l'EAP⁷, quatre secrétaires la formation de base en administration judiciaire proposée par la Haute école ARC⁸, et deux greffiers la formation CAS en magistrature. Finalement, la procureure Liliane Hauser a achevé en 2015 sa formation MAS en criminalité économique.

Dans le courant de l'été 2015, le procureur général a conduit une séance d'information du personnel en vue des changements internes induits par l'élection des nouveaux procureurs généraux adjoints. Il a également convoqué 33 séances de direction. Au 31 décembre 2015, le Ministère public compte 28 Directives (dont 18 publiées sur son site internet⁹) et 29 marches à suivre.

Le procureur général est délégué CPS¹⁰ et membre de son comité ; dans ce cadre, il a organisé l'assemblée générale des délégués qui s'est tenue à Charmey les 19 et 20 novembre 2015, réunissant quelque 50 délégués. Le procureur général est aussi président du Groupe de travail « harmonisation des peines » respectivement membre de la Plateforme des procureurs généraux romands, ainsi que des Groupes de travail « législation CPS », « statistique » et « médecine-légale ». Sur le plan cantonal, il a participé comme membre du Conseil de la magistrature et du Conseil cantonal de prévention et de sécurité ; démissionnaire du Conseil de la magistrature avec effet au 31 décembre 2015, il sera remplacé par M. Raphaël Bourquin. Comme déjà indiqué, le procureur général est également président de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire. Enfin, en 2015, il a fonctionné comme enseignant auprès de l'EAP, il a dispensé des cours aux avocats-stagiaires et il est intervenu comme conférencier lors de la rencontre à Fribourg des associations cantonales du domaine de l'assurance privée, rencontre également organisée par l'Institut romand de formation en assurances, ainsi que lors du Congrès international « Francopol » à Montreux.

Le procureur général adjoint est délégué CPS et il était président de la Commission CPS de fixation de peine jusqu'au printemps 2015. Il est aussi président de la Commission de recours de l'Université et il a participé au séminaire intensif des étudiants germanophones en droit. Le procureur général adjoint est également membre du Groupe de travail suisse pour l'harmonisation des codes RIPOL et VOSTRA, du Groupe de travail romand concernant le bracelet électronique, du Groupe de travail cantonal en matière de prestations médico-légales, du Groupe de travail cantonal de coordination pour la recherche de places de prison et enfin de la plateforme « Ministère public - Police cantonale - Office de la circulation et de la navigation » en matière de circulation routière.

En charge principalement de la gestion du personnel, de l'uniformisation des pratiques et de l'administration générale, les greffiers-chefs et le chef de chancellerie ont continué de soutenir le procureur général et le procureur général adjoint dans leurs tâches. L'année 2015 a toutefois été marquée par les importants problèmes de santé qu'a connus le chef de chancellerie, absent du Ministère public durant quelque cinq mois ; son retour, avec une augmentation progressive de son taux d'activité, est prévu pour le début 2016. Entre-temps, il a été remplacé dans ses tâches administratives par son suppléant, par ailleurs comptable, obligeant dès lors le service comptable à opérer une réorganisation.

Egalement porte-parole du Ministère public, les greffiers-chefs ont répondu aux sollicitations des médias, diffusé cinq communiqués de presse et organisé 67 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes. Le greffier-chef est délégué auprès de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP ou, en allemand, SKIS) et représentant romand auprès de son comité ; la CCCMP a adopté en 2015 des recommandations en matière de relations des Ministères publics avec la presse

⁷ Ecole des aspirants de police.

⁸ Ecole romande en administration judiciaire, à Neuchâtel.

⁹ www.fr.ch/mp.

¹⁰ Conférence des procureurs suisses.

qu'il a fait publier sur le site¹¹ de la CPS. Le greffier-chef a par ailleurs réuni en 2015 les greffiers pénalistes des Tribunaux, qui ont décidé de poursuivre ces rencontres en vue d'échanger sur leurs pratiques et de renforcer leurs liens. Il a enfin accueilli une classe du cycle d'orientation de La Tour-de-Trême pour une présentation des activités du Ministère public et organisé, avec la Police cantonale, la journée futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons, accueillant quelque 40 enfants.

2.1.3.3. *Les procureurs*

Absent durant quelque cinq mois suite à un accident, le procureur Jean-Frédéric Schmutz a repris progressivement son activité durant l'été 2015. Sur proposition du Ministère public, le Conseil de la magistrature a nommé durant l'absence du précité les greffiers Serge Molliet et Gabriella Musumeci en qualité de procureurs ad hoc. Qu'ils soient remerciés pour leur travail de grande qualité.

Les procureurs ont continué à occuper dans le courant de l'année 2015 les fonctions d'enseignant ou de conférencier :

- > auprès de l'EAP, comme enseignant : Philippe Barboni, Raphaël Bourquin, Alessia Chocomeli-Lisibach, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- > auprès de l'EAP, comme participant aux procès fictifs : Raphaël Bourquin ;
- > auprès de l'Institut de pédagogie curative de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;

respectivement de membre :

- > du Groupe de travail sur les gens du voyage, institué par la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police : Philippe Barboni ;
- > du Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- > de la Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- > de la Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- > du Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- > de Commissions de la CPS et de la CLP¹² : Philippe Barboni (Groupe de travail psychiatrie forensique et droit médical), Raphaël Bourquin (Bureau CLP), Marc Bugnon (Groupe de travail déontologie), Frédéric Chassot (COMINTEL), Alessia Chocomeli-Lisibach (Commission criminalité économique), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL et groupe de travail crime organisé), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP et Commission transports), Liliane Hauser (Commission criminalité économique et Commission for et entraide), Catherine Python (groupe de travail crime organisé) et Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP) ;
- > du Bureau de la Direction du SCOTT (Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants) : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale contre la violence domestique : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Yvonne Gendre ;
- > du Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- > du Groupe de travail en matière de tags et graffitis : Raphaël Bourquin ;
- > de la Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;

¹¹ www.ssk-cps.ch.

¹² Conférence latine des procureurs.

-
- > de la Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
 - > de la Commission cantonale pour les questions d'aumônerie : Marc Bugnon (président) ;
 - > du Groupe de travail en matière de travail au noir : Frédéric Chassot.

Finalement, s'agissant des formations suivies par les procureurs, les formules d'annonce accompagnent le présent rapport.

2.1.3.4. *Les collaborateurs*

Le Ministère public a aussi dû compter en 2015 avec une absence prolongée de Mme Geneviève Nening pour raisons de santé. Des aménagements internes ont été mis sur pied pour pallier cette absence.

En cours d'année, les greffiers Sacha Khomutov et Chantal Skupin ainsi que les secrétaires Natalie Gaillet, Ebru Goek et Mélanie Ruegsegger ont quitté le Ministère public. Mlle Marion Perler a quant à elle terminé son apprentissage d'employée de commerce. Le Ministère public a par ailleurs fait engager les greffiers Nicolas Lauper et Eugénie Corboz Descloux, ainsi que les secrétaires Sanja Soseva et Léonora Curri.

En 2015, Mmes Pauline Descloux, Valérie Bourqui et Aïda Fahim, greffières engagées par CDD pour des remplacements de congé maternité, ont passé avec succès leurs examens pour l'obtention du brevet d'avocat. Engagée comme greffière, la première nommée poursuivra son activité au Ministère public en 2016.

Toujours en 2015, le Ministère public a participé à une procédure d'évaluation conduite par le Service du personnel et d'organisation pour les fonctions de comptable et de secrétaire du service comptable. Il a organisé un échange d'apprenti entre son service et celui de l'application des sanctions pénales et des prisons. Finalement, il a donné la possibilité à dix juristes d'effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois, respectivement à deux étudiants en droit de l'Université un stage de deux mois dans le cadre de leur travail de séminaire et à quatre aspirants EAP de la Police de sûreté chaque fois un stage d'un jour.

2.1.3.5. *Le service comptable*

En 2015, le service comptable du Ministère public a accordé 1'977 (2'190 en 2014)¹³ paiements par acomptes, il a effectué 5'169 (5'638) rappels et 1'138 (918) rappels de solde, il a requis 343 (405) poursuites et il a traité 3'229 (4'242) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2015 à CHF 6'004'345.39 (CHF 6'229'631.08), alors qu'il avait été budgétisé à CHF 6'100'000.00 (5'350'000.00). Quant au montant encaissé par les conversions d'amende 2015, il s'est établi à CHF 1'046'361.79 (CHF 893'737.86). Le service comptable a par ailleurs comptabilisé durant l'année 2015 101'652 (108'993) écritures.

2.1.4. Divers

En 2015, le Ministère public a continué de rechercher à améliorer ses applications informatiques. Sous la responsabilité du nouveau gestionnaire de compte désigné par le Service informatique et des télécommunications en faveur des autorités relevant du pouvoir judiciaire, il a ainsi entrepris de développer un nouveau mode d'envoi de son courrier de sorte à parvenir à l'insertion automatisée des quittances de réception de ses recommandés et à l'abandon des envois par acte judiciaire. Si la phase-test actuellement en cours devait aboutir, ce mode de procéder pourrait être étendu à l'ensemble du pouvoir judiciaire et entraîner une importante diminution des frais d'envois postaux. Le Ministère public regrette par ailleurs la suspension

¹³ Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2014 dans ce chapitre.

et le report sine die par l'Office fédéral des routes de la mise à disposition de la nouvelle application relative aux décisions administratives en matière de circulation routière ; il forme le vœu que dite application verra le jour courant 2016. Enfin, déjà évoquée dans le rapport de l'an passé, la transmission des données entre les autorités utilisant l'application Tribuna V3 figure toujours dans les priorités informatiques du Ministère public mais suppose un lancement et une conduite du projet par une commission cantonale chargée des questions informatiques relevant du pouvoir judiciaire.

Constitué aux fins d'améliorer la procédure en matière de détournement de valeurs patrimoniales mises sous main de justice (art. 169 CP), un groupe de travail interne a rendu son rapport dans le courant de l'année. Ses conclusions, qui ont été validées, entraînent des investigations complémentaires sur la situation financière du prévenu au moment de la commission de l'infraction, la primauté de la durée du détournement sur la valeur du montant distrait dans la fixation de la peine et la création d'une spécialisation pour les cas des multi-récidivistes.

Le Ministère public a convaincu en 2015 les autres cantons romands (sauf Genève) ainsi que la partie francophone du canton de Berne de mettre sur pied une formation inter-cantonale commune à l'attention des interprètes qui fonctionnent auprès des autorités judiciaires. Cette formation vise à doter les interprètes d'une formation de base en matière de procédure pénale, et à s'assurer qu'ils connaissent les attentes des autorités pénales en matière de traduction et qu'ils rendent un travail de qualité. Actuellement en stade de préparation, les formations pourraient débuter dans le courant du dernier trimestre 2016.

Toujours en 2015, le Ministère public a réalisé un important travail d'archivage de ses dossiers. Répondant aux exigences du Service des archives de l'Etat, il a d'une part préparé la transmission de ses dossiers contraventionnels de l'année 2005. D'autre part, il a organisé le préarchivage de ses dossiers contraventionnels relatifs aux années 1995 à 2004 ainsi que des autres dossiers pour les années 1990 à 1995.

Enfin, en 2015, d'importants travaux d'assainissement thermique du bâtiment de la Grenette ont été réalisés durant environ quatre mois par le propriétaire, la SI La Grenette, engendrant aussi des perturbations notamment d'ordre phonique pour le Ministère public.

Annexe :**2.2. Tableaux statistiques**

Procédures enregistrées	15'000
Procédures enregistrées contre auteurs connus	13'280
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'720
Procédures enregistrées en français	12'507
Procédures enregistrées en allemand	2'493
Procédures enregistrées et ordinaires	14'783
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	4
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs en charge des affaires civiles devant les Tribunaux civils	3
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	210

Procédures pendantes	4'464
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	143

Ordonnances de non entrée en matière	1'677
Ordonnances de classement	1'024
Ordonnances de suspension	1'149
Confiscations indépendantes	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	409
Commissions rogatoires nationales	31
Commissions rogatoires internationales	62
Ordonnances pénales définitives	8'436
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	388
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	3'230

Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	169
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	100
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	7
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	5
Acte d'accusation, procédure simplifiée	50

Ordonnances définitives du juge d'application des peines	204
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	3

Nombre de personnes en détention provisoire	224
Nombre de jours de détention	20'791

Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	19
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	4
Nombre de déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	72
Nombre déterminations motivées adressées par les procureurs au Tribunal fédéral	8

Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	6
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	22

Fribourg, le 18 janvier 2016

Fabien GASSER
Procureur général

Raphaël BRENTA
Greffier-chef

2. Die Staatsanwaltschaft

2.1 Allgemeines

2.1.1. Allgemeine Bemerkungen

Die Staatsanwaltschaft Freiburg präsentiert sich per 31. Dezember 2015 dank den konstanten Leistungen ihres Personals in äusserst erfreulicher Lage, und dies, trotz starker Arbeitsbelastung.

Im Vergleich zum Vorjahr gibt es, was die Verfahren anbelangt, zahlenmässig, nur geringe Abweichungen. Die Anzahl neuer Verfahren stieg auf 15'000 (+ 191 Verfahren) an. Obwohl sich die Anzahl der hängigen Verfahren auf 5'373 (+384 Verfahren) erhöht hat, konnte die Zahl, der seit mehr als zwölf Monaten hängigen Verfahren, auf 462 (-56 Verfahren) verringert werden. Was die Verfahren anbelangt, welche mit begründeten Verfügungen erledigt werden, sind die Zahlen im Jahr 2015 gesunken (-970 Strafbefehle). Von einem Rückgang sind jedoch vor allem die rechtskräftigen Verfügungen betroffen (-1'081 Strafbefehle), davon zum Grossteil Massenverfügungen betreffend das Personenbeförderungsgesetz (ungefähr -700). Der Anteil der Verfahren, welche innerhalb von drei Monaten nach ihrer Registrierung abgeschlossen werden konnten, stieg auf über 67% an.

Der Einsatz der Untersuchungs- und Sicherheitshaft blieb mit 224 Insassen, respektive 20'791 Tagen Haft im Jahr 2015, weiterhin beachtlich. Die Staatsanwaltschaft schätzt dabei sehr, dass sie zur Findung geeigneter Lösungen, auf die Unterstützung der Direktion für Sicherheit und Justiz und des Amtes für Straf- und Massnahmevollzug und Gefängnisse zählen darf.

Das Jahr 2016 beginnt mit einer leicht veränderten Konstellation in der Geschäftsleitung; Alessia Chocomeli-Lisibach und Raphaël Bourquin werden sich neu den Posten des stellvertretenden Generalstaatsanwalts teilen. Dies nachdem Markus Julmy auf Ende 2015 von diesem Amt zurückgetreten ist. Der Generalstaatsanwalt nimmt seine zweite Amtszeit in Angriff.

Schliesslich bleibt zu erwähnen, dass diese erfreulichen Ergebnisse in erster Linie der Arbeit des Personals zu verdanken sind. Die Staatsanwaltschaft erfreut sich eines sehr angenehmen Arbeitsklimas. Entsprechend gering ist die Personenfluktuation.

2.1.2. Die Tätigkeiten

2.1.2.1. Im Allgemeinen

	2014	2015
eingetragene Verfahren ¹⁴ im	14'809	15'000
hängige Verfahren am 31.12.	4'989	5'373
davon Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden ¹⁵	518	462
durch begründete Verfügungen ¹⁶ erledigte Verfahren	13'463	12'493

¹⁴ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einem Beschuldigten. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

¹⁵ D.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

¹⁶ Das heisst die mit begründeter Verfügung abgeschlossenen Verfahren: Nichtanhandnahme-, Sistierungs-, Einstellungsverfügungen, rechtskräftige Strafbefehle, selbständige nachträgliche Entscheidungen.

2.1.2.2. Eingetragene und hängige Verfahren

2.1.2.2.1. Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2014	2015
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'633	14'783
Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	5	4
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	2	3
Verfahren des Strafvollzugsrichters	169	210
Total der eingetragenen Verfahren	14'809	15'000

	2014	2015
Verfahren gegen bekannte Täter	13'081	13'280
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'728	1'720

	2014	2015
französischsprachige Verfahren	12'409 (83.8%)	12'507 (83.4%)
deutschsprachige Verfahren	2'400 (16.2%)	2'493 (16.6%)

2.1.2.2.2. Hängige Verfahren

Hängige Verfahren	2014	2015
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	4'026	4'464
bei den Oberämtern (zur Vornahme des gesetzlichen Versöhnungsversuchs)	154	139
bei den Gerichten erster Instanz	672	627
beim Kantonsgericht	118	119
beim Bundesgericht	19	24
Total der hängigen Verfahren	4'989	5'373

2.1.2.2.3. Ältere hängige Verfahren

	2014	2015
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	518 (davon 66 sistierte Verfahren)	462 (dont 52 procédures suspendues)

Verfahren in der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:							
2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
3	2	7	10	28	88	324	462

2.1.2.3. Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

2.1.2.3.1. Im Allgemeinen

	2014	2015
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'418	1'677
Sistierungsverfügungen	1'197	1'149
Einstellungsverfügungen	1'183	1'024
Strafbefehle	9'976	8'824
Anklageschriften	320	331
selbständige Einziehungsverfahren	0	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	148	207
Unzuständigkeitsentscheide	367	401
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	6	8
Übermittlungen an die Kantonspolizei	---	331
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	4'242	3'230
Nationale Rechtshilfesuche	23	31
Internationale Rechtshilfesuche	56	62
Klassierungen ohne Folge	204	207

2.1.2.3.2. Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen

Nichtanhandnahmeverfügungen	2014	2015
Leichenhebungen	111	111
andere	1'307	1'566
Total der Nichtanhandnahmeverfügungen	1'418	1'677

Sistierungsverfügungen	2014	2015
gegen bekannte Täter	285	210
gegen unbekannte Täter	912	939
Total der Sistierungsverfügungen	1'197	1'149

Einstellungsverfügungen	2014	2015
nach Versöhnung	213	183
andere	970	841
Total der Einstellungsverfügungen	1'183	1'024

2.1.2.3.3. Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen	2014	2015
rechtskräftige Strafbefehle	9'517	8'436
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	459	388
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	4'242	3'230
Total der Strafbefehle und Umwandlungsentscheide	14'218	12'054

2.1.2.3.4. Anklageschriften

Anklageschriften	2014	2015
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	134	169
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	124	100
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	0	7
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	5	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	57	50
mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	1	0
Total der Anklageschriften	320	331

2.1.2.3.5. Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2014	2015
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe durch:	45	54
Verlängerung der Zahlungsfrist	0	2
Herabsetzung des Betrages der Geldstrafe	0	0
Umwandlung der Geldstrafe oder der Busse in gemeinnützige Arbeit	45	52
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	8	10
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit in:	90	139
Geldstrafe	69	113
Freiheitsstrafe	21	26
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	3
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	5	1

2.1.2.3.6. Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungs-verfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2014	2015
0 bis 1 Monat	29.14%	27.98%
1 bis 2 Monate	23.87%	26.12%
2 bis 3 Monate	12.37%	13.15%
3 bis 6 Monate	17.16%	17.47%
6 bis 12 Monate	10.51%	9.56%
12 bis 18 Monate	4.57%	3.65%
18 bis 24 Monate	1.43%	1%
24 bis 36 Monate	0.73%	0.71%
mehr als 36 Monate	0.22%	0.36%

2.1.2.4. Untersuchungshaft und andere Zwangsmassnahmen

Untersuchungshaft	2014	2015
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	273	224
Anzahl Haftanträge an das Zwangsmassnahmengericht	412	406
Anzahl Hafttage	21'139	20'791

Andere Anträge an das Zwangsmassnahmengericht	2014	2015
Anzahl Telefonüberwachungen und andere Überwachungsmassnahmen	207	224

2.1.2.5. Beschwerden

Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2014	2015
Anzahl Beschwerden, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	7	19
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	4	4

Von den Parteien eingereichte Beschwerden	2014	2015
Anzahl begründeter Stellungnahmen der Staatsanwälte an das Kantonsgericht (Strafkammer und Strafappellationshof)	87	72
Anzahl begründeter Stellungnahmen der Staatsanwälte an das Bundesgericht	3	8

2.1.2.6. Verteidiger

Verteidiger	2014	2015
Anzahl Bezeichnungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger, davon nach Turnusliste	296	211
	142	108
Anzahl Entschädigungsentscheide	60	54

Der vom Beschuldigten gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

2.1.2.7. Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2014	2015
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	13	6
Einsprachen gegen Strafbefehle	15	22

2.1.3. Das Personal

2.1.3.1. Im Allgemeinen

Am 31. Dezember 2015 zählte die Staatsanwaltschaft insgesamt 62 (VZÄ¹⁷) Staatsanwälte und Mitarbeiter. Das Personal ist aufgeteilt in 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (14.7 VZÄ) und Sekretäre (14.3 VZÄ) sowie einen Wirtschaftsberater (VZÄ). Im Weiteren gehören das Personal des Empfangs (8 VZÄ, darunter ein junger Arbeitssuchende und eine befristet angestellte Person), das Personal der Buchhaltung (3.5 VZÄ), die Gerichtsschreiberpraktikanten (5 VZÄ) sowie ein (VZÄ) Lehrling dazu. Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 81 Personen.

¹⁷ Vollzeitäquivalente.

2.1.3.2. *Der Generalstaatsanwalt, der stellvertretende Generalstaatsanwalt und die übrigen Direktionsmitglieder*

Wie bereits 2012 hat der Generalstaatsanwalt auch 2015 in Zusammenarbeit mit dem Staatsrat die Schwerpunkte der Kriminalpolitik formuliert. Nach wie vor wird der Akzent auf die Bekämpfung der rohen, grundlosen Gewalt, sowie der häuslichen Gewalt gelegt. Auch soll dem Betäubungsmittelhandel und der Schwarzarbeit entgegen gewirkt werden. Aufgrund der bisher erreichten positiven Ergebnisse konnten auch neue Schwerpunkte in die Kriminalpolitik aufgenommen werden, namentlich die Bekämpfung der organisierten, sowie der Cyber-Kriminalität. In diesem Zusammenhang wurde das Bedürfnis der Polizei nach Wirtschaftsanalysten und Informatikspezialisten angemeldet. Der Generalstaatsanwalt bedauert, dass der Staatsrat, welcher in einem ersten Schritt die neuen Ziele der Kriminalpolitik befürwortet hatte, die dazu erforderlichen Mittel zur genannten Aufstockung des Personals in der Folge nicht gesprochen hat. Diverse Vorschläge zur Kompensation von Auslagen waren im Vorfeld der Justizdirektion unterbreitet worden, und der Grosse Rat hatte ebenfalls per Dekret der Personalaufstockung bei der Polizei, zugestimmt, und zwar auch für die Anstellung von Analysten. Der Generalstaatsanwalt hat den Staatsrat darauf hingewiesen, dass seine Entscheidung die Verwirklichung der beiden neu formulierten Schwerpunkte der Kriminalpolitik äusserst erschweren wird.

Der Grosse Rat hat im Juni 2015 dem Generalstaatsanwalt sein Vertrauen bestätigt und ihn für eine zweite Amtszeit von fünf Jahren wiedergewählt. Während derselben Session wurde der Ersatz von Markus Julmy, welcher keine Verlängerung seines Mandats als stellvertretender Generalstaatsanwalt beantragt hatte, gewählt. Alessia Chocomeli-Lisibach und Raphaël Bourquin werden neu zu je 50% stellvertretende Generalstaatsanwälte. Diesbezüglich möchte der Generalstaatsanwalt dem Staatsrat seinen Dank aussprechen und Markus Julmy für seine wertvolle Arbeit während den vergangenen fünf Jahren danken. Er freut sich, dass Markus Julmy als Staatsanwalt erhalten bleibt und wünscht ihm alles Gute. Am 1. Juli 2015 wurde zudem das Justizgesetz erneuert; es erlaubt dem Generalstaatsanwalt und seinen Stellvertretern ihre Amtszeit, unter Vorbehalt einer Wiederwahl durch den Grossen Rat, von fünf Jahren, neu dreimal zu verlängern.

Auf interner Ebene sind Anpassungen vorgesehen, damit die zwei neuen stellvertretenden Generalstaatsanwälte ihre Funktion ausüben können. Ausserdem hat die Personalkommission (seit 2014) zu den neuen Evaluierungsformen Stellung genommen, und die ersten von ihr vorgeschlagenen Massnahmen wurden umgesetzt. Die grosse Arbeitslast kann momentan gut bewältigt werden.

Der Generalstaatsanwalt hat in seiner Funktion als Präsident der Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter seine Sorgen im Bezug auf die immer grösser werdende Arbeitslast der Gerichte, Friedensgerichte und Strafbehörden geäussert. In Zusammenarbeit mit der Justizkommission und dem Justizrat traf sich der Generalstaatsanwalt mit dem Staatsrat, um ihm den Vorschlag zur Ernennung eines vom Justizrat nach Bedarf einsetzbaren Richters zu unterbreiten. Aufgrund der Budgetbeschränkungen wurde der Vorschlag zurückgewiesen. Es ist an dieser Stelle zu betonen, dass die angespannte Situation, welche bei mehreren Justizbehörden herrscht, nicht lange unverändert andauern kann ohne negative Auswirkungen auf die Gesundheit der Mitarbeitenden oder auf die Dauer der Verfahren. Die lange Wartezeit bis zur Fallerledigung ist auch für die betroffenen Bürgerinnen und Bürger eine schwere Bürde, zumal gerichtliche Entscheidungen in der Regel eine spürbare Wirkung auf das Familien- und Berufsleben der Betroffenen haben.

Die Weiterbildung der Staatsanwälte und übrigen Mitarbeitern ist nach wie vor vorrangig. Dazu hat der stellvertretende Generalstaatsanwalt als Verantwortlicher für die interne Weiterbildung 1 ½ Fortbildungstage für die Staatsanwälte und Gerichtsschreiber organisiert. Ein Ausbildungstag zum Thema Strafprozessrecht sowie der Besuch des Zentralgefängnisses wurden für die Sekretärinnen durchgeführt. Fortbildungssitzungen sind ausserdem für die Gerichtsschreiber und Sekretärinnen veranstaltet worden. Eine Sekretärin hat einen Kurs der Polizeiaspirantenschule¹⁸ besucht und vier Sekretärinnen die Grundausbildung in Justizverwaltung, welche von der „Haute Ecole ARC“ (Ecole romande en administration judiciaire) in Neuenburg angeboten wird. Zwei Gerichtsschreiber haben die Ausbildung CAS Forensics abgeschlossen. Schliesslich hat Staatsanwältin Liliane Hauser im Jahr 2015 ihre Ausbildung MAS Economic Crime Investigation abgeschlossen.

Im Hinblick auf die anstehenden internen Wechsel durch die Ernennung der neuen stellvertretenden Generalstaatsanwälte, wurde im Verlauf des vergangenen Jahres eine Informationsveranstaltung für das Personal der Staatsanwaltschaft durchgeführt. Zudem hat der Generalstaatsanwalt 33 Direktionssitzungen geleitet. Des Weiteren zählte die Staatsanwaltschaft am 31. Dezember 2015 28 Richtlinien (wovon 18 auf ihrer Internetseite publiziert sind¹⁹) und 29 Anleitungen zur Arbeitsweise.

Der Generalstaatsanwalt ist Delegierter und Vorstandsmitglied der SSK und Mitglied der Generalstaatsanwältekonferenz der Schweiz. In diesem Rahmen hat er am 19. und 20. November 2015 die Generalversammlung der Delegierten in Charmey organisiert. Es versammelten sich rund 50 Personen zu diesem Anlass. Der Generalstaatsanwalt ist ausserdem Mitglied und Präsident der Arbeitsgruppe „Strafzumessung“ und Mitglied der „Plateforme des procureurs généraux romands“ sowie der Arbeitsgruppen „Gesetzgebung der SSK“, „Statistik“ und „Gerichtsmedizin“. Auf kantonaler Ebene ist er Mitglied des Justizrates und des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit, wobei er beim Justizrat seinen Rücktritt auf den 31. Dezember 2015 bekannt gegeben hat und dort in Zukunft durch Raphaël BOURQUIN ersetzt wird. Der Generalstaatsanwalt ist zudem Präsident der Freiburger Vereinigung der Richterinnen und Richter. Ferner ist er Lehrer bei der PAS und hat den Anwaltspraktikanten Kurse erteilt. Zusätzlich ist er im Jahr 2015 bei der Zusammenkunft der kantonalen Verbände auf dem Gebiet der Privatversicherung, welche vom westschweizerischen Verband für Versicherungsausbildung („Institut romand de formation en assurances“) in Freiburg organisiert wurde, sowie am internationalen Kongress „Francopol“ in Montreux, als Redner aufgetreten.

Der Stellvertretende Generalstaatsanwalt ist Delegierter der SSK sowie Präsident der SSK-Kommission für Strafzumessung bis im Frühling 2015. Er ist Präsident der Rekurskommission der Universität Freiburg und nimmt zudem am deutschsprachigen Intensivseminar für Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät teil. Ausserdem ist er Mitglied der Schweizer Arbeitsgruppe zur Harmonisierung des RIPOL und VOSTRA, der Westschweizer Arbeitsgruppe „Electronic monitoring“, verschiedener kantonalen Arbeitsgruppen im Bereich der Medizin und Psychiatrie sowie der Arbeitsgruppe zur Koordination und Zuteilung der Gefängnisplätze und schliesslich auch der Arbeitsgruppe „inter-autorités“ (Staatsanwaltschaft, Kantonspolizei und das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt) zum Thema Strassenverkehr.

¹⁸ PAS.

¹⁹ www.fr.ch/mp.

Die Chef-Gerichtsschreiber und der Kanzleichef haben den Generalstaatsanwalt und seinen Stellvertreter bei deren Aufgaben unterstützt. Sie haben insbesondere die Personalfragen behandelt, Wegleitungen betreffend die Arbeitsweise erarbeitet, interne Schulungen durchgeführt und für einheitliche Praktiken gesorgt. Das Jahr 2015 war ausserdem geprägt von gravierenden Gesundheitsproblemen des Kanzleichefs, welcher während 5 Monaten abwesend war. Er wird seine Tätigkeit voraussichtlich zu Beginn des Jahres 2016 nach und nach wieder aufnehmen. Sein Stellvertreter ersetzte ihn in der Zwischenzeit. Da dieser normalerweise in der Buchhaltung tätig ist, musste dort eine Reorganisation stattfinden.

Als Mediensprecher der Staatsanwaltschaft haben die Chef-Gerichtsschreiber diverse Anfragen der Medien beantwortet, unter anderem fünf Pressemitteilungen versandt, sowie Journalisten 67 Einsichtnahmen in die Sammlungen der rechtskräftigen Strafbefehle gewährt. Weiterhin sind die Chef-Gerichtsschreiber Delegierte bei der Schweizerischen Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (SKIS), welche 2015 Empfehlungen im Bezug auf die Beziehung zwischen den Staatsanwaltschaften und der Presse herausgegeben haben. Diese können auf der Homepage²⁰ des SSK abgerufen werden. Die Chef-Gerichtsschreiber haben 2015 eine Sitzung mit allen im Kanton auf dem Gebiet des Strafrechts tätigen Gerichtsschreibern organisiert mit dem Ziel, den Austausch und die Kontakte zu fördern. Solche Begegnungen werden auch in Zukunft stattfinden. Sie empfingen ausserdem eine Klasse der Orientierungsschule von La Tour-de-Trême, um ihnen die Organisation und Tätigkeiten der Staatsanwaltschaft vorzustellen und organisierten zusammen mit der Kriminalpolizei, den „Nationalen Zukunftstag – neue Perspektiven für Mädchen und Jungs“ wobei sie 40 Kinder in vier Gruppen empfingen.

2.1.3.3. Die Staatsanwälte

Jean-Frédéric Schmutz hat seine Arbeit während des Sommers 2015 nach fünfmonatiger unfallhalber Abwesenheit wieder aufgenommen. Der Justizrat hatte auf Vorschlag der Staatsanwaltschaft während seiner Abwesenheit, die Gerichtsschreiber Serge Molliet und Gabriella Musumeci zu Staatsanwälten ad hoc ernannt. Es sei ihnen an dieser Stelle für die geleistete, sehr gute Arbeit gedankt.

Die Staatsanwälte haben 2015 ebenfalls als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- > bei der PAS, als Lehrer: Philippe Barboni, Raphaël Bourquin, Alessia Chocomeli-Lisibach, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- > bei der PAS, als Teilnehmer der fiktiven Verfahren: Raphaël Bourquin;
- > beim heilpädagogischen Institut der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;

beziehungsweise als Mitglied:

- > der Arbeitsgruppe für die Fahrenden, ins Leben gerufen von der „Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police“: Philippe Barboni;
- > der Arbeitsgruppe mit den Spitälern für die Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- > der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- > der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- > des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (nebenamtlicher Richter);

²⁰ www.ssk-cps.ch

-
- > der Kommission der SSK und der CLP²¹: Philippe Barboni (Arbeitsgruppe «Forensische Psychiatrie und Medizinrecht»), Raphaël Bourquin (Büro CLP), Marc Bugnon (Arbeitsgruppe „Deontologie“), Frédéric Chassot (COMINTEL), Alessia Chocomeli-Lisibach (Kommission für Wirtschaftskriminalität), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL und Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“), Yvonne GENDRE (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP und Transportkommission), Liliane Hauser (Wirtschaftskriminalitätskommission und Gerichtsstand- und Rechtshilfekommission), Catherine Python (Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“) et Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
 - > des Direktionsbüros der KSMM (Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel): Yvonne Gendre;
 - > der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Yvonne Gendre;
 - > der beratenden Kommission des Kantons Freiburg im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre;
 - > der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
 - > der Arbeitsgruppe Tags und Graffitis: Raphaël Bourquin;
 - > der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
 - > der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
 - > der kantonalen Kommission für Fragen der Anstaltsseelsorge: Marc Bugnon (Präsident);
 - > Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Frédéric Chassot.

Schliesslich finden sich im Anhang zu diesem Rapport die Formulare betreffend die von den einzelnen Staatsanwälten besuchten Ausbildungsanlässe.

2.1.3.4. Die Mitarbeiter

Aus Gesundheitsgründen war Geneviève Nenning 2015 während längerer Zeit abwesend. Die dadurch entstandenen Engpässe wurden durch interne Umverteilung ausgeglichen.

Die Gerichtsschreiber Sacha Khomutov und Chantal Skupin, sowie die Sekretärinnen Natalie Gaillet, Ebru Goek und Melanie Ruegsegger haben im Verlaufe des Jahres die Staatsanwaltschaft verlassen. Marion Perler hat ihre Ausbildung als kaufmännische Angestellte erfolgreich beendet. Zudem wurden die Gerichtsschreiber Nicolas Lauper und Eugénie Corboz Descloux, sowie die Sekretärinnen Sanja Soseva und Léonora Curri eingestellt.

Im Jahr 2015 haben die Gerichtsschreiberinnen Pauline Descloux, Valérie Bourqui und Aïda Fahim, welche befristet für Mitarbeiterinnen, die sich im Mutterschaftsurlaub befanden, eingestellt wurden, die Anwaltsprüfung erfolgreich bestanden.

Das Amt für Personal und Organisation hat für die Tätigkeiten als Buchhalter und Sekretärin in der Buchhaltung eine Evaluation durchgeführt, an welcher die entsprechend betroffenen Personen teilgenommen haben. Mit dem Amt für Straf- und Massnahmevollzug und Gefängnisse fand ein Austausch statt. Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft im vergangenen Jahr zehn Juristen ermöglicht, ein Gerichtsschreiberpraktikum von sechs Monaten zu absolvieren. Ausserdem wurde zwei Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg ermöglicht, im Rahmen ihrer Seminararbeit ein zweimonatiges Praktikum bei der Staatsanwaltschaft zu absolvieren, und vier Aspiranten der Sicherheitspolizei wurden für ein eintägiges Praktikum empfangen.

²¹Conférence latine des procureurs (ehemalige Conférence des autorités de poursuite pénale de Suisse romande et du Tessin CAPP).

2.1.3.5. Die Buchhaltungsabteilung

Im Jahre 2015 gewährte die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft 1'977 (2'190 im 2014)²² Ratenzahlungen, versandte in 5'169 (5'638) Fällen Mahnungen, in 1'138 weiteren Fällen (918) Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, leitete 343 (405) Betreibungen ein und behandelte 3'229 (4'242) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2015 CHF 6'004'345.39 (CHF 6'229.631.08), wobei das Budget einen Betrag von CHF 6'100'000.00 (5'350'000) vorsah. Dank der Umwandlung der Bussen im Jahre 2015 konnten schliesslich CHF 1'046'361.79 (CHF 893'737.86) einkassiert werden. Die Buchhaltungsabteilung nahm im Jahre 2015 insgesamt 101'652 (108'993) Buchungen vor.

2.1.4. Diverses

Die Informatikanwendungen wurden auch dieses Jahr soweit wie möglich verbessert. So hat etwa der vom Amt für Informatik und Telekommunikation ernannte Verantwortliche ein neues System der Postsendung entwickelt, bei dem die Quittungen und die Empfangsbestätigungen der Post nicht mehr als Gerichtsurkunden verschickt werden müssen, sondern automatisch in Tribuna V3 gespeichert werden. Wenn die Testphase dieses neuen Systems erfolgreich überstanden ist, könnte es bei allen Justizbehörden angewendet werden und so zu einer erheblichen Verringerung der Versandkosten beitragen. Die Staatsanwaltschaft bedauert, dass das Bundesamt für Strassen ASTRA die neue Anwendung im Bezug auf Administrativentscheide in Strassenverkehrsverfahren auf unbestimmte Zeit suspendiert hat und hofft, dass diese im Jahr 2016 das Licht der Welt erblicken wird. Wie schon im letzten Jahresbericht erwähnt, ist die Ermöglichung eines Datenaustauschs zwischen den Behörden, welche das Programm Tribuna V3 benutzen, immer noch vorrangig, benötigt zur Umsetzung jedoch die Einberufung einer kantonalen Kommission für Informatikfragen in der Justiz.

Eine interne Arbeitsgruppe, mit Ziel, Verfahren die Verfügungen über mit Beschlag belegte Vermögenswerte (Art. 169 StGB) behandeln, zu verbessern, hat im Laufe des Jahres einen Bericht verfasst. Die Schlussfolgerungen der Arbeitsgruppe wurden intern genehmigt. Demnach sind zusätzliche Abklärungen der finanziellen Situation des Fehlbaren im Tatzeitpunkt vorzunehmen. Der Dauer, dem Ausmass und der Höhe des unterschlagenen Betrags ist bei der Strafzumessung Rechnung zu tragen. Die Beurteilung von beschuldigten Personen, die mehrfach rückfällig geworden sind, ist einem spezialisierten Staatsanwalt zu übertragen.

Die Staatsanwaltschaft Freiburg hat im Jahr 2015 die übrigen westschweizer Kantone (ausser Genf), sowie den französischsprachigen Teil des Kantons Bern davon überzeugen können, eine interkantonale Ausbildung für Dolmetscher, welche für Justizbehörden tätig sind, ins Leben zu rufen. Eine solche soll ihnen die Grundlagen des Strafprozessrechts vermitteln und sie mit den Anforderungen der Strafbehörden vertraut machen, sodass sie qualitativ hochstehende Arbeit leisten können. Gemäss dem Stand der Dinge beginnen die Ausbildungen im letzten Quartal des kommenden Jahres (2016).

²² Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel auf das Jahr 2013.

Im Verlauf des Jahres hat die Staatsanwaltschaft zudem eine beachtliche Menge Dossiers archiviert, um den Anforderungen des kantonalen Archivierungsdienstes zu genügen. Dazu hat sie gemäss den Richtlinien des Staatsarchivs einerseits, die Übertragung der Dossiers, welche Übertretungen aus dem Jahr 2005 beinhalten, vorbereitet, und andererseits, die Vorarchivierung solcher Dossiers aus den Jahren 1995 bis 2004 und der Dossiers, welche ein Verbrechen oder Vergehen aus den Jahren 1990 bis 1995 betreffen, durchgeführt.

Der Eigentümer (SI La Grenette) führte im vergangenen Jahr im Gebäude der Grenette während etwa vier Monaten Sanierungsarbeiten zur Verbesserung der Wärme- und Schalldämmung.

Beilage :**2.2. Statistische Tabelle**

Eingetragene Verfahren	15'000
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	13'280
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'720
Eingetragene französischsprachige Verfahren	12'507
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'493
Eingetragene normale Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'783
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	4
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	3
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	210
Hängige Verfahren	4'464
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	143
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'677
Einstellungsverfügungen	1'024
Sistierungsverfügungen	1'149
Selbständige Einziehungsverfahren	0
Unzuständigkeitsentscheidungen	409
Nationale Rechtshilfeersuche	31
Internationale Rechtshilfeersuche	62
Rechtskräftige Strafbefehle	8'436
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	388
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	3'230
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	169
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	100
Anklageschriften mit Überweisungen an das Wirtschaftsstrafgericht	7
Anklageschriften mit Überweisungen an das Jugendstrafgericht	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	50
Verfügungen des Strafvollzugsrichters	204
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	3
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	224
Anzahl Hafttage	20'791

Anzahl Beschwerden, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	19
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	4
Anzahl begründeter Stellungnahmen, die von den Staatsanwälten an das Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer und Strafappellationshof)	72
Anzahl begründeter Stellungnahmen der Staatsanwälte an das Bundesgericht	8
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	6
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	22

Freiburg, den 18. Januar 2016

Fabien GASSER
Generalstaatsanwalt

Raphaël BRENTA
Chef-Gerichtsschreiber

3. Les Tribunaux d'arrondissement

3.1. Partie générale

3.1.1. En général

Après avoir enregistré une hausse en 2014, le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux accuse une légère baisse cette année (2015 : 436 ; 2014 : 452 ; 2013: 356, 2012: 593, 2011: 641). Quant au nombre d'affaires ressortant de la compétence des présidents, il retrouve un niveau comparable à celui de 2013 (2015 : 8847; 2014 : 9301, 2013: 8894, 2012: 8986, 2011: 8858).

En matière prud'homale, les nouvelles affaires relevant tant de la compétence des présidents (2015 : 402 ; 2014 : 363, 2013: 314, 2012: 423, 2011: 384) que des tribunaux (2015 : 80 ; 2014 : 60, 2013: 58, 2012: 96, 2011: 59) continuent leur progression à la hausse.

En matière de bail enfin, le nombre des nouvelles affaires prend l'ascenseur que ce soit devant les tribunaux des baux (2015 : 108 ; 2014 : 83, 2013: 121, 2012: 85, 2011: 82), ou les présidents en matière de bail, le nombre de celles de la compétence de ces derniers atteignant même un niveau comparable à celui de 2012 (2015 : 349 ; 2014 : 289, 2013: 294, 2012: 357, 2011: 335).

3.1.2. Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

Juge de répression	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Tribunal pénal	15	32	56	52	22	11	188
Juge de police	106	232	207	164	137	30	876

Tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Droit de la famille	21	53	50	78	88	28	318
Actions résultant des contrats	2	2	3	8	13	17	45

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Divorce sur requête commune avec accord complet	48	228	148	44	16	1	485
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	45	141	81	64	22	10	363
Affaires pécuniaires (art. 139 LOJ)	56	240	94	46	28	9	473
Mainlevée	806	1747	112	25	11	0	2701

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Président	123	212	49	13	1	1	399
Tribunal	3	5	19	18	22	4	71

Juridiction des baux	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	Total
Président	119	182	35	13	4	0	353
Tribunal	6	9	32	17	14	6	84

Il ressort notamment de ce tableau que 81% des affaires du juge de police et 82% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement (2014 : 86% et 85%, 2013 : 89% et 85%, 2012: 91% et 75%). En matière civile, 64% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 91% des mesures protectrices de l'union conjugale et 92% des affaires pécuniaires de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année (2014 : 63%, 94%, 93%, 2013 : 81%, 93%, 95%, 2012: 77%, 94%, 99%).

3.1.3. Tribunal de l'arrondissement de la Sarine

3.1.3.1. *Composition et locaux*

3.1.3.1.1. *Composition du Tribunal*

En 2015 le Tribunal plénier a été présidé par Alain Gautschi, la vice-présidence étant assurée par Stéphane Raemy.

En 2016, la présidence sera assurée par Stéphane Raemy, la vice-présidence étant assurée par Benoît Chassot.

En 2015, les juges assesseurs Christian Ayer, Benoît Gumy et Marianne Schmutz ont mis fin à leurs fonctions. Le Tribunal leur adresse ses vifs remerciements pour leur activité exercée au service de la justice au sein de notre Tribunal. Pour les remplacer, le Grand Conseil a élu les juges assesseurs Guy Python, Sébastien Roch et Pierre-André Charrière. Le Tribunal souhaite la bienvenue à ces nouveaux juges assesseurs, et plein succès dans leur nouvelle fonction.

3.1.3.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Dès le début de l'année 2015, le Président Nicolas Ayer a été affecté dans sa santé et en incapacité de travail. En plus des nouvelles affaires, les autres Présidents pénaux ont géré son rôle jusqu'au 1er juin 2015, date de l'entrée en fonction de la Présidente ad hoc Marlène Collaud, désignée Présidente ad hoc du Tribunal pénal de la Sarine par le Conseil de la magistrature pour une durée de six mois, soit jusqu'au 30 novembre 2015. En novembre 2015, le Président Ayer a tenté de reprendre le travail à temps partiel, mais cet essai n'a pas été concluant. Le Président Ayer a été à nouveau contraint d'arrêter son activité en raison de sa maladie. Mme Marlène Collaud a assuré sa suppléance jusqu'au 31 décembre 2015. Durant l'année 2015, la répartition des nouvelles affaires s'est faite essentiellement entre les 3 Présidents Gautschi, Chassot et Sallin.

Pour le reste il n'y a eu aucun changement en 2015 en ce qui concerne les Présidents.

Les changements suivants sont intervenus au sein du personnel:

Mme Caroline Gauch, greffière à 50% du Président Gautschi, a bénéficié d'un congé maternité du 1er avril 2015 au 1er octobre 2015. Elle a été remplacée par Mme Alexandra Müller du 1er janvier 2015 au 30 septembre 2015.

Mme Karine Devaud, greffière à 70% du Président Benoît Chassot, a bénéficié d'un congé maternité du 17 octobre 2014 au 27 mars 2015. Elle a été remplacée par Mme Mélanie Eggertswyler.

Dès le 1er décembre 2014, Mme Yasemin Bayhan et M. Pierre Bugnon ont remplacé Mme Marlène Collaud, greffière à 50% du Président Jean-Marc Sallin et à 50% du Président Laurent Schneuwly, nommée Présidente ad hoc du Tribunal pénal de l'arrondissement de la Broye pour une durée de 6 mois jusqu'au 31 mai 2015. Comme celle-ci a ensuite poursuivi son activité de Présidente ad hoc en remplacement du Président Nicolas Ayer au sein du Tribunal de la Sarine du 1er juin 2015 au 31 décembre 2015, les greffiers la remplaçant ont continué dans leur fonction, Mme Nadège Héritier se substituant à M. Pierre Bugnon.

En considérant l'activité de Mme Adeline Corpataux, Greffière volante, les Présidents de la section pénale, Ayer, Sallin et Chassot, disposent pour le pénal respectivement de 125%, 125% et 95% de poste de Greffier.

Le Président Gautschi dispose de 150% de poste de greffier (100% pour le Tribunal pénal économique et les affaires pénales de langue française et 50% pour les affaires civiles et pénales de langue allemande). Il bénéficie depuis le 1er avril 2014 d'un greffier stagiaire germanophone pour les affaires allemandes du Tribunal pénal économique, du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine et du Tribunal des prud'hommes, ce dernier étant présidé par Mme Caroline Gauch.

Au niveau du secrétariat, Madame Jacqueline Vionnet a pris sa retraite au 31 août 2015 après plus de 40 ans d'activité au sein du Tribunal de la Sarine. Le Tribunal la remercie chaleureusement pour son engagement au service de la justice pendant de si nombreuses années. Madame Ludivine Spini a été engagée pour la remplacer.

Mme Danièle Creteigny, secrétaire du Président Gautschi, a augmenté son taux d'activité de 80% à 100% jusqu'au 31 décembre 2016. Il serait souhaitable que ce taux soit maintenu à 100% pour une durée indéterminée.

Enfin, en 2015, le Tribunal de la Sarine a donné la possibilité à six juristes d'effectuer un stage de greffier de 6 mois : Lukas Jeitziner, Valentin Piccinin, Corinne Copt, Camille Mauron, Pauline Rais et Géraldine Junod.

3.1.3.1.3. Locaux

Le Service des bâtiments a été abordé pour revoir la sécurité du Tribunal qui présente des déficiences. Il a d'ores et déjà été prévu qu'une étude sera mise en œuvre pour déterminer les mesures à prendre.

3.1.3.2. Activité juridictionnelle

3.1.3.2.1. En général (charge de travail globale etc.)

En 2015, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu des dossiers à juger concernant 81 personnes en Tribunal pénal (78 en français / 3 en allemand) (2014 : 73 personnes) et 338 personnes en Juge de police (316 en français / 22 en allemand) (2014 : 326 personnes).

Dès le 1er juillet 2015, la compétence du Juge de police a augmenté à 18 mois de peine privative de liberté, ce qui a entraîné une recrudescence des affaires importantes en Juge de police, soit celles qui, avant cette date, étaient déférées au Tribunal.

3.1.3.2.2. Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Les Présidents du Tribunal civil de la Sarine constatent qu'en 2015, le nombre d'affaires inscrites est quasi identique à celui de 2014. Il convient néanmoins de nuancer cette statistique, dans la mesure où la diminution de 121 causes de mainlevée d'opposition entrées en moins au rôle a ainsi été compensée par une entrée supplémentaire d'un même nombre d'autres dossiers relevant de la compétence du Président du Tribunal, mais nécessitant davantage de travail que les causes de mainlevée, qui s'instruisent en la forme sommaire. La charge de travail a ainsi encore augmenté, et des jugements sont en attente d'être rédigés, les forces rédactionnelles existantes étant déjà pleinement sollicitées. Pour que le traitement des dossiers puisse se faire dans des délais acceptables, un renfort des forces rédactionnelles reste actuel, urgent et nécessaire. L'engagement ordinaire de greffiers supplémentaires s'impose, faute de quoi des retards au préjudice des justiciables pourront survenir dans un proche avenir. Pour le surplus, les Présidents se réfèrent aux statistiques annexées.

Le Tribunal des baux a connu une légère hausse des affaires entrées en 2015 (au total 225 nouveaux dossiers au lieu de 201 en 2014). Il en va de même pour le Tribunal des Prud'hommes (au total 227 au lieu de 215 en 2014).

3.1.3.2.3. Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)

En 2015, les Juges de police ont jugé 327 personnes (311 en français / 16 en allemand). Au 1er janvier 2016, les dossiers à juger concernent 176 personnes en Juge de police (167 en français / 9 en allemand) (2014 : 291 personnes).

En 2015, le Tribunal pénal de la Sarine a jugé 72 personnes (67 en français / 5 en allemand). Au 1er janvier 2016, les dossiers à juger concernent 37 personnes en Tribunal pénal (34 en français / 3 en allemand) (2014 : 67 personnes).

3.1.3.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Le rapport avec les autres autorités est généralement bon, voire très bon.

Il n'y a aucune remarque particulière s'agissant des rapports avec les avocats et autres intervenants.

3.1.3.3. *Formation*

Les formations suivies ont été annoncées sur le formulaire ad hoc.

Le personnel du Greffe a également pu bénéficier de cours et de séminaires de formation.

3.1.3.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Nous proposons que le SITEL soit chargé d'automatiser les statistiques annuelles des Tribunaux d'arrondissement conformément à ce qui a été mis en place pour les Justices de Paix.

3.1.4. Tribunal de l'arrondissement de la Singine

3.1.4.1. *Composition et locaux*

3.1.4.1.1. *Composition du tribunal*

A cet égard, aucun changement n'a été enregistré en 2015.

3.1.4.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Rien n'a changé en ce qui concerne les présidents du tribunal. Nadine Durot (30% greffière en chef, 70% greffière) a donné son congé pour la fin février 2015. Depuis le 1er mars 2015 a été engagée Seraina Rohner Stulz à 30% en qualité de greffière en chef, à 15% en tant que greffière et à 10% à titre de présidente du Tribunal des prud'hommes. Nicholas Bürgy est employé en tant que greffier à 100% depuis le 1er juillet 2015.

Les postes de stagiaires ont été occupés en 2015 par Sara Lenherr (1er octobre 2014 au 31 mars 2015), Patricia Stritt (1er novembre 2014 au 30 avril 2015), Elmar Wohlhauser (1er avril 2015 au 30 septembre 2015), Rosa Renftle (1er juillet 2015 au 31 décembre 2015), et Gaëlle Waeber (1er octobre 2015 au 31 mars 2016).

3.1.4.1.3. *Locaux*

Aucun changement n'a été enregistré en 2015.

3.1.4.2. *Activité judiciaire*

3.1.4.2.1. *Généralités (charge de travail en général, etc.)*

En 2015, c'est le président du tribunal Reinold Raemy, dr en droit, qui a assuré la présidence pour la gestion des questions administratives (art. 21 LJ). Les présidents de tribunal ont continué à se partager les tâches selon des critères pratiques – étant précisé que Peter Rentsch a assumé avec Seraina Rohner Stulz la charge du tribunal des prud'hommes et Reinold Raemy celle du tribunal des baux avec Pascale Vaucher Mauron; autrement dit, ils n'ont pas réparti les activités en fonction de la nature des affaires, puisque chaque juge exerce en principe en tout domaine. Les dossiers sont attribués de manière aléatoire, alors que pour le greffe, la clé de répartition 50:50 est de rigueur.

La charge de travail est demeurée élevée mais, pour l'essentiel, il a été possible de la maîtriser. Au Tribunal d'arrondissement de la Gruyère (pour les cas en langue allemande), Peter Rentsch a réglé quatre affaires en tout en qualité de président de tribunal civil, et 6 cas en tant que juge de police et un cas relevant du tribunal pénal. Au Tribunal de la Sarine, Peter Rentsch a encore en suspens trois affaires relevant du tribunal économique et impliquant quatre prévenus. Pendant le congé de maternité de la Présidente de langue allemande du Tribunal des prud'hommes de l'arrondissement de la Sarine, Peter Rentsch l'a remplacée et a réglé, du début mars à la fin août 2015, 9 procédures de conciliation. Durant l'année sous rapport, Reinold Raemy a été mis plusieurs fois à contribution en sa fonction de suppléant du président du tribunal des mesures de contrainte (à concurrence de trois jours de travail). Il n'a pas exercé d'activité au Tribunal d'arrondissement du Lac.

3.1.4.2.2. *Matière civile (président, tribunal, chambre des tutelles, tribunal des prud'hommes et tribunal des baux, poursuites et faillites)*

En 2015, 852 affaires civiles ont été enregistrées au total (2012: 937, 2013: 819, 2014: 899), dont 31 en matière de baux à Morat. 816 procédures ont été closes (2012: 895, 2013: 939; 2014: 907), ce chiffre tenant également compte de 26 affaires de bail réglées à Morat. Le chiffre de 816 porte sur les décisions mettant fin à une procédure; toutes les autres décisions, comme les suspensions, celles relatives aux expertises et autres décisions intermédiaires, ne sont pas prises en considération.

En principe et comme par le passé, les affaires du tribunal des baux ont été réparties selon le lieu de l'objet loué, soit entre Tavel et Morat. Les dossiers sont pourtant traités administrativement par le greffe respectif (inscription au rôle, archivage).

Il convient d'ajouter qu'en 2015, 72 jugements de divorce (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78, 2014: 69) ont été rendus. Dans les affaires civiles, il y a eu 6 listes de frais établies (2012: 71, 2013: 65, 2014: 40); à noter que les indemnités de partie et les indemnités allouées aux défenseurs en matière d'assistance sont en principe fixées dans l'arrêt rendu sur le fond. De plus, 22 auditions d'enfants (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28, 2014: 41) ont eu lieu, qui ont été généralement faites par la greffière Vaucher Mauron, étant précisé que, souvent, plusieurs enfants ont été auditionnés simultanément.

Au sujet des données entrant dans la statistique, il est possible de fournir à titre de complément les explications suivantes:

Les présidents du tribunal des prud'hommes ont réglé 26 affaires en tout, dont 19 en procédure de conciliation.

Il faut préciser, en ce qui concerne la statistique de la juridiction des baux, que depuis le 1er janvier 2013, les affaires en cette matière ne sont plus recensées administrativement que par le tribunal qui a également traité le cas sur le fond. Les affaires enregistrées avant cette date et traitées à Morat étaient à chaque fois recensées dans les systèmes des deux tribunaux. Jusqu'à la clôture de tous ces cas - il y a encore actuellement à Morat une affaire pendante devant le tribunal des baux, qui est également enregistrée administrativement à Tavel - il existera des chevauchements dans les statistiques Tribuna. Ainsi, au 31 décembre 2015, une affaire était encore pendante à Morat, qui est également enregistrée à Tavel.

3.1.4.2.3. Matière pénale (juge de police, tribunal pénal)

Au total, 81 affaires pénales ont été enregistrées (2012: 98, 2013: 84, 2014: 86), et 82 ont été réglées (2012: 102, 2013: 99, 2014: 83). Ont également été pris en compte dans ces chiffres quatre affaires enregistrées, qui ont été traitées par le président du tribunal pénal (instance 60) et qui ne figurent pas dans la statistique. Sur les 65 affaires réglées par le juge de police, deux procédures ont été classées. Dans une procédure, la demande de conversion de la peine pécuniaire en travail d'intérêt public a été rejetée. Une autre a été renvoyée au Ministère public et une autre encore au Tribunal d'arrondissement de la Gruyère. Enfin, il a fallu dans une procédure rendre un arrêt uniquement sur la suspension de la créance des frais de procédure. Une liste de frais a été établie dans des affaires pénales (2012: 6, 2013: 9, 2014: 5). Dans les affaires pénales aussi, les indemnités sont fixées en principe dans le jugement rendu sur le fond.

3.1.4.2.4. Relations avec les autorités, les avocats et autres intéressés

Les relations avec les autorités et les avocats sont bonnes.

Le Tribunal cantonal a inspecté le Tribunal d'arrondissement en date du 30 septembre 2015.

3.1.4.3. Formation continue

Les présidents de tribunal et les greffières et greffiers ont pris part à des sessions de formation continue. Renvoi est fait à cet égard aux formulaires d'inscription.

3.1.4.4. Divers (propositions de modifications de lois, informatique, etc.)

Pas de remarques.

3.1.5. Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère

3.1.5.1. *Composition et locaux*

3.1.5.1.1. *Composition du Tribunal*

Le Tribunal de la Gruyère n'a pas subi de changement de composition par rapport à l'année 2014.

En 2015, la Présidente Camille Perroud Sugnaux a fonctionné en qualité de Présidente en charge des questions administratives. Pour l'année 2016, c'est Claudia Dey Gremaud qui assume cette fonction.

3.1.5.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Il n'y a eu aucun changement en 2015 en ce qui concerne les Présidents. Nous devons relever la période d'absence de Frédérique Bütikofer Repond laquelle, en raison d'un congé maladie, n'a pas été en mesure d'exercer ses fonctions du 6 mars au 17 avril 2015. Durant ce laps de temps, Camille Perroud Sugnaux a augmenté, avec l'accord de nos autorités, son taux d'activité de 20 %. Cela a permis d'assurer la gestion du courrier et des urgences et d'éviter une accumulation de retard du rôle de la Présidente Frédérique Bütikofer Repond.

Il n'y a pas eu de modification du personnel du greffe et du secrétariat en 2015. Néanmoins, une greffière supplémentaire, Audrey Alena, a été engagée à titre temporaire, savoir par le biais de l'ORP de la mi-mai au 31 juillet 2015, puis dès le 1^{er} août 2015, sur la base d'une mesure d'engagement de primo-demandeur d'emploi, accordé par le SPO. Son contrat de durée déterminée de 6 mois a été renouvelé pour 6 mois (non prolongeable) durant le mois de janvier 2016. A son départ et au vu du fait qu'actuellement le personnel peine à effectuer le travail dévolu dans les délais impartis, le Tribunal de la Gruyère se verra à nouveau confronté à des problèmes récurrents de manque de personnel. Nous ne pouvons dès lors que persister sur l'urgence qu'il y a à créer un poste de greffier permanent, afin d'assurer la préparation et la rédaction des jugements dans un délai raisonnable et d'éviter l'accumulation de retards, comme c'est le cas actuellement. Nous serons dès lors amenés à formuler une nouvelle fois une demande tendant à obtenir un poste de greffier de première instance à 100%.

Les Greffières et Greffiers stagiaires suivants ont complété les forces de travail du Greffe du Tribunal de la Gruyère au cours de l'année 2015, savoir Daniela Herren, Amélie Devaud, Yanick Corminboeuf, Elsa Gendre, Shermin Ceylan, Mirjam Aemisegger et Eric Clément.

S'agissant des Juges-asseurs, il faut noter la fin d'activité de M. Jean-Paul Ecoffey au 31 décembre 2015, ce pour raison d'âge et son remplacement par M. Emeric Descloux.

L'organisation interne évoquée dans le rapport 2014 n'a subi aucun changement.

Concernant les heures supplémentaires et les vacances des magistrats, Frédérique Bütikofer Repond enregistre, au 31 décembre 2015, 456 heures supplémentaires et 9 jours de vacances non prises, Claudia Dey Gremaud 24.69 heures supplémentaires et 6 jours, Camille Perroud Sugnaux 119.81 heures supplémentaires et 4 jours, Philippe Vallet 29.7 heures supplémentaires et 3.5 jours, et Nicolas Oberson 67.15 heures supplémentaires et 12 jours. Le total des heures supplémentaires pour les personnes précitées s'élève dès lors à 697.35 heures.

Au niveau du personnel du secrétariat, 78.92 heures supplémentaires ont été accumulées au cours de l'année 2015 et concernent 6 personnes. S'agissant des vacances, le personnel du secrétariat cumule un solde des vacances non prises au cours de l'année 2015 qui s'élève à un total de 75 jours et concerne 7 personnes, dont les taux d'activité sont toutefois différents. Concernant les Greffières, 44.97 heures supplémentaires ont été accumulées au 31 décembre 2015 et concernent 2 personnes. Quant au solde des vacances 2015 non prises, les Greffières totalisent 10 jours de vacances et cela concerne 2 personnes.

3.1.5.1.3. *Locaux*

Nous sommes très satisfaits de nos nouveaux locaux qui sont fonctionnels et confortables.

3.1.5.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.5.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

Durant l'année 2015, le Tribunal de la Gruyère a constaté un léger fléchissement du nombre de dossiers enregistrés, à l'exception d'une augmentation pour le Juge de police. Ainsi, 57 dossiers ont été inscrits au rôle pour le Tribunal civil, et 1418 de la compétence du Président du Tribunal civil. 196 ont été inscrits au rôle pour le Juge de police, alors que le Tribunal pénal a, quant à lui, enregistré 17 nouveaux dossiers mais a liquidé 29 affaires en 2015.

La charge de travail reste très importante pour les Présidentes et le Président, ainsi que pour les greffiers qui peinent à suivre le rythme imposé par le nombre de dossiers en cours et devant être liquidés.

L'octroi d'un poste de greffier à 100 % permettrait d'absorber la quantité de travail et de nouveaux dossiers et permettrait aux magistrats en place de respecter des délais d'assignation et de liquidation plus raisonnables. Il s'impose, dans les conditions de surcharge chronique exposées, de créer les postes demandés, si l'on veut garantir le bon fonctionnement de la justice dans notre district.

3.1.5.2.2. *Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

Les statistiques en la matière sont remises en annexe.

En 2015, le Tribunal civil de la Gruyère a inscrit au rôle 57 nouvelles affaires, en a liquidé 51 alors que 107 affaires demeurent en cours au 31 décembre 2015. Le Président du Tribunal civil de la Gruyère a inscrit 1417 affaires au rôle, en a liquidé 1464, 313 demeurant pendantes au 31 décembre 2015. Par rapport à l'année 2014, cela représente une légère diminution des affaires enregistrées et liquidées. En matière Prud'homale, l'on constate en revanche une légère augmentation des affaires inscrites au rôle pour le Président en 2015 (63) de même que pour les nouvelles affaires inscrites au rôle pour le Tribunal (16).

Les dossiers du droit de la famille occupent encore principalement les Magistrats. Il est enfin relevé que les auditions d'enfants sont principalement effectuées par Carole Nigg et Maud Bussard ainsi que par les Magistrats en charge des dossiers civils à quelques occasions.

88 enfants ont été entendus dans le cadre des procédures matrimoniales pendantes par-devant les autorités judiciaires civiles de la Gruyère en 2015.

3.1.5.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

Les statistiques en la matière sont remises en annexe.

En 2015, le nombre total des nouvelles affaires pénales enregistrées s'élève à 196 dossiers de la compétence du Juge de police, à 12 dossiers du Président du Tribunal pénal et à 17 dossiers du ressort du Tribunal pénal, totalisant 225 affaires.

Au cours de l'année 2015, le Tribunal pénal de la Gruyère a jugé 34 personnes pour un total de 125 infractions et les Juges de police ont jugé 101 personnes pour un total de 77 infractions. Nous constatons dès lors une forte augmentation du nombre de personnes jugées par le Tribunal pénal par rapport à l'année précédente, parallèlement à une légère diminution en ce qui concerne la compétence du Juge de police. Ceci peut aisément s'expliquer par le volume et la complexité des causes qui ont été jugées en 2014, mais également de l'absence de la Présidente Frédérique Bütikofer Repond, en charge exclusivement des affaires pénales, en raison de sa convalescence.

Le nombre d'affaires traitées en 2015 se maintient à un niveau particulièrement élevé. 133 affaires pénales ont été liquidées en 2015 par le Juge de police, 8 affaires ont été liquidées par le Président du Tribunal pénal et 29 affaires par le Tribunal pénal. On constatera que le nombre d'affaires liquidées par le Tribunal pénal ascende au double de l'année précédente. Le volume et la complexité des dossiers relevant du Tribunal pénal ont conduit à une diminution de la liquidation des affaires de la compétence du Juge de police.

3.1.5.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Les rapports avec les autres autorités sont excellents.

En matière civile et pénale, l'on doit à nouveau souligner les difficultés auxquelles le secrétariat est confronté dans l'assignation des procédures. La difficulté soulevée dans le rapport précédent de coordonner les agendas des divers intervenants (Procureur, agents de police, dénonciateurs et celui du Tribunal) relevée en matière pénale et civile, demeure. De ce fait, les audiences et séances sont assignées à longue échéance.

3.1.5.3. *Formation*

Les formulaires d'annonce des formations suivies par les Magistrats élus sont remis en annexe au présent rapport.

Le personnel du greffe a également pu bénéficier de cours et de séminaires de formation.

3.1.5.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Le Tribunal de la Gruyère aimerait attirer l'attention sur l'art. 60 al. 2 LJ, dont on peut se demander s'il s'agit d'une norme organisationnelle ou s'il doit être interprété comme une récusation déguisée, laquelle serait contraire aux dispositions impératives du CPC en la matière.

3.1.6. Tribunal de l'arrondissement du Lac

3.1.6.1. *Composition et locaux*

Atteinte par la limite d'âge, la vice-présidente Suzanne Gilomen a quitté le tribunal d'arrondissement à fin 2015. Mais elle continuera à procéder sur mandat à des auditions d'enfants dans des procédures matrimoniales.

Hormis Suzanne Gilomen, l'assesseure Inge Cadonau a également atteint la limite d'âge à fin 2015 et a pris congé du Tribunal d'arrondissement du Lac en tant que représentante des travailleurs. C'est Madame Eliane Weber, entrée en fonction au 1er janvier 2016, qui a remplacé cette dernière. La succession de Madame Gilomen auprès du tribunal des prud'hommes n'a pas encore été réglée à ce jour, faute de candidats répondant aux exigences - en particulier du fait qu'il faut que le candidat soit membre d'une organisation de travailleurs selon art. 55 LJ.

3.1.6.1.1. *Personnel (magistrats et greffe)*

Markus Ducret fut en 2015 président dirigeant le Tribunal d'arrondissement du Lac.

Deux départs ont été enregistrés au sein du personnel durant l'année sous examen. Franziska Hunger a résilié son contrat avec effet au 30 septembre 2015 et Sandrine Gobalet Stauffer pour le 31 décembre 2015. Le poste de Madame Hunger a été repris par Madame Valérie Broch; celui de Madame Gobalet par Madame Katrin Stahl, qui travaille dans notre tribunal depuis le 1er septembre 2014 et qui nous a été amicalement mise à disposition par le Ministère public jusqu'à présent.

En 2015, trois stagiaires ont chacun achevé ou débuté un stage de six mois: Isabelle Thürlemann jusqu'au 31 mars 2015; Noémie Zürcher du 1er avril au 31 décembre 2015 (y compris une prolongation de 3 mois) et Anna Gruber depuis le 1er octobre 2015.

3.1.6.1.2. *Locaux*

Les locaux n'ont pas changé, étant précisé que la salle du tribunal avait été partiellement transformée en secrétariat en 2014. Les mesures ont fait leurs preuves, les locaux sont maintenant mieux utilisés.

3.1.6.2. *Activité judiciaire*

3.1.6.2.1. *Généralités (charge de travail en général, etc.)*

La charge de travail est élevée, cela n'a pas changé et se situe toujours dans la moyenne des cinq dernières années, alors qu'en 2014, année exceptionnelle, un léger recul a été constaté sur ce plan. Par contre, dans les affaires pénales, le nombre des cas ne cesse d'augmenter, tout comme leur complexité d'ailleurs. Il s'avère en outre que le Tribunal d'arrondissement du Lac doit de plus en plus s'occuper de cas en langue française, de sorte que les ressources correspondantes devraient être augmentées pour pouvoir garantir un traitement et règlement des affaires en temps voulu. Le Conseil de la magistrature a déjà été approché à ce sujet.

3.1.6.2.2. *Matière civile (président, tribunal, tribunal des prud'hommes et tribunal des baux, poursuites et faillites)*

Tribunal civil

En 2015, le tribunal civil avait enregistré 46 affaires (2014=35), dont 24 en langue allemande (52%) (2014=28). Durant l'année ici examinée, le tribunal civil a réglé 37 cas (2014=29), dont 27 en langue allemande (2014=14). Au 31 décembre 2015, il a fallu reporter sur l'année nouvelle 46 cas en tout, dont 34 en langue allemande.

Président/-e du tribunal

Pendant l'année sous rapport, le juge unique a eu à connaître de 822 cas (2014=964). Sur ce nombre, 468 procédures (2014=611) ont été menées en langue allemande (57%). Durant l'année sous examen, 852 affaires (2014=881) ont été réglées. 165 procédures ont été reportées à l'année suivante (2014=197), dont 98 en langue allemande.

Parmi les procédures précitées, 461 concernaient des affaires liées à la LP (2014=485). 269 décisions ont été prises en procédure de mainlevée et 127 dans des affaires de faillite.

Président/-e du tribunal des prud'hommes

En 2015, 50 cas (2014=37) ont été déposés auprès du président du tribunal des prud'hommes, dont 35 (2014=16) en langue allemande. 43 conciliations (2014=28) ont été obtenues et 4 décisions (2014=18) rendues. A la fin de l'année, il restait 14 affaires (2014=12) non réglées, dont 10 en langue allemande.

Tribunal des prud'hommes

Durant l'exercice 2015, 11 procédures (2014=5) ont été soumises à la compétence du tribunal des prud'hommes, dont 7 en langue allemande. 8 affaires (2014=6) ont été réglées et 8 cas ont été reportés sur l'année 2016.

Tribunal des baux

Les chiffres y relatifs peuvent être consultés dans le rapport du président du Tribunal des baux de l'arrondissement de la Singine et du Lac, Dr Reinold Raemy, qui a rapporté à ce sujet.

La "succursale" de l'arrondissement du Lac doit communiquer les chiffres suivants:

Président du tribunal des baux

21 nouveaux cas ont été enregistrés en 2015. (all.=11). 20 ont été réglés, deux ont été reportés à l'année suivante.

Tribunal des baux

10 nouveaux cas ont été enregistrés en 2015. (all.=4). 6 ont été réglés. 7 cas ont été reportés à l'année suivante.

3.1.6.2.3. Matière pénale (juge de police, tribunal pénal)

Juge de police

129 cas (2014=115) ont été remis au juge de police en 2015 pour jugement: 45 oppositions à des ordonnances pénales du Ministère public; 71 oppositions à des ordonnances pénales du préfet, 0 opposition à des prononcés d'amende émanant de communes, 13 transmissions directes. Les juges de police ont réglé 130 affaires (2014=88). 55 cas pendants ont été reportés à l'année suivante.

Tribunal pénal de l'arrondissement du Lac

En 2015, 14 personnes (2014=22) ont été déférées devant le Tribunal pénal du Lac pour jugement. Ledit tribunal a jugé 17 personnes (2014=12). 7 cas ont été reportés à 2016.

3.1.6.2.4. Relations avec les autorités, les avocats et autres intéressés

Aucun problème n'est à relever à cet égard.

3.1.6.3. *Formation continue*

La présidente et le président ainsi que la greffière et le greffier ont suivi diverses sessions de formation continue. Renvoi est fait à ce sujet aux listes spéciales en annexe.

3.1.6.4. *Divers (propositions de modifications de lois, informatique, etc.)*

Le tribunal des prud'hommes peut fixer un émolument jusqu'à 3'000.00 francs et, en cas de difficultés, jusqu'à 6'000.00 francs (art. 22 RJ). Même dans les affaires portées devant le tribunal des prud'hommes, la valeur litigieuse peut rapidement s'élever à plusieurs milliers de francs, par ex. lorsqu'un bonus est réclamé. Une limite d'émolument de 6'000.00 francs ne se justifie donc pas. Au contraire, il est demandé que cette limite soit supprimée.

A la lecture du rapport annuel 2014 du Conseil de la magistrature, il a été constaté que les statistiques des tribunaux civils n'étaient pas tenues uniformément. Dans l'intervalle, un groupe de travail a été institué, qui s'est attaqué au problème et a édicté diverses directives. Reste à espérer que la valeur informative des statistiques en a été augmentée.

3.1.7. Tribunal de l'arrondissement de la Glâne

3.1.7.1. *Composition et locaux*

3.1.7.1.1. *Composition du Tribunal*

La composition du Tribunal n'a connu aucun changement en 2015.

3.1.7.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Le greffe du Tribunal est composé d'un président, d'un greffier-chef à 100 %, d'une greffière-adjointe à environ 30 %, d'un avocat-stagiaire, d'une secrétaire à 90 %, d'une secrétaire à 60 % et d'une apprentie.

Madame Marie-Françoise Pauchard a pris sa retraite le 30 juin 2015. Madame Dominika Stefaniuk Roulin a été engagée en qualité de greffière-adjointe à 30% avec effet au 1er juillet 2015.

3.1.7.1.3. *Locaux*

Les locaux donnent entière satisfaction.

3.1.7.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.7.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

La charge de travail est toujours plus lourde.

3.1.7.2.2. *Affaires civiles (Président, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

La procédure de conciliation permet de résoudre bon nombre d'affaires.

3.1.7.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

Malgré l'ampleur de certains dossiers, les affaires pénales ont pu être traitées dans des délais raisonnables.

3.1.7.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

De façon générale, les rapports avec les avocats sont bons.

3.1.7.3. *Formation*

Président et greffiers ont participé à diverses formations proposées par les universités ou l'ordre des avocats.

3.1.7.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Néant.

3.1.8. Tribunal de l'arrondissement de la Broye

3.1.8.1. *Composition et locaux*

3.1.8.1.1. *Composition du Tribunal*

A l'occasion de son rapport annuel 2013, le Tribunal de la Broye avait insisté sur la nécessité de pouvoir bénéficier rapidement de mesures de décharge afin d'éviter un engorgement de son activité, son effectif présidentiel n'étant que de 1.5 EPT. Il a déposé en juin 2014 une requête en ce sens auprès du Conseil de la magistrature, lequel y a répondu favorablement et a nommé pour six mois une Présidente ad hoc en la personne de Mme Marlène Collaud, avocate. Son activité, exercée à plein temps, a débuté le 1er décembre 2014 et a pris fin le 31 mai 2015. Cette mesure a été accompagnée par l'engagement d'une greffière pour la même période, Mme Zoé Esseiva, avocate.

Le 10 mars 2015, les Présidents soussignés ont adressé au Service de la Justice une demande tendant à la création de deux postes ordinaires, soit 1 EPT de Président et 1 EPT de greffier, au budget 2016. Suite à la décision du Conseil d'Etat de n'attribuer aucun poste à la justice fribourgeoise pour l'exercice 2016, les Présidents du Tribunal de la Broye ont requis du Conseil de la magistrature, par courrier du 13 juillet 2015, d'intervenir auprès du Conseil d'Etat. Malgré cette intervention ainsi que celles de la Commission de Justice du Grand Conseil et de l'Assemblée générale des magistrats, le Conseil d'Etat n'a à ce jour pas accordé le budget permettant la création des postes requis, pourtant indispensables à l'activité juridictionnelle du Tribunal de la Broye. En effet, les statistiques 2015, reproduites ci-après, confirment la situation de surcharge importante déjà constatée les années précédentes.

Il n'y a pas de modifications à signaler au sein des Assesseur(e)s.

3.1.8.1.2. *Personnel*

Après un renouvellement important du personnel administratif en 2014, l'année 2015 a été stable à ce niveau. En revanche, le Tribunal de la Broye a dû faire face à de longues incapacités de travail. Maude Jaccot, secrétaire à 80%, a été en incapacité totale de travail du 16 janvier au 15 mars 2015, puis en incapacité partielle de travail jusqu'au 30 juin 2015. Dolores Pittet, secrétaire à 80%, a été en incapacité totale de travail du 12 janvier au 31 juillet 2015, puis en incapacité partielle (50% de son 80%) jusqu'au 31 décembre 2015. Durant ces absences, le Tribunal a pu compter sur des remplaçantes, à savoir Mme Fanny Geinoz du 26 janvier au 27 février 2015 (à 100%), puis Mme Justine Carnal dès le 1er mars 2015 (à 50%, puis à 80% d'avril à août 2015 et à 40% dès le 1er septembre 2015).

Trois greffières-stagiaires ont été engagées dans le cadre de leur formation d'avocate : Daphné Roulin jusqu'au 31 mars 2015, Sybille Bonvin du 1er avril au 30 septembre 2015 et Dorianne Baettig dès le 1er octobre 2015.

Le greffe totalise 1,5 EPT répartis sur deux personnes, sans compter le poste du greffier-chef (90%). Quant au secrétariat et à la comptabilité, ils représentent 2,8 EPT répartis sur 4 personnes, ainsi qu'une apprentie (Jessica Guillet).

Vu sa charge de travail et les longs délais pour ses citations (il faut compter 5 à 6 mois, même pour les conciliations), le Tribunal de la Broye a dû faire appel à deux Présidents-suppléants (soit les Présidents des Tribunaux de la Glâne et de la Veveyse) pour deux importantes affaires pénales.

3.1.8.1.3. *Locaux*

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique, si ce n'est que l'unique salle du Tribunal a été fortement occupée par un nombre important de séances. Avec l'aide apportée par la Présidente ad hoc pendant 6 mois, à un taux de 100%, la salle a été occupée en quasi permanence durant cette période, ce qui n'a permis que peu de souplesse au niveau de l'agenda des Présidents.

3.1.8.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.8.2.1. *En général*

Globalement, l'augmentation régulière et sensible de la charge du Tribunal relevée dans les exercices annuels précédents s'est stabilisée à un très haut niveau : 1'319 affaires enregistrées en 2015, contre 1'300 en 2014, 1'343 en 2013, 1'289 en 2012, 1'195 en 2011, 1'117 en 2010, 1'142 en 2009 et 1'079 en 2008. Les liquidations de dossiers, qui ont encore cru, ont atteint un nouveau niveau record : 1'324 décisions rendues, contre 1'319 en 2014, 1'246 en 2013, 1'298 en 2012, 1'146 en 2011, 1'132 en 2010, 1'125 en 2009 et 1'120 en 2008. Le travail soutenu de l'ensemble du tribunal, et l'aide de la Présidente ad hoc, a ainsi permis de réduire le nombre de dossiers pendants à la fin 2015 à 379 dossiers (334 dossiers civils et 45 pénaux) (contre 381 en 2014, 423 en 2013 et 319 en 2012).

Dans le domaine civil, le nombre total de nouvelles causes a augmenté de 6.25% depuis 2014. On observe surtout une augmentation du nombre d'affaires entrées de la compétence du Président du Tribunal par rapport à l'année précédente, celles de la compétence du Tribunal étant restée stable, mais toujours à un niveau très élevé, pour des causes qui relèvent pour beaucoup du droit de la construction (contrats d'entreprise, mandats, hypothèques légales définitives), souvent complexes et chronophages. Le nombre d'affaires pénales enregistrées a en revanche diminué. L'année 2015 a également connu une hausse importante des affaires prudhomales.

Quant à la liquidation, elle a suivi jusqu'à présent la progression liée aux nouvelles causes, mais au prix d'un engagement exemplaire du personnel, qui n'est pas extensible à souhait, eu égard à la dotation en personnel (1,5 EPT de Président(e)s et 2.4 EPT comprenant le poste de Greffier-chef) et à l'épuisement des forces, ainsi que grâce à l'aide apportée par la Présidente ad hoc. A l'instar de ce qui avait déjà été relevé dans les rapports précédents, on constate ainsi que le nombre des causes non traitées est resté stable par rapport à l'année dernière malgré les mesures de décharge accordées. Le contentieux accumulé entraîne au quotidien une masse de correspondance qui devient trop chronophage et qui génère des retards importants, lesquels se manifestent notamment par des délais d'assignation beaucoup plus longs (5-6 mois, en dehors des fêtes d'été), qui ne sont plus tolérables en droit matrimonial; il s'ensuit également une augmentation du nombre de requêtes superprovisionnelles, une complexification des affaires et un rallongement des délais de rédaction, surtout en pénal (pour un jugement du Tribunal pénal, il faut compter jusqu'à 12 mois).

Dans ce contexte, l'octroi d'un poste de Présidente à 100% - même limité à 6 mois – accompagné de celui d'une greffière, a été ressenti comme une mesure très salutaire, qui a permis aux magistrats en place de réorganiser leur activité afin de respecter des délais d'assignation et de liquidation plus raisonnables. Toutefois, ces délais ont repris l'ascenseur au départ à la fin mai 2015 de la Présidente ad hoc. De plus, l'aide apportée par un magistrat nommé pour une durée de 6 mois ne permet pas de lui attribuer les dossiers civils complexes; elle se limite, de manière générale, à l'ensemble des affaires pénales en cours ainsi qu'à de "brèves" affaires civiles (conciliations, divorces sur requête commune avec accord complet, etc.). Ainsi, malgré cette décharge, les Présidents de la Broye ont dû continuer à effectuer de très nombreuses heures supplémentaires, nécessaires eu égard à la situation de surcharge chronique, pour éviter un blocage de la justice dans le district de la Broye.

Il s'impose donc désormais, urgemment, qu'un poste ordinaire de Président/e et un poste ordinaire de greffier/ère, tous deux à 100%, soit créés, si l'on veut garantir le bon fonctionnement de la justice dans notre district et éviter des situations d'épuisement professionnel. Plus que jamais, les Présidents soussignés tirent la sonnette d'alarme.

3.1.8.2.2. Affaires civiles

Globalement

Le nombre total des affaires civiles introduites devant le Tribunal civil et son Président retrouve son plus haut niveau atteint en 2013 : 1'224 causes, contre 1'178 en 2014, 1'224 en 2013, 1'171 en 2012, 1'098 en 2011, 1'003 en 2010, 1'026 en 2009 et 991 en 2008.

Quant au nombre de décisions rendues, il dépasse à nouveau le cap des 1'200 affaires atteint en 2014 : 1'211 décisions, contre 1'202 en 2014, 1'131 en 2013, 1'199 en 2012, 1'015 en 2011, 1'028 en 2010, 1'015 en 2009 et 1'020 en 2008.

Cette statistique comprend toutes les affaires civiles traitées, également les affaires prud'homales, ainsi que celles concernant les baux à loyer et la LP. Les chiffres 2.2.2 à 2.2.7. détaillent la statistique en fonction des matières.

Tribunal civil

Affaires enregistrées : 71 (contre 74 en 2014, 41 en 2013 et 65 en 2012)

Affaires liquidées : 68 (contre 57 en 2014, 43 en 2013 et 87 en 2012)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de bail.

Président du Tribunal civil

Affaires enregistrées : 541 (contre 502 en 2014, 572 en 2013 et 483 en 2012)

Affaires liquidées : 530 (contre 532 en 2014, 508 en 2013 et 490 en 2012)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de poursuites et faillites, ni prud'homales, ni de bail (expulsion).

Poursuites et faillites

Le nombre des affaires liées au contentieux LP se maintient à un niveau élevé, en marquant néanmoins un très léger recul par rapport aux deux dernières années. En 2015, 537 affaires ont été enregistrées (contre 552 en 2014, 557 en 2013, 496 en 2012, 466 en 2011, 493 en 2010, 512 en 2009 et 472 en 2008). 542 affaires ont été liquidées en 2015 (contre 565 en 2014, 512 en 2013, 515 en 2012, 452 en 2011, 494 en 2010, 509 en 2009 et 478 en 2008).

Juridiction des Prud'hommes

Le nombre d'affaires enregistrées en 2015 a augmenté de façon importante par rapport aux années précédentes : 50 nouvelles affaires en 2015 (38 devant le Président et 12 devant le Tribunal) (contre 34 en 2014, 37 en 2013, 81 en 2012, 36 en 2011, 28 en 2010, 32 en 2009 et 32 en 2008). 49 causes ont été liquidées en 2015 (contre 31 en 2014, 49 en 2013, 64 en 2012, 35 en 2011, 26 en 2010, 40 en 2009 et 26 en 2008).

Chambre des tutelles et curatelles

Cette rubrique est devenue sans objet.

Suppléant du Président du Tribunal des baux à loyer

Le nombre de requêtes d'expulsion enregistrées en 2015 a également cru de façon importante, mais sans atteindre le niveau record de 2012 : 25 (contre 16 en 2014, 17 en 2013, 37 en 2012 et 20 en 2011). 22 causes ont été liquidées (contre 18 en 2014, 19 en 2013 et 32 en 2012).

3.1.8.2.3. Affaires pénales

En 2015, le nombre total des nouvelles affaires pénales enregistrées s'élève à 83 dossiers de la compétence du Juge de police et du Président du Tribunal pénal (assistances judiciaires) (contre 100 en 2014, 119 en 2013, 95 en 2012, 92 en 2011, 100 en 2010, 104 en 2009 et 68 en 2008) et à 12 dossiers du ressort du Tribunal pénal (contre 22 en 2014, 14 en 2013, 23 en 2012, 5 en 2011, 12 en 2010, 12 en 2009 et 20 en 2008), totalisant 95 affaires (contre 122 en 2014, 133 en 2013, 118 en 2012, 97 en 2011, 112 en 2010 et 116 en 2009).

Le nombre d'affaires traitées en 2015 se maintient à un niveau particulièrement élevé, déjà atteint en 2013 et 2014: 113 affaires pénales ont été liquidées (contre 117 en 2014, 115 en 2013, 99 en 2012, 109 en 2011, 101 en 2010, 110 en 2009 et 88 en 2008) : 97, y compris 4 décisions d'assistance judiciaire, relevant du Juge de police et du Président du Tribunal (contre 95 en 2014, 97 en 2013, 85 en 2012, 99 en 2011, 92 en 2010, 96 en 2009 et 72 en 2008) et 16 relevant du Tribunal pénal (contre 22 en 2014, 18 en 2013, 14 en 2012, 10 en 2011, 11 en 2010, 16 en 2009 et 16 en 2008).

3.1.8.2.4. Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.8.3. Formation

La Présidente Bulliard Grosset a assisté, le 2 septembre 2015, au Symposium de l'Université de Fribourg en droit de la famille et a pris part, le 11 décembre 2015, à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois.

Comme les années précédentes, le Président Meuwly a donné le 12 juin 2015 une conférence sur le thème « L'entretien de l'enfant du couple marié et non marié », organisée par le Service de la formation continue de l'Université de Fribourg dans le cadre de la journée consacrée au thème « Le sort de l'enfant dans le droit du divorce ». A l'instar de sa collègue, il a participé au Symposium en droit de la famille et à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois.

Les Présidents soussignés déplorent n'avoir pu consacrer plus de temps à leur formation continue, en raison de la surcharge du Tribunal de la Broye.

L'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du Tribunal ont suivi divers cours et séminaires spécialisés, au titre du perfectionnement professionnel.

3.1.8.4. Divers

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

3.1.9. Tribunal de l'arrondissement de la Veveyse

3.1.9.1. *Composition et locaux*

3.1.9.1.1. *Composition du Tribunal*

Le 17 novembre 2015, Anita Genoud a été élue assesseure du Tribunal d'arrondissement, en remplacement de Marie-Madeleine Rey, atteinte par la limite d'âge. M. Jean-Bernard Droux a démissionné de son poste d'assesseur auprès du Tribunal de baux pour le 31 mars 2016; son successeur n'a pas encore été élu.

3.1.9.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Aucun changement n'est à mentionner à ce jour. Toutefois, M. Boschung, Greffier-chef, prendra sa retraite au 31 mai 2016. Le poste de son remplaçant a été mis au concours. Le Président a fait son choix mais celui-ci n'a pas encore été entériné par la Direction de la justice.

Les greffiers et le personnel du greffe accomplissent leurs tâches avec compétence et donnent entière satisfaction.

3.1.9.1.3. *Locaux*

Sans changement. Les locaux suffisent à peine aux besoins actuels; le secrétariat est sous-dimensionné et la bibliothèque, fait également office de salle de délibération et de bureau pour notre greffière-adjointe à mi-temps. Il nous est dès lors impossible d'accueillir un(e) apprenti(e) ou un(e) stagiaire.

3.1.9.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.9.2.1. *En général (charge de travail globale etc.)*

Sur la durée, la charge de travail reste en constante augmentation. Il devient de plus en plus difficile de respecter des délais raisonnables. Il est désormais impossible de décharger d'autres tribunaux.

3.1.9.2.2. *Affaires civiles (Pdt, Tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)*

cf. statistiques.

3.1.9.2.3. *Affaires pénales (Juges de police, Tribunal pénal)*

cf. statistiques.

3.1.9.2.4. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Ils n'ont donné lieu à aucune difficulté particulière.

3.1.9.3. *Formation*

Les formations suivies ont été annoncées sur le formulaire ad hoc.

3.1.9.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Aucune proposition à formuler.

3.1.10. Tribunal pénal économique

3.1.10.1. *Composition et locaux*

3.1.10.1.1. *Composition du Tribunal*

Suite à la démission du Président suppléant, ce poste est actuellement vacant. Il a été requis par correspondance du 6 janvier 2016 que ce poste soit repourvu par un/e magistrat/e bilingue, étant donné que le Tribunal pénal économique est un Tribunal cantonal de première instance qui juge tant les affaires en allemand qu'en français.

3.1.10.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Mme Fabienne Cajoux, greffière, titulaire du brevet d'avocate, à 100% dès le 1er juin 2001, à ma disposition depuis le 1er septembre 2010.

Mme Caroline Gauch, titulaire du brevet d'avocate et docteur en droit depuis le 1er janvier 2012, à 50% auprès du Tribunal de la Sarine et du Tribunal pénal économique, pour les affaires en allemand. En congé maternité entre le 1er avril 2015 et le 30 septembre 2015, Mme Caroline Gauch a été remplacée par Mme Alexandra Müller, titulaire du brevet d'avocate, du 1er janvier 2015 au 30 septembre 2015. Mme Caroline Gauch exerce également en qualité de Présidente du Tribunal des Prud'hommes à raison de 10%.

Mme Danièle Creteigny, secrétaire, qui travaille au service du Tribunal pénal économique depuis le 1er janvier 1999, avec un taux d'activité de 100%. En effet, son taux d'activité a pu être augmenté de 80% à 100%, toutefois que pour une durée déterminée jusqu'à fin 2016. Il serait souhaitable que son taux d'activité soit augmenté à 100% de façon indéterminée.

Depuis le 1er avril 2014, un greffier-stagiaire germanophone est à disposition pour les affaires allemandes du Tribunal pénal économique, du Tribunal de la Sarine et celles du Tribunal des prud'hommes.

3.1.10.1.3. *Locaux*

Le Tribunal pénal économique étant rattaché administrativement au Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, ses locaux se situent donc au siège du Tribunal de la Sarine, rte des Arsenaux 17, à Fribourg. Il y a lieu de relever que ceux-ci sont adéquats et correspondent parfaitement aux activités et aux besoins du Tribunal pénal économique. Toutefois, la sécurité pose problème. Le nécessaire a été entamé et une étude relative à l'aspect sécuritaire du bâtiment va être mise en œuvre.

3.1.10.2. *Activité juridictionnelle*

3.1.10.2.1. *En général*

Malgré l'engagement de l'ensemble des membres du Tribunal pénal économique, la charge de travail a augmenté. Cela est dû au fait que le soussigné a davantage travaillé pour le Tribunal pénal de la Sarine afin de pallier à l'absence du Président Nicolas Ayer, celui-ci étant en arrêt maladie depuis le début janvier 2015.

En 2015, le Tribunal pénal économique a siégé de la façon suivante :

- > 1 séance en juillet 2015 (décision ultérieure) concernant un prévenu (Pdt Alain Gautschi)
- > 1 procès en septembre 2015 concernant un prévenu (jonction de deux causes – Pdt Alain Gautschi)
- > 1 procès en novembre 2015 impliquant deux prévenus (Pdt Alain Gautschi)

L'affaire jugée au mois de septembre et présidée par le soussigné étant de nature très complexe, la rédaction du jugement est encore en cours. Elle devrait aboutir dans le courant du mois de janvier 2016.

3.1.10.2.2. *Affaires du Tribunal pénal économique*

A ce jour, 12 affaires sont encore inscrites au rôle: une sera jugée en mars/avril, une en mai/juin, deux en septembre 2016 et 3 en décembre 2016/janvier 2017. Quatre affaires sont en mains du Président Peter Rentsch, suite à la récusation du soussigné. Par ailleurs, dans une affaire, il y a lieu de statuer sur la réalisation d'objets, respectivement d'un appartement partiellement séquestré. Cette affaire sera traitée dans le courant 2016.

3.1.10.2.3. *Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants*

Rien de particulier à relever.

3.1.10.3. *Formation*

M. Alain Gautschi a suivi 4 jours de cours auprès de la Haute Ecole ARC, à Neuchâtel, ainsi qu'auprès de la Société suisse de droit pénal (SSDP), à Martigny. Mme Caroline Gauch a suivi 3 jours de cours auprès de la Stiftung für die Weiterbildung Richter et 1 jour avec St. Galler Tagung zum Arbeitsrecht.

3.1.10.4. *Divers (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Le Président du Tribunal pénal économique, ainsi que le personnel sous ch. 1.1.1.1.2. assurent également les affaires pénales ordinaires de l'arrondissement de la Sarine, tant pour la section alémanique que francophone, ainsi que les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine. Il faut dès lors relever qu'en sus du rôle du Tribunal pénal économique, 17 personnes ont été jugées en Tribunal pénal d'arrondissement (dont 5 en allemand), ainsi que 74 personnes renvoyées devant le Juge de police (dont 16 en allemand). Enfin, 63 jugements ont été rendus dans les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine.

3. Bezirksgerichte

3.1. Allgemeiner Teil

3.1.1. Allgemeines

Nach dem 2014 verzeichneten Anstieg, hat die Zahl der bei den Zivilgerichten erfassten Angelegenheiten in diesem Jahr leicht abgenommen (2015: 436, 2014: 452, 2013: 356, 2012: 593, 2011: 641). Die Zahl der Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit der Gerichtspräsidenten fallen, bewegt sich auf einen mit dem Jahr 2013 vergleichbaren Stand (2015: 8847, 2014: 9301, 2013: 8894, 2012: 8986, 2011: 8858).

Sowohl die Zahl der in die Zuständigkeit der Präsidenten der Arbeitsgerichte fallenden neuen Angelegenheiten (2015: 402, 2014: 363, 2013: 314, 2012: 423, 2011: 384) als auch die Zahl der Angelegenheiten der Arbeitsgerichte (2015: 80, 2014: 60, 2013: 58, 2012: 96, 2011: 59) steigen weiter an.

Die Zahl der neuen Angelegenheiten der Mietgerichte hat zugenommen (2015: 108, 2014: 83, 2013: 121, 2012: 85, 2011: 82). Die angestiegene Zahl der in der Zuständigkeit der Präsidenten liegenden neuen Angelegenheiten hat sogar einen mit dem Jahr 2012 vergleichbaren Stand erreicht (2015: 349, 2014: 289, 2013: 294, 2012: 357, 2011: 335).

3.1.2. Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Zuständiger Strafrichter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Strafgericht	15	32	56	52	22	11	188
Polizeirichter	106	232	207	164	137	30	876

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Familienrecht	21	53	50	78	88	28	318
Klagen aus Vertrag	2	2	3	8	13	17	45

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	48	228	148	44	16	1	485
Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung	45	141	81	64	22	10	363
Vermögensrechtliche Sachen (Art. 139 GOG)	56	240	94	46	28	9	473
Rechtsöffnung	806	1747	112	25	11	0	2701

Arbeitsgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Präsident	123	212	49	13	1	1	399
Gericht	3	5	19	18	22	4	71

Mietgerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	Total
Präsident	119	182	35	13	4	0	353
Gericht	6	9	32	17	14	6	84

Aus der Tabelle geht insbesondere hervor, dass 81% der in die Zuständigkeit des Polizeirichters und 82% der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten innerhalb eines Jahres nach ihrer Erfassung abgeschlossen wurden (2014: 86% und 85%, 2013: 89% und 85%, 2012: 91% und 75%). Mit Blick auf die Zivilsachen sind 64% der Angelegenheiten aus dem Gebiet des Familienrechts, die in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, sowie 91% der Eheschutzmassnahmen und 92% der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, die in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innerhalb eines Jahres erledigt worden (2014: 63%, 94%, 93%, 2013: 81%, 93%, 95%, 2012: 77%, 94%, 99%).

3.1.3. Bezirksgericht Saane

3.1.3.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

3.1.3.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

2015 wurde das Gesamtgericht von Alain Gautschi präsiert; Vizepräsident war Stéphane Raemy.

2016 wird Stéphane Raemy Präsident und Benoît Chassot Vizepräsident sein.

2015 beendeten die Beisitzer Christian Ayer, Benoît Gumy und Marianne Schmutz ihre Tätigkeit. Das Gericht entbietet ihnen seinen aufrichtigen Dank für ihre Arbeit im Dienst der Freiburger Gerichtsbarkeit bei unserem Gericht. Zu ihren Nachfolgern wählte der Grosse Rat die Beisitzer Guy Python, Sébastien Roch und Pierre-André Charrière. Das Gericht heisst die neuen Beisitzer willkommen und wünscht ihnen viel Erfolg in ihrer neuen Tätigkeit.

3.1.3.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Seit Anfang 2015 war Präsident Nicolas Ayer gesundheitlich angeschlagen und dadurch arbeitsunfähig. Die übrigen Strafgerichtspräsidenten übernahmen, zusätzlich zu den neuen Fällen, bis am 1. Juni 2015 seine Arbeit. Am 1. Juni trat Marlène Collaud ihr Amt an. Sie wurde vom Justizrat für eine Dauer von 6 Monaten, d. h. bis 30. November 2015, zur Ad-hoc-Präsidentin des Strafgerichts des Saanebezirks ernannt. Im November 2015 versuchte Präsident Ayer seine Arbeit zum Teil wieder aufzunehmen, aber ohne Erfolg. Präsident Ayer musste die Arbeit krankheitshalber erneut unterbrechen. Marlène Collaud vertrat ihn bis 31. Dezember 2015. Während des Jahres 2015 wurden die neuen Fälle hauptsächlich unter den 3 Präsidenten Gautschi, Chassot und Sallin aufgeteilt.

Sonst gab es bei den Präsidenten 2015 keine Änderung.

Beim Personal gab es folgende Änderungen:

Caroline Gauch, Gerichtsschreiberin zu 50% von Präsident Alain Gautschi, war vom 1. April 2015 bis 1. Oktober 2015 im Mutterschaftsurlaub. Sie wurde vom 1. Januar 2015 bis 30. September 2015 durch Alexandra Müller ersetzt.

Karine Devaud, Gerichtsschreiberin zu 70% von Präsident Benoît Chassot, war vom 17. Oktober 2014 bis 27. März 2015 im Mutterschaftsurlaub. Sie wurde durch Mélanie Eggertswyler ersetzt.

Seit 1. Dezember 2014 haben Yasemin Bayhan und Pierre Bugnon Marlène Collaud, Gerichtsschreiberin von Präsident Sallin zu 50 % und von Präsident Schneuwly zu 50 %, ersetzt; Marlène Collaud wurde für 6 Monate bis 31. Mai 2015 zur Ad-hoc-Präsidentin des Strafgerichts des Broyebezirks ernannt. Da Frau Collaud ihre Tätigkeit anschliessend in Stellvertretung von Präsident Nicolas Ayer als Ad-hoc-Präsidentin beim Bezirksgericht des Saanebezirks vom 1. Juni 2015 bis 31. Dezember 2015 weiterführte, blieben die Gerichtsschreiber, die sie ersetzten, im Amt, wobei Nadège Héritier Pierre Bugnon ersetzte.

Wenn man die Tätigkeit von Adeline Corpataux, frei zuteilbare Gerichtsschreiberin, berücksichtigt, verfügen die Präsidenten der Strafrechtlichen Abteilung, Ayer, Sallin und Chassot, für Strafsachen über Gerichtsschreiberstellen im Umfang von 125 %, 125 % und 95 %.

Präsident Gautschi verfügt über 150 % Gerichtsschreiberstellen (100 % für das Wirtschaftsstrafgericht und die französischsprachigen Fälle und 50 % für die deutschsprachigen Fälle). Er verfügt seit 1. April 2014 über einen deutschsprachigen Gerichtsschreiber-Praktikanten für die deutschsprachigen Fälle des Wirtschaftsstrafgerichts, des Bezirksgerichts Saane und des Arbeitsgerichts. Das Arbeitsgericht wird von Caroline Gauch präsiert.

Beim Sekretariat trat Jacqueline Vionnet am 31. August 2015 nach über 40 Jahren Tätigkeit beim Bezirksgericht des Saanebezirks in den Ruhestand. Das Gericht dankt ihr aufrichtig für ihren langjährigen Einsatz im Dienst der Freiburger Gerichtsbarkeit. Als ihre Nachfolgerin wurde Ludivine Spini angestellt.

Danièle Creteigny, Sekretärin von Präsident Gautschi, erhöhte ihren Tätigkeitsgrad bis 31. Dezember 2016 von 80 % auf 100 %. Es wäre wünschenswert, dass dieser Beschäftigungsgrad unbefristet bei 100 % bleibt.

2015 gab das Bezirksgericht Saane sechs Juristinnen und Juristen die Möglichkeit, ein 6-monatiges Gerichtsschreiberpraktikum zu absolvieren: Lukas Jeitziner, Valentin Piccinin, Corinne Copt, Camille Mauron, Pauline Rais und Géraldine Junod.

3.1.3.1.3. Räumlichkeiten

Das Hochbauamt wurde kontaktiert, damit es die Sicherheit des Gerichtsgebäudes, das gewisse Mängel aufweist, unter die Lupe zu nehmen. Es wurde bereits in Aussicht gestellt, eine Studie durchzuführen, um geeignete Massnahmen festzulegen.

3.1.3.2. Gerichtstätigkeit

3.1.3.2.1. Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

2015 erhielt das Strafgericht des Saanebezirks Dossiers von 81 Personen zur Beurteilung durch das Strafgericht (78 auf Französisch / 3 auf Deutsch) (2014: 73 Personen) und von 338 Personen zur Beurteilung durch den Polizeirichter (316 auf Französisch / 22 auf Deutsch) (2014: 326 Personen).

Seit dem 1. Juli 2015 kann der Polizeirichter Haftstrafen bis zu 18 Monate aussprechen. Dadurch ist die Zahl der bedeutenden Angelegenheiten beim Polizeirichter angestiegen; es handelt sich vor allem um Angelegenheiten, mit denen sich vor der Änderung das Gericht befasste.

3.1.3.2.2. Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks stellten fest, dass die Zahl der eingetragenen Fälle im Jahr 2015 praktisch gleich hoch ist wie 2014. Allerdings zeigt sich bei näherer Betrachtung, dass die Abnahme im Verzeichnis um 121 Fälle von Rechtsöffnungen durch den zusätzlichen Eingang gleich vieler anderer Dossiers kompensiert wird, für die der Gerichtspräsident zuständig ist. Diese Dossiers verursachen mehr Arbeit als die Rechtsöffnungsfälle, die summarisch instruiert werden. Die Arbeitslast hat weiter zugenommen, und Urteile warten noch darauf, redigiert zu werden, da die verfügbaren Kräfte bereits voll beansprucht werden. Damit die Behandlung der Dossiers in annehmbarer Frist erfolgen kann, müssen die redaktionellen Kapazitäten dringend erhöht werden. Ordentliche Anstellungen von zusätzlichen Gerichtsschreibern drängen sich auf. Sollten diese Anstellungen nicht erfolgen, so könnte es schon bald zu Benachteiligungen von Rechtsuchenden kommen. Im Übrigen verweisen die Präsidenten auf den statistischen Teil im Anhang.

Beim Mietgericht gingen 2015 leicht mehr neue Fälle ein (insgesamt 225 neue Fälle gegenüber 201 im Jahr 2014). Beim Arbeitsgericht verhält es sich ebenso (227 gegenüber 215 im Jahr 2014).

3.1.3.2.3. *Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)*

2015 beurteilten die Polizeirichter 327 Personen (311 auf Französisch / 16 auf Deutsch). Am 1. Januar 2016 betrafen die von Polizeirichtern zu beurteilenden Fälle 176 Personen (167 auf Französisch / 9 auf Deutsch) (2014: 291 Personen).

2015 beurteilte das Strafgericht des Saanebezirks 72 Personen (67 auf Französisch / 5 auf Deutsch). Am 1. Januar 2016 betrafen die vom Strafgericht zu beurteilenden Fälle 37 Personen (34 auf Französisch / 3 auf Deutsch) (2014: 67 Personen).

3.1.3.2.4. *Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten*

Das Verhältnis zu den übrigen Behörden ist allgemein gut, ja sogar sehr gut.

Zum Verhältnis zu den Rechtsanwälten und anderen Beteiligten gibt es keine besondere Bemerkung.

3.1.3.3. *Ausbildung*

Die besuchten Ausbildungen wurden auf dem Ad-hoc-Formular gemeldet.

Das Personal der Gerichtsschreiberei kam ebenfalls in den Genuss von Weiterbildungskursen und -seminaren.

3.1.3.4. *Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

Wir beantragen, dass das ITA damit beauftragt wird, die jährlichen Statistiken der Bezirksgerichte zu automatisieren, wie das bei den Friedensgerichten gemacht wurde.

3.1.4. Bezirksgericht Sense

3.1.4.1. *Zusammensetzung und Lokalitäten*

3.1.4.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Diesbezüglich gab es im Jahr 2015 keine Änderungen.

3.1.4.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Bei den Gerichtspräsidenten hat sich nichts geändert. Nadine Durot (30% Chefgerichtsschreiberin, 70% Gerichtsschreiberin) hat auf Ende Februar 2015 gekündigt. Seit 1. März 2015 ist Seraina Rohner Stulz neu zu 30% als Chefgerichtsschreiberin, 15% als Gerichtsschreiberin und zu 10% als Präsidentin des Arbeitsgerichts angestellt. Nicholas Bürgy ist seit 1. Juli 2015 zu 100% als Gerichtsschreiber angestellt.

Die Praktikanten/innen-Stellen hatten im Jahr 2015 Sara Lenherr (1. Oktober 2014 bis 31. März 2015), Patricia Stritt (1. November 2014 bis 30. April 2015), Elmar Wohlhauser (1. April 2015 bis 30. September 2015), Rosa Renftle (1. Juli 2015 bis 31. Dezember 2015) und Gaëlle Waeber (1. Oktober 2015 bis 31. März 2016) inne.

3.1.4.1.3. *Lokalitäten*

Diesbezüglich gab es im Jahr 2015 keine Änderungen.

3.1.4.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.4.2.1. *Allgemeines (Arbeitslast allgemein usw.)*

Gerichtspräsident Dr. Reinold Raemy führte 2015 in administrativen Angelegenheiten den Vorsitz (Art. 21 JG). Die Gerichtspräsidenten teilten die Arbeit – abgesehen davon, dass Peter Rentsch zusammen mit Seraina Rohner Stulz das Arbeits- und Reinold Raemy zusammen mit Pascale Vaucher Mauron das Mietgericht betreuen – weiterhin nach praktischen Gesichtspunkten auf, d.h. sie teilen ihre Tätigkeit nicht nach Sachgebieten auf, sondern jeder Richter ist grundsätzlich in allen Bereichen tätig. Die Dossiers werden nach dem Zufallsprinzip aufgeteilt, wobei der Kanzlei der Schlüssel 50:50 vorgegeben wird.

Die Arbeitslast blieb hoch, konnte indessen im Wesentlichen bewältigt werden. Peter Rentsch hat am Gericht des Greyerzbezirks (deutschsprachige Fälle) insgesamt vier Fälle als Präsident Zivilgericht, 6 Fälle als Polizeirichter und einen Strafgerichtsfall erledigt. Am Saanegericht hat Peter Rentsch einen Wirtschaftsgerichtsfall mit vier Beschuldigten und drei Zivilfälle hängig. Während dem Mutterschaftsurlaub der deutschsprachigen Präsidentin des Arbeitsgerichtes des Saane-bezirks vertrat er diese und erledigte in der Zeit von Anfang März bis Ende August 2015 9 Schlichtungsverfahren. Reinold Raemy wurde im Berichtsjahr als Stellvertreter der Präsidenten des Zwangsmassnahmengerichts mehrmals beigezogen (Aufwand von drei Arbeitstagen). Am Bezirksgericht See war er nicht tätig.

3.1.4.2.2. *Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeit- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurs)*

Im Jahr 2015 gingen insgesamt 852 Zivilangelegenheiten ein (2012: 937, 2013: 819, 2014: 899), davon 31 Mietangelegenheiten in Murten. 816 Verfahren konnten abgeschlossen werden (2012: 895, 2013: 939; 2014: 907), wobei 26 in Murten erledigte Mietsachen berücksichtigt sind. Die Zahl 816 bezieht sich auf die ein Verfahren abschliessenden Entscheide; alle übrigen Entscheide, wie zum Beispiel Sistierungen, Entscheide betreffend Expertisen und andere Zwischenentscheide, werden nicht erfasst.

Die Mietgerichtsangelegenheiten wurden weiterhin grundsätzlich nach dem Ort des Mietgegenstandes zwischen Tifers und Murten aufgeteilt. Die Dossiers werden jedoch von der jeweiligen Gerichtsschreiberei administrativ behandelt (Eintragung im Rodel, Archivierung).

Beizufügen ist, dass im Jahr 2015 72 Scheidungsentscheide (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78, 2014: 69) gefällt wurden. Die Zahl der Kostenlisten in Zivilsachen lag bei 6 (2012: 71, 2013: 65, 2014: 40), wobei festzuhalten ist, dass die Parteientschädigungen und die Entschädigungen der amtlichen Rechtsbeistände grundsätzlich im Sachentscheid festgesetzt werden. Zudem fanden 22 Kinderanhörungen (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28, 2014: 41) statt, die in aller Regel von Gerichtsschreiberin Vaucher Mauron durchgeführt wurden, wobei oftmals mehrere Kinder zusammen angehört wurden.

Zu den Angaben in der Statistik können folgende ergänzenden Erklärungen abgegeben werden:

Die Präsidenten des Arbeitsgerichts erledigten insgesamt 26 Angelegenheiten, wovon 19 im Schlichtungsverfahren.

Bei der Statistik zur Mietgerichtsbarkeit ist zu beachten, dass die Mietgerichtsangelegenheiten seit dem 1. Januar 2013 nur noch von demjenigen Gericht administrativ erfasst werden, welches den Fall auch behandelt. Die vor diesem Zeitpunkt eingegangenen und in Murten behandelten Fälle wurden jeweils in den Systemen beider Gerichte erfasst. Bis zum Abschluss all dieser Fälle – zurzeit ist in Murten noch eine Angelegenheit vor dem Mietgericht hängig, welche auch in Tafers administrativ erfasst ist – wird es zu Überschneidungen in den Tribuna-Statistiken kommen. So war per 31. Dezember 2015 in Murten noch eine Angelegenheit hängig, welche auch in Tafers erfasst ist.

3.1.4.2.3. Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Insgesamt gingen 81 Strafsachen ein (2012: 98, 2013: 84, 2014: 86), 82 Angelegenheiten wurden erledigt (2012: 102, 2013: 99, 2014: 83). In diesen Zahlen sind auch vier eingegangene Angelegenheiten berücksichtigt, welche durch den Präsidenten des Strafgerichts (Instanz 60) behandelt wurden und in der Statistik nicht erfasst sind. Von den 65 durch den Polizeirichter erledigten Angelegenheiten wurden zwei Verfahren eingestellt. In einem Verfahren wurde das Gesuch auf Umwandlung der Geldstrafe in gemeinnützige Arbeit abgewiesen. Ein Verfahren wurde an die Staatsanwaltschaft zurückgewiesen und ein anderes an das Bezirksgericht Greyerz überwiesen. Schliesslich musste in einem Verfahren lediglich über die Stundung der Verfahrenskostenforderung entscheiden werden. Es wurde eine Kostenliste in Strafsachen festgesetzt (2012: 6, 2013: 9, 2014: 5). Auch in den Strafverfahren werden die Entschädigungen grundsätzlich im Sachentscheid festgesetzt.

3.1.4.2.4. Beziehungen zu den Behörden, den Anwälten und weiteren Beteiligten

Die Beziehungen zu den Behörden und den Anwälten sind gut.

Das Kantonsgericht inspizierte das Bezirksgericht am 30. September 2015.

3.1.4.3. Weiterbildung

Die Gerichtspräsidenten und Gerichtsschreiberinnen nahmen an Weiterbildungsveranstaltungen teil. Es wird auf die Meldeblätter verwiesen.

3.1.4.4. Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Bemerkungen.

3.1.5. Bezirksgericht Greyerz

3.1.5.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

3.1.5.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Die Zusammensetzung des Bezirksgerichts Greyerz hat sich gegenüber 2014 nicht verändert.

2015 war Camille Perroud Sugnaux als Präsidentin für die administrativen Fragen zuständig. 2016 wird Claudia Dey Gremaud dieses Amt bekleiden.

3.1.5.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Bei den Präsidenten gab es 2015 keine Änderung. Zu erwähnen ist die krankheitsbedingte Abwesenheit von Frédérique Bütikofer Repond vom 6. März bis 17. April 2015. Während dieser Zeit erhöhte Camille Perroud Sugnaux mit dem Einverständnis unserer Behörden ihren Tätigkeitsgrad um 20 %. Dadurch konnten die wichtigste Korrespondenz und Dringliches erledigt und eine Häufung der Verzögerungen im Verzeichnis von Präsidentin Frédérique Bütikofer Repond verhindert werden.

Beim Personal der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats gab es 2015 keine Veränderungen. Allerdings wurde Audrey Alena vorübergehend als zusätzliche Gerichtsschreiberin angestellt, und zwar vorerst über das RAV für die Zeit von Mitte Mai bis 31. Juli 2015 und anschliessend aufgrund einer Massnahme des POA für jugendliche Arbeitsuchende. Im Laufe des Monats Januar 2016 wurde der auf 6 Monate befristete Vertrag für weitere 6 Monate verlängert; ein weiteres Mal kann er nicht verlängert werden. Nach ihrem Weggang wird das Bezirksgericht Greyerz wieder mit dem gewohnten Personalmangel zu kämpfen haben, zumal das Personal schon heute Mühe hat, die anfallende Arbeit in den festgesetzten Fristen zu erledigen. Wir können nur wieder betonen, wie dringend die Schaffung einer ständigen Gerichtsschreiberstelle ist, damit die Vorbereitung und die Redaktion der Urteile in vernünftiger Frist gewährleistet werden können und damit eine zusätzliche Anhäufung von Verzögerungen verhindert werden kann. Wir müssen deshalb einmal mehr um eine 100 %-Stelle für einen Gerichtsschreiber für erstinstanzliche Verfahren bitten.

Im Jahr 2015 haben folgende Gerichtsschreiberinnen-Praktikantinnen und Gerichtsschreiber-Praktikanten beim Bezirksgericht Greyerz ausgeholfen: Daniela Herren, Amélie Devaud, Yanick Corminbœuf, Elsa Gendre, Shermin Ceylan, Mirjam Aemisegger und Eric Clément.

Jean-Paul Ecoffey beendete am 31. Dezember 2015 aus Altersgründen seine Tätigkeit; auf ihn folgt Emeric Descloux.

Die interne Organisation gemäss Bericht 2014 hat sich nicht verändert.

Stand der Überstunden und der verbleibenden Ferientage am 31. Dezember 2015: Frédérique Bütikofer Repond: 456 Überstunden und 9 Ferientage, Claudia Dey Gremaud: 24,69 Überstunden und 6 Ferientage, Camille Perroud Sugnaux: 119,81 Überstunden und 4 Ferientage, Philippe Vallet: 29,7 Überstunden und 3,5 Ferientage sowie Nicolas Oberson: 67,15 Überstunden und 12 Ferientage. Das Total der Überstunden der erwähnten Personen beläuft sich inzwischen auf 697,35 Stunden.

2015 leistete das Personal des Sekretariats 78,92 Überstunden, verteilt auf 6 Personen. Was die Ferien angeht, haben sich beim Sekretariatspersonal im Jahr 2015 insgesamt 75 Tage angehäuft. Davon sind 7 Personen mit unterschiedlichen Beschäftigungsgraden betroffen. Bei den Gerichtsschreiberinnen ergaben sich bis am 31. Dezember 2015 für 2 Personen 44,97 Überstunden. Die Gerichtsschreiberinnen haben Ende 2015 noch 10 Ferientage zugute (2 Personen).

3.1.5.1.3. *Räumlichkeiten*

Mit den neuen Räumlichkeiten sind wir sehr zufrieden; sie sind funktional und komfortabel.

3.1.5.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.5.2.1. *Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)*

2015 hat das Bezirksgericht Greyerz einen leichten Rückgang bei der Zahl der eingetragenen Dossiers verzeichnet; für den Polizeirichter nahm diese Zahl hingegen zu. Beim Zivilgericht wurden 57 Dossiers ins Verzeichnis eingetragen, für 1418 Dossiers war der Präsident des Zivilgerichts zuständig. 196 Dossiers wurden 2015 für den Polizeirichter ins Verzeichnis eingetragen, während das Strafgericht 17 neue Dossiers eingetragen und 29 erledigt hat.

Die Arbeitsbelastung ist weiterhin sehr hoch, sowohl für die Präsidentinnen und den Präsidenten als auch für die Gerichtsschreiber, die Mühe haben, die laufenden Dossiers zu erledigen.

Mit einer zusätzlichen Gerichtsschreiberstelle zu 100 % wäre es möglich, die Arbeitslast und die neuen Dossiers zu bewältigen; zudem könnten die Magistratspersonen die Fristen für Vorladungen vernünftiger gestalten und die Dossiers schneller erledigen. Es ist angesichts der dargelegten chronischen Überlastung unabdingbar, die beantragten Stellen zu schaffen, wenn man das gute Funktionieren der Rechtsprechung in unserem Bezirk gewährleisten will.

3.1.5.2.2. *Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)*

Die einschlägigen Statistiken finden Sie im Anhang.

2015 hat das Zivilgericht Greyerz 57 neue Fälle ins Verzeichnis eingetragen; 51 Fälle hat es erledigt, 107 sind am 31. Dezember noch hängig. Der Präsident des Zivilgerichts Greyerz hat im Jahr 2015 1417 Fälle ins Verzeichnis eingetragen und 1464 erledigt; 313 sind am 31. Dezember noch hängig. Im Vergleich mit dem Vorjahr bedeutet das eine leichte Abnahme bei der Zahl der eingetragenen Fälle wie auch bei der Zahl der erledigten Fälle. Beim Arbeitsgericht hingegen stellt man eine leichte Zunahme sowohl der Fälle, die 2015 beim Präsidenten ins Verzeichnis eingetragen wurden (63), als auch der neuen Fälle für das Verzeichnis des Gerichts (16) fest.

Die Fälle aus dem Familienrecht beschäftigen die Magistratspersonen immer noch zur Hauptsache. Die Anhörungen von Kindern werden hauptsächlich von Carole Nigg und Maud Bussard sowie gelegentlich von den Magistratspersonen, die mit den zivilen Fällen betraut sind, durchgeführt.

88 Kinder wurden 2015 im Rahmen der hängigen Verfahren im Bereich Ehegüterrecht vor den Gerichtsbehörden des Greyerzbezirks angehört.

3.1.5.2.3. *Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)*

Die einschlägigen Statistiken finden Sie im Anhang.

Von den 225 neu eingetragenen Strafsachen im Jahr 2015 fallen 196 in die Zuständigkeit des Polizeirichters, 12 in diejenige des Präsidenten des Strafgerichts; für die restlichen 17 ist das Strafgericht zuständig.

Im Jahr 2015 beurteilte das Strafgericht des Greyerzbezirks 34 Personen für insgesamt 125 Straftaten; bei den Polizeirichtern waren es 101 Personen für insgesamt 77 Straftaten. Die Zahl der vom Strafgericht verhandelten Fälle hat gegenüber dem Vorjahr stark zugenommen; bei den Fällen in der Zuständigkeit des Polizeirichters lässt sich eine leichte Abnahme feststellen. Dies lässt sich leicht erklären: 2014 waren viele Fälle umfangreich und komplex; dazu kam die Abwesenheit von Präsidentin Frédérique Bütikofer Repond, die wegen ihrer Genesung ausschliesslich Strafsachen behandelte.

Die Zahl der im Jahr 2015 behandelten Fälle bleibt sehr hoch. 2015 wurden 133 Strafsachen vom Polizeirichter erledigt, 8 vom Präsidenten des Strafgerichts und 29 vom Strafgericht. Die Zahl der vom

Strafgericht erledigten Fälle hat sich gegenüber dem Vorjahr verdoppelt. Der Umfang und die Komplexität der Dossiers für das Strafgericht haben dazu geführt, dass weniger Fälle, für die der Polizeirichter zuständig ist, erledigt wurden.

3.1.5.2.4. *Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten*

Das Verhältnis zu den übrigen Behörden ist ausgezeichnet.

Bei den Zivil- und den Strafsachen muss man unterstreichen, wie schwierig es für das Sekretariat ist, die Verfahren zuzuweisen. Die Schwierigkeit, die Zeitpläne der verschiedenen Beteiligten (Staatsanwalt, Polizeibeamte, Kläger) mit demjenigen des Gerichts in Einklang zu bringen, auf die im letzten Bericht für die Straf- und die Zivilsachen hingewiesen wurde, besteht weiterhin. Deshalb werden die Anhörungen und Sitzungen lange im Voraus einberufen.

3.1.5.3. *Ausbildung*

Die Formulare mit den Weiterbildungen, welche die Magistratspersonen absolviert haben, finden Sie im Anhang zu diesem Bericht.

Das Personal der Gerichtsschreiberei kam ebenfalls in den Genuss von Weiterbildungskursen und -seminaren.

3.1.5.4. *Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

Das Bezirksgericht Greyerz möchte auf Artikel 60 Abs. 2 JG aufmerksam machen, bei dem man sich fragen kann, ob es sich um eine Organisationsnorm handelt oder ob er als versteckte Ausstandsforderung ausgelegt werden soll, was den zwingenden einschlägigen Bestimmungen der ZPO widersprechen würde.

3.1.6. Bezirksgericht See

3.1.6.1. *Zusammensetzung und Lokalitäten*

Vize-Präsidentin Suzanne Gilomen ist infolge Erreichen der Alterslimite per Ende 2015 aus dem Bezirksgericht See ausgeschieden. Sie wird aber weiterhin im Auftragsverhältnis Anhörungen von Kindern in eherechtlichen Verfahren durchführen.

Neben Suzanne Gilomen ist auch Beisitzerin Inge Cadonau infolge Erreichen der Alterslimite per Ende 2015 als Arbeitnehmervvertreterin aus dem Arbeitsgericht des Seebezirks ausgeschieden. Letztere wurde durch Frau Eliane Weber ersetzt, welche ihre Funktion am 1. Januar 2016 angetreten hat. Die Nachfolge von Frau Gilomen beim Arbeitsgericht konnte bis anhin mangels geeigneter Kandidaten - insbesondere wegen fehlender Mitgliedschaft in einer Arbeitnehmerorganisation gemäss Art. 55 JG - noch nicht geregelt werden.

3.1.6.1.1. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Markus Ducret war im Jahre 2015 der geschäftsleitende Präsident des Bezirksgerichts See.

Beim Personal waren im Berichtsjahr zwei Abgänge zu verzeichnen. Franziska Hunger hat ihre Stelle per 30. September 2015 und Sandrine Gobalet Stauffer ihre Stelle auf den 31. Dezember 2015 gekündigt. Die Stelle von Frau Hunger wird durch Frau Valérie Broch übernommen; die Stelle von Frau Gobalet wird von Frau Katrin Stahl besetzt werden, welche seit dem 1. September 2014 an unserem Gericht arbeitet und uns bis jetzt freundlicherweise von der Staatsanwaltschaft überlassen wurde.

Im Jahre 2015 haben drei Praktikantinnen je ein sechsmonatiges Praktikum absolviert oder begonnen: Isabelle Thürlemann bis 31. März 2015; Noémie Zürcher vom 1. April - 31. Dezember 2015 (inkl. Verlängerung um 3 Monate) und Anna Gruber seit dem 1. Oktober 2015.

3.1.6.1.2. *Lokalitäten*

Die Lokalitäten haben keine Veränderungen erfahren, nachdem im Jahre 2014 der Gerichtssaal und zum Teil auch das Sekretariat umgestaltet wurden. Die Massnahmen haben sich bewährt, die Räume können nun besser genutzt werden.

3.1.6.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.6.2.1. *Allgemeines (Arbeitslast allgemein usw.)*

Die Arbeitslast ist unverändert hoch und liegt weiterhin über dem Durchschnitt der letzten fünf Jahre, auch wenn gegenüber dem Jahr 2014 - ein Ausnahmejahr - ein leichter Rückgang zu vermieden ist. Hingegen zeigt sich bei den Strafsachen eine stete Zunahme der Fälle, deren Komplexität zudem ebenfalls zunimmt. Weiter zeigt sich, dass das Bezirksgericht See zunehmend mit Fällen in französischer Sprache befasst wird, so dass die entsprechenden Ressourcen erhöht werden müssten, um eine zeitgerechte Behandlung und Erledigung der Angelegenheiten gewährleisten zu können. Der Justizrat wurde diesbezüglich bereits angegangen.

3.1.6.2.2. *Zivilsachen (Präsident, Gericht, Arbeit- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurs)*

Zivilgericht (ZG)

Im Jahre 2015 hatte das ZG 46 Eingänge (2014=35) zu verzeichnen, davon 24 in deutscher Sprache (52%) (2014=28). Im Berichtsjahr hat das ZG 37 Fälle (2014= 29) erledigt, wovon deren 27 auf Deutsch (2014=14). Per 31. Dezember 2015 mussten insgesamt 46 Fälle auf das neue Jahr übertragen werden, davon 34 auf Deutsch.

Gerichtspräsident/-in (GP)

Beim Einzelrichter wurden im Berichtsjahr 822 Fälle (2014=964) anhängig gemacht. Davon wurden 468 Verfahren (2014=611) in deutscher Sprache (57%) durchgeführt. Im Berichtsjahr wurden 852 Fälle (2014=881) erledigt. Auf das folgende Jahr mussten 165 Verfahren (2014=197) übertragen werden, davon 98 auf Deutsch.

Von den vorgenannten Verfahren betrafen 461 Fälle SCHKG-Sachen (2014=485). Es wurden 269 Entscheide in Rechtsöffnungsverfahren und 127 Entscheide in Konkursangelegenheiten gefällt.

Präsident/ -in Arbeitsgericht (PAG)

Im Jahre 2015 wurden 50 Fälle (2014=37) vor dem PAG eingereicht, davon deren 35 (2014=16) in deutscher Sprache. Es wurden 43 Schlichtungen (2014=28) durchgeführt und 4 Entscheide (2014=18) gefällt. Per Ende Jahr waren 14 Fälle (2014=12) unerledigt, wovon 10 auf Deutsch.

Arbeitsgericht (AG)

Beim AG wurden im Jahre 2015 11 Verfahren (2014=5) anhängig gemacht, wovon 7 in deutscher Sprache. 8 Angelegenheiten (2014=6) konnten erledigt werden und 8 Fälle mussten auf das Jahr 2016 übertragen werden.

Mietgericht

Die entsprechenden Zahlen sind dem Bericht des Präsidenten des Mietgerichts des Sense- und Seebezirks, Dr. Reinold Raemy, zu entnehmen, dem diesbezüglich rapportiert wurde.

Die „Zweigstelle“ des Seebezirks hat folgende Zahlen zu vermelden:

Präsident des Mietgerichts

Im Jahre 2015 wurden 21 neue Fälle anhängig gemacht (d=11). 20 Fälle konnten erledigt werden. Zwei Fälle mussten auf das Folgejahr übertragen werden.

Mietgericht

Im Jahre 2015 wurden 10 neue Fälle anhängig gemacht (d=4). 6 Fälle konnten erledigt werden. 7 Fälle mussten auf das Folgejahr übertragen werden

3.1.6.2.3. Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Polizeirichter/ -in (PR)

Im Jahre 2015 wurden dem PR 129 Fälle (2014=115) zur Beurteilung überwiesen: 45 Einsprachen gegen Strafbefehle der Staatsanwaltschaft; 71 Einsprachen gegen Strafbefehle des Oberamtmannes, 0 Einsprachen gegen Bussenverfügungen von Gemeinden, 13 direkte Überweisungen. Die Polizeirichter haben 130 Angelegenheiten (2014=88) erledigt. 55 pendente Fälle mussten auf das Folgejahr übertragen werden.
Strafgericht See

Dem Strafgericht des Seebezirks wurden im Jahre 2015 14 Personen (2014=22) zur Beurteilung überwiesen. Das Strafgericht hat 17 Personen (2014=12) abgeurteilt. 7 Fälle mussten auf das Jahr 2016 übertragen werden.

3.1.6.2.4. Beziehungen zu den Behörden, den Anwälten und weiteren Beteiligten

Es bestehen diesbezüglich keine Probleme.

3.1.6.3. *Weiterbildung*

Die Präsidentin und der Präsident sowie die Gerichtsschreiberin und der Gerichtsschreiber haben verschiedene Weiterbildungsveranstaltungen besucht. Es wird auf die beiliegenden speziellen Listen verwiesen.

3.1.6.4. *Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

Das Arbeitsgericht kann Gerichtsgebühren bis CHF 3'000.00, bei besonderen Schwierigkeiten bis zu CHF 6'000.00 auferlegen (Art. 22 JR). Auch in Angelegenheiten vor dem Arbeitsgericht kann der Streitwert schnell einmal mehrere Hunderttausend Franken betragen, wenn z.B. ein Bonus eingeklagt wird. Eine Gebührenschränke von CHF 6'000.00 rechtfertigt sich daher nicht. Es wird vielmehr beantragt, dass diese Schranke aufgehoben wird.

Bei der Durchsicht des Jahresberichtes des Justizrates für das Jahr 2014 wurde festgestellt, dass die Statistiken bei den Zivilgerichten nicht einheitlich geführt wurden. In der Zwischenzeit wurde eine Arbeitsgruppe eingesetzt, welche sich dieser Sache annahm und verschiedene Weisungen erliess. Es bleibt zu hoffen, dass damit die Aussagekraft der Statistiken erhöht werden konnte.

3.1.7. Bezirksgericht Glane

3.1.7.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

3.1.7.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

An der Zusammensetzung des Gerichts änderte sich 2015 nichts.

3.1.7.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Der Gerichtsschreiberei gehören ein Präsident, ein Chefgerichtsschreiber zu 100 %, eine Gerichtsschreiber-Adjunktin zu ungefähr 30 %, ein Anwaltspraktikant, eine Sekretärin zu 90 %, eine Sekretärin zu 60 % und eine Lernende an.

Marie-Françoise Pauchard ist am 30. Juni 2015 in den Ruhestand getreten. Dominika Stefaniuk Roulin wurde auf den 1. Juli 2015 als stellvertretende Gerichtsschreiberin zu 30 % angestellt.

3.1.7.1.3. *Räumlichkeiten*

Die Räumlichkeiten geben zu keinerlei Beanstandung Anlass.

3.1.7.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.7.2.1. *Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)*

Die Arbeitslast wird immer schwerer.

3.1.7.2.2. *Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)*

Mit dem Einigungsverfahren lässt sich manche Angelegenheit erledigen.

3.1.7.2.3. *Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)*

Trotz des Umfangs gewisser Dossiers konnten die Straffälle innert nützlicher Frist behandelt werden.

3.1.7.2.4. *Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten*

Im Allgemeinen ist das Verhältnis zu den Anwälten gut.

3.1.7.3. *Ausbildung*

Der Präsident und die Gerichtsschreiber nahmen an verschiedenen Weiterbildungen teil, die von den Universitäten und vom Freiburger Anwaltsverband angeboten wurden.

3.1.7.4. *Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

Nichts zu verzeichnen.

3.1.8. Bezirksgericht Broye

3.1.8.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

3.1.8.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

In seinem Jahresbericht 2013 hatte das Bezirksgericht Broye darauf bestanden, bei seiner Arbeit entlastet zu werden, um einen Engpass in seiner Tätigkeit zu verhindern. Die Dotierung des Präsidiums betrug damals 1,5 VZÄ. Im Juni 2014 reichte das Gericht beim Justizrat einen entsprechenden Antrag ein. Der Justizrat bewilligte den Antrag und ernannte Anwältin Marlène Collaud für 6 Monate zur Ad-hoc-Präsidentin. Ihre vollzeitliche Tätigkeit dauerte vom 1. Dezember 2014 bis 31. Mai 2015. Zusätzlich zu dieser Massnahme wurde für denselben Zeitraum Rechtsanwältin Zoé Esseiva als Gerichtsschreiberin angestellt.

Am 10. März 2015 haben die unterzeichnenden Präsidenten beim Amt für Justiz einen Antrag für die Schaffung zweier ordentlicher Stellen eingereicht, 1 VZÄ für das Präsidium und 1 VZÄ für die Gerichtsschreiberei. Diese Stellen sollten in den Voranschlag 2016 aufgenommen werden. Nach dem Entscheid des Staatsrats, im Jahr 2016 für die Gerichtstätigkeit des Kantons Freiburg keine Stellen zu bewilligen, haben die Präsidenten des Bezirksgerichts Broye den Justizrat in einem Brief vom 13. Juli 2015 aufgefordert, beim Staatsrat zu intervenieren. Trotz dieser Intervention und trotz der Interventionen der Justizkommission des Grossen Rates und der Generalversammlung der Magistratspersonen hat der Staatsrat bis heute das Budget für die geforderten Stellen, die für die rechtsprecherische Tätigkeit des Bezirksgerichts Broye unentbehrlich sind, nicht bewilligt. Die Statistik 2015 bestätigt die starke Überlastung, auf die schon in den vergangenen Jahren aufmerksam gemacht wurde.

Bei den Beisitzerinnen und Beisitzern gibt es keine Änderungen zu verzeichnen.

3.1.8.1.2. *Personal*

Nach einer weitreichenden Erneuerung des Verwaltungspersonals im Jahr 2014 war 2015 diesbezüglich stabil.

Das Bezirksgericht Broye hingegen war mit langen Arbeitsunfähigkeiten konfrontiert. Maude Jaccot, Sekretärin zu 80 %, war vom 16. Januar bis 15. März 2015 voll arbeitsunfähig, danach teilweise arbeitsunfähig bis 30. Juni 2015. Dolores Pittet, Sekretärin zu 80 %, war vom 12. Januar bis 31. Juli 2015 voll arbeitsunfähig, danach teilweise arbeitsunfähig (50 % von 80 %) bis 31. Dezember 2015. Während dieser Abwesenheiten konnte das Gericht auf Stellvertreterinnen zählen: Fanny Geinoz, vom 26. Januar bis 27. Februar 2015 (100 %), und Justine Carnal, ab 1. März 2015 (50 %, dann 80 % von April bis August 2015 und 40 % ab 1. September 2015).

3 Gerichtsschreiberinnen-Praktikantinnen wurden im Rahmen ihrer Anwaltsausbildung angestellt: Daphné Roulin bis 31. März 2015, Sybille Bonvin vom 1. April bis 30. September 2015 und Dorianne Baettig ab 1. Oktober 2015.

Die Gerichtsschreiberei zählt 1,5 VZÄ, verteilt auf zwei Personen, zusätzlich zur Stelle des Chefgerichtsschreibers (90 %). Für das Sekretariat und die Buchhaltung stehen 4 Personen insgesamt 2,8 VZÄ zur Verfügung; dazu kommt eine Lernende (Jessica Guillet).

Aufgrund der Arbeitslast und der langen Fristen für die Vorladungen (man muss mit 5-6 Monaten rechnen, sogar für Schlichtungen) musste das Bezirksgericht Broye für zwei bedeutende Straffälle die Hilfe zweier stellvertretender Präsidenten (Gerichtspräsidenten des Glane- und des Vivisbachbezirks) in Anspruch nehmen.

3.1.8.1.3. *Räumlichkeiten*

In dieser Rubrik haben wir nichts Besonderes zu vermerken, ausser der Tatsache, dass der einzige Saal des Gerichts für sehr viele Sitzungen genutzt wurde. Wegen der Aushilfe der Ad-hoc-Präsidentin (100 %) während 6 Monaten war der Saal in dieser Zeit praktisch immer besetzt, was für die zeitliche Planung der Präsidenten nur wenig Spielraum liess.

3.1.8.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.8.2.1. *Allgemein*

Insgesamt hat sich die regelmässige und spürbare Zunahme der Arbeitslast des Gerichts, auf die in den vergangenen Berichten hingewiesen wurde, auf hohem Niveau stabilisiert: 1319 eingetragene Angelegenheiten im Jahr 2015 (2014: 1300; 2013: 1343; 2012: 1289; 2011: 1195, 2010: 1117; 2009: 1142, und 2008: 1079). Die Zahl der erledigten Fälle, die weiter zugenommen hat, hat einen neuen Rekord erreicht: 1324 Entscheide (2014: 1319; 2013: 1246; 2012: 1298; 2011: 1146, 2010: 1132; 2009: 1125, und 2008: 1120). Dank der eifrigen Arbeit des ganzen Gerichts und der Hilfe der Ad-hoc-Präsidentin konnte die Zahl der hängigen Fälle Ende 2015 auf 379 Fälle (334 Zivilfälle und 45 Straffälle) vermindert werden (2014: 381; 2013: 423; 2012: 319).

Im Zivilbereich nahm die Gesamtzahl neuer Fälle seit 2014 um 6,25 % zu. Vor allem die Zahl der neuen Fälle, für die der Gerichtspräsident zuständig ist, hat im Vergleich zum Vorjahr zugenommen; die entsprechende Zahl für das Gericht blieb stabil, allerdings auf sehr hohem Niveau und dies vor allem wegen der zahlreichen Fälle zum Baurecht (Werkverträge, Aufträge, definitives gesetzliches Grundpfandrecht), die oft komplex und zeitaufwendig sind. Die Zahl der eingetragenen Straffälle nahm hingegen ab. 2015 nahm auch die Zahl der Arbeitsgerichtsfälle merklich zu.

Die erledigten Geschäfte konnten bis jetzt dieser Zunahme folgen, aber das bedingte einen vorbildlichen Einsatz des Personals, der angesichts der Personaldotierung (1,5 VZÄ Präsidenten/Präsidentinnen und 2,4 VZÄ mit der Stelle des Chefgerichtsschreibers) und der Erschöpfung der Kräfte nicht beliebig ausgedehnt werden kann. Zudem half noch die Ad-hoc-Präsidentin tatkräftig aus. Wie wir schon in den vorangegangenen Berichten erwähnten, stellt man fest, dass die Zahl der unbehandelten Fälle jedes Jahr zunimmt, in diesem Jahr sogar trotz der Entlastungsmassnahmen. Die nicht erledigten Streitsachen bringen im Alltag eine sehr zeitaufwändige Korrespondenz mit sich, die zu bedeutenden Verspätungen und damit zu viel zu langen Fristen für die Vorladungen führt (5-6 Monate, ausserhalb der Ferienzeit im Sommer); solche Fristen können im Bereich des Eherechts nicht mehr toleriert werden. Eine weitere Folge ist eine zunehmende Zahl von superprovisorischen Verfügungen, eine zunehmende Komplexität der Fälle und eine Verlängerung der Redaktionsfristen, vor allem im Strafbereich (für ein Urteil des Strafgerichts muss man 12 Monate rechnen).

Vor diesem Hintergrund wurde die Bewilligung einer Stelle für eine Präsidentin/einen Präsidenten zu 100 % – auch wenn sie auf 6 Monate beschränkt war – zusammen mit einer Gerichtsschreiberinnenstelle als Hilfe empfunden, die den amtierenden Magistratspersonen ermöglichte, ihre Arbeit zu reorganisieren, damit vernünftiger Zuteilungs- und Erledigungsfristen beachtet werden können. Allerdings verlängerten sich diese Fristen nach dem Weggang Ende Mai 2015 der Ad-hoc-Präsidentin wieder markant. Zudem können der Magistratsperson, die während 6 Monaten aushilft, keine komplexen Zivilrechtsfälle übertragen werden; diese Person beschäftigt sich im Wesentlichen mit hängigen Straffällen und mit "kurzen" Zivilfällen (Schlichtungen, Scheidungen in gegenseitigem Einvernehmen mit vollständiger Einigung usw.). Trotz dieser Entlastung mussten die Präsidenten des Bezirksgerichts Broye weiterhin zahlreiche Überstunden leisten, um eine Blockade der Rechtsprechung wegen der chronischen Überlastung im Broyebezirk zu verhindern.

Deshalb ist es dringend angezeigt, eine ordentliche Präsidentenstelle und eine ordentliche Gerichtsschreiberstelle, beide zu 100 %, zu schaffen, wenn man den guten Betrieb der Rechtsprechung in unserem Bezirk gewährleisten und Fälle von beruflicher Erschöpfung vermeiden will. Mehr denn je schlagen die unterzeichnenden Präsidenten Alarm.

3.1.8.2.2. Zivilverfahren

Allgemein

Die Zahl der zivilen Angelegenheiten, die vor dem Zivilgericht und dem Präsidenten eröffnet wurden, erreicht wieder das Höchstniveau von 2013: 1224 Entscheide (2014: 1178; 2013: 1224; 2012: 1171; 2011: 1098, 2010: 1003; 2009: 1026 und 2008: 991).

Die Zahl der Entscheide überstieg erneut die Grenze von 1200 Angelegenheiten, die 2014 erreicht wurde: 1211 Entscheide (2014: 1202; 2013: 1131; 2012: 1199; 2011: 1015, 2010: 1028; 2009: 1015, und 2008: 1020).

In dieser Statistik sind alle behandelten zivilen Angelegenheiten, auch die arbeitsgerichtlichen Angelegenheiten sowie diejenigen, welche die Mietverträge und das SchKG betreffen, enthalten. Unter den Ziffern 2.2.2 bis 2.2.7 wird die Statistik nach Bereichen aufgeschlüsselt.

Zivilgericht

Eingetragene Angelegenheiten: 71 (2014: 74; 2013: 41, und 2012: 65).

Erledigte Angelegenheiten: 68 (2014: 57; 2013: 43, und 2012: 87).

In dieser Statistik sind die mietrechtlichen Angelegenheiten nicht enthalten.

Präsident des Zivilgerichts

Eingetragene Angelegenheiten: 541 (2014: 502; 2013: 572, und 2012: 483).

Erledigte Angelegenheiten: 530 (2014: 532; 2013: 508, und 2012: 490).

In dieser Statistik sind die Angelegenheiten aus den Bereichen Schuldbetreibung und Konkurs, Arbeitsgericht sowie Miete (Ausweisung) nicht enthalten.

Schuldbetreibung und Konkurs

Die Zahl der Angelegenheiten im Zusammenhang mit SchKG-Streitfällen bleibt auf hohem Niveau, nimmt jedoch gegenüber den Vorjahren leicht ab. 2015 wurden 537 Angelegenheiten eingetragen (2014: 552; 2013: 557; 2012: 496; 2011: 466; 2010: 493; 2009: 512, und 2008: 472). 2015 wurden 542 Angelegenheiten erledigt (2014: 565; 2013: 512; 2012: 515; 2011: 452; 2010: 494; 2009: 509, und 2008: 478).

Arbeitsgericht

Die Zahl der eingetragenen Fälle nahm 2015 gegenüber den Vorjahren merklich zu: 50 neue Angelegenheiten im Jahr 2015 (38 vor dem Präsidenten und 12 vor dem Gericht) (2014: 34; 2013: 37; 2012: 81; 2011: 36; 2010: 28; 2009: 32, und 2008: 32). 2015 wurden 49 Angelegenheiten erledigt (2014: 31; 2013: 49; 2012: 64; 2011: 35; 2010: 26; 2009: 40, und 2008: 26).

Vormundschafts- und Beistandschaftskammer

Diese Rubrik wurde gegenstandslos.

Stellvertreter des Präsidenten des Mietgerichts

Die Zahl der eingetragenen Ausweisungsanträge nahm 2015 ebenfalls markant zu, ohne jedoch den Rekordstand von 2012 zu erreichen: 25 (2014: 16; 2013: 17; 2012: 37, und 2011: 20). 22 Angelegenheiten wurden erledigt (2014: 18; 2013: 19, und 2012: 32).

3.1.8.2.3. Strafverfahren

2015 beläuft sich die Gesamtzahl der eingetragenen Straffälle auf 83, für die der Polizeirichter und der Präsident des Strafgerichts zuständig sind (unentgeltliche Rechtspflege) (2014: 100; 2013: 119; 2012: 95; 2011: 92; 2010: 100; 2009: 104, und 2008: 68) und auf 12 Fälle, für die das Strafgericht zuständig ist (2014: 22; 2013: 14; 2012: 23; 2011: 5; 2010: 12; 2009: 12, und 2008: 20), was insgesamt 95 Angelegenheiten ergibt (2014: 122; 2013: 133; 2012: 118; 2011: 97; 2010: 112, und 2009: 116).

Die Zahl der im Jahr 2015 behandelten Fälle ist wie schon 2013 und 2014 sehr hoch: 113 Angelegenheiten wurden erledigt (2014: 117; 2013: 115; 2012: 99; 2011: 109; 2010: 101; 2009: 110, und 2008: 88): Für 97 (einschliesslich 4 Entscheide über unentgeltliche Rechtshilfe) waren der Polizeirichter und der Gerichtspräsident (2014: 95, 2013: 97; 2012: 85; 2011: 99; 2010: 92; 2009: 96, und 2008: 72) und für 16 das Strafgericht (2014: 22; 2013: 18; 2012: 14; 2011: 10; 2010: 11; 2009: 16, und 2008: 16) zuständig.

3.1.8.2.4. Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Nichts zu vermerken.

3.1.8.3. Ausbildung

Präsidentin Bulliard Grosset hat am 2. September 2015 am Symposium der Universität Freiburg über das Familienrecht und am 11. Dezember 2015 am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbandes teilgenommen.

Wie in den vergangenen Jahren hielt Präsident Meuwly am 12. Mai 2015 einen Vortrag zum Thema «Der Unterhalt des Kindes bei verheirateten und bei unverheirateten Paaren», der von der Weiterbildungsstelle der Universität Freiburg im Rahmen des Tages zum Thema «Das Schicksal des Kindes im Scheidungsrecht» organisiert wurde. Wie seine Kollegin nahm er am Symposium über das Familienrecht und am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbandes teil.

Die unterzeichnenden Präsidenten bedauern, dass sie wegen der Überlastung des Bezirksgerichts Broye nicht mehr Zeit in ihre Weiterbildung investieren konnten.

Alle Mitarbeitenden des Gerichts besuchten im Rahmen der beruflichen Weiterbildung verschiedene Kurse und Fachseminare.

3.1.8.4. Verschiedenes

Nichts zu vermerken.

3.1.9. Bezirksgericht Vivisbach

3.1.9.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

3.1.9.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Am 17. November 2015 wurde Anita Genoud zur Beisitzerin am Bezirksgericht ernannt. Sie ersetzt Marie-Madeleine Rey, welche die Altersgrenze erreichte. Jean-Bernard Droux tritt am 31. März 2016 als Beisitzer beim Mietgericht zurück; sein Nachfolger wurde noch nicht bestimmt.

3.1.9.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Es ist keine Änderung zu verzeichnen. Jedoch tritt Chefgerichtsschreiber Boschung am 31. Mai 2016 in den Ruhestand. Seine Stelle wurde ausgeschrieben. Der Präsident hat seine Wahl getroffen; diese wurde aber von der Justizdirektion noch nicht bestätigt.

Die Gerichtsschreiber und das Personal der Gerichtsschreiberei verrichten ihre Aufgaben kompetent und zur vollen Zufriedenheit.

3.1.9.1.3. *Räumlichkeiten*

Keine Änderung. Die Räumlichkeiten genügen den gegenwärtigen Bedürfnissen kaum; das Sekretariat ist zu klein, und die Bibliothek dient auch als Beratungssaal und als Büro für die Gerichtsschreiber-Adjunktin, die zu 50 % angestellt ist. Deshalb können wir keine Lernenden und Praktikanten aufnehmen.

3.1.9.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.9.2.1. *Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)*

Die Arbeitslast wird immer grösser. Es wird je länger je schwieriger, vernünftige Fristen einzuhalten. Deshalb ist es nicht möglich, andere Gerichte zu entlasten.

3.1.9.2.2. *Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)*

vgl. Statistik.

3.1.9.2.3. *Strafverfahren (Polizeirichter, Strafgericht)*

vgl. Statistik.

3.1.9.2.4. *Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten*

Keine besonderen Schwierigkeiten.

3.1.9.3. *Ausbildung*

Die besuchten Ausbildungen wurden auf dem Ad-hoc-Formular gemeldet.

3.1.9.4. *Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

Keine Vorschläge.

3.1.10. Wirtschaftsstrafgericht

3.1.10.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

3.1.10.1.1. *Zusammensetzung des Gerichts*

Nach dem Rücktritt des stellvertretenden Präsidenten ist diese Stelle im Moment offen. Mit Schreiben vom 6. Januar 2016 wurde gefordert, dass diese Stelle mit einer zweisprachigen Magistratsperson besetzt werde, da das Wirtschaftsstrafgericht ein erstinstanzliches kantonales Gericht ist, bei dem Angelegenheiten sowohl in deutscher als auch in französischer Sprache behandelt werden.

3.1.10.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Fabienne Cajoux, Gerichtsschreiberin, Inhaberin des Anwaltpatents, zu 100 % seit dem 1. Juni 2001, zu meiner Verfügung seit dem 1. September 2010.

Caroline Gauch, Inhaberin des Anwaltpatents und Doktor der Rechtswissenschaften, seit dem 1. Januar 2012, zu 50 % beim Bezirksgericht Saane und beim Wirtschaftsstrafgericht, für die deutschsprachigen Sachen. Caroline Gauch war vom 1. April 2015 bis 30. September 2015 im Mutterschaftsurlaub: Sie wurde in dieser Zeit durch Alexandra Müller, Inhaberin des Anwaltpatents, ersetzt. Caroline Gauch wirkt zudem zu 10 % als Präsidentin des Arbeitsgerichts.

Danièle Creteigny, Sekretärin, arbeitet beim Wirtschaftsstrafgericht seit dem 1. Januar 1999 zu 100 %. Ihr Beschäftigungsgrad konnte von 80 % auf 100 % erhöht werden, allerdings nur bis Ende 2016. Es wäre wünschenswert, dass ihr Beschäftigungsgrad unbefristet auf 100 % erhöht wird.

Seit 1. April 2014 steht ein deutschsprachiger Gerichtsschreiber-Praktikant für die deutschsprachigen Fälle des Wirtschaftsstrafgerichts, des Bezirksgerichts Saane und des Arbeitsgerichts zur Verfügung.

3.1.10.1.3. *Räumlichkeiten*

Da das Wirtschaftsstrafgericht administrativ dem Bezirksgericht Saane zugewiesen ist, befinden sich seine Räumlichkeiten am Sitz des Bezirksgerichts Saane, Route des Arsenaux 17, in Freiburg. Es sei darauf hingewiesen, dass diese angemessen sind und vollkommen der Tätigkeit und den Bedürfnissen des Wirtschaftsstrafgerichts entsprechen. Allerdings stellt die Sicherheit ein Problem dar. Das Notwendige wurde eingeleitet, und eine Studie über den Sicherheitsaspekt des Gebäudes wird durchgeführt.

3.1.10.2. *Gerichtstätigkeit*

3.1.10.2.1. *Allgemein*

Trotz des Einsatzes aller Mitglieder des Wirtschaftsstrafgerichts hat die Arbeitslast zugenommen. Das liegt daran, dass der Unterzeichnende mehr für das Strafgericht des Saanebezirks arbeitete, um für Präsident Nicolas Ayer einzuspringen, der ab Anfang Januar 2015 krankheitsbedingt abwesend war.

2015 tagte das Wirtschaftsgericht wie folgt:

- > 1 Sitzung im Juli 2015 (der Entscheid wird später gefällt) mit einem Beschuldigten (Präs. Alain Gautschi)
- > 1 Prozess im September 2015 mit einem Beschuldigten (Verbindung zweier Fälle – Präs. Alain Gautschi)
- > 1 Prozess im November 2015 mit zwei Beschuldigten (Präs. Alain Gautschi)

Da die Angelegenheit, die im September unter dem Vorsitz des Unterzeichnenden beurteilt wurde, komplex ist, ist die Urteilsredaktion noch im Gang. Sie dürfte jedoch im Laufe des Monats Januar 2016 abgeschlossen werden.

3.1.10.2.2. *Angelegenheiten des Wirtschaftsstrafgerichts*

Bis heute sind noch 12 Angelegenheiten im Verzeichnis eingetragen: Eine wird in den Monaten März/April, eine in den Monaten Mai/Juni, zwei werden im September 2016 und 3 im Dezember 2016/Januar 2017 behandelt. Vier Fälle befinden sich in den Händen von Präsident Peter Rentsch, nachdem der Unterzeichnende in den Ausstand getreten ist. In einer Angelegenheit muss über die Verwertung eines Objekts befunden werden bzw. über eine teils beschlagnahmte Wohnung. Dieser Fall wird im Laufe des Jahres 2016 behandelt.

3.1.10.2.3. *Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten*

Keine besonderen Bemerkungen.

3.1.10.3. *Ausbildung*

Alain Gautschi hat 4 Weiterbildungstage an der Hochschule ARC in Neuenburg und bei der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft (SKG) in Martinach besucht. Caroline Gauch nahm an 3 Kurstagen bei der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und an einem 1 Tag an der St. Galler Tagung zum Arbeitsrecht teil.

3.1.10.4. *Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)*

Der Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts und das Personal unter Ziff. 1.1.1.1.2 stellen ebenfalls die Behandlung der ordentlichen Strafsachen des Saanebezirks (sowohl in der deutsch- als auch in der französischsprachigen Abteilung) und der deutschsprachigen Angelegenheiten des Zivilgerichts des Saanebezirks sicher. Deshalb sei darauf hingewiesen, dass das Gericht neben seiner Rolle als Wirtschaftsstrafgericht 17 Personen (davon 5 in deutscher Sprache) als Bezirksstrafgericht beurteilt und 74 Personen vor den Polizeirichter gebracht hat (davon 16 in deutscher Sprache). Schliesslich ergingen 63 Urteile in deutschsprachigen Sachen des Zivilgerichts des Saanebezirks.

3.2. Partie statistique / Statistischer Teil

Affaires civiles / Zivilverfahren

3.2.1.1. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle / Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	193 ¹⁾	194 ²⁾	222 ³⁾
Singine / Sense	21	16	28
Gruyère / Greyerz	57	51	107
Lac / See	46 ⁴⁾	37 ⁵⁾	53 ⁶⁾
Glâne / Glane	24	24	23
Broye / Broye	71	68	82
Veveyse / Vivisbach	24	30	45
Total	436	420	560

En 2014	452	415	532
En 2013	356	426	497
En 2012	593	645	576

(1) dont 6 en allemand / davon 6 auf Deutsch (2014: 9)

(2) dont 8 en allemand / davon 8 auf Deutsch (2014: 5)

(3) dont 7 en allemand / davon 7 auf Deutsch (2014: 10)

(4) dont 22 en français / davon 22 auf Französisch (2014: 7)

(5) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch (2014: 15)

(6) dont 19 en français / davon 19 auf Französisch (2014: 8)

Objets des jugements rendus Gegenstand der Entscheide	Sarine Sarine	Singine Singine	Grayère Grayère	Lac Lac	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Veveyse	<i>Total</i>
A. Code civil / Zivilgesetzbuch								
1. Droit des personnes / Personenrecht	1	0	0	0	0	0	0	1
2. Droit de la famille / Familienrecht								
a) divorce / Scheidung	106	6	33	18	9	33	11	216
b) modification du jugement de divorce/ Änderung von Scheidungsurteilen	56	1	3	8	4	13	8	93
c) séparation de corps/ Trennung	0	0	0	0	1	0	0	1
d) action en désaveu / Anfechtungsklage	0	0	0	0	0	0	0	0
e) recherche en paternité / Vaterschaftsklage	0	0	0	1	1	0	0	2
f) droit de la tutelle / Vormundschaftsrecht	0	0	0	0	0	0	0	0
g) divers / Verschiedenes	4	1	0	1	0	0	1	7
3. Droit des successions / Erbrecht	3	2	1	2	0	3	1	12
4. Droits réels / Sachenrecht	4	2	0	1	1	5	4	17
B. Code des obligations / Obligationenrecht								
1. Actions résultant des contrats / Klagen aus Vertrag	15	2	7	5	2	8	2	41
2. Actions résultant d'actes illicites / Klagen aus unerlaubter Handlung	2	0	1	0	1	2	0	6
3. Droit des sociétés / Gesellschaftsrecht	4	0	0	0	1	0	3	8
4. Autres / Andere	1	2	0	0	4	0	0	7
C. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	6	0	6	1	0	4	0	17
Total général / Gesamttotal	202	16	51	37	24	68	30	428

Présidents de tribunaux / *Gerichtspräsidenten*

Président de tribunaux <i>Gerichtspräsidenten</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Affaires liquidées / <i>Erledigte Angelegenheiten</i>	Affaires en cours / <i>hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2013 / <i>davon bis 31.12.2013 eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	3593 ¹⁾	3581 ²⁾	698 ³⁾	33
Singine / <i>Sense</i>	743	720	165	1
Gruyère / <i>Greyerz</i>	1417	1464	313	13
Lac / <i>See</i>	822 ⁴⁾	852 ⁵⁾	165 ⁶⁾	1
Glâne / <i>Glane</i>	682	664	102	7
Broye / <i>Broye</i>	1078	1072	234	2
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	512	511	87	5
Total	8847	8864	1764	62

En 2014	9301	9119	1835
En 2013	8894	8984	1745
En 2012	8986	8871	1954

(1) dont 45 en allemand / *davon 45 auf Deutsch (2014: 56)*

(2) dont 55 en allemand / *davon 55 auf Deutsch (2014: 57)*

(3) dont 6 en allemand / *davon 6 auf Deutsch (2014: 13)*

(4) dont 354 en français / *davon 354 auf Französisch (2014: 353)*

(5) dont 367 en français / *davon 367 auf Französisch (2014: 305)*

(6) dont 67 en français / *davon 67 auf Französisch (2014: 83)*

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Sarine	Singine Sengne	Grayère Gregerer	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vrisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	202	38	88	42	41	49	27	487
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	4	0	3	1	1	0	0	9
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC/ZGB) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	190	17	69	33	32	52	34	427
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let.aLJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	202	14	67	12	12	65	9	381
5. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	219	59	80	43	39	95	36	571
6. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	15	4	6	9	6	38	9	87
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire/ <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	606	103	236	113	79	125	64	1326
8. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	1751	329	679	461	342	542	253	4357
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1081	189	407	269	212	370	177	2705
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP/SchKG)/ <i>Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren</i>	9	0	0	0	0	0	1	10
c) Action en constatation négative (art. 85a LP/ SchKG)/ <i>Negative Feststellungsklage</i>	1	1	3	1	0	3	2	11
d) Action en contestation de l'épuration de l'état de charges (art. 140 LP/SchKG)/ <i>Bestreitung der Lastenbereinigung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
e) Contestation de l'état de collocation/ <i>Klage auf Anfechtung des Kollokationsplans</i>	2	0	1	0	0	0	1	4
f) Ouverture de la faillite/ <i>Konkursöffnung</i>	311	63	141	101	85	112	26	839
g) Suspension de la faillite faute d'actif/ <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	141	23	30	26	23	21	8	272
h) Liquidation sommaire de la faillite/ <i>Summarisches Konkursverfahren</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
i) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG)/ <i>Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	69	18	23	21	6	12	4	153
j) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al.4 LP/SchKG)/ <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des Neuen Vermögens</i>	2	2	0	2	0	0	2	8
k) Clôture de faillite/ <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	111	27	46	21	14	13	26	258
l) Séquestre/ <i>Arrest</i>	10	2	17	1	0	7	5	42
m) Sursis concordataire/ <i>Nachlassstundung</i>	2	0	0	0	1	0	0	3
n) Concordats homologués/ <i>Bestätigte Nachlassverträge</i> dont/davon								
aa) Concordats-dividende (ordinaires)/ <i>Ordentliche Nachlassverträge</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
bb) Concordats par abandon d'actif/ <i>Nachlassverträge mit Vermögens- Abtretung</i>								
o) Révocation du concordat/Widerruf des <i>Nachlassvertrags</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
p) Divers/ <i>Verschiedenes</i>	11	4	11	19	1	4	1	51

Objets des jugements et ordonnances rendus Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
9. Bénéfices d'inventaires / Inventaraufnahmen	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Répudiation de successions / Ausschlagung der Erbschaft	0	0	370	0	0	0	11	48
11. Annulation de titres / Aufhebung von Wertpapieren	38	8	21	9	4	10	5	35
12. Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren	13	19	36	16	4	13	8	109
13. Exécution des jugements (art. 39CPC/ZPO) Urteilsvollstreckung	13	2	1	2	3	5	0	26
14. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC/ ZPO) Schlichtungsverfahren	273	47	70	70	58	88	36	642
a) Transaction/ Einigung	50	13	14	20	22	27	6	152
b) Autorisation de procéder/ Klagebewilligung	97	14	32	25	20	28	14	230
c) Proposition de jugement/ Urteilsvorschlag	10	2	2	2	1	1	0	18
d) Jugement / Urteil	42	7	12	7	4	5	9	86
e) Autres / andere	74	11	10	16	11	27	7	156
15. Divers / Verschiedenes	215	80	72	41	43	78	19	548
Total général / Gesamttotal	*3468	720	1465	852	664	*1072	511	9113

*ce chiffre ne comprend pas le point 14.

3.2.1.2. Juridiction des prud'hommes / Arbeitsgericht

Présidents des tribunaux des prud'hommes / Präsidenten der Arbeitsgerichte

Les Présidents des tribunaux des prud'hommes ont été saisis de 402 causes (2014: 363, 2013: 314, 2012: 423, 2011: 348, 2010: 204) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Arbeitsgerichte wurden 402 Angelegenheiten eingereicht (2014: 363, 2013: 314, 2012: 423, 2011: 348, 2010: 204), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2015 / per 01.01.2015 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / abgeschlossene Fälle durch Versöhnungsver- handlung	Affaires pendantes au 31.12.2015 / per 31.12.2015 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	51 ¹⁾	189 ²⁾	25 ³⁾	160 ⁴⁾	55 ⁵⁾
Singine / Sense	7	23	2	24	4
Gruyère / Greyerz	16	63	27	33	19
Lac / See	12 ⁶⁾	50 ⁷⁾	4 ⁸⁾	43 ⁹⁾	14 ¹⁰⁾
Glâne / Glane	4	25	8	14	7
Broye / Broye	4	38	25	13	4
Veveyse / Vivisbach	2	14	9	3	4
Total	96	402	100	290	107

(1) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(2) dont 9 en allemand / davon 9 auf Deutsch

(3) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(4) dont 9 en allemand / davon 9 auf Deutsch

(5) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(6) dont 5 en français / davon 5 auf Französisch

(7) dont 15 en français / davon 15 auf Französisch

(8) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(9) dont 12 en français / davon 12 auf Französisch

(10) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

Tribunaux des prud'hommes / Arbeitsgerichte

Elles ont été saisies de 80 causes (2014 : 60, 2013: 58, 2012: 96, 2011: 59, 2010: 164) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 80 Angelegenheiten eingereicht (2014: 60, 2013: 58, 2012: 96, 2011: 59, 2010: 164), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2015 / per 01.01.2015 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / abgeschlossene Fälle durch Versöhnungsverhandlung	Affaires pendantes au 31.12.2015 / per 31.12.2015 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	29 ¹⁾	29 ²⁾	25 ³⁾	0	33 ⁴⁾
Singine / Sense	5	5	4	2	4
Gruyère / Greyerz	20	16	15	0	21
Lac / See	5 ⁵⁾	11 ⁶⁾	7 ⁷⁾	1	8 ⁸⁾
Glâne / Glane	1	1	0	2	0
Broye / Broye	10	12	6	5	11
Veveyse / Vivisbach	4	6	1	2	7
Total	74	80	58	12	84

(1) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch

(2) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(3) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch

(4) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(5) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

(6) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

(7) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(8) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

3.2.1.3. Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 349 causes (2014 : 289, 2013: 294, 2012: 357, 2011: 335, 2010: 338) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 349 Angelegenheiten eingereicht (2014: 289, 2013: 294, 2012: 357, 2011: 335, 2010: 338), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2014 / per 01.01.2014 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2015 / per 31.12.2015 hängige Angelegenheiten
Sarine / Saane	46	185	192	39
Singine et Lac / Sense und See	4 ¹⁾	36 ²⁾	34 ³⁾	6 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	17	128	124	20
Total	67	349	350	65

(1) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

(2) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch

(3) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch

(4) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

Tribunaux des baux / *Mietgerichte*

Ils ont été saisis de 108 causes (2014 : 83, 2013: 121, 2012: 85, 2011: 82, 2010: 199) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 108 Angelegenheiten eingereicht (2014: 83, 2013: 121, 2012: 85, 2011: 82, 2010: 199), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements / <i>Bezirke</i>	Affaires pendantes au 01.01.2015 / <i>per 01.01.2015</i> <i>hängige Angelegenheiten</i>	Nouvelles affaires inscrites au rôle / <i>neu eingereichte</i> <i>Angelegenheiten</i>	Jugements rendus / <i>gefällte</i> <i>Urteile</i>	Affaires pendantes au 31.12.2015 / <i>per 31.12.2015</i> <i>hängige Angelegenheit</i>
Sarine / <i>Saane</i>	35	40	31	44
Singine et Lac / <i>Sense und See</i>	8 ¹⁾	35 ²⁾	14 ³⁾	19 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / <i>Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach</i>	24	33	38	19
Total	67	108	83	82

(1) dont 1 en français / *davon 1 auf Französisch*

(2) dont 6 en français / *davon 6 auf Französisch*

(3) dont 4 en français / *davon 4 auf Französisch*

(4) dont 3 en français / *davon 3 auf Französisch*

3.2.1.4. Assistance judiciaire / *Unentgeltliche Rechtspflege*

En matière civile / *in Zivilsachen*

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / <i>Saane</i>	461	2	30	3
Singine / <i>Sense</i>	57	0	23	8
Gruyère / <i>Greyerz</i>	160	1	8	4
Lac / <i>See</i>	76	0	8	9
Glâne / <i>Glane</i>	56	1	7	3
Broye / <i>Broye</i>	77	1	20	2
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	53	0	3	2
Total	940	5	99	31

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	81	0	9	1
Singine / Sense	9	0	5	1
Gruyère / Greyerz	22	0	3	0
Lac / See	19	0	0	1
Glâne / Glane	12	0	0	0
Broye / Broye	4	0	2	0
Veveyse / Vivisbach	6	0	4	1
Total	153	0	23	4

3.2.2. Affaires pénales / Strafverfahren

3.2.2.1. Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

Nombre de personnes jugées: 167 (2014 : 140 ; 2013 : 132, 2012:131, 2011: 105, 2010: 163,). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 147 personnes à une peine privative de liberté et 15 personnes à une peine pécuniaire. 77 peines ont été assorties du sursis et 41 du sursis partiel. 21 mesures ont été prononcées. Les tribunaux ont infligé 78 amendes. 9 personnes ont été acquittées. Il y a eu 9 demandes d'indemnité par des personnes acquittées.

Anzahl der abgeurteilten Personen: 167 (2014 : 140 ; 2013: 132, 2012:131, 2011: 105, 2010: 163). Die Bezirksstrafgerichte haben 147 Personen zu Freiheitsstrafen und 15 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. In 77 Fällen wurde der bedingte und in 41 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. 21 Massnahmen wurden angeordnet. Weiter wurden in 78 Fällen Bussen verhängt. 9 Personen wurden freigesprochen. Es gab 9 Anträge auf Entschädigung durch freigesprochene Personen.

Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand	
		Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	72 ¹⁾	29	43	68	4	18	54
Singine / Sense	11	6	5	10	1	7	4
Gruyère / Greyerz	34	12	22	33	1	3	31
Lac / See	17 ²⁾	9	8	12	5	7	10
Glâne / Glane	9	7	2	8	1	3	6
Broye / Broye	16	5	11	13	3	6	10
Veveysse / Vivisbach	8	5	3	8	0	3	5
Total	167	73	94	152	15	47	120

(1) 5 procédures ont été conduites en allemand (2014: 1) / 5 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2014: 1)

(2) 10 procédures ont été conduites en français (2014: 9) / 10 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2014: 9)

Nombre d'infractions: <i>Anzahl strafbarer Handlungen:</i>	Sarine <i>Stanne</i>	Singine <i>Senze</i>	Grayère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Trisbach</i>	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)	15	0	13	2	4	4	0	38
Meurtre / <i>Vorsätzliche Tötung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Assassinat / <i>Mord</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Meurtre passionnel / <i>Totschlag</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Lésions corporelles / <i>Körperverletzungen</i>	7	0	9	1	3	3	0	23
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	7	0	4	1	1	1	0	14
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)	51	6	29	11	4	14	0	115
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	0	0	0	1	0	1	0	2
Vol / <i>Diebstahl</i>	18	2	17	3	1	7	0	48
Brigandage / <i>Raub</i>	9	1	0	0	0	0	0	10
Escroquerie / <i>Betrug</i>	3	1	0	2	0	0	0	6
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	0	0	3	0	0	0	0	3
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / <i>Check- und Kreditkartenmissbrauch</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / <i>Erpressung</i>	3	0	0	0	0	0	0	3
Gestion déloyale / <i>Ungetreue Geschäftsbesorgung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Recel / <i>Hehlerei</i>	3	0	0	0	0	0	0	3
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / <i>Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen</i>	0	0	0	1	1	1	0	3
Divers / <i>Verschiedenes</i>	14	2	9	4	2	5	0	36
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 CP / StGB)	5		6	1	1	0	0	13
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	20	2	16	4	4	5	0	51
Menaces / <i>Drohung</i>	0	0	5	1	0	1	0	7
Contrainte / <i>Nötigung</i>	5	0	2	1	2	0	0	10
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	13	2	9	2	0	4	0	30
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0	0	0	2	0	0	4

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sene	Gruyère Grevez	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Fribisbach	Total
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität (Art. 187-200 CP / StGB)	16	0	4	2	11	3	1	37
Mise en danger du développement de mineurs / Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen	4	0	2	0	3	1	1	11
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre	7	0	2	2	2	2	0	15
Divers / Verschiedenes	5	0	0	0	6	0	0	11
6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie (Art. 213-220 CP / StGB)	0	0	0	0	3	0	0	3
Violation d'une obligation d'entretien / Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	3	0	0	3
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 CP / StGB)	0	0	0	2	0	1	0	3
Incendie intentionnel / Brandstiftung	0	0	0	2	0	1	0	3
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Crimes ou délits contre la santé publique / Verbrechen und Vergehen gegen die öffentliche Gesundheit (Art. 230bis-236 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Propagation d'une maladie de l'homme / Verbreiten menschlicher Krankheiten	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Crimes ou délits contre les communications publiques / Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr (Art. 237-239 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertezeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht, (Art. 240-250 CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
11. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP / StGB)	2	1	2	2	0	2	0	9
12. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
12^{bis} Délits contre les intérêts de la communauté internationale / Straftaten gegen die Interessen der Völkergemeinschaft (Art. 264 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale / Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung (Art. 265-278 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0

14. Délits contre la volonté populaire / Vergehen gegen den Volkswillen (Art. 279-284 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt (Art. 285-295 CP / StGB)	5	0	2	2	0	2	0	11
16. Crime ou délit de nature à compromettre les relations avec l'étranger / Störung der Beziehungen zum Ausland (Art. 296-302 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP / StGB)	9	0	4	0	0	0	0	13
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	0	0	0	0	0	0	0	0
Blanchissage d'argent / Geldwäscherei	6	0	4	0	0	0	0	10
Fausse déclaration d'une partie en justice / Falsche Beweisaussage der Partei	1	0	0	0	0	0	0	1
Divers / Verschiedenes	2	0	0	0	0	0	0	2
18. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
19. Corruption / Bestechung (Art. 322 ^{let.} -322 ^{octies} CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Contravention à des dispositions du droit fédéral/ Übertretzungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 CP / StGB)	0	1	0	0	0	0	0	1
21. Infractions à la LCR / Verstöße gegen das SVG	12	4	19	8	0	10	4	57
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	1	0	1	0	0	0	0	2
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	1	0	10	1	0	4	4	20
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / Fahren in angetrunkenem Zustand)	1	1	5	1	0	2	0	10
Art. 94 (vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch)	0	0	0	0	0	0	0	0
Art. 95 (circulation sans permis / Fahren ohne Ausweis)	2	1	2	2	0	2	0	9
Divers / Verschiedenes	7	2	1	4	0	2	0	16
22. Infractions à la LStup / Verstöße gegen das BetmG	88	10	16	6	1	10	3	134
23. Infractions à la LALEtr / Verstöße gegen das AGAuG	21	2	9	1	0	4	0	37
24. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstöße gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	25	1	5	3	0	0	0	34
Total	270	27	125	44	28	55	8	557

3.2.2.2. Juges de police / Polizeirichter

Nombre de personnes renvoyées : 782 (2014 : 692, 2013: 778, 2012: 773, 2011: 906, 2010: 858).

Anzahl der überwiesenen Personen : 782 (2014 : 692, 2013: 778, 2012: 773, 2011: 906, 2010: 858).

Arrondissements Bezirke	Personnes renvoyées Überwiesene Personen	Condamnées Verurteilte	Acquittées Freigesprochene	Retrait de plainte ou d'opposition Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache
Sarine / Saane	327 ¹⁾	158	42	127
Singine / Sense	72	16	10	32
Gruyère / Greyerz	101	35	25	41
Lac / See	130 ²⁾	46	36	48
Glâne / Glane	53	37	3	13
Broye / Broye	89	57	9	23
Veveysse / Vivisbach	10	23	5	12
Total	782	372	130	296

(1) 16 procédures ont été conduites en allemand / 16 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2014: 18).

(2) 62 procédures ont été conduites en français / 62 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2014: 40).

Les juges de police ont condamné 43 personnes à des peines privatives de liberté (2014:35), 52 personnes à un travail d'intérêt général et 73 personnes à une peine pécuniaire. 5 mesure ont été prononcées. 156 peines ont été assorties du sursis et 14 du sursis partiel. Les juges de police ont infligé 228 amendes. 130 personnes ont été acquittées et 32 d'entre elles ont demandé à être indemnisées.

Die Polizeirichter haben 43 Personen zu einer Freiheitsstrafe (2014:35), 52 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 73 Person zu einer Geldstrafe verurteilt. Es wurde 5 Massnahmen angeordnet. In 156 Fällen wurde der bedingte und in 14 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. Weiter wurden 228 Bussen verhängt. 130 Personen wurden freigesprochen, 32 von ihnen haben eine Entschädigung beantragt.

Nombre d'infractions: Anzahl straffbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveysse Vivisbach	Total
Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB	123	36	38	23	27	32	6	285
Atteinte à l'intégrité corporelle / Körperverletzungen	16	4	4	2	10	7	1	44
Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen	29	15	9	12	4	10	3	82
Atteinte à l'honneur / Ehrverletzungen	9	4	5	1	1	8	0	28
Atteinte au mœurs / Sittlichkeitsdelikte	5	0	1	1	0	0	1	8
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	26	1	5	0	0	1	0	33
Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts	0	0	0	0	1	0	1	2
Conversion d'amendes en arrêts / Umwandlungen von Bussen in Haft	6	1	0	0	0	0	0	7
Divers / Verschiedenes	32	11	14	7	11	6	0	81

Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGSiGB	19	4	0	0	4	3	0	30
(Art. 8 LACP / EGSiGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	19	4	0	0	4	3	0	30
Infractions / Strafbare Handlungen	152	54	39	20	42	49	32	388
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	1	0	0	0	1	0	0	2
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	0	1	0	2	0	2	0	5
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	4	0	4
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	26	1	8	0	2	0	5	42
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	1	0	0	0	2	0	0	3
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	2	3	0	0	1	0	0	6
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	4	0	0	0	2	0	0	6
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	5	3	0	0	0	1	0	9
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	1	0	0	0	1	0	2
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	0	0	0	2	0	2
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	86	32	21	12	24	30	21	226
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	20	3	2	3	5	4	3	40
Divers / Verschiedenes	7	10	8	3	5	5	3	41
TOTAL	294	94	77	43	73	84	38	703

3.2.2.3. Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht

Nombre de personnes jugées: 3 (2014 : 2 ; 2013: 1, 2012: 4, 2011: 9, 2010: 3). Le Tribunal a condamné 3 personnes à une peine privative de liberté. 2 peines ont été assorties du sursis.

Anzahl abgeurteilter Personen: 3 (2014 : 2 ; 2013: 1, 2012: 4, 2011: 9, 2010: 3). Das Gericht hat 3 Personen zu einer Freiheitsstrafe verurteilt. Es wurden 2 bedingte Strafen ausgesprochen.

Récapitulation / Zusammenfassung

En 2015, 952 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (2014 : 834 ; 2013: 911, 2012: 908, 2011: 1020, 2010: 1024).

2015 wurden 952 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (2014 : 834 ; 2013: 911, 2012: 908, 2011: 1020, 2010: 1024).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Sarine / Saane	72	327	0	399
Singine / Sense	11	72	0	83
Gruyère / Greyerz	34	101	0	135
Lac / See	17	130	0	147
Glâne / Glane	9	53	0	62
Broye / Broye	16	89	0	105
Veveyse / Vivisbach	8	10	0	18
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	0	0	3	3
Total	167	782	3	952

Nature du jugement / Art des Urteils	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	9	130	0	139
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées/ <i>Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen</i>	9	32	0	41
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	147	43	3	193
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	1	52	0	53
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	15	73	0	88
à l'amende / <i>zur Busse</i>	78	228	1	305
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	77	156	2	235
Dont assorties du sursis partiel / <i>davon unter Gewährung der teilbedingte Strafen</i>	41	14	0	55
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	0	296	0	296

3.2.2.4. Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis / Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	Total
Sarine / Saane	28	27	0	55
Singine / Sense	1	3	0	4
Gruyère / Greyerz	6	5	0	11
Lac / See	3	1	0	4
Glâne / Glane	2	4	0	6
Broye / Broye	3	7	0	10
Veveyse / Vivisbach	1	0	0	1
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	0	0	3	3
Total	44	47	3	94

3.2.2.5. Détention préventive / Untersuchungshaft

	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse, <i>Vivisbach</i>	TPE <i>WSG</i>	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft zum Zeitpunkt des Urteils</i>	26	0	4	0	2	5	3	0	40
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	1759	0	3130	0	273	728	142	0	6032

4. Tribunal des mesures de contrainte

4.1. Partie générale

4.1.1. Compétences

Conformément à l'art. 18 CPP, le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, investigation secrète (agent infiltré), prélèvement d'échantillons (ADN) lors d'enquêtes de grande envergure].

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ.

4.1.2. Remarques générales

4.1.2.1. Juges

Le Tribunal des mesures de contrainte se compose de trois juges ordinaires, soit Michel Wuilleret, Felix Baumann et Géraldine Pontelli-Barras, chacun à un taux d'activité de 50 %, ainsi que de quatre juges suppléants, soit Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré et Reinold Raemy, Présidents de première instance, et Peter Stoller, Greffier au Tribunal de l'arrondissement du Lac.

Le Tribunal des mesures de contrainte juge sans greffier ou greffière (art. 73 al. 1 LJ).

4.1.2.2. Secrétariat

Maria Meyer-Dorado, cheffe de bureau, est engagée à 50 %. Présente tous les matins, elle assure, outre le travail ordinaire de secrétariat, la tenue de la comptabilité du Tribunal.

Une nouvelle fois, par le biais d'un « contrat sur le crédit des jeunes demandeurs d'emploi » de durée limitée, le Tribunal a pu s'attacher les services de Sanja Shosheva (jusqu'au 31 octobre 2015) et de Charlotte Bürgy (depuis le 2 novembre 2015), toutes deux pour un taux d'activité global de 60 %, soit tous les après-midis, plus un matin par semaine. De plus, depuis le 1^{er} septembre 2015, le Tribunal assure la formation d'un stagiaire « 3+1 », Thuyanthan Kumarasamy, pour une durée d'une année.

C'est le lieu de relever que sans ces appuis extrabudgétaires, le fonctionnement normal du Tribunal, en particulier le respect des délais légaux, ne pourrait être assuré à satisfaction.

Durant l'été 2015, le Tribunal a pu profiter de l'appui d'un étudiant en droit, Daniel de Charrière de Sévery, qui a effectué un stage universitaire non rémunéré au Tribunal pendant 2 mois. Durant l'automne 2015, le Tribunal a également pu profiter de l'appui d'une étudiante en droit, Juçara Thür, qui a effectué un stage universitaire non rémunéré au Tribunal pendant 2 mois. Ces étudiants ont rédigé des projets d'ordonnances et préparé des procès-verbaux, assisté aux audiences, fait des recherches juridiques et effectué des tâches de secrétariat. Le Tribunal souhaite reconduire cette expérience très positive l'année prochaine.

4.1.2.3. Locaux

Les locaux du Tribunal des mesures de contrainte sont situés Place de Notre-Dame 8, à Fribourg, dans un bâtiment qui accueille en outre le Conseil de la magistrature et six appartements privés. Il dispose actuellement de cinq pièces dont trois occupées par les trois juges ordinaires, la quatrième par le secrétariat / réception, ainsi que d'une cuisine / bibliothèque. Pour des raisons évidentes de sécurité et de confidentialité mais aussi de place, elles ne peuvent être utilisées pour les auditions des parties. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine met une salle d'audience à disposition, à raison de 4 jours par semaine. Les mercredis, celle-ci est occupée par l'Autorité de conciliation en matière des baux. Cependant, jusqu'à maintenant, le Tribunal de la Sarine, par son huissier, Jacques Oberson, a toujours trouvé une salle si une audience devait avoir lieu un mercredi. Cette solution assure le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit, satisfait également aux exigences de la Police (convoyeurs), garantit une certaine discrétion et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leur client dans des locaux sécurisés. Elle présente, en revanche, le gros inconvénient d'exiger du juge et de la secrétaire de se déplacer, d'où une perte de temps considérable. La proximité du Tribunal avec le Ministère public offre cependant l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre ces autorités.

4.1.3. Activité juridictionnelle

4.1.3.1. Remarques générales

Pour sa cinquième année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 759 nouvelles affaires (2011 : 574 ; 2012 : 735 ; 2013 : 797 ; 2014 : 777), en sus des 9 affaires pendantes au 31 décembre 2014. 14 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2015. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 764 affaires liquidées, 718 (2014 : 728) ont été traitées en français et 46 (2014 : 47) en allemand, soit 94 % en français et 6 % en allemand. 12 (2014 : 9) affaires ont été liquidées par les juges suppléants (1 %). Le Tribunal a tenu 122 audiences (2014 : 173).

Ainsi, après une forte augmentation du nombre d'affaires en 2012 et 2013, ce nombre s'est stabilisé en 2014 et 2015. La charge de travail demeure pourtant importante. Tenu compte des délais légaux très courts (48 et 96 heures respectivement en matière pénale et administrative), les demandes de détention doivent être traitées très rapidement, ce qui oblige régulièrement les trois juges à consacrer une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction. Les permanences et la tenue d'audiences en fin de semaine exigent également de leur part mais aussi des secrétaires et des convoyeurs une disponibilité considérable. A noter que, contrairement à la plupart des autres cantons, les permanences du week-end ne sont indemnisées qu'en cas d'audience. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ces magistrats étant déjà très chargés. Afin de combler le sous-effectif évident du secrétariat, l'engagement d'une secrétaire supplémentaire a été demandé dans le cadre de chaque budget ordinaire depuis 2012. Le Conseil d'Etat n'a toujours pas donné suite à cette demande et le secrétariat du Tribunal se voit dès lors contraint de continuer à fonctionner avec des solutions improvisées (jeunes demandeurs d'emploi, stagiaires, etc.). La fluctuation rapide du personnel auxiliaire n'est pas dans l'intérêt d'une saine administration de la justice. Les mesures d'économie prises par l'Etat ne laissent cependant que peu d'espoir.

4.1.3.2. Affaires pénales

Le prononcé de la détention provisoire ainsi que l'autorisation des mesures de surveillance secrètes constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. Le nombre de décisions en matière de détention a légèrement diminué par rapport à l'année précédente (2015 : 442 ; 2014 : 462).

Après une augmentation très importante pour l'année 2012 et une diminution en 2014, le nombre de décisions en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques, a de nouveau augmenté en 2015 (2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144).

En 2015, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 20 recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. 2 recours ont été admis et 2 recours ont été admis partiellement. 2 affaires sont encore pendantes. Aucune affaire n'a été déférée au Tribunal fédéral.

4.1.3.3. Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants (SPoMi).

Après avoir augmenté en 2014, le nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal a diminué en 2015 (2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). Parmi les autres mesures de contrainte administrative dont le Tribunal a été saisi, l'on note des recours contre des interdictions de pénétrer ainsi que la délivrance d'ordres de perquisition à l'intention de la police.

En 2015, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 4 recours auprès du Tribunal cantonal, section administrative, en plus des 2 recours pendants au 1^{er} janvier. 4 recours ont été rejetés, 1 recours est devenu sans objet et 1 recours est encore pendant. Une affaire a été déférée au Tribunal fédéral, en plus d'un recours pendant au 1^{er} janvier. Les 2 recours ont été rejetés.

4.1.4. Divers

Le juge Felix Baumann entretient un échange régulier avec ses collègues des autres cantons et est membre du comité de rédaction de la feuille d'information des tribunaux des mesures de contrainte. Il est également juge suppléant au Tribunal cantonal et traducteur pour la revue juridique online ZPO-CPC.

Le juge Michel Wuilleret représente le Tribunal aux réunions des intervenants auprès de la Prison centrale, à Fribourg. Il fonctionne également comme Président suppléant de la Commission de recours de l'Université de Fribourg.

La juge Géraldine Pontelli-Barras représente le Tribunal dans deux groupes de travail relatifs à la mise en oeuvre des bracelets électroniques en tant que mesure de substitution à la détention provisoire. Du fait que le projet du Concordat latin visant l'introduction des bracelets électroniques en 2015 a dû être abandonné, les travaux de groupes ont été momentanément suspendus.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une à deux fois par année.

Depuis le 1^{er} septembre 2015, les juges Felix Baumann et Géraldine Pontelli-Barras ont chacun officiellement augmenté leur taux d'activité de 50 % à 75 % afin de compenser l'absence d'une durée indéterminée du juge Michel Wuilleret.

4. Zwangsmassnahmengericht

4.1. Allgemeiner Teil

4.1.1. Zuständigkeit

Gemäss Art. 18 StPO ist das Zwangsmassnahmengericht zuständig für die Anordnung der Untersuchungs- und Sicherheitshaft und überprüft deren Gesetzmässigkeit. Es obliegt ihm ebenfalls, andere Zwangsmassnahmen anzuordnen, zu bewilligen oder zu verweigern (Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs sowie solche mit technischen Überwachungsgeräten, verdeckte Ermittlung, DNA-Massenuntersuchungen usw.).

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht in Anwendung von Art. 74 JG auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist.

4.1.2. Allgemeine Bemerkungen

4.1.2.1. Richter

Das Zwangsmassnahmengericht setzt sich zusammen aus drei ordentlichen Richtern mit einem Beschäftigungsgrad von je 50 %, nämlich Michel Wuilleret, Felix Baumann und Géraldine Pontelli-Barras, sowie aus vier Ersatzrichtern, nämlich den Gerichtspräsidenten Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré und Reinold Raemy sowie Peter Stoller, Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts des Sees.

Das Zwangsmassnahmengericht entscheidet ohne Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber (Art. 73 Abs. 1 JG).

4.1.2.2. Sekretariat

Maria Meyer-Dorado, Bürochefin, ist zu 50 % als Sekretärin angestellt. Sie ist jeweils morgens anwesend. Ihr obliegt neben den üblichen Sekretariatsarbeiten auch die Führung der Buchhaltung des Gerichts. Erneut konnte sich das Gericht dank zeitlich beschränkter Anstellungsverträge über einen Kredit für junge Stellensuchende der Dienste von Sanja Shosheva (bis zum 31. Oktober 2015) sowie von Charlotte Bürgy (seit dem 2. November 2015) versichern; diese Personen waren bzw. sind zu 60 % angestellt und jeweils nachmittags sowie einen Vormittag pro Woche anwesend. Zudem kümmert sich das Zwangsmassnahmengericht seit dem 1. September 2015 für die Dauer eines Jahres um die Ausbildung von Thuyanthan Kumarasamy, eines Praktikanten des Programms « 3+1 ».

An dieser Stelle ist zu betonen, dass ohne diese ausserbudgetarische Unterstützung das ordnungsgemässe Funktionieren des Gerichts und insbesondere die Einhaltung der gesetzlichen Fristen nicht zur Zufriedenheit gewährleistet werden könnte.

Im Sommer 2015 konnte das Gericht von der Unterstützung des Rechtsstudenten Daniel de Charrière de Sévery profitieren, der ein unbezahltes zweimonatiges Gerichtspraktikum absolvierte. Im Herbst 2015 konnte das Gericht zudem auf die Dienste der Rechtsstudentin Juçara Thür zählen, die ebenfalls ein zweimonatiges unbezahltes Gerichtspraktikum absolvierte. Diese beiden Studierenden haben für das Gericht Verfügungsentwürfe erarbeitet und Protokolle vorbereitet, an Verhandlungen teilgenommen, rechtliche Abklärungen vorgenommen und Sekretariatsarbeiten erledigt. Das Zwangsmassnahmengericht beabsichtigt, diese sehr positive Erfahrung im kommenden Jahr zu wiederholen.

4.1.2.3. Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten des Zwangsmassnahmengerichts befinden sich am Liebfrauenplatz 8 in Freiburg. Im gleichen Gebäude befinden sich überdies der Justizrat sowie sechs Privatwohnungen. Nach dem Amtsantritt der dritten Richterin hat das Zwangsmassnahmengericht im August 2014 seine zu engen Räumlichkeiten mit jenen des Justizrates getauscht. Es verfügt nun über fünf Räume, wovon drei von den drei ordentlichen Richtern und ein vierter vom Sekretariat/Empfang belegt sind. Dazu kommt eine Küche/Bibliothek. Aus offensichtlichen Gründen der Sicherheit und der Vertraulichkeit, aber auch aus Platzgründen, können diese Räume nicht für Parteianhörungen genutzt werden. Das Bezirksgericht der Saane stellt während vier Tagen pro Woche einen Verhandlungssaal zur Verfügung. Dieser ist jeweils mittwochs von der Schlichtungsbehörde für Mietsachen des Saanebezirks besetzt. Bis jetzt konnte allerdings das Bezirksgericht der Saane, durch dessen Weibel Jacques Oberson, stets einen Saal finden, wenn Sitzungen an einem Mittwoch durchzuführen waren. Diese Lösung erlaubt ein gesetzmässiges Funktionieren des Zwangsmassnahmengerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge, gewährleistet eine gewisse Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Hingegen weist die aktuelle Lösung den grossen Nachteil auf, dass sich der Richter und die Sekretärin verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeitverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübergabe zwischen den beiden Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt.

4.1.3. Gerichtstätigkeit

4.1.3.1. Allgemeine Bemerkungen

In seinem fünften Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht zusätzlich zu den am 31. Dezember 2014 hängigen 9 Dossiers 759 neue Angelegenheiten einregistriert (2011: 574, 2012: 735, 2013: 797, 2014: 777). Davon waren am 31. Dezember 2015 noch 4 hängig. Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts. Von den 764 erledigten Angelegenheiten waren 718 (2014: 728) in französischer und 46 (2014: 47) in deutscher Sprache zu behandeln, das heisst 94 % auf Französisch und 6 % auf Deutsch. Die sprachliche Verteilung der Angelegenheiten ist stabil. Die Ersatzrichter haben 12 Angelegenheiten behandelt (1 %). Das Gericht hat 122 Verhandlungen durchgeführt (2014: 173).

Nach einer starken Zunahme der Angelegenheiten in den Jahren 2012 und 2013 hat sich deren Anzahl in den Jahren 2014 und 2015 stabilisiert. Die Arbeitslast bleibt indessen hoch. Aufgrund der sehr kurzen gesetzlichen Fristen (48 bzw. 96 Stunden in Straf- bzw. Administrativsachen) müssen die Haftgesuche sehr rasch behandelt werden, was die drei Richter regelmässig dazu zwingt, einen Teil der Wochenenden der Entscheidung und Urteilsredaktion zu widmen. Aufgrund der Pikettdienste am Wochenende und aufgrund von Verhandlungen Ende Woche wird nicht nur von den drei ordentlichen Richtern, sondern auch von den Sekretärinnen und der Transportgruppe ein beträchtliches Mass an Verfügbarkeit verlangt. Es ist darauf hinzuweisen, dass der Pikettdienst an Wochenenden nur entschädigt wird, falls eine Verhandlung durchzuführen ist, dies entgegen der Praxis der meisten anderen Kantone. Auf die Unterstützung der Ersatzrichter kann nur ausnahmsweise zurückgegriffen werden, da diese Magistraten bereits stark ausgelastet sind. Um die offensichtliche Unterbesetzung des Sekretariats zu beseitigen, hat das Gericht seit 2012 jedes Jahr im Rahmen der ordentlichen Budgets die Anstellung einer zusätzlichen Sekretärin beantragt. Der Staatsrat hat diesem Begehren nach wie vor keine Folge gegeben, und das Sekretariat des Gerichts sieht sich weiterhin gezwungen, mit Notlösungen zu operieren (junge Stellensuchende, Praktikantinnen usw.). Die häufigen personellen Wechsel im Sekretariat liegen nicht wirklich im Interesse einer gesunden Justizverwaltung. Die vom Kanton getroffenen Sparmassnahmen lassen indessen nur wenig Hoffnung.

4.1.3.2. Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmassnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Die Anzahl von Haftentscheiden ist im Vergleich zum Vorjahr leicht zurückgegangen (2015: 442; 2014: 462). Nach einer starken Zunahme im Jahr 2012 und einem Rückgang im Jahr 2014 hat die Anzahl geheimer Überwachungsmassnahmen, insbesondere der Telefonüberwachungen, im Jahr 2015 erneut zugenommen (2015: 234, 2014: 206; 2013: 232, 2012: 229, 2011: 144).

Im Jahr 2015 ist gegen die Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in 20 Fällen Beschwerde an die Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden. Zwei Beschwerden wurden vollständig und zwei teilweise gutgeheissen. Zwei Angelegenheiten sind noch hängig. Keine Angelegenheit wurde an das Bundesgericht weitergezogen.

4.1.3.3. Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten administrativrechtlichen Haft zu überprüfen.

Nach einer Zunahme im Jahr 2014 hat die Anzahl der vom Gericht überprüften Fälle administrativrechtlicher Haft im Jahr 2015 wieder abgenommen (2015: 75, 2014: 90, 2013: 71; 2012: 61). Unter den übrigen administrativrechtlichen Zwangsmassnahmen, mit denen sich das Gericht zu befassen hatte, sind Beschwerden gegen Ausgrenzungen sowie die Ausstellung von Durchsuchungsbefehlen zuhanden der Polizei zu erwähnen.

Im Jahr 2015 ist – zusätzlich zu den zwei am 1. Januar 2015 hängigen Angelegenheiten – gegen vier ausländerrechtliche Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde bei der verwaltungsrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts eingereicht worden. Vier Beschwerden wurden abgewiesen, eine wurde gegenstandslos, und eine Angelegenheit ist noch hängig. Eine Angelegenheit wurde ans Bundesgericht weitergezogen; dazu kommt eine Angelegenheit, die am 1. Januar 2015 dort hängig war. Das Bundesgericht hat beide Beschwerden abgewiesen.

4.1.4. Verschiedenes

Der Richter Felix Baumann unterhält regelmässige Kontakte mit seinen Kollegen aus den anderen Kantonen und ist Mitglied des Redaktionskomitees des Infoblattes der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte. Er ist zudem Ersatzrichter am Kantonsgericht und Übersetzer für die juristische Online-Zeitschrift ZPO-CPC. Der Richter Michel Wuilleret vertritt das Gericht an den Treffen der Intervenienten des Zentralgefängnisses Freiburg. Weiter ist er Stellvertreter des Präsidenten der Rekurskommission der Universität Freiburg. Die Richterin Géraldine Pontelli-Barras vertritt das Zwangsmassnahmengericht in zwei Arbeitsgruppen zur Einführung der elektronischen Fussfessel als Ersatzmassnahme zur Untersuchungshaft. Da das Vorhaben, die elektronische Fussfessel dieses Jahr in den Kantonen der lateinischen Schweiz auf dem Konkordatsweg einzuführen, aufgegeben werden musste, sind die Arbeiten dieser beiden Arbeitsgruppen zurzeit sistiert. Die drei Richter nehmen abwechselungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte teil, die 1-2mal jährlich stattfinden.

Seit dem 1. September 2015 haben die beiden Richter Felix Baumann und Géraldine Pontelli-Barras ihr Abreitpensum offiziell von 50 % auf 75 % erhöht, um die andauernde Abwesenheit des Richters Michel Wuilleret zu kompensieren.

4.2. Partie statistiques / Statistischer Teil

4.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2014	2015
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	7	9
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	777	759
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	775	764
ordonnance / <i>Verfügung</i>	773	764
par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	2	0
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	9	4

4.2.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

4.2.2.1. Affaires pénales / Strafsachen

	2014	2015
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	668	676
Détention pénale adultes / <i>strafprozessuale Haft Erwachsene</i>	459	435
Détention pénale mineurs / <i>strafprozessuale Haft Minderjährige</i>	3	7
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / <i>Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs</i>	201	224
Garantie de l'anonymat / <i>Zusicherung der Anonymität</i>	0	0
Levée des scellés / <i>Entsiegelung</i>	1	3
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / <i>DNA-Massenuntersuchungen</i>	0	0
Investigation secrète / <i>verdeckte Ermittlung</i>	4	7
Cautionnement préventif / <i>Friedensbürgschaft</i>	0	0

	2014	2015
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	346	368
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	65	46
Rejet / <i>Abweisung</i>	23	21
Irrecevabilité manifeste / <i>offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	4	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	22	7
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Classé sans suite / <i>ohne Folge klassiert</i>	0	0
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Mesures de surveillance autorisées / <i>Überwachungsmassnahmen genehmigt</i>	189	217
Mesures de surveillance pas autorisées / <i>Überwachungsmassnahmen nicht genehmigt</i>	2	2
Mesures de surveillance partiellement autorisées / <i>Überwachungsmassnahmen teilweise genehmigt</i>	9	3

	2014	2015
Retrait / Rückzug	0	1
Mesures de surveillance devenues sans objet / Überwachungsmassnahmen gegenstandslos geworden	1	1
Levée des scellés partiellement admis / Entsiegelung teilweise bewilligt	1	3
Investigation secrète autorisée / verdeckte Ermittlung genehmigt	4	7
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert	0	0

4.2.2.2. Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2014	2015
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	20	20
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	20	19
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	1	2

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC /

Erledigungsweise

Admission / Gutheissung	1	2
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	2
Rejet / Abweisung	15	10
Retrait / Rückzug	2	1
Irrecevable / Nichteintreten	2	2
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	0	2

4.2.2.3. Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

	2014	2015
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	107	88
Détention administrative / administrativrechtliche Haft	90	75
Autres mesures de contrainte administrative / andere verwaltungsr. Zwangsmassnahmen	3	3
Assistance judiciaire / unentgeltliche Rechtspflege	14	9
Réclamation / Einsprache	0	1
 Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Détention administrative confirmée / Genehmigung der Administrativhaft	55	35
Détention administrative refusée / Nichtgenehmigung der Administrativhaft	1	2
Détention adm. sans procédure orale confirmée / Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung	32	35
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	3	4
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt	2	2

	2014	2015
Mesure partiellement admise / <i>Massnahme teilweise bestätigt</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	14	9
AJ (avec avocat) refusé / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
Réclamation partiellement admise / <i>Einsprache teilweise gutgeheissen</i>	0	1

4.2.2.4. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2014	2015
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	2
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	5	4
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	3	5
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	2	1

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / *Erledigungsweise*

Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	4
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	2	1

4.2.2.5. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2014	2015
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	1
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	4	1
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	3	2
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	1	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / *Erledigungsweise*

Admission / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	2	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	2
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an die zuständige Behörde</i>	0	0

4.2.3. Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache

Sur les 764 (2014: 775) affaires liquidées, 718 (2014: 728) ont été traitées en français et 46 (2014: 47) en allemand, soit 94 % (2014: 94 %) en français et 6 % (2014: 6 %) en allemand.

Von den 764 (2014: 775) erledigten Angelegenheiten wurden 718 (2014: 728) auf Französisch und 46 (2014: 47) auf Deutsch behandelt, das heisst 94 % (2014: 94 %) auf Französisch und 6 % (2014: 6 %) auf Deutsch.

5. Les Justices de paix

5.1. Partie générale

5.1.1. Justice de paix de la Sarine

5.1.1.1. Composition et locaux

5.1.1.1.1. Composition de la Justice de paix

La Justice de paix de la Sarine est composée de cinq cellules judiciaires pour un 380% de juge de paix (soit 60% de plus qu'en 2014).

Les juges de paix exercent leur fonction à 100% pour Delphine Queloz, à 70% pour Wanda Suter, à 60% (depuis le 1.10.15, avant 80%) pour Mélanie Imhof, et 60% (depuis le 1.10.15, avant 70%) pour Violaine Monnerat. Depuis le 1^{er} octobre 2015, Gaël Gobet occupe la fonction de Juge de paix à 90%.

Le 1^{er} décembre 2015, Véronique Rossi a repris le poste de greffière-chef, qui est resté vacant deux mois.

Dès le 1^{er} septembre 2015, nous avons pu compter sur Susanne Reidy en qualité de responsable du secteur comptable à 50%.

Karina Torres, engagée tout d'abord en qualité de primo demandeuse d'emploi en collaboration avec le Tribunal des mesures de contraintes, a pu bénéficier par la suite d'un contrat de durée déterminée. Elle a été mutée à l'interne et occupe désormais le poste de secrétaire de juge pour Gaël Gobet.

La Justice de paix dispose actuellement de 23 assesseurs dont les formations et qualifications répondent aux critères de pluridisciplinarité exigés par la loi.

5.1.1.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

La Justice de paix bénéficie de 15 EPT pour un district comptant une population résidente permanente de 103'637 personnes en août 2015 (cf. portail internet Etat de Fribourg, statistiques).

Ces 15 EPT sont composés de (état au 31 décembre 2015) :

Contrats de durée indéterminée	
3.8	juges de paix
1	greffier chef
4.8	Greffiers
2.9	Secrétaires
1.5	secrétaires-comptables
1	secrétaire-réceptionniste
15 EPT	

Nous bénéficions également du soutien d'une greffière à 50% sur le crédit des invalides, de 2 apprentis, d'un stagiaire MPC (maturité professionnelle commerciale) et de 3 greffiers stagiaires.

A cela s'ajoute du personnel engagé avec un statut précaire, hors budget fixe :

Contrats de durée déterminée et autres statuts précaires		
0.7	Greffier	CDD
0.5	Greffier	CDIS
1	Secrétaire de Juge	CDIS
1	Secrétaire de Juge	CDD
1	Secrétaire et secrétaire comptable	CDD
0.5	Secrétaire comptable	CDD
1	Greffier	JDE
1	Secrétaire comptable	PET
6.7 EPT en statut précaire		

Comme les années précédentes, nous avons recherché du soutien additionnel au niveau du personnel (hors budget), notamment en poursuivant notre collaboration avec le Tribunal des mesures de contrainte, l'ORP et le SPO. Ce personnel en contrat spécial représente presque le quart de notre personnel.

Nous tenons à préciser ici que l'attribution d'un nouveau juge de paix n'a pas été accompagnée de la création d'un poste de greffier et d'une secrétaire pour ce juge. Nous avons donc dû nous résoudre à attribuer au nouveau juge deux greffières à mi-temps dont une en contrat de durée déterminée ainsi qu'une secrétaire en contrat de durée déterminée. La Justice de paix compte ainsi deux juges qui ne disposent ni d'un greffier ni d'une secrétaire de juge engagés en contrat de durée indéterminée. Cette situation risque de perdurer au vu de l'annonce du refus d'attribution de nouveaux postes pour toutes les Directions de l'Etat de Fribourg.

Nous soulignons que la gestion du personnel reste complexe en raison du nombre important de personnes en contrat précaire, ce qui génère une forte rotation du personnel.

Voici une liste des personnes travaillant auprès de la Justice de paix au 31 décembre 2015 :

1	Juge de paix	Delphine Queloz	100%
2	Juge de paix	Violaine Monnerat	60%
3	Juge de paix	Wanda Suter	70%
4	Juge de paix	Mélanie Imhof	60%
5	Juge de paix	Gaël Gobet	90%
6	Greffière cheffe dès le 1.12.15	Véronique Rossi	100%
7	Greffière	Violaine Butty	50%
8	Greffière (crédit invalides)	Stéphanie Fidanza	50%
9	Greffière	Laure-Marie Collaud-Piller	80%
10	Greffier / Préposé aux successions	Werner Zimmerli	100%
11	Greffière	Valentine Stucky	100%
12	Greffière	Saskia Oldendorf	100%
13	Greffière (50% CDI et 50% CDIS)	Sophie Germond	100%
14	Greffier JDE (jusqu'à mi-janvier 2016)	Julien Pollicino	100%
15	Greffière-stagiaire (jusqu'à fin février 2016)	Virginie Müller	100%
16	Greffier-stagiaire (jusqu'à fin février 2016)	Lisa Nussbaumer	100%
17	Greffière-stagiaire (jusqu'à fin février 2016)	Qendresa Prekaj	100%

18	Greffière en CDD jusqu'au 31.12.2015	Pauline Volery	50%
19	Greffière CDD jusqu'au 31.12.2015	Catherine Hayoz	20%
20	Cheffe de bureau et secrétaire de juge	Nathalie Leuenberger-Progin	100%
21	Responsable secteur comptabilité	Susanne Reidy	50%
22	Secrétaire de Juge	Corine Dupasquier	80%
23	Secrétaire de Juge	Lauriane Berset	60%
24	Secrétaire de Juge (CDIS)	Nathalie Mürset	100%
25	Secrétaire de Juge (CDD jusqu'au 31.12.2015) Secrétaire successions (CDD jusqu'au 31.12.2015)	Karina Torres	80% 20%
26	Secrétaire (successions)	Françoise Berger	50%
27	Secrétaire-comptable (CDD, fin de contrat au 30.11.2015)	Josiane Bertschy	50%
28	Secrétaire-comptable	Fabienne Tercier	50%
29	Employée de comptabilité	Jeannette Andrey	50%
30	Secrétaire-réceptionniste	Jacqueline Mauron	100%
31	Secrétaire (CDD jusqu'au 31.12.2015) Secrétaire -comptable (CDD jusqu'au 31.12.2015)	Antoine Morf	40% 60%
32	Apprentie	Priscilla Catillaz	100%
33	Apprentie	Stéphanie Ramos Ribeiro	100%
34	Stagiaire MPC	Kevin Monteiro	100%
35	Programme d'emploi temporaire jusqu'au 31.12.15 (ORP)	Cuzman Mircea	100%

5.1.1.1.3. *Locaux*

La Justice de paix de l'arrondissement de la Sarine dispose actuellement de locaux adéquats et fonctionnels.

5.1.1.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

Suite à l'entrée en vigueur du nouveau droit, nous avons connu tout d'abord une forte augmentation de la charge de travail, due notamment aux transformations de mesures et au nombre important de signalements. Nous constatons actuellement une certaine stabilisation du nombre de signalements. Nous espérons que l'arrivée d'un juge de paix à 60% depuis le 1^{er} octobre permettra dans un proche avenir de soulager les cellules judiciaires.

Une fois encore, nous soulignons la charge de travail lourde à laquelle est soumis tout le personnel de notre service. Nous sommes toujours très inquiets pour la santé de nos collaborateurs dont les absences pour maladie et accident se succèdent. La fatigue se ressent également au niveau des juges de paix.

A toutes fins utiles, nous relevons que les juges de paix ont procédé, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, à 1387 auditions. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, les Juges de paix ont instauré 1374 mesures adultes et 961 mesures mineurs. Ils ont levé 578 mesures adultes et 537 mesures mineurs. Il en ressort qu'au 31 décembre 2015, la Justice de paix comptabilise 3240 dossiers adultes et mineurs en cours. Nous entretenons de bons rapports tant avec les autorités qu'avec les avocats. Nous relevons que les justiciables sont de plus en plus fréquemment assistés par un mandataire professionnel devant la justice de paix.

5.1.1.3. *Formation*

Divers juges et greffiers ont suivi la formation du GEMME à Neuchâtel au mois de mai 2015 et ont suivi les formations proposées par la COPMA en novembre et décembre 2015 ainsi que la formation de l'Ordre des avocats fribourgeois et la formation sur la prévention et la gestion de la violence organisée par le Service du personnel et d'organisation.

5.1.1.4. *Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Nouveau droit de la protection et transformation de mesures

Nous avons bien assimilé le nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte et avons plaisir à travailler dans ce nouveau cadre. Reste néanmoins que ce changement exige une instruction plus détaillée qui engendre un surcroit de travail. Le résultat, malgré la lourdeur et la lenteur de la procédure, est bénéfique aux justiciables.

Au 1er janvier 2016, toutes les mesures de protection de l'ancien droit ont été transformées et adaptées au nouveau droit.

Contrôle et approbation des comptes

Depuis la réorganisation des Justices de paix en 2008, nous accusons un important retard dans la vérification et l'approbation des comptes des personnes concernées. Cette situation n'est pas sans danger notamment au vu de la responsabilité de l'Etat. Nous avons consenti d'importants efforts pour combler ce retard en affectant régulièrement du personnel à notre service comptable. Nous avons entrepris une réflexion de fond sur les processus et l'organisation interne de notre comptabilité. Suite à cela nous avons nommé une responsable du secteur. Nous espérons que la situation de notre secteur comptable pourra être améliorée courant 2016.

Déplacements/place de parc

Les Juges de paix sont de plus en plus amenés à se déplacer au Centre de soins hospitaliers de Marsens, dans d'autres institutions du canton ou à domicile. Malgré leurs demandes répétées, aucune solution de parcage n'a été apportée, en relevant que les Juges de paix n'utilisent pas leurs voitures pour se rendre au travail, mais uniquement pour se déplacer dans l'exercice de leur fonction.

5.1.2. Justice de paix de la Singine

5.1.2.1. *Composition et locaux*

5.1.2.1.1. *Composition de la justice de paix*

La justice de paix siège à trois membres sous la présidence de la juge de paix. Sur un pool de neuf assesseurs, deux sont requis à chaque fois pour les audiences. A fin 2015, l'assesseure Marianne Hauser a cessé son activité. Rita Raemy a été élue pour la remplacer.

5.1.2.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

La juge de paix exerçant cette fonction à titre principal est Béatrice Kaeser, à 100%. Depuis mai 2014, Elias Moussa officie en qualité de juge de paix ad hoc; il avait été nommé afin de régler trois cas de successions pendants de grande envergure. De juin 2015 à novembre 2015, Johanna Mayer-Ladner a été nommée juge de paix ad hoc à 30%.

S'agissant du greffe du tribunal, les changements suivants ont eu lieu: la greffière Sibylle Thür a donné son congé pour la fin juillet 2015. Christian Jungen a été engagé pour la remplacer; il est entré en fonction le 1er août 2015 (90%). Le greffe du tribunal a été renforcé avec effet au 1er janvier 2015 par un poste nouvellement créé à 50%. S'agissant du passage des mesures selon l'ancien droit à celles prévues par le nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte pour la période du 1er mars 2015 au 30 juin 2015, un greffier a été engagé à titre extraordinaire.

Le secrétariat du tribunal est assumé sans changement par Rosemarie Kröpfl et Suzanne Schmutz.

5.1.2.1.3. *Locaux*

La justice de paix est installée depuis le 1er janvier 2008 dans l'Amthaus à Tavel. Elle tient ses audiences dans la salle du tribunal de l'Amthaus qu'elle partage avec le tribunal d'arrondissement. Les locaux sont bons mais la place y est restreinte.

5.1.2.2. *Activité judiciaire (y c. charge de travail, relations avec les autorités et les avocats, etc.)*

L'activité judiciaire ressort principalement de la statistique jointe au présent rapport. Ne sont pas inclus dans la statistique les activités de conseil et de médiation, les entretiens aux fins de clarification de l'état de fait qui n'ont pas débouché sur une mesure, et d'autres activités semblables.

Durant l'année sous examen, la charge de travail a été très lourde. Les dossiers à traiter sont exigeants, complexes et requièrent beaucoup de temps. En particulier, les avis de mise en danger concernant les enfants et les personnes souffrant de maladies psychiques exigent beaucoup de doigté et de temps.

Les relations avec les autorités et autres interlocuteurs sont très bonnes et constructives.

5.1.2.3. *Formation continue*

La juge de paix Kaeser a suivi les journées d'étude COPMA portant sur le droit de la protection de l'enfant et de l'adulte et sur la communication de mesures de contrainte; la juge de paix ad hoc Mayer a participé au colloque s'adressant aux juges ainsi qu'à un cours sur le bien-être de l'enfant (à chaque fois deux cours d'une journée).

5.1.2.4. *Divers et remarques finales (propositions de modifications de lois, changements dans l'informatique, etc.)*

En dépit d'un renforcement du personnel, la charge de travail est restée très lourde. Des affaires urgentes et le travail quotidien ont fixé largement les priorités, de sorte qu'il ne restait peu ou pratiquement plus de temps pour d'autres affaires. Toute absence pour cause de vacances, maladie, formation, etc. se faisait nettement ressentir et fut à peine supportable. A cela s'est ajouté le changement de personnel au sein du greffe. Grâce au grand engagement de toute l'équipe et à la bonne collaboration avec les intéressés, surtout avec le Service de la jeunesse et de l'enfance et les services des curatelles, il a été possible de régler les cas relativement à temps et attentivement. Le passage des anciennes mesures aux nouvelles selon le droit de la protection de l'adulte s'est également fait dans le délai imparti. Un renforcement des ressources en personnel est cependant nécessaire afin de pouvoir garantir à l'avenir une justice consciente de ses responsabilités dans le cadre de la protection de l'enfant et de l'adulte.

5.1.3. Justice de paix de la Gruyère

5.1.3.1. *Composition et locaux*

5.1.3.1.1. *Composition de la Justice de paix*

La Justice de paix de l'arrondissement de la Gruyère est composée de trois équipes formées chacune d'un(e) Juge de paix à 70%, d'une greffière-cheffe à 50%, d'un(e) greffier à 50% ainsi que d'une secrétaire à 75%. A cela s'ajoutent des secrétaires, des greffiers, des greffiers-stagiaires ainsi que 12 Juges assesseurs.

5.1.3.1.2. *Personnel (magistrats et greffe)*

Juges de paix

Marie-Laure Paschoud Page (0.7 EPT), Sophie Margueron Gummy (0.7 EPT), Jean-Joseph Brodard (0.7 EPT),

Greffière-cheffe

Alexandra Fabbro (1 EPT) - 0.5 EPT greffière-cheffe + 0.5 EPT greffière.

Greffiers

Philippa de Quay (0.5 à 0.7 EPT jusqu'au 30 septembre 2015 et 0.4 EPT dès le 1er octobre 2015), Michaël Thibaut (1 EPT) - dont les neuf premiers mois en qualité de primo demandeur, Pierre-Laurent Dougoud (0.5 EPT) - du 1er janvier au 31 juillet 2015, Inès Bruggisser (0.8 EPT du 1er février au 30 avril 2015 et 0.5 EPT jusqu'au 31 août 2015), Marie Brodard (1 EPT) dès le 1er septembre 2015.

Greffiers-stagiaires

Manon Francey (1 EPT) - jusqu'au 28 février 2015, Marie Brodard (1 EPT) - du 1er mars au 31 août 2015, Sara Vantaggio (1 EPT) - du 1er mars au 31 août 2015, Tiffany Currat (1 EPT) - dès le 1er septembre 2015, Murielle Violi (1 EPT) - dès le 1er septembre 2015.

Juges assesseurs

Mireille Barbey, Frédérique Brodard, Marie-Antoinette Christen Bloch, Mick Décosterd, Laurence Genoud, Noëlle Genoud, Véronique Glasson, René Jaquet, Jean-Pierre Levrat, Maria Elvira Nordmann, François Oberson, Pascale Pache,

Secrétaires

Nicole Bort (1 EPT), Angélique Grob (0.75 EPT jusqu'au 30 juin 2015 puis 1 EPT dès le 1er juillet 2015), Sylviane Raboud (0.75 EPT), Corinne Morier (0.4 EPT), Claire-Lise Pauli (0.4 EPT) - dès le 1er décembre 2015, via un stage réinsertion AI.

5.1.3.1.3. *Locaux*

Depuis le mois de septembre 2014, elle occupe de nouveaux locaux à la Rue de l'Europe 10, à Bulle. Ces locaux modernes, lumineux et fonctionnels sont appréciés de l'ensemble des collaborateurs, quelques réglages devant encore être réalisés. Il convient cependant de relever que la Justice de paix est d'ores et déjà à l'étroit dans ce nouvel espace ; certains collaborateurs doivent se déplacer d'un poste de travail à l'autre chaque jour, faute de place de travail fixe.

5.1.3.2. *Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)*

5.1.3.2.1. *Charge globale de travail*

La Justice de paix de la Gruyère travaille toujours à flux tendu et toute absence est immédiatement ressentie et contraint le personnel présent à effectuer des heures supplémentaires. Si, grâce aux crédits forfaitaires octroyés, la Justice de paix a pu engager du personnel de greffe et de secrétariat, afin de faire face à la charge de travail, les Juges de paix demeurent surchargés et cumulent les heures supplémentaires et les vacances non prises.

5.1.3.2.2. *Mesures de protection du mineur et de l'adulte*

Au 1er janvier 2015, 354 mineurs faisaient l'objet d'une mesure protection de l'enfant et 848 personnes faisaient l'objet d'une mesure de protection de l'adulte. Au 31 décembre 2015, 348 mineurs faisaient l'objet d'une protection de l'enfant et 898 personnes faisaient l'objet d'une mesure de protection de l'adulte, ce qui représente une augmentation du nombre de dossiers. Au vu de l'importante croissance démographique de l'arrondissement de la Gruyère et du Sud fribourgeois, la tendance est toujours à la hausse.

Grâce à une bonne organisation et une rationalisation du travail, la Justice de paix de la Gruyère a pu mener à bien toutes les transformations des mesures de protection de l'ancien droit en mesures de protection du nouveau droit. Elle a en outre d'ores et déjà procédé à l'adaptation d'un certain nombre de curatelles de portée générale, résultant de la transformation, de par la loi, des anciennes tutelles, en mesures plus appropriées et mieux adaptées au besoin de protection des intéressés.

Enfin, s'agissant de la protection des mineurs, la Justice de paix tient à relever qu'elle fait face à une quinzaine de situations des plus préoccupantes pour lesquelles, malgré le temps et les nombreux moyens mis à disposition par l'autorité elle-même et les différents intervenants, les mesures actuelles mises en place paraissent inefficaces, ces mineurs et parfois même leurs parents ne sont pas preneurs et les places en foyer font défaut.

5.1.3.2.3. *Placements aux fins d'assistance*

Dans le courant de l'année 2015, 115 dossiers de placement à des fins d'assistance ont été ouverts par la Justice de paix de la Gruyère, ces placements étant généralement prononcés d'urgence par les médecins. La Justice de paix de la Gruyère a quant à elle prononcé 26 prolongations de placement à des fins d'assistance.

5.1.3.2.4. *Successions*

Grâce aux mesures prises fin 2014 pour faire face à la surcharge de travail des Justices de paix, en 2015, pour 426 décès, seuls 258 inventaires fiscaux ont été établis, étant relevé qu'en 2014, 337 inventaires et absences de biens avaient été établis pour 416 décès. La Justice de paix de la Gruyère espère que les modifications législatives y relatives, lesquelles sont entrées en vigueur le 1er janvier 2016, permettront encore de gagner en efficacité et en rapidité, afin de résorber tant que se peut, la charge de travail des collaborateurs.

En outre, relevons une nouvelle fois que le domaine des successions prend de plus en plus de temps aux Juges de paix, notamment en matière de mesures conservatoires et de renseignements à donner, étant précisé que la loi est lacunaire et que chaque situation présente des particularités.

5.1.3.2.5. *Organisation*

Les trois Juges et le personnel sont présents de manière à pouvoir utiliser les locaux et la salle d'audience de manière optimale durant la semaine, chaque Juge ayant un jour par semaine fixe pour ses séances.

La Justice de paix est dotée d'un règlement interne auquel sont annexés les cahiers des charges.

Les dossiers sont répartis entre les trois Juges de paix par la greffière-chef.

En 2015, Sophie Margueron Gumy a été la répondante administrative de la Justice de paix (art. 21 al. 2 LJ). Elle a travaillé en collaboration avec Alexandra Fabbro, greffière-chef, et Nicole Bort, secrétaire disposant d'un 0.25 EPT destiné aux tâches administratives. En 2016, Jean-Joseph Brodard prendra la fonction de répondant administratif.

En 2015, Mme Alexandra Fabbro, en sus de ses tâches administratives et relatives au personnel, a participé activement au groupe de travail Tribuna V3, lequel se tient une fois par mois et pris part aux différentes séances internes organisées soit, trois séances plénières de la Justice de paix et de nombreuses séances de Juges de paix, de greffiers et de secrétaires.

Dans le courant de l'année 2015, les magistrats et la greffière-chef ont participé à de nombreuses séances interprofessionnelles, en particulier dans le cadre des mineurs en grandes difficultés au sein de notre arrondissement, mais aussi à différentes manifestations et réunions, notamment pour expliquer le rôle de la Justice de paix et améliorer la collaboration avec les différents intervenants.

5.1.3.3. *Formation*

Le personnel de la Justice de paix de la Gruyère, en particulier les Juges de paix et greffiers, ont participé à plusieurs formations juridiques ayant trait aux domaines de la protection de l'adulte et de l'enfant.

5.1.3.4. *Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

En 2014, le rapport d'Hesperia SA a mis en exergue les difficultés rencontrées par les Justices de paix, la situation n'ayant, à notre sens, malgré les différentes mesures prises, que peu évolué dans le courant de l'année.

En 2015, la Justice de paix de la Gruyère a porté une attention particulière sur la vérification et l'approbation des comptes des personnes concernées et mis en place un meilleur soutien aux assesseurs chargés de ces tâches, notamment en renforçant le rôle du secrétariat dans le respect des délais.

S'agissant des objectifs 2016 pour la Justice de paix de la Gruyère, la priorité reste d'accomplir ses tâches au mieux, dans les meilleurs délais et dans un bon climat de travail. La Justice de paix de la Gruyère remercie particulièrement ses collaborateurs pour leur engagement. Les efforts déjà entrepris se poursuivent également quant à l'amélioration des processus mis en place et quant à l'harmonisation des pratiques. En outre, une des priorités de la Justice de paix pour l'année 2016 consiste en la formation de ses assesseurs et des curateurs de l'arrondissement, étant précisé qu'une demi-journée de formation pour l'ensemble des curateurs professionnels de la Gruyère est d'ores et déjà prévue le 11 mars 2016.

5.1.4. Justice de paix du Lac

5.1.4.1. Composition et locaux

5.1.4.1.1. Composition de la justice de paix

La justice de paix de l'arrondissement du Lac dispose de 12 assesseurs/-es: Claudia Achermann, domiciliée à Cressier; Nicole Aebi, domiciliée à Chiètres; Jean-Daniel Andrey, domicilié à Cormérod; Marie-Madeleine Bovigny Rossy, domiciliée à Misery; Els de Kock, domiciliée à Morat; Guido Egger, domicilié à Guschelmuth; domicilié à Môtier; Jacqueline Haefliger, domiciliée à Guschelmuth; Brigitte Laubscher, domiciliée à Greng; Marianne Reinhard Ryser, domiciliée à Praz; Olivier Simonet, domicilié à Villarepos; Sabine Spring, domiciliée à Courtaman; Annakatharina Walser Beglinger, domiciliée à Jeuss. Les assesseurs/-es disposent toutes et tous soit d'une longue expérience à ce titre auprès de la justice de paix et/ou de qualifications répondant dans l'ensemble au profil d'exigences des membres des autorités chargées d'appliquer le droit de protection de l'enfant et de l'adulte. Sur leur demande/décision, une assesseuse et un assesseur n'ont pris part ni aux audiences de tribunal ni aux examens des comptes.

5.1.4.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

La justice de paix du district du Lac n'a pas connu, une fois de plus, de changement au plan du personnel en 2015. Par contre, Sarah Blanc est entrée en fonction au 1er janvier 2015 en tant que collaboratrice administrative à 10%, au bénéfice d'un contrat de travail de durée déterminée, et le taux d'occupation de la secrétaire du tribunal Renate Schwarzenberger a pu passer de 80% à 100%. En outre, la greffière Gülseren Bulut et la collaboratrice administrative Priska Kohli disposent depuis le 1er janvier 2015 d'un contrat de travail de durée indéterminée, avec le même taux d'occupation que l'année précédente. Les 30 pour cent d'un poste attribués en supplément à la justice de paix furent nécessaires et bienvenus pour alléger quelque peu la charge de travail du secrétariat.

Composition 2015:

Claudine Lerf-Vonlanthen, juge de paix:	100%
Sara Fiechter, greffière:	70%
Renate Schwarzenberger, secrétaire:	100%
Véronique Borne, secrétaire:	50%
Gülseren Bulut, greffière:	80%
Priska Kohli, collaboratrice administrative:	50%
Sarah Blanc, collaboratrice administrative (durée limitée)	10%

Les affaires sont réparties en fonction des langues entre les greffières et les secrétaires. Tant les greffières que les secrétaires et les collaboratrices administratives ont à nouveau rempli, en 2015, leur cahier des charges à l'entière satisfaction de la juge de paix. Malgré une lourde charge de travail assumée fréquemment dans des situations difficiles et sous énorme pression de temps, les collaboratrices ont toujours rempli leurs tâches dans un esprit loyal et positif: elles possèdent, en sus de leurs capacités professionnelles, toutes les qualités humaines permettant de maîtriser le travail souvent délicat de la justice de paix.

5.1.4.1.3. Locaux

La justice de paix est installée depuis 2008 dans des locaux loués dans la commune de Morat, à la Rathausgasse 6-8. La localisation de la justice de paix dans la Vielle-ville de Morat est idéale. Ce n'est pas loin du parking et de la gare, ni du tribunal d'arrondissement, de la préfecture et de l'office de l'état civil; ces locaux ont une position discrète au cœur de la ville et sont aisés à trouver. Par contre, ils ne suffisent plus. Il manque de la place partout, tant aux postes de travail du personnel et des assesseurs que pour l'archivage des dossiers. La recherche de nouveaux locaux est urgente.

Le service social et le service des curatelles de la commune de Morat ont quitté la Rathausgasse 8 à la mi-2015 et se sont installés dans un nouveau bâtiment administratif à proximité de la gare. La justice de paix a demandé de pouvoir utiliser des locaux supplémentaires dès la mi-2015, ce qui a été refusé par la propriétaire qui entend utiliser elle-même le bâtiment. Le contrat de bail de la justice de paix a été résilié avec effet à fin 2017. Il est à espérer qu'une solution soit trouvée au courant de l'année 2016.

5.1.4.2. *Activité judiciaire*

Sur les douze assesseurs/-euses, dix ont été mis à contribution en un tournus régulier pour les auditions et l'examen des comptes annuels. On a cherché ainsi à respecter aussi bien que possible la composition adéquate de l'autorité appelée à statuer, telle qu'elle est prévue par le nouveau droit de la protection de l'adulte et de l'enfant.

Les greffières sont responsables de la rédaction des décisions de la justice de paix. Hormis l'exécution de nombreux autres travaux, elles rédigent le procès-verbal des auditions en matière de protection de l'enfant et de l'adulte ainsi que toutes les convocations à ce propos, et gèrent les dossiers. La greffière Sara Fiechter est de surcroît en charge du décompte des heures des assesseurs et assesseuses.

Parallèlement à de nombreuses autres tâches administratives, le secrétariat est responsable des citations à comparaître pour l'établissement de l'inventaire fiscal en cas de décès. Les deux secrétaires gèrent les dossiers dans le domaine des successions (inventaires fiscaux, certificats d'hérédité, procès-verbal d'ouverture d'une disposition pour cause de mort, etc.) et les affaires concernant les enfants (contrats d'entretien, inventaires des avoirs des enfants, autorité parentale commune, etc.) ainsi que les certificats de capacité civile. Les secrétaires prennent part à l'établissement de l'inventaire et rédigent le procès-verbal. Elles sont chargées de l'expédition de l'inventaire aux héritiers et au Service des impôts sur les successions et les donations. Toute la facturation ainsi que l'établissement des certificats de salaire des mandataires et les décomptes pour la Caisse de compensation du canton de Fribourg sont réglés par le secrétariat.

Il reste à mentionner que le secrétariat, tout comme le greffe du tribunal, est desservi en permanence (lu-ve, 08h00 – 11h30; 14h00 – 17h00).

5.1.4.3. *Formation continue*

La juge de paix a pris part à la journée d'étude nationale proposée par la Conférence en matière de protection des mineurs sur le thème "Mesures de contrainte: comment communiquer?"

En sa qualité de membre du groupe de travail Tribuna V3, la greffière Sara Fiechter a encore investi en 2015 de nombreux jours de travail dans le développement et l'amélioration du programme informatique Tribuna V3 et pour la rédaction de projets de jugement.

5.1.4.4. *Divers et remarques finales*

La charge de travail en 2015 est restée élevée, sans changement; il a fallu faire des heures supplémentaires. Cette lourde charge n'a pas permis de compenser ces heures par des vacances. Elles ont donc été payées aux collaboratrices.

Les dernières mesures ordonnées selon l'ancien droit, qui restaient encore à traiter en 2015, ont été transformées à temps en mesures selon le nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte. Le délai de trois ans pour l'adaptation des mesures tutélaires selon l'ancien droit a donc été respecté. Il y a lieu de constater que toutes les procédures y afférentes ont été maîtrisées sans engagement de durée limitée d'un greffier supplémentaire.

5.1.5. Justice de paix de la Glâne

5.1.5.1. Composition et locaux

5.1.5.1.1. Composition de la Justice de paix

Un juge de paix, un greffier et deux assesseurs

Liste des assesseurs : Charlotte Aeberhard, Isabelle Baudois, Alexis Carrel (nouveau), Marguerite Morand, Marie-Christine Offner (démissionnaire au 31.03.15), Bernard Sansonnens et Michel Seydoux (nouveau)

La Justice de paix de la Glâne est la recherche d'un nouvel assesseur, doté de compétences en matière bancaire et/ou fiscale, en remplacement de Mme Marie-Christine Offner, démissionnaire ; le poste a été mis au concours en avril 2015, sans succès.

5.1.5.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Marc Butty	juge de paix à 80 %
Pascale Naudi	greffière de première instance à 60 %
Michele Barchi	greffier à 70 % (jusqu'au 31.12.15)
Pascale Mottet	collaboratrice administrative à 50 %
Sylvie Perroud	secrétaire à 70 % (collaboratrice administrative dès le 01.01.16)
Valérie Vaucher	secrétaire à 75%

En remplacement de M. Michele Barchi, lequel a cessé son activité au 31 décembre 2015, après 3 années passées au service de la Justice de paix de la Glâne, une nouvelle greffière a été engagée, au 1^{er} janvier 2016, en la personne de Mme Célia Ançay (60 %).

5.1.5.1.3. Locaux

Rue des Moines 58, 1680 Romont

Spacieux et adéquats, ils ne permettraient toutefois pas l'engagement d'une personne supplémentaire. Il y a parfois des difficultés à coordonner les séances des assesseurs, pour la vérification des comptes, et les rendez-vous notamment fixés pour les inventaires successoraux.

La Justice de paix dispose de la salle du tribunal un jour fixe par semaine, soit le lundi, voir d'autres jours de la semaine, mais uniquement à la demande et de manière tout à fait exceptionnelle. C'est pourquoi certaines séances ont lieu dans le bureau du juge de paix, en principe le jeudi après-midi ; de même que les audiences (juge unique), dont les ouvertures de testament.

Dans le même bâtiment se trouvent le greffe du Tribunal, l'Office des poursuites, le Registre foncier et la Gendarmerie ; proximité qui facilite grandement les contacts et l'échange d'informations.

5.1.5.2. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats, etc.)

En 2015, le volume de travail est resté influent, du fait notamment de la transformation des anciennes mesures, dont le délai de 3 ans arrivait à échéance le 31 décembre 2015. A cette date, l'ensemble des mesures d'adulte ont été adaptées au nouveau droit, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013, à l'exception d'une cinquantaine d'anciennes tutelles / interdictions civiles, dont la modification n'était pas impérative et qui le seront dans le courant de l'année 2016.

Malgré l'engagement successif d'un greffier (en 2013) et d'une secrétaire supplémentaire (en 2014), la charge de travail est restée lourde, du fait des nouvelles compétences attribuées aux justices de paix, de la judiciarisation des conflits et de l'intervention toujours plus grande d'avocats, et les heures supplémentaires importantes. Celles-ci sont toutefois en constante diminution.

Le système de rémunération des curateurs privés, qui dans le district sont au nombre de 170 et représentent plus des deux tiers des mesures d'adultes (300 mandats environ), a été entièrement revu, à la demande des communes de la Glâne, ce qui a occasionné un surcroît de travail.

Il est à noter l'apport conséquent des assesseurs, lesquels procèdent seuls au contrôle des comptes (plus de 400 dossiers) et qui, pour le juge de paix, sont de véritables collaborateurs.

D'une manière générale, les relations et contacts avec les différentes autorités, collectivités publiques, services de l'Etat, établissements et autres institutions actives dans le domaine de la protection - de l'enfant comme de l'adulte - du social et de la santé, sont bons ; de même qu'avec les avocats et notaires Ils le sont particulièrement avec le Centre de soins hospitaliers de Marsens, qui souvent nous accueille pour des contrôles judiciaires en matière de placement.

Après une année 2014 mouvementée, faite de nombreux changements, la Justice de paix de la Glâne a pu à nouveau compter sur un Service officiel efficace : 3 curateurs professionnels pour environ 140 dossiers. C'est du côté du Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ), dont le personnel est semble-t-il surchargé, que sont venues quelques difficultés : sur les 7 intervenants de l'équipe SUD, 5 ont été engagés depuis à peine une année, d'où un manque de constance, et parfois de suivi, dans les dossiers (plus de 200 mesures pour environ 150 jeunes, adolescents et enfants).

5.1.5.3. *Formation*

L'ensemble du personnel de la Justice de paix, à l'exception de la nouvelle greffière, arrivée en fin d'exercice, a à ce jour suivi la formation continue de l'Etat de Fribourg intitulée *Prévention des risques et gestion de la violence*, dispensée par la Haute école de travail social Fribourg, en collaboration avec le Service du personnel et d'organisation (SPO).

Outre l'inspection annuelle, faite par le Tribunal cantonal (TC), la justice de paix de la Glâne a eu droit cette année à une visite de l'Inspection des finances (contrôle des comptes 2014).

5.1.5.4. *Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

La Justice de paix de la Glâne, qui peut s'appuyer sur un réseau et des partenaires, pour la plupart efficaces, fonctionne plutôt bien, malgré une charge constante de travail, l'obligeant bien souvent à aller à l'essentiel, voire à se limiter à l'urgent. Sa situation est saine, à l'exception toujours d'un léger retard, accumulé depuis 2013 et l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions en matière de tutelle et curatelle (période de 3 ans transitoires pour l'adaptation des mesures).

Fort heureusement, elle a pu conserver, à peu de chose près, pour 2016, ses effectifs passés, lesquels avaient au départ été augmentés pour ces seuls changements de mesures. L'incertitude en le domaine du personnel demeure toutefois pesante.

La Justice de paix de la Glâne se doit encore de gagner en efficacité ; d'où la révision de certains processus et, peut-être, une nouvelle répartition des tâches. Le but est d'arriver à installer des procédures qui permettront à tous de gagner du temps et d'unifier certaines façons de procéder, tant au sein de la Justice de paix, qu'entre les différentes justices de paix de notre canton, dans une logique de qualité. Ce qui se fait déjà, depuis maintenant quelques années, au sein de la Conférence des justices de paix, mais aussi au travers d'un groupe de travail, nommé Tribuna V3, qui procède, avec le soutien du Service informatique de l'Etat (SITel), à l'élaboration de différents modèles de décisions.

5.1.6. Justice de paix de la Broye

5.1.6.1. Composition et locaux

5.1.6.1.1. Composition de la Justice de paix

Une Juge de paix, Sylviane Sauter, et huit assesseurs, Sylvie Bise, Marie-Claire Corminboeuf, Prisca Grandgirard, Gérard Pillonel, Jean-Bernard Renevey, Benoît Rimaz, Rose-Marie Rodriguez et Walter Tramaux.

5.1.6.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

En poste fixe (contrat de durée indéterminée) :

1	EPT	Juge de paix	Sylviane Sauter
1,80	EPT	Greffier	Chantal Ding (100%) Christel Eggertswyler (80%)
0,85	EPT	Collaborateur administratif	Marie-Noëlle Bersier (85%) en arrêt maladie depuis septembre 2014, remplacée par Carole Kaiser (placée par l'ORP)

Personnel d'appoint :

0.80	EPT	Greffier (CDD)	Cédric Michaux
0.60	EPT	Employé d'administration (CDD)	Chantal Gumy
1	EPT	JDE greffier	Thais Silva Agostini (jusqu'au 31.10.)
1	EPT	JDE employé d'administration	André Filipe Pereira Rolo

5.1.6.1.3. Locaux

Les locaux, situés à proximité de la gare, offrent des places de parc dans les environs et bénéficient de la discrétion nécessaire quant à son accès. L'espace à disposition est totalement utilisé. La gestion des archives est maintenant problématique. Une solution à court terme devra être trouvée.

5.1.6.2. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Les statistiques jointes au présent rapport ne sont pas représentatives de l'ensemble des activités de la Justice de paix. Afin d'obtenir une vision globale, il est nécessaire de les compléter par les statistiques produites à la COPMA, lesquelles seront transmises à l'échéance du premier trimestre 2016 pour 2015.

La surcharge de travail à laquelle est soumis l'ensemble du personnel est constante. Sans l'appui de personnel supplémentaire, comme les années précédentes, et de nombreuses heures supplémentaires, l'accomplissement des tâches dévolues à la Justice de paix ne serait simplement pas possible. Les demandes et signalements sont en constante augmentation, liée en partie à l'évolution démographique toujours bien présente dans le canton de Fribourg et particulièrement dans le district de la Broye.

La réadaptation des mesures instaurées sous l'empire de l'ancien droit, lesquelles seraient devenues de lege caduques au 1^{er} janvier 2016, a été traitée en priorité. La Justice de paix n'ayant bénéficié que d'environ 3 % du crédit alloué à ce titre aux Justices de paix en 2013 et 2014, l'engagement d'un greffier en CDD a été nécessaire pour respecter le délai précité.

Le soutien sous la forme de coaching externe proposé en automne 2014 n'a pas été mis en place. Mme Erard, qui avait effectué une analyse de toutes les Justices de paix du canton au printemps 2014, a rencontré l'ensemble du personnel en novembre 2014. Un rapport devait être établi sur la nouvelle dynamique constatée au sein du greffe ensuite notamment de la fin d'activité, respectivement de l'arrêt maladie de membres du secrétariat. Depuis lors, plus aucune nouvelle n'a été donnée à la Justice de paix.

L'ambiance de travail, malgré la charge de travail beaucoup trop importante, est maintenant bonne et agréable. L'ensemble des collaboratrices et collaborateurs effectue leurs tâches avec professionnalisme, dans un esprit positif et en faisant preuve de solidarité.

La Justice de paix peut également compter sur la participation active de ses assesseurs, qui siègent en fonction de leurs compétences et de leurs connaissances des dossiers.

Aucune remarque n'est à formuler concernant les rapports avec d'autres autorités ainsi que les avocats. Nous tenons à signaler l'excellente collaboration avec le Service de l'enfance et de la jeunesse, même si celui-ci est particulièrement surchargé également. La mise en place, ou plutôt l'adhésion de l'ensemble des communes du district broyard à un service officiel des curatelles s'est concrétisée durant l'année 2015.

5.1.6.3. *Formation*

La Juge de paix et les greffier/greffières ont participé, ensemble ou de manière individuelle, à diverses journées d'étude et de formation (Journées d'étude 2015 (ASCP) - L'audition des enfants dans les procédures relatives au droit de la famille - Mesures de contraintes: Comment communiquer? (COPMA en coopération avec la fondation Fluri Stiftung) - Journée de formation OAF).

5.1.6.4. *Divers et remarques finales (proposition de modifications législatives, informatiques etc.)*

Mme Ding participe toujours très activement au GT Tribuna V3. L'application Tribuna V3, tout en étant une base de données utile au travail quotidien, nécessite constamment des améliorations et des adaptations, en lien notamment avec les changements de législation. L'élaboration de modèles uniformisés ainsi que le suivi régulier de cette application profitent pleinement aux usagers, lesquels sont composés en grande partie de personnel temporaire.

5.1.7. Justice de paix de la Veveyse

5.1.7.1. Composition et locaux

5.1.7.1.1. Composition de la Justice de paix

Suite au souhait de deux assesseurs de cesser le contrôle des comptes annuels, Mesdames Maryline Werro et Anne-Lise Chaperon ont été engagées comme assesseures contrôleuses. Dès lors, la Justice de paix de la Veveyse dispose de douze juges assesseurs dotés de connaissances en matière médicale, sociale et gestion des biens.

5.1.7.1.2. Personnel (magistrats et greffe)

Sylviane Périsset Gantner : juge de paix à 75%

Sophie Terreaux (-Barbey) : greffière à 100%

Stéphanie Morand : secrétaire à 40%

Mona Gallaz : secrétaire à 40% (en arrêt maladie depuis le mois d'avril 2014 et dont le contrat s'est terminé le 30 novembre 2015)

Nathalie Beaud : secrétaire à 40%, dont 20% en remplacement de Mona Gallaz

Slavica Radovanovic : greffière ad hoc à 100% de juillet à décembre 2015

5.1.7.1.3. Locaux

Grâce à l'aide importante de plusieurs assesseurs, le déménagement au Château au mois de juin s'est déroulé sans problème. Avec davantage de place, nous avons pu rapatrier et classer toutes nos archives. Les assesseurs ont désormais leur propre bureau, ce qui facilitera leur travail, notamment en période de contrôle des comptes.

Reste à régler la problématique de l'accès au Château avec une route à pente très raide, non éclairée et sans barrière de sécurité et de l'éventuelle responsabilité de l'Etat en cas d'accident.

5.1.7.2. Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Afin de procéder au contrôle des quelque 294 rapports et comptes 2014 (244 dossiers d'adultes et 50 dossiers concernant 77 enfants au total) par les huit assesseurs contrôleurs, la mise sur pied d'une procédure par étapes (contrôle préalable des pièces, contrôle au fond, rémunération du curateur, rédaction et envoi des décisions d'approbation) a facilité le travail.

Le secrétariat étant clairement sous-doté (cf. rapport de Mme Erard) et la charge de travail demeurant très importante, aussi bien la juge que les greffières ou encore les assesseurs sont régulièrement amenés à accomplir des tâches dans ce domaine, afin d'éviter de trop grands retards dans le traitement des affaires.

Il a fallu par ailleurs procéder à l'adaptation, d'ici au 31 décembre 2015, des quelque septante anciennes mesures de protection d'adultes. Cela a nécessité l'engagement d'une greffière ad hoc, Slavica Radovanovic, pour 6 mois.

Au 31 décembre 2015, la Veveyse comptait :

- > 247 mesures de curatelles d'adultes
- > 9 administrations officielles de successions
- > 76 mandats de curatelles d'enfants et 4 mandats de tutelles de mineurs

Le service officiel des curatelles emploie désormais trois curateurs officiels, soit Caroline Grandjean-Meyer à 60%, Pascale Baudin Andrey à 40% et Christophe Stritt à 50% ainsi qu'une secrétaire réceptionniste, Carine Scheuner à 50%. En raison de l'absence prolongée de Caroline Grandjean (une année à partir de décembre 2014) et de l'engagement de Christophe Stritt en été 2015 seulement, il ne nous a pas été possible d'attribuer le nombre prévu de dossiers au Service officiel. C'est ainsi que les curateurs privés assument toujours le plus gros des mandats en Veveyse.

A noter qu'une première séance d'information et d'échange a eu lieu en automne 2015 avec les curateurs de la Veveyse et a rencontré un franc succès puisque 26 d'entre eux étaient présents.

Nous vous remettons avec ce rapport les statistiques demandées ; il est à relever surtout le nombre plus important de décisions de consentement (art. 416 CC) ainsi que les changements de porteurs de mandats, notamment en raison des adaptations des anciennes mesures d'adultes ou d'absence prolongée de curateurs (grossesse, maladie, etc.).

5.1.7.3. Formation

23 février : Formation SAP budget 2016 (S. Terreaux) ;

3 et 4 septembre : « Protection de l'enfant et relations personnelles – Défis pour garantir le bien-être de l'enfant », COPMA, Thoune (S. Terreaux) ;

1^{er} et 2 octobre : « Audition de l'enfant », Centre de formation continue, Université de Fribourg (S. Périsset Gantner) ;

6 octobre : Formation ProRecrute (S. Périsset Gantner et S. Terreaux)

27 novembre : « L'enfant dans la procédure civile », Centre de formation continue, Université de Fribourg (S. Terreaux).

5. Friedensgerichte

5.1. Allgemeiner Teil

5.1.1. Friedensgericht des Saanebezirks

5.1.1.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

5.1.1.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Das Friedensgericht Saane setzt sich aus 5 Einheiten zusammen, verteilt auf 380 % Friedensrichterstellen (60 % mehr als 2014).

Von den Friedensrichterinnen übt Delphine Queloz ihr Amt zu 100 % aus, Wanda Suter zu 70 %, Mélanie Imhof zu 60 % (seit 1. Oktober 2015, vorher 80 %) und Violaine Monnerat zu 60 % (seit 1. Oktober 2015, vorher 70 %). Seit 1. Oktober 2015 hat Gaël Gobet das Amt des Gerichtsschreibers zu 90 % inne.

Am 1. Dezember 2015 nahm Véronique Rossi ihre Arbeit als Chefgerichtsschreiberin wieder auf. Dieses Amt war während 2 Monaten verwaist gewesen.

Ab 1. September 2015 konnten wir auf die Dienste von Susanne Reidy als Verantwortliche des Sektors Buchhaltung zu 50 % zählen.

Karina Torres, die vorerst als jugendliche Arbeitsuchende in Zusammenarbeit mit dem Zwangsmassnahmengericht angestellt wurde, kam anschliessend in den Genuss eines befristeten Arbeitsvertrags. Nach einem internen Wechsel ist sie nun Richtersekretärin von Gaël Gobet.

Das Friedensgericht verfügt zurzeit über 23 Beisitzerinnen und Beisitzer, deren Ausbildungen und Qualifikationen den Kriterien der Interdisziplinarität gemäss dem Gesetz entsprechen.

5.1.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Das Friedensgericht zählt 15 VZÄ für einen Bezirk, dessen ständige Wohnbevölkerung im August 2015 103 637 Personen betrug (s. Webportal Staat Freiburg, Statistik).

Diese 15 VZÄ setzen sich wie folgt zusammen (Stand am 31. Dezember 2015):

Unbefristete Verträge	
3,8	Friedensrichter
1	Chefgerichtsschreiber
4,8	Gerichtsschreiber
2,9	Sekretär
1,5	Sekretär-Buchhalter
1	Sekretär am Empfang
15 VZÄ	

Wir werden zudem von einer Gerichtsschreiberin zu 50 % über den Invalidenkredit, 2 Lernenden, einem KBM-Praktikanten (kaufmännische Berufsmatura) und 3 Gerichtsschreiber-Praktikanten unterstützt.

Dazu kommt Personal, das einen ungesicherten Status ausserhalb des festen Budgets hat.

Befristete Verträge und ungesicherter Status		
0,7	Gerichtsschreiber	BV
0,5	Gerichtsschreiber	IK/P
1	Gerichtssekretärin	IK/P
1	Gerichtssekretärin	BV
1	Sekretär und Sekretär-Buchhalter	BV
0,5	Sekretär-Buchhalter	BV
1	Gerichtsschreiber	JAS
1	Sekretär-Buchhalter	PET
6,7 VZÄ mit ungesichertem Status		

Wie in den vorhergehenden Jahren suchten wir zusätzliche personelle Unterstützung (ausserhalb des Budgets), namentlich mit der Fortsetzung unserer Zusammenarbeit mit dem Zwangsmassnahmengericht, dem RAV und dem POA. Dieses Personal mit besonderem Vertrag macht fast ein Viertel unseres Personals aus.

Wir möchten hier festhalten, dass die Zuweisung einer neuen Friedensrichterstelle nicht von der Schaffung einer Gerichtsschreiberstelle und der Stelle einer Sekretärin für diesen Richter begleitet war. Deshalb mussten wir dem neuen Richter zwei Gerichtsschreiberinnen zu je 50 %, eine von ihnen mit einem befristeten Vertrag, und eine Sekretärin mit befristetem Vertrag zuweisen. Das Friedensgericht zählt damit 2 Richter, die weder über einen Gerichtsschreiber noch eine Gerichtssekretärin mit unbefristetem Vertrag verfügen. Diese Situation dürfte mit der Ankündigung, für sämtliche Direktionen des Staates Freiburg keine neuen Stellen zu bewilligen, andauern.

Wir unterstreichen, dass das Personalmanagement komplex bleibt, weil zahlreiche Personen nur vorübergehende Verträge haben, was eine grosse Personalrotation zur Folge hat.

Hier ist eine Liste der Personen, die am 31. Dezember 2015 beim Friedensgericht arbeiteten:

1	Friedensrichterin	Delphine Queloz	100 %
2	Friedensrichterin	Violaine Monnerat	60 %
3	Friedensrichterin	Wanda Suter	70 %
4	Friedensrichterin	Mélanie Imhof	60 %
5	Friedensrichter	Gaël Gobet	90 %
6	Chefgerichtsschreiberin ab 1.12.15	Véronique Rossi	100 %
7	Gerichtsschreiberin	Violaine Butty	50 %
8	Gerichtsschreiberin (Kredit Invalide)	Stéphanie Fidanza	50 %
9	Gerichtsschreiberin	Laure-Marie Collaud-Piller	80 %
10	Gerichtsschreiber / Vorsteher für Nachlässe	Werner Zimmerli	100 %
11	Gerichtsschreiberin	Valentine Stucky	100 %
12	Gerichtsschreiberin	Saskia Oldendorf	100 %
13	Gerichtsschreiberin (50 % IK und 50 % IK/P)	Sophie Germond	100 %
14	Gerichtsschreiber JAS (bis Mitte Januar 2016)	Julien Pollicino	100 %

15	Gerichtsschreiberin-Praktikantin (bis Ende Februar 2016)	Virginie Müller	100 %
16	Gerichtsschreiberin-Praktikantin (bis Ende Februar 2016)	Lisa Nussbaumer	100 %
17	Gerichtsschreiberin-Praktikantin (bis Ende Februar 2016)	Qendresa Prekaj	100 %
18	Gerichtsschreiberin mit BV bis 31.12.2015	Pauline Volery	50 %
19	Gerichtsschreiberin mit BV bis 31.12.2015	Catherine Hayoz	20 %
20	Bürochefin und Gerichtssekretärin	Nathalie Leuenberger-Progin	100 %
21	Verantwortliche Sektor Buchhaltung	Susanne Reidy	50 %
22	Gerichtssekretärin	Corine Dupasquier	80 %
23	Gerichtssekretärin	Lauriane Berset	60 %
24	Gerichtssekretärin (IK/P)	Nathalie Mürset	100 %
25	Gerichtssekretärin (BV bis 31.12.2015) Sekretärin Nachlässe (BV bis 31.12.2015)	Karina Torres	80 % 20 %
26	Sekretärin (Nachlässe)	Françoise Berger	50 %
27	Sekretärin-Buchhalterin (BV, Vertragsende am 30.11.2015)	Josiane Bertschy	50 %
28	Sekretärin-Buchhalterin	Fabienne Tercier	50 %
29	Buchhaltungsangestellte	Jeannette Andrey	50 %
30	Sekretärin am Empfang	Jacqueline Mauron	100 %
31	Sekretär (BV bis 31.12.2015) Sekretär-Buchhalter (BV bis 31.12.2015)	Antoine Morf	40 % 60 %
32	Lernende	Priscilla Catillaz	100 %
33	Lernende	Stéphanie Ramos Ribeiro	100 %
34	Praktikant KBM	Kevin Monteiro	100 %
35	Temporäres Beschäftigungsprogramm bis 31.12.2015 (RAV)	Cuzman Mircea	100 %

5.1.1.2.1. *Räumlichkeiten*

Das Friedensgericht des Saanebezirks verfügt derzeit über angemessene und funktionale Lokalitäten.

5.1.1.3. *Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)*

Nach dem Inkrafttreten des neuen Rechts nahm unsere Arbeitslast namentlich wegen der Umwandlung von Massnahmen und der erheblichen Zahl von Anzeigen vorerst merklich zu. Heute stellen wir eine gewisse Stabilisierung der Zahl der Anzeigen fest. Wir hoffen, dass ein zusätzlicher Friedensrichter zu 60 % seit ¹. Oktober 2015 in naher Zukunft die Gerichtseinheiten entlasten kann.

Einmal mehr unterstreichen wir, dass das ganze Personal unserer Dienststelle unter einer grossen Arbeitslast leidet. Wir machen uns immer noch Sorgen um die Gesundheit unserer Mitarbeiter, bei denen sich die krankheitsbedingten Abwesenheiten häufen. Die Müdigkeit macht sich auch unter den Friedensrichterinnen breit.

Für alle Fälle weisen wir darauf hin, dass die Friedensrichterinnen von ¹. Januar bis 31. Dezember 2015 1387 Sitzungen durchführten. Vom ¹. Januar bis 31. Dezember 2015 errichteten die Friedensrichter 1374 Massnahmen für Erwachsene und 961 Massnahmen für Minderjährige. Sie hoben 578 Massnahmen für

Erwachsene und 537 Massnahmen für Minderjährige auf. Am 31. Dezember 2015 zählte das Friedensgericht 3240 laufende Massnahmen für Erwachsene und für Minderjährige. Wir unterhalten gute Beziehungen sowohl zu den Behörden als auch zu den Anwälten. Wir weisen darauf hin, dass die Rechtsuchenden sich vor dem Friedensgericht immer häufiger von einem berufsmässigen Vertreter unterstützen lassen.

5.1.1.4. *Ausbildung*

Verschiedene Richter und Gerichtsschreiber besuchten die Weiterbildung von GEMME in Neuenburg im Mai 2015 und die von KOKES angebotenen Kurse im November/Dezember 2015 sowie die Weiterbildung des Freiburger Anwaltsverbands und die von POA organisierte Weiterbildung zur Prävention gegen Gewalt und Umgang mit Gewalt.

5.1.1.5. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Neues Schutzrecht und Umwandlung von Massnahmen

Wir haben uns gut an das neue Gesetz über den Kindes- und Erwachsenenschutz gewöhnt und freuen uns, in diesem neuen Rahmen zu arbeiten. Das neue Recht macht allerdings eine ausführlichere Instruktion nötig, was Mehrarbeit verursacht. Trotz der Schwerfälligkeit des Verfahrens ist das Ergebnis für die Rechtsuchenden günstig.

Bis 1. Januar 2016 waren sämtliche Schutzmassnahmen des alten Rechts umgewandelt und an das neue Recht angepasst worden.

Prüfung und Genehmigung der Rechnung

Seit der Reorganisation der Friedensgerichte im Jahr 2008 beklagen wir einen beträchtlichen Rückstand bei der Überprüfung und der Genehmigung der Rechnungen der betroffenen Personen. Diese Situation birgt eine gewisse Gefahr, namentlich was die Verantwortung des Staats angeht. Wir haben grossen Anstrengungen zur Behebung des Rückstands zugestimmt, indem wir der Buchhaltungsabteilung regelmässig Personal zugewiesen haben. Wir haben grundsätzliche Überlegungen zu den Abläufen und zur internen Organisation unserer Buchhaltung angestellt. In der Folge haben wir eine Sektorverantwortliche ernannt. Wir hoffen, den Zustand unseres Buchhaltungssektors im Laufe des Jahres 2016 zu verbessern.

Fahrten/Parkplätze

Die Friedensrichterinnen müssen sich immer öfter ins Spitalpflegezentrum Marsens, in andere Einrichtungen oder zu den Leuten nach Hause begeben. Trotz wiederholter Gesuche konnte für das Parkieren keine Lösung gefunden werden, wobei darauf hingewiesen sei, dass die Friedensrichterinnen ihr Fahrzeug nicht für den Arbeitsweg, sondern für dienstliche Fahrten brauchen.

5.1.2. Friedensgericht des Sensebezirks

5.1.2.1. *Zusammensetzung und Lokalitäten*

5.1.2.1.1. *Zusammensetzung des Friedensgerichts*

Das Friedensgericht tagt als Dreiergremium unter dem Vorsitz der Friedensrichterin. Aus einem Pool von neun Beisitzern werden jeweils zwei für die Verhandlungen aufgeboden. Per Ende 2015 ist Marianne Hauser als Beisitzerin zurückgetreten. Als Ersatz wurde Rita Raemy gewählt.

5.1.2.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Hauptamtliche Friedensrichterin ist Béatrice Kaeser zu 100%. Als Friedensrichter ad hoc amtet seit Mai 2014 Elias Moussa; er wurde zwecks Erledigung dreier umfangreicher hängiger Erbschaftsfälle ernannt. Von Juni 2015 bis November 2015 war zudem Johanna Mayer-Ladner zu 30% als Friedensrichterin ad hoc ernannt.

In Bezug auf die Gerichtsschreiberei haben sich folgende Änderung ergeben: Die Gerichtsschreiberin Sibylle Thür hat per Ende Juli 2015 gekündigt. An ihrer Stelle konnte Christian Jungen gewonnen werden; er hat seine Stelle am 1. August 2015 (90%) angetreten. Die Gerichtsschreiberei wurde per 1. Januar 2015 durch eine neu geschaffene Stelle zu 50% verstärkt. Hinsichtlich der Umwandlung der altrechtlichen Massnahmen in solche des neuen Erwachsenenschutzrechtes konnte für die Zeit vom 1. März 2015 bis 30. Juni 2015 ein ausserordentlicher Gerichtsschreiber angestellt werden.

Das Gerichtssekretariat führen unverändert Rosemarie Kröpfl und Susanne Schmutz.

5.1.2.1.3. *Lokalitäten*

Das Friedensgericht ist seit dem 1. Januar 2008 im Amthaus in Tifers angesiedelt. Es führt seine Gerichtsverhandlungen im Gerichtssaal des Amthauses, welches sich das Bezirks- und Friedensgericht teilen. Die Lokalitäten sind gut, der Platz ist allerdings knapp.

5.1.2.2. *Rechtsprechung (gesamt Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)*

Die Gerichtstätigkeit ergibt sich vorwiegend aus der beiliegenden Statistik. Nicht in der Statistik erfasst sind beratende/vermittelnde Tätigkeiten, Gespräche zwecks Abklärung des Sachverhalts, welche nicht zu einer Massnahme geführt haben, und Ähnliches.

Die Arbeitslast war im Berichtsjahr sehr hoch. Die zu behandelnden Dossiers sind anspruchsvoll, komplex und zeitintensiv. Insbesondere Gefährdungsmeldungen betreffend Kinder und psychisch Kranke verlangen viel Fingerspitzengefühl und Aufwand.

Der Umgang und die Zusammenarbeit mit anderen Behörden und sonstigen Ansprechpartnern sind sehr gut und konstruktiv.

5.1.2.3. *Weiterbildung*

Die Friedensrichterin Kaeser besuchte die KOKES-Tagungen betreffend Kindes- und Erwachsenenschutzrecht und betreffend Kommunikation von Zwangsmassnahmen; die Friedensrichterin ad hoc Mayer besuchte die Richtertagung und einen Kurs zum Kindeswohl (jeweils zwei eintägige Kurse).

5.1.2.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Trotz personeller Verstärkung blieb die Arbeitslast sehr hoch. Dringende Angelegenheiten und das Tagesgeschäft bestimmten weitgehend die Prioritäten, so dass wenig bis kein Raum blieb für andere Angelegenheiten. Jede Abwesenheit wegen Ferien, Krankheit, Ausbildung etc. machte sich bemerkbar und war kaum tragbar. Dazu kam noch der personelle Wechsel in der Gerichtsschreiberei. Dank dem grossem Einsatz des gesamten Teams und der guten Zusammenarbeit mit den Involvierten, vor allem mit dem Jugendamt und den Berufsbeistandschaften, konnten die Fälle einigermaßen zeitgerecht und sorgfältig erledigt werden. Auch konnten die altrechtlichen Massnahmen fristgerecht in neue Massnahmen des Erwachsenenschutzrechtes überführt werden. Eine Aufstockung der personellen Ressourcen ist jedoch notwendig, um in Zukunft eine verantwortungsvolle Justiz im Rahmen des Kindes- und Erwachsenenschutzes gewährleisten zu können.

5.1.3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

5.1.3.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

5.1.3.1.1. *Zusammensetzung des Friedensgerichts*

Das Friedensgericht des Greyerzbezirks setzt sich aus drei Teams zusammen, denen jeweils ein/e Friedensrichter/in zu 70 %, ein/e Gerichtsschreiber/in zu 50 % und eine Sekretärin zu 75 % angehören. Dazu kommen Sekretärinnen, Gerichtsschreiber/innen, Gerichtsschreiber-Praktikanten und -Praktikantinnen und 12 beisitzende Richter.

5.1.3.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Friedensrichter/innen

Marie-Laure Paschoud Page (0,7 VZÄ), Sophie Margueron Gumy (0,7 VZÄ), Jean-Joseph Brodard (0,7 VZÄ),

Chefgerichtsschreiberin

Alexandra Fabbro (1 VZÄ): 0,5 VZÄ Chefgerichtsschreiberin + 0,5 VZÄ Gerichtsschreiberin.

Gerichtsschreiber

Philippa de Quay (0,5 bis 0,7 VZÄ bis 30. September 2015 und 0,4 VZÄ ab 1. Oktober 2015), Michaël Thibaut (1 VZÄ) - davon die ersten 9 Monate als junger Arbeitsuchender, Pierre-Laurent Dougoud (0,5 VZÄ) - vom 1. Januar bis 31. Juli 2015, Inès Bruggisser (0,8 VZÄ vom 1. Februar bis 30. April 2015 und 0,5 VZÄ bis 31. August 2015), Marie Brodard (1 VZÄ) ab 1. September 2015.

Gerichtsschreiber-Praktikanten und -Praktikantinnen

Manon Francey (1 VZÄ) - bis 28. Februar 2015, Marie Brodard (1 VZÄ) - vom 1. März bis 31. August 2015, Sara Vantaggio (1 VZÄ) - vom 1. März bis 31. August 2015, Tiffany Currat (1 VZÄ) - ab 1. September 2015, Murielle Violi (1 VZÄ) - ab 1. September 2015.

Richter-Beisitzer

Mireille Barbey, Frédérique Brodard, Marie-Antoinette Christen Bloch, Mick Décosterd, Laurence Genoud, Noëlle Genoud, Véronique Glasson, René Jaquet, Jean-Pierre Levrat, Maria Elvira Nordmann, François Oberson, Pascale Pache.

Sekretärinnen

Nicole Bort (1 VZÄ), Angélique Grob (0,75 VZÄ bis 30. Juni 2015, 1 VZÄ ab 1. Juli 2015), Sylviane Raboud (0,75 VZÄ), Corinne Morier (0,4 VZÄ), Claire-Lise Pauli (0,4 VZÄ) - ab 1. Dezember 2015, durch ein Wiedereingliederungspraktikum der IV.

5.1.3.1.3. *Räumlichkeiten*

Seit September 2014 ist das Gericht in neuen Räumlichkeiten an der Rue de l'Europe 10 in Bulle untergebracht. Die modernen, hellen und praktischen Räumlichkeiten werden von allen Mitarbeitenden geschätzt. Einige Einstellungen müssen noch vorgenommen werden. Man muss aber darauf hinweisen, dass der Platz für das Friedensgericht am neuen Ort schon wieder knapp ist; einige Mitarbeiter müssen täglich den Arbeitsplatz wechseln, weil es zu wenige feste Arbeitsplätze gibt.

5.1.3.2. *Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen usw.)*

5.1.3.2.1. *Gesamte Arbeitslast*

Das Friedensgericht Greyerz arbeitet immer just-in-time, und jede Absenz macht sich sofort bemerkbar, so dass das anwesende Personal zu zahlreichen Überstunden gezwungen wird. Das Friedensgericht konnte zwar im Kampf gegen die Arbeitslast dank Pauschalkrediten Personal für die Gerichtsschreiberei und das Sekretariat anstellen, hingegen sind die Friedensrichter weiterhin überlastet und häufen Überstunden und unbezogene Ferientage an.

5.1.3.2.2. *Kindes- und Erwachsenenschutzmassnahmen*

Am 1. Januar 2015 waren 354 Minderjährige von einer Kinderschutzmassnahme und 848 Personen von einer Erwachsenenschutzmassnahme betroffen. Am 31. Dezember 2015 wurden für 348 Minderjährige Kinderschutzmassnahmen und für 898 Personen Erwachsenenschutzmassnahmen ergriffen, was eine Zunahme der Fälle bedeutet. Mit Blick auf das bedeutende Bevölkerungswachstum im Greyerzbezirk und im Süden des Kantons zeigt die Tendenz weiter nach oben.

Dank einer guten Organisation und Arbeitseinteilung konnte das Friedensgericht Greyerz alle Schutzmassnahmen des alten Rechts in Schutzmassnahmen des neuen Rechts überführen. Es hat bereits eine gewisse Zahl von Fällen umfassender Beistandschaft angepasst, wie dies im Gesetz vorgesehen ist, gemäss dem die ehemaligen Vormundschaften in Massnahmen umgewandelt werden, die geeigneter sind und dem Schutzbedürfnis der Betroffenen besser entsprechen.

Was den Minderjährigenschutz angeht, möchte das Friedensgericht betonen, dass es sich mit rund 15 besorgniserregenden Fällen konfrontiert sieht, bei denen selbst viel Zeit und zahlreiche Mittel des Gerichts wie auch der verschiedenen Akteure keinen Erfolg bringen, zumal diese Minderjährigen und manchmal auch ihre Eltern sich nicht helfen lassen und die Plätze in den Heimen fehlen.

5.1.3.2.3. *Fürsorgerische Unterbringungen*

Im Verlauf des Jahres 2015 wurden vom Friedensgericht des Greyerzbezirks 115 Dossiers für eine fürsorgerische Unterbringung eröffnet; im Allgemeinen verfügen die Ärzte diese Unterbringungen dringlich. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks hat seinerseits 26 fürsorgerische Unterbringungen verlängert.

5.1.3.2.4. *Nachlasse*

Dank der Massnahmen, die Ende 2014 zur Entlastung der Friedensgerichte ergriffen wurden, fielen 2015 für 426 Todesfälle lediglich 258 Steuerinventare an. Im Jahr 2014 waren es 337 Inventare für 416 Todesfälle gewesen. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks hofft, dass es dank der entsprechenden Änderungen der Gesetzgebung, die am 1. Januar 2016 in Kraft getreten sind, noch effizienter und schneller arbeitet, damit die Arbeitslast der Mitarbeitenden möglichst verringert werden kann.

Ausserdem brauchen die Friedensrichter für den Nachlassbereich immer mehr Zeit, namentlich bei den sichernden Massnahmen und den Auskünften; es muss darauf hingewiesen werden, dass das Gesetz lückenhaft ist und jede Situation Besonderheiten aufweist.

5.1.3.2.5. *Organisation*

Die drei Richter und das Personal sind so anwesend, dass die Räumlichkeiten und der Gerichtssaal während der Woche optimal genutzt werden können; jeder Richter hat einen fixen Tag pro Woche für seine Sitzungen.

Das Friedensgericht verfügt über ein internes Reglement, dem die Pflichtenhefte beiliegen.

Die Dossiers werden von der Chefgerichtsschreiberin auf die 3 Friedensrichter verteilt.

2015 war Sophie Margueron Gummy administrative Vorsitzende des Friedensgerichts (Art. 21 Abs. 2 JG). Sie arbeitete mit Alexandra Fabbro, Chefgerichtsschreiberin, und Nicole Bort, Sekretärin, die über 0,25 VZÄ für administrative Aufgaben verfügt, zusammen. 2016 wird Jean-Joseph Brodard dieses Amt innehaben.

2015 wirkte Alexandra Fabbro neben ihren Aufgaben in der Administration und für das Personal aktiv in der Arbeitsgruppe Tribuna V3, die einmal im Monat zusammentritt, mit. Zudem nahm sie an den verschiedenen internen Sitzungen, d. h. 3 Plenarsitzungen des Friedensgerichts und zahlreichen Sitzungen von Friedensrichtern, Gerichtsschreibern und Sekretärinnen, teil.

Im Laufe des Jahres 2015 nahmen die Magistratspersonen und die Chefgerichtsschreiberin an zahlreichen berufsübergreifenden Sitzungen teil, insbesondere im Rahmen der Minderjährigen unseres Bezirks, die in grossen Schwierigkeiten stecken, aber auch an verschiedenen Anlässen und Versammlungen, namentlich um die Rolle des Friedensgerichts zu erklären und die Zusammenarbeit mit den verschiedenen Akteuren zu verbessern.

5.1.3.3. *Ausbildung*

Das Personal des Friedensgerichts des Greyerzbezirks, namentlich die Friedensrichter und die Gerichtsschreiber, nahmen an mehreren juristischen Ausbildungen über das Kindes- und Erwachsenenschutzrecht teil.

5.1.3.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

2014 hat sich der Bericht von Hesperia AG speziell mit den Schwierigkeiten, mit denen die Friedensgerichte konfrontiert sind, beschäftigt. Unserer Meinung nach hat sich die Situation während des Jahres trotz der ergriffenen Massnahmen kaum verändert.

2015 schenkte das Friedensgericht des Greyerzbezirks der Rechnungsprüfung und -genehmigung der betroffenen Personen ein besonderes Augenmerk; zudem sorgte es für eine bessere Unterstützung der mit diesen Aufgaben betrauten Beisitzer, namentlich indem es die Rolle des Sekretariats bei der Einhaltung der Fristen stärkte.

Wie es bereits in den Zielen 2016 des Friedensgerichts des Greyerzbezirks steht, geht es weiterhin darum, die Aufgaben bestmöglich, möglichst schnell und in einem guten Arbeitsklima zu erledigen. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks dankt den Mitarbeitern für ihr Engagement ganz besonders. Die bereits unternommenen Anstrengungen bei der Verbesserung der geschaffenen Verfahren und die Harmonisierung der Praxis werden weitergeführt. Ausserdem besteht eine Priorität des Friedensgerichts des Greyerzbezirks für das Jahr 2016 in der Weiterbildung seiner Beisitzer und der Beistände des Bezirks; eine Halbtages-Weiterbildung für alle Berufsbeistände des Greyerzbezirks ist am 11. März 2016 vorgesehen.

5.1.4. Friedensgericht des Seebezirks

5.1.4.1. *Zusammensetzung und Lokalitäten*

5.1.4.1.1. *Zusammensetzung des Friedensgerichts*

Das Friedensgericht des Seebezirks verfügt über 12 Beisitzerinnen und Beisitzer: Claudia Achermann, wohnhaft in Cressier; Nicole Aebi, wohnhaft in Kerzers; Jean-Daniel Andrey, domicilié à Cormérod; Marie-Madeleine Bovigny Rossy, domiciliée à Misery; Els de Kock, domiciliée à Morat; Guido Egger, wohnhaft in Guschelmuth ; Jacqueline Haefliger, wohnhaft in Guschelmuth; Brigitte Laubscher, wohnhaft in Greng; Marianne Reinhard Ryser, wohnhaft in Praz; Olivier Simonet, domicilié à Villarepos; Sabine Spring, wohnhaft in Courtaman; Annakatharina Walser Beglinger, wohnhaft in Jeuss. Die Beisitzer und Beisitzerinnen verfügen alle über entweder jahrelange Erfahrung als Beisitzer auf dem Friedensgericht und/oder über Qualifikationen, die dem neuen Anforderungsprofil der Mitglieder der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden im Grossen und Ganzen entsprechen. Eine Beisitzerin und ein Beisitzer haben auf eigenen Wunsch bzw. Entscheid weder an Gerichtsverhandlungen teilgenommen noch Rechnungsprüfungen vorgenommen.

5.1.4.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Auf dem Friedensgericht des Seebezirks ist im Jahre 2015 wiederum kein personeller Wechsel erfolgt, hingegen hat Sarah Blanc am 1. Januar 2015 ihre 10%-Stelle als Büromitarbeiterin mit einem befristeten Arbeitsvertrag angetreten, und das Arbeitspensum der Gerichtsssekretärin Renate Schwarzenberger konnte von 80% auf 100% erhöht werden. Im Weiteren verfügen die Gerichtsschreiberin Gülseren Bulut und die Büromitarbeiterin Priska Kohli seit dem 1. Januar 2015 über einen unbefristeten Arbeitsvertrag mit denselben Stellenprozenten wie im Vorjahr. Die dem Friedensgericht des Seebezirks zugestandenen zusätzlichen 30 Stellenprocente waren nötig und willkommen, um die hohe Arbeitslast des Sekretariates etwas zu mildern.

Zusammensetzung 2015:

Claudine Lurf-Vonlanthen, Friedensrichterin:	100%
Sara Fiechter, Gerichtsschreiberin:	70%
Renate Schwarzenberger, Sekretärin:	100%
Véronique Borne, Sekretärin:	50%
Gülseren Bulut, Gerichtsschreiberin:	80%
Priska Kohli, Büromitarbeiterin :	50%
Sarah Blanc, Verwaltungssachbearbeiterin(begrenzte Dauer)	10%

Die Angelegenheiten werden nach Sprachen unter den Gerichtsschreiberinnen und den Sekretärinnen aufgeteilt. Sowohl die Gerichtsschreiberinnen als auch die Sekretärinnen und die Büromitarbeiterinnen erfüllten ihr Pflichtenheft im Jahre 2015 wieder zur vollsten Zufriedenheit der Friedensrichterin. Trotz hoher Arbeitslast, oft schwierigen Situationen und häufig enormem Zeitdruck sind die Mitarbeiterinnen stets loyal und positiv ihrer Arbeit gegenüber eingestellt, und sie besitzen nebst den beruflichen auch alle menschlichen Qualitäten, um die oft schwierige Arbeit auf dem Friedensgericht bewältigen zu können.

5.1.4.1.3. *Lokalitäten*

Das Friedensgericht ist seit 2008 in den Lokalitäten der Gemeinde Murten an der Rathausgasse 6-8 eingemietet. Der Standort des Friedensgerichts in der Altstadt Murten ist ideal. Nicht weit vom Parkhaus und Bahnhof und auch vom Bezirksgericht, Oberamt und Zivilstandesamt entfernt, ist es diskret zentral gelegen und leicht zu finden. Hingegen sind die zur Verfügung stehenden Räumlichkeiten nicht mehr genügend. Es fehlt an Platz überall, sowohl an Arbeitsplätzen für das Personal und die Beisitzerinnen und Beisitzer als auch an Raum für die Archivierung der Akten. Die Suche nach einer neuen Lokalität ist dringlich.

Der Sozialdienst und die Berufsbeistandschaft der Gemeinde Murten haben Mitte 2015 die Rathausgasse 8 verlassen und wurden in einem neuen Bürogebäude in der Nähe des Bahnhofs Murten untergebracht. Die Anfrage für die Nutzung von zusätzlichen Räumlichkeiten durch das Friedensgericht ab Mitte 2015 wurde abschlägig beantwortet, da die Eigentümerin das Gebäude selber nutzen will. Dem Friedensgericht wurde der Mietvertrag per Ende 2017 gekündigt. Es ist zu hoffen, dass im Verlaufe des Jahres 2016 eine Lösung gefunden werden kann.

5.1.4.2. *Gerichtstätigkeit*

Von den zwölf Beisitzern und Beisitzerinnen wurden zehn in einem regelmässigen Turnus für die Anhörungen und die Prüfung der Jahresrechnungen aufgeboden. Es wurde so gut als möglich versucht, die vom neuen Erwachsenen- und Kinderschutzrecht vorgesehene fachgerechte Zusammensetzung des Spruchkörpers zu respektieren.

Die Gerichtsschreiberinnen sind verantwortlich für die Redaktion der Entscheide des Friedensgerichts. Nebst der Erledigung vieler anderer Arbeiten führen sie das Protokoll der Anhörungen im Kindes- und Erwachsenenschutz, verfassen alle diesbezüglichen Vorladungen und führen die Aktenhefte. Die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter ist im Weiteren zuständig für die Stundenabrechnung der Beisitzer und Beisitzerinnen.

Das Sekretariat ist nebst der Erledigung vieler anderer Administrativarbeiten verantwortlich für die die Vorladungen zur Errichtung des Steuerinventars bei Todesfall. Die beiden Sekretärinnen führen die Dossiers Erbschaftswesen (Steuerinventare, Erbbescheinigungen, Protokolle über die Eröffnung einer Verfügung von Todes wegen usw.) und Kinderbelange (Unterhaltsverträge, Inventare Kindesvermögen, gemeinsame elterliche Sorge usw.) sowie Handlungsfähigkeitszeugnisse. Die Sekretärinnen nehmen an der Inventaraufnahme teil und führen das Protokoll. Sie sind verantwortlich für den Versand des Inventars an die Erben und das Amt für Erbschafts- und Schenkungssteuern. Die ganze Fakturierung wie auch das Erstellen der Lohnausweise für die Mandatsträger und die Abrechnungen für die Ausgleichskasse des Kantons Freiburg werden über das Sekretariat abgewickelt.

Zu erwähnen bleibt, dass das Sekretariat bzw. die Gerichtsschreiberei permanent besetzt ist (Mo-Fr 08.00 – 11.30 Uhr; 14.00 – 17.00 Uhr).

5.1.4.3. *Weiterbildung*

Die Friedensrichterin hat die von der Konferenz der Kantone für Kindes- und Erwachsenenschutz angebotene nationale Tagung zum Thema ‚Zwangsmassnahmen: Wie kommunizieren?‘ besucht.

Die Gerichtsschreiberin Sara Fiechter hat als Mitglied der Arbeitsgruppe Tribuna V3 auch im Jahre 2015 viele Arbeitstage in die Weiterentwicklung bzw. die Verbesserung des Informatikprogramms Tribuna V3 und das Verfassen von Entscheidvorlagen investiert.

5.1.4.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen*

Im Jahre 2015 blieb die Arbeitslast unverändert hoch, es mussten Überstunden geleistet werden. Die hohe Arbeitslast erlaubte es nicht, die Überstunden mit Ferien zu kompensieren. Diese wurden den Mitarbeiterinnen ausbezahlt.

Die letzten, im Jahre 2015 noch verbliebenen, nach altem Recht angeordneten Massnahmen konnten fristgerecht in Massnahmen des neuen Schutzrechts überführt werden. Die dreijährige Frist zur Anpassung der altrechtlichen vormundschaftlichen Massnahmen konnte somit gewahrt werden. Festzuhalten ist, dass alle diesbezüglichen Verfahren ohne zusätzliche, befristet angestellte Gerichtsschreiber bewältigt wurden.

5.1.5. Friedensgericht des Glanebezirks

5.1.5.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

5.1.5.1.1. *Zusammensetzung des Friedensgerichts*

Ein Friedensrichter, ein Gerichtsschreiber und zwei Beisitzer

Liste der Beisitzer/innen: Charlotte Aeberhard, Isabelle Baudois, Alexis Carrel (neu), Marguerite Morand, Marie-Christine Offner (Rücktritt am 31.03.15), Bernard Sansonnens und Michel Seydoux (neu).

Das Friedensgericht des Glanebezirks sucht einen neuen Beisitzer mit Kompetenzen im Bank- und/oder Steuerwesen, als Nachfolger für die zurückgetretene Marie-Christine Offner; die Stelle wurde im April 2015 ausgeschrieben, bisher erfolglos.

5.1.5.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Marc Butty	Friedensrichter zu 80 %
Pascale Naudi	Gerichtsschreiberin (erste Instanz) zu 60 %
Michele Barchi	Gerichtsschreiber zu 70 % (bis 31.12.15)
Pascale Mottet	Verwaltungssachbearbeiterin zu 50 %
Sylvie Perroud	Sekretärin zu 70 % (Verwaltungssachbearbeiterin ab 01.01.16)
Valérie Vaucher	Sekretärin zu 75 %

Michele Barchi gab seine Tätigkeit am 31. Dezember 2015 nach 3 Jahren im Dienste des Friedensgerichts des Glanebezirks auf. Seine Nachfolge trat am 1. Januar 2016 Célia Ançay (60 %) an.

5.1.5.1.3. *Räumlichkeiten*

Rue des Moines 58, 1680 Romont.

Sie sind zwar geräumig und angemessen, erlauben aber nicht die Anstellung einer zusätzlichen Person. Manchmal ist es schwierig, die Sitzungen der Beisitzer für die Rechnungsprüfung und die Termine für die Erstellung des Erbschaftsinventars zu koordinieren.

Das Friedensgericht verfügt an einem festen Tag pro Woche, nämlich am Montag, über den Gerichtssaal; an anderen Wochentagen kann es ihn nur auf Verlagen und wirklich nur ausnahmsweise benützen. Deshalb finden gewisse Sitzungen grundsätzlich am Donnerstagnachmittag im Büro des Friedensrichters statt; das gilt auch für die Anhörungen (Einzelrichter), zu denen auch die Testamentseröffnungen gehören.

Im selben Gebäude befinden sich die Gerichtsschreiberei, das Betreibungsamt, das Grundbuchamt und die Gendarmerie; eine Nähe, welche die Kontakte und den Informationsaustausch wesentlich erleichtert.

5.1.5.2. *Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)*

2015 blieb das Arbeitsvolumen beträchtlich, namentlich wegen der Umwandlung der ehemaligen Massnahmen, deren dreijährige Frist am 31. Dezember 2015 ablief. Bis zu diesem Datum wurden sämtliche Massnahmen für Erwachsene ans neue Gesetz angepasst, das am 1. Januar 2013 in Kraft getreten war. Eine Ausnahme bilden die rund 50 ehemaligen Vormundschaften/Entmündigungen, deren Änderung nicht dringend war und die im Laufe des Jahres 2016 angepasst werden.

Trotz der Anstellung eines Gerichtsschreibers (2013) und einer Sekretärin (2014) drückt die Arbeitslast weiterhin: neue Zuständigkeiten für die Friedensgerichte, Verrechtlichung der Konflikte, immer häufigere Intervention von Anwälten. All das führt zu zahlreichen Überstunden. Allerdings nimmt ihre Zahl ständig ab.

Das Entschädigungssystem für private Beistände wurde auf Antrag der Gemeinden des Glanebezirks gänzlich überarbeitet, was zusätzliche Arbeit mit sich brachte. Die Zahl der privaten Beistände im Bezirk beträgt 170; sie betreuen mehr als zwei Drittel der Massnahmen für Erwachsene (rund 300 Mandate).

Es sei an dieser Stelle der wesentliche Beitrag der Beisitzer erwähnt. Sie führen die Rechnungsprüfung allein durch (über 400 Dossiers) und sind für den Friedensrichter wahrhaftige Mitarbeiter.

Allgemein sind die Beziehungen und Kontakte mit den verschiedenen Behörden, Gemeinwesen, Ämtern des Staates, Einrichtungen und den übrigen in den Bereichen des Schutzes - des Kinde wie des Erwachsenen - sowie des Sozial- und Gesundheitswesens tätigen Institutionen, gut; das gilt auch für die Anwälte und Notare und ganz speziell für das Spital Marsens, wo wir oft für gerichtliche Überprüfungen bei Unterbringungen angefragt werden.

Nach einem bewegten Jahr 2014 mit zahlreichen Wechseln konnte das Friedensgericht des Glanebezirks wieder auf einen effizienten amtlichen Dienst zählen: 3 Berufsbeistände für rund 140 Fälle. Hingegen traten beim Jugendamt (JA), das anscheinend überlastet ist, einige Schwierigkeiten auf: Von den 7 Akteuren des Teams SÜD wurden 5 im Laufe des letzten Jahres angestellt, weswegen es bei der Behandlung der Dossiers (über 200 Massnahmen für rund 150 Jugendliche, Erwachsene und Kinder) oft an Beständigkeit und Betreuung mangelt.

5.1.5.3. *Ausbildung*

Das gesamte Personal des Friedensgerichts, mit Ausnahme der neuen Gerichtsschreiberin, die erst Ende Jahr zu uns stiess, hat die Weiterbildung des Staates Freiburg mit dem Titel *Risikoprävention und Umgang mit Gewalt* besucht. Dieser Kurs wurde von der Hochschule für Soziale Arbeit Freiburg in Zusammenarbeit mit dem Amt für Personal und Organisation (POA) angeboten.

Das Friedensgericht des Glanebezirks wurde in diesem Jahr neben der Jahresinspektion durch das Kantonsgericht (KG) vom Finanzinspektorat besucht (Rechnungsprüfung 2014).

5.1.5.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Das Friedensgericht des Glanebezirks, das sich auf ein Netz und Partner, die zumeist effizient sind, stützen kann, funktioniert eher gut, trotz dauernder Arbeitslast, die es dazu zwingt, sich oft auf das Wesentliche oder Dringliche zu beschränken. Die Situation ist gesund, wenn man von einem leichten Rückstand, der sich seit 2013 angehäuft hat, und vom Inkrafttreten der neuen Bestimmungen über die Vormundschaft und die Beistandschaft (3-jährige Übergangsperiode für die Anpassung der Massnahmen) absieht.

Glücklicherweise konnte das Gericht für das Jahr 2016 das Personal, das ursprünglich für die Änderung der Massnahmen angestellt worden war, im Wesentlichen behalten. Die Ungewissheit im Personalbereich drückt weiterhin schwer.

Das Friedensgericht des Glanebezirks muss noch effizienter werden; gewisse Abläufe sollten überprüft und die Aufgaben möglicherweise neu verteilt werden. Das Ziel besteht darin, Verfahren einzuführen, dank deren alle Zeit gewinnen und gewisse Vorgehensweisen vereinheitlicht werden können, sowohl beim Friedensgericht als auch für alle Friedensgerichte unseres Kantons; all das mit Blick auf höhere Qualität. In diese Richtung wird bereits seit einigen Jahren in der Konferenz der Friedensgerichte und in der Arbeitsgruppe Tribuna V3 gearbeitet. Diese Arbeitsgruppe beschäftigt sich mit verschiedenen Entscheidungsmodellen; sie wird dabei vom Amt für Informatik und Telekommunikation des Staates Freiburg (ITA) unterstützt.

5.1.6. Friedensgericht des Broyebezirks

5.1.6.1. Zusammensetzung und Räumlichkeiten

5.1.6.1.1. Zusammensetzung des Friedensgerichts

Eine Friedensrichterin, Sylviane Sauter, und 8 Beisitzer/innen, Sylvie Bise, Marie-Claire Corminbœuf, Prisca Grandgirard, Gérard Pillonel, Jean-Bernard Renevey, Benoît Rimaz, Rose-Marie Rodriguez und Walter Tramaux.

5.1.6.1.2. Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)

Festanstellung (unbefristeter Vertrag):

1	VZÄ	Friedensrichterin	Sylviane Sauter
1,80	VZÄ	Gerichtsschreiber	Chantal Ding (100 %) Christel Eggertswyler (80 %)
0,85	VZÄ	Verwaltungssachbearbeiterin	Marie-Noëlle Bersier (85 %) abwesend wegen Krankheit seit September 2014. ersetzt durch Carole Kaiser (vom RAV vermittelt)

Aushilfspersonal:

0,80	VZÄ	Gerichtsschreiber (BV)	Cédric Michaux
0,60	VZÄ	Verwaltungsangestellte (BV)	Chantal Gummy
1	VZÄ	JAS Gerichtsschreiber	Thais Silva Agostini (bis 31.10. 2015)
1	VZÄ	JAS Verwaltungsangestellter	André Filipe Pereira Rolo

5.1.6.1.3. Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten in der Nähe des Bahnhofs sind gut erreichbar (Parkplätze in der Umgebung) und bieten die nötige Diskretion für den Zugang. Der verfügbare Platz wird gänzlich genutzt. Die Verwaltung des Archivs wird problematisch. Dafür müsste demnächst eine Lösung gefunden werden.

5.1.6.2. Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwälten usw.)

Die Statistik in diesem Bericht ist nicht repräsentativ für die Gesamtheit der Tätigkeit der Friedensgerichte. Für eine Gesamtsicht muss sie durch die Statistik der KOKES, die für das Jahr 2015 nach Ablauf des ersten Quartals 2016 übermittelt wird, ergänzt werden.

Die Arbeitsüberlastung, unter der das gesamte Personal leidet, dauert an. Ohne zusätzliches Personal, wie in den Vorjahren, und zahlreiche Überstunden wäre die Erledigung der Arbeit, die beim Friedensgericht anfällt, schlicht unmöglich. Die Zahl der Gesuche und der Anzeigen nimmt stetig zu; dies hängt teils mit der anhaltenden demografischen Entwicklung im Kanton Freiburg und insbesondere im Broyebezirk zusammen.

Die Anpassung der nach altem Recht errichteten Massnahmen, die am 1. Januar 2016 de lege hinfällig geworden wären, wurde prioritär behandelt. Da das Friedensgericht nur über rund 3 % des in diesem Bereich für die Friedensgerichte in den Jahren 2013 und 2014 gesprochenen Kredits verfügte, musste zur Einhaltung der erwähnten Frist ein Gerichtsschreiber mit BV angestellt werden.

Die Unterstützung durch externes Coaching, die im Herbst 2014 vorgeschlagen worden war, wurde nicht eingerichtet. Frau Erard, die im Frühjahr 2014 sämtliche Friedensgerichte des Kantons analysiert hatte, traf im November 2014 das gesamte Personal. Es sollte ein Bericht über die neue Dynamik in der Gerichtsschreiberei sowie über die Beendigung der Tätigkeit und krankheitsbedingte Unterbrüche bei Sekretariatsmitgliedern verfasst werden. Seither harrt das Friedensgericht der Dinge, die da kommen sollen.

Das Arbeitsklima ist jetzt trotz der viel zu grossen Arbeitslast gut und angenehm. Alle Mitarbeitenden erledigen ihre Aufgaben professionell, in einem positiven Geist und beweisen Solidarität.

Das Friedensgericht kann auch auf die aktive Mitarbeit seiner Beisitzer zählen, die entsprechend ihren Kompetenzen und ihren Dossierkenntnissen tagen.

Bei der Zusammenarbeit mit den übrigen Behörden und den Anwälten gibt es keine besonderen Bemerkungen. Betonen möchten wir die ausgezeichnete Zusammenarbeit mit dem Jugendamt, obwohl auch dieses ausgesprochen überlastet ist. Die Einsetzung einer öffentlichen Berufsbeistandschaft, genauer gesagt der Beitritt aller Gemeinden des Broyebezirks zu dieser Beistandschaft, wurde im Laufe des Jahres 2015 vollzogen.

5.1.6.3. *Ausbildung*

Die Friedensrichterin und die Gerichtsschreiber/innen nahmen gemeinsam oder einzeln an verschiedenen Studien- und Weiterbildungstagen teil (Studentag 2015 (SVBB) - Die Anhörung der Kinder bei den Verfahren im Zusammenhang mit dem Familienrecht - Zwangsmassnahmen: Wie kommunizieren? (KOKES in Zusammenarbeit mit der Fluri-Stiftung) - Weiterbildungstag OAF).

5.1.6.4. *Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)*

Frau Ding ist weiterhin sehr aktiv in der Arbeitsgruppe Tribuna V3. Die Anwendung Tribuna V3 ist eine für die tägliche Arbeit nützliche Datenbank, die allerdings stetiger Verbesserungen und Anpassungen bedarf, namentlich im Zusammenhang mit den Änderungen der Gesetzgebung. Die Erarbeitung einheitlicher Modelle und die regelmässige Betreuung dieser Anwendung kommen den Nutzern, bei denen es sich grösstenteils um Hilfspersonal handelt, sehr zugute.

5.1.7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

5.1.7.1. *Zusammensetzung und Räumlichkeiten*

5.1.7.1.1. *Zusammensetzung des Friedensgerichts*

Gemäss dem Wunsch zweier Beisitzer, von der Prüfung der Jahresrechnung befreit zu werden, wurden Maryline Werro und Anne-Lise Chaperon als Beisitzerinnen-Prüferinnen angestellt. Damit verfügt das Friedensgericht des Vivisbachbezirks über 12 Richter-Beisitzer, die sich in den Bereichen Medizin, Sozialwesen und Vermögensverwaltung auskennen.

5.1.7.1.2. *Personal (Magistratspersonen und Gerichtsschreiberei)*

Sylviane Périsset Gantner: Friedensrichterin zu 75 %

Sophie Terreaux (-Barbey): Gerichtsschreiberin zu 100 %

Stéphanie Morand: Sekretärin zu 40 %

Mona Gallaz: Sekretärin zu 40 % (krankheitsbedingte Abwesenheit seit April 2014, Ende des Vertrags am 30. November 2015)

Nathalie Beaud: Sekretärin zu 40 %, davon 20 % als Ersatz für Mona Gallaz

Slavica Radovanovic: Ad-hoc-Gerichtsschreiberin zu 100 % von Juli bis Dezember 2015

5.1.7.1.3. *Räumlichkeiten*

Dank tatkräftiger Mithilfe mehrerer Beisitzer verlief der Umzug im Monat Juni ins Schloss problemlos. Wir verfügen jetzt über mehr Platz und konnten alle Archive zurückführen und ablegen. Die Beisitzer haben nun ihr eigenes Büro, was ihre Arbeit namentlich zur Zeit der Rechnungsprüfung erleichtern wird.

Zu regeln bleibt das Problem der Zufahrt zum Schloss mit einer sehr steilen Strasse, die unbeleuchtet ist und über keine Sicherheitsschranke verfügt. Zudem würde der Staat bei einem Unfall möglicherweise haften.

5.1.7.2. *Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen usw.)*

Für die Prüfung der 294 Berichte und Rechnungen 2014 (244 Erwachsenendossiers und 50 Dossiers, die insgesamt 77 Kinder betreffen) durch die 8 Beisitzer-Prüfer wurde ein etappenweises Verfahren eingeführt (Vorprüfung der Belege, gründliche Prüfung, Entschädigung des Beistands, Redaktion und Versand der Genehmigungsverfügungen), was die Arbeit wesentlich erleichterte.

Da das Sekretariat klar unterbesetzt war (s. Bericht von Frau Erard) und die Arbeitslast sehr hoch blieb, erledigen sowohl die Richterin als auch die Gerichtsschreiberinnen und Beisitzer regelmässig Sekretariatsarbeiten, um allzu grosse Rückstände bei der Behandlung der Fälle zu vermeiden.

Unter anderem mussten wir bis 31. Dezember 2015 rund 70 bisherige Schutzmassnahmen für Erwachsene anpassen. Dafür musste für 6 Monate eine Ad-hoc-Gerichtsschreiberin, Slavica Radovanovic, angestellt werden.

Am 31. Dezember 2015 zählte man im Vivisbachbezirk:

- > 247 Beistandschaftsmassnahmen für Erwachsene
- > 9 Amtliche Verwaltungen von Nachlässen
- > 76 Beistandschaften für Kinder und 4 Vormundschaften für Minderjährige

Die öffentliche Berufsbeistandschaft beschäftigt nunmehr 3 Amtsbeistände: Caroline Grandjean-Meyer zu 60 %, Pascale Baudin Andrey zu 40 % und Christophe Stritt zu 50 % sowie eine Sekretärin-Rezeptionistin, Carine Scheuner, zu 50 %. Wegen der längeren Abwesenheit von Caroline Grandjean (ein Jahr ab Dezember 2014) und der Anstellung von Christophe Stritt (erst im Sommer 2015) war es uns nicht möglich, der öffentlichen Berufsbeistandschaft die vorgesehene Zahl von Dossiers zu übergeben. Deshalb übernehmen die privaten Beistände immer noch die Mehrzahl der Mandate im Vivisbachbezirk.

Zu erwähnen ist, dass im Herbst 2015 eine erste Informations- und Diskussionssitzung mit den Beiständen des Vivisbachbezirks stattfand. Die Sitzung hatte grossen Erfolg, nahmen doch 26 Beistände daran teil.

Mit diesem Bericht geben wir Ihnen die verlangten Statistiken ab; es sei insbesondere an die grössere Zahl der Zustimmungsverfügungen (Art. 416 ZGB), die Änderungen der Mandatsträger, namentlich wegen der Anpassungen der ehemaligen Massnahmen für Erwachsene, und längere Abwesenheiten von Beiständinnen (Schwangerschaft, Krankheit usw.) erinnert.

5.1.7.3. *Weiterbildung*

23. Februar: SAP-Weiterbildung Budget 2016 (S. Terreaux);

3. und 4. September: «**Kindesschutz und persönliche Beziehungen – Herausforderungen bei der Gewährleistung des Kindeswohls**», KOKES, Thun (S. Terreaux);

1. und 2. Oktober: «Anhörng des Kindes», Weiterbildungszentrum, Universität Freiburg (S. Périsset Gantner);

6. Oktober: Weiterbildung ProRecrute (S. Périsset Gantner und S. Terreaux)

27. November: «Das Kind im Zivilverfahren», Weiterbildungszentrum, Universität Freiburg (S. Terreaux).

5.2. Partie statistique / Statistischer Teil

5.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

Justices de paix Friedensgerichte	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)</i>	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)</i>	Affaires pendantes au 01.01.2015 / <i>Am 01.01.2015 hängige Angelegenheiten</i>	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)</i>
Sarine / Saane	2688	2647	3482	6389
Singine / Sense	752	843	874	1800
Gruyère / Greyerz	1491	1530	1527	3423
Lac / See	811	750	1223	1215
Glâne / Glane	507	544	789	1528
Broye / Broye	938	972	1068	1969
Veveyse / Vivisbach	386	441	470	1102
Total	7573	7727	3433	17426

5.2.2. Protection des adultes / Erwachsenenschutz

Mesures de protection / Erwachsenenschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'adulte (art. 416, 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Erwachsenenschutzbehörde erfordern (Art. 416, 417 ZGB)</i>	69	36	91	18	12	27	63	316
2. Mesures provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	29	0	27	0	10	11	5	82
3. Approbation des rapports et/ou des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und/oder der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	1468	581	915	316	361	326	288	4255
4. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernennung, Entlassung und Entlastung der Beistandin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	1463	212	821	196	184	260	193	3329
5. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beistandin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	1305	565	739	293	309	322	251	3784
6. Décision sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC) / <i>Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 408 ZGB)</i>	0	5	6	53	0	0	1	65

Placement à des fins d'assistance / Fürsorgerische Freiheitsentziehung	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Décision sur recours de l'APEA (levée et maintien) (art. 3 al. 2 LPEA) / <i>Entscheide auf Antrag der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (Aufhebung und Vollstreckung) (Art. 3 Abs. 2 KESG)</i>	11	18	8	1	3	3	0	44

5.2.3. Protection des mineurs / Kindesschutz

Mesures de protection/ Kindesschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Seuse	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Fixation des relations personnelles avec un tiers (art. 274a CC) / <i>Festlegung des persönlichen Verkehrs mit Dritten (Art. 274a ZGB)</i>	3	0	9	0	1	0	0	13
2. Modification d'un jugement matrimonial concernant les mesures de protection de l'enfant (art. 315b al. 2 CC) / <i>Abänderung gerichtlicher Anordnungen über die Kindes- zuteilung und den Kindesschutz (Art. 315b Abs. 2 ZGB)</i>	22	6	16	4	12	9	3	72
3. Ratification d'une convention d'accueil (art. 316 CC) / <i>Genehmigung einer Vereinbarung über die Aufnahme eines Pflegekindes (Art. 316 ZGB)</i>	1	2	0	0	1	0	0	4
4. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'enfant (art. 416 et 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Kindesschutzbehörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)</i>	6	0	21	2	2	0	5	36
5. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernennung, Wechsel, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	748	50	339	80	67	97	63	1444
6. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beiständin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	91	3	28	2	6	6	4	140
7. Approbation des rapports et des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	672	121	286	103	106	166	46	1500
8. Décision sur le placement et la préservation des biens (art. 318, 325 et 408 CC) / <i>Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 318, 325 und 408 ZGB)</i>	14	1	1	0	0	7	1	24
9. Mesures provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	34	11	73	2	22	42	12	196

5.2.4. Activités judiciaires / Richterliche Tätigkeit

Juge de paix / Friedensrichter	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
1. Apposition de scellés (art. 24 LACC) / <i>Siegelungen (Art. 24 EGZGB)</i>	51	9	8	7	4	0	2	81
2. Prise d'inventaire conservatoire et en cas d'absence (art. 551 ss CC, 24 LACC et 546 ss CC, 23 LACC) / <i>Inventare als Sicherungsmassregel und bei Abwesenheit (Art. 551 ff. ZGB, 24 EGZGB und 546 ff. ZGB, 23 EGZGB)</i>	0	13	6	0	4	5	0	28
3. Bénéfice d'inventaire (art. 581 ss CC, 26 LACC) / <i>Öffentliches Inventar (Art. 581 ff. ZGB, 26 EGZGB)</i>	12	0	0	1	0	0	1	14
4. Décision sur revendication dans la prise d'inventaire (art. 490, 551 ss, 568 CC, 25 LACC) / <i>Anspruchentscheide im Verfahren der Inventaraufnahme (Art. 490, 551 ff., 568 ZGB, 25 EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
5. Ouverture de testaments (art. 557 CC, 18 LACC) / <i>Testamentseröffnungen (Art. 557 ZGB, 18 EGZGB)</i>	129	65	89	61	20	45	21	430
6. Approbation de certificats d'héritiers (art. 559 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Genehmigung von Erbbscheinigungen (Art. 559 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	379	224	239	161	99	135	78	1315
7. Répudiation de la succession (art. 566 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Ausschlagung einer Erbschaft (Art. 566 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	102	76	184	18	15	56	20	471
8. Consignation d'un testament oral (art. 507 CC, 14 al. 2 let. a LACC) / <i>Entgegennahme eines mündlichen Testaments (Art. 507 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. a EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Dépôt de sûretés des absents (art. 546 CC, 14 al. 2 let b LACC) / <i>Sicherstellung bei Verschollenheit (Art. 546 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. b EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Sursis au partage et mesures conservatoires pour les héritiers d'un insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CC, 14 al. 2 let c LACC) / <i>Verschiebung der Teilung und vorsorgliche Massregeln für zahlungsunfähige Erben (Art. 604 Abs. 2 und 3 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. c EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
11. Administration des biens de la succession (art. 581 et 585 CC, 28 LACC) / <i>Verwaltung der Erbschaftssachen (Art. 581 und 585 ZGB, 28 EGZGB)</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
12. Envoi en possession provisoire (art. 556 al. 3 CC, 14 LACC – clause générale) / <i>provisorische Besitzanweisung (Art. 556 Abs. 3 ZGB, 14 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Administration d'office de la succession (art. 554 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Erbschaftsverwaltung (Art. 554 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	8	1	5	2	2	14	11	43
14. Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire (art. 602 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Bezeichnung eines Vertreters der Erbengemeinschaft (Art. 602 Abs. 3 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	3	0	3	0	0	0	0	6
15. Etablissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD) / <i>Aufnahme eines Steuerinventars (DBG, DSIG)</i>	727	352	288	240	138	172	120	2037
16. Mise à ban (art. 65 LACC, 258 CPC) / <i>Gerichtliches Verbot (Art. 65 EGZGB, 258 ZPO)</i>	33	5	21	10	2	13	10	94
17. Décision d'irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	47	0	34	31	8	97	18	235
18. Divers / <i>Verschiedenes</i>	148	6	315	164	39	223	65	960

Juge de paix / Friedensrichter	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Senise</i>	Gruyère <i>Gruyetz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glâne</i>	Broye <i>Broje</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
19. Octroi/refus de l'assistance judiciaire et fixation de la liste de frais (art. 117 CPC) / <i>Anspruch/Abweisung der unentgeltlichen Rechtspflege und Festlegung der Kostenliste (Art. 117 ZPO)</i>	121	12	77	31	17	29	11	298
Justice de paix / Friedensgericht								
Divers / <i>Verschiedenes</i>	310	62	209	58	48	129	77	893

6. Tribunal pénal des mineurs

6.1. Partie générale

6.1.1. Personnel

6.1.1.1. Présidence

Conformément à l'art. 21 de la Loi sur la justice du 31 mai 2010 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011, M. Arthur Lehmann a, en 2015, succédé à M. Michel Lachat pour la présidence administrative du Tribunal des mineurs.

M. Michel Lachat a pris sa retraite après 31 ans de magistrature auprès du Tribunal des mineurs le 31 août 2015. M. Pierre-Laurent Dougoud a été élu à sa succession.

6.1.1.2. Greffiers

Mme Inès Bruggisser est entrée en fonction le 1^{er} septembre 2015 en qualité de greffière-chef à 80 % (de juin à août 2015 à 50%), après que M. Pierre-Laurent Dougoud, alors greffier-chef à 50% auprès du Tribunal des mineurs, a été élu en qualité de Juge des mineurs pour succéder à M. Michel Lachat, avec entrée en fonction le 1^{er} septembre 2015, et que Mme Aline Sermet, également à 50%, a mis fin à ses activités de greffière-chef. Dans le cadre des mesures d'économie du canton de Fribourg, le taux d'activité du poste de greffier-chef du Tribunal des mineurs a été réduit de 20%.

Depuis le 1^{er} septembre 2015, Mme Aline Sermet travaille à un taux d'activité de 50% en qualité de greffière pour M. Pierre-Laurent Dougoud. Pour le reste de son temps de travail, Mme Inès Bruggisser est à disposition de M. Pierre-Laurent Dougoud.

Les taux d'activité de Mme Brigitte Magnin Touron et de Mme Christine Bürgisser Gaiardo, respectivement greffières de Mme Sandrine Boillat Zaugg et de M. Arthur Lehmann, demeurent à 80%, respectivement à 70%.

6.1.1.3. Stagiaires

Mmes Hanh Tam Luu et Fanny Anthonioz ont terminé leur stage respectivement les 28 février et 31 mai 2015. Mme Natasha Trezzini a effectué son stage du 1^{er} mars au 31 août 2015 et a été remplacée par Mme Ariane Borruat-Fehlmann, qui a débuté le 1^{er} septembre 2015. Enfin, Mme Anna Khomutov a effectué son stage du 1^{er} juin au 30 novembre 2015 et a été remplacée par Mme Laura Dingas, qui a commencé son stage le 1^{er} décembre 2015.

6.1.1.4. Cheffes de bureau

Mmes Monique Dorsaz et Françoise Magne se partagent le poste et travaillent chacune en qualité de cheffe de bureau à 50%.

6.1.1.5. Intervenantes en protection de l'enfant

Le nouveau taux d'activité d'Isabelle Vauthey est de 60% (-20%) depuis juillet 2015, date à laquelle Mme Corine Zurkinden a augmenté son taux d'activité à 70% (+20%), alors que Mme Sibylle Clerc reste en fonction à 20%.

6.1.1.6. *Secrétariat*

Mme Géraldine Cudré-Mauroux, qui est entrée en fonction au secrétariat en août 2014 à 60%, a quitté le Tribunal des mineurs le 31 décembre 2015. Mme Ursula Aeby demeure à 100%, Mme Marianne Marchon à 50% et Mme Monique Walther à 40%.

6.1.2. Composition du Tribunal des mineurs

6.1.2.1. *Assesseurs*

Il n'y a rien de particulier à signaler dans la composition du Tribunal des mineurs.

6.1.3. Commentaires de la statistique

Hormis le fait que le rapport annuel, en comparaison avec l'année précédente, met en évidence une légère augmentation des affaires (+62 affaires), il n'y a rien de particulier à signaler.

6.1.4. Remarques générales sur la Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (PPMin)

Il n'y a rien de particulier à signaler.

6. Jugendstrafgericht

6.1. Allgemeiner Teil

6.1.1. Personal

6.1.1.1. Präsidium

Gemäss Art. 21 des Justizgesetzes, welches seit dem 1. Januar 2011 in Kraft ist, führte Herr Arthur Lehmann im Jahre 2015 den Vorsitz des Jugendgerichts in administrativen Angelegenheiten, nachdem Herr Michel Lachat im Jahre 2014 das Jugendgericht präsiert hatte.

Herr Michel Lachat ist nach 31 Jahren Richtertätigkeit am Jugendgericht per 31. August 2015 in den Ruhestand getreten. Zum Nachfolger wurde Herr Pierre-Laurant Dougoud gewählt.

6.1.1.2. Gerichtsschreiber/-innen

Frau Inès Bruggisser amtet seit 1. September 2015 als Chefgerichtsschreiberin zu 80% (vom 1. Juni bis 31. August 2015 zu 50%), nachdem Herr Pierre-Laurent Dougoud, ehemals Chefgerichtsschreiber am Jugendgericht zu 50%, zum Nachfolger von Herrn Michel Lachat gewählt wurde und Frau Aline Sermet ihre Chefgerichtsschreiberstelle, ebenfalls zu 50%, kündigte. Im Rahmen der Sparanstrengungen des Kantons Freiburg wurde die Chefgerichtsschreiberstelle des Jugendgerichts im Berichtsjahr um 20% gekürzt.

Frau Aline Sermet arbeitet mit einem Pensum von 50% weiterhin als Gerichtsschreiberin, seit 1. September 2015 für Herrn Pierre-Laurent Dougoud. Auch stehen 30% der Arbeitszeit von Frau Inès Bruggisser für Gerichtsschreibertätigkeiten für Herrn Pierre-Laurent Dougoud zur Verfügung.

Die Arbeitspensen von Frau Brigitte Magnin Tournon und Frau Christine Bürgisser Gaiardo, Gerichtsschreiberinnen von Frau Sandrine Boillat Zaugg bzw. Herrn Arthur Lehmann, betragen in der Berichtsperiode nach wie vor 80% bzw. 70%.

6.1.1.3. Praktikant/-innen

Frau Hanh Tam Luu und Frau Fanny Anthonioz haben ihr Praktikum am 28. Februar respektive am 31. Mai 2015 beendet. Frau Natasha Trezzini absolvierte ihr Praktikum vom 1. März bis 31. August 2015 und wurde von Frau Ariane Borruat-Fehlmann ersetzt, welche ihr Praktikum am 1. September 2015 begann. Frau Anna Khomutov absolvierte ihr Praktikum vom 1. Juni bis 30. November 2015. An ihre Stelle trat am 1. Dezember 2015 Frau Laura Dingas.

6.1.1.4. Bürochefinnen

Frau Monique Dorsaz und Frau Françoise Magne teilen sich die Stelle als Bürochefin zu je 50%.

6.1.1.5. Fachpersonen für Kinderschutz

Die Arbeitspensen von Frau Isabelle Vauthey betragen neu 60% (- 20%), von Frau Corina Zurkinden 70% (+ 20%) und von Frau Sibylle Clerc 20%.

6.1.1.6. *Sekretariat*

Frau Géraldine Cudré-Mauroux, welche seit August 2014 zu 60% an dem Sekretariat arbeitete, hat das Jugendgericht per 31. Dezember 2015 verlassen. Das Arbeitspensum von Frau Ursula Aeby beträgt nach wie vor 100%, von Frau Marianne Marchon 50% und von Frau Monique Walther 40%.

6.1.2. Zusammensetzung des Jugendgerichts

6.1.2.1. *Beisitzer/-innen*

Es sind keine Änderungen in der Zusammensetzung des Jugendgerichts zu verzeichnen.

6.1.3. Kommentare zur Statistik

Ausser der Tatsache, dass im Berichtsjahr im Vergleich zum Vorjahr die Anzahl der neu anhängig gemachten Angelegenheiten leicht zugenommen hat (+62 Angelegenheiten), sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen.

6.1.4. Allgemeine Bemerkungen zur Jugendstrafprozessordnung (JStPO)

Es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen.

6.2. Partie statistique / Statistischer Teil

6.2.1. Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

En 2015, le Tribunal pénal des mineurs a inscrit 1521 affaires au rôle (1459 en 2014) concernant 1028 enfants ou adolescents (1044 en 2014).

2015 wurden beim Jugendstrafgericht 1521 Angelegenheiten anhängig gemacht (2014: 1459), welche 1028 Kinder und Jugendliche betrafen (2014: 1044).

Répartition par âge et par sexe / <i>Aufteilung nach Alter und Geschlecht</i>	2014	2015
Enfants (10-15 ans révolus) / <i>Kinder (10-15 Jahre)</i>	263	280
Adolescents (15-18 ans révolus) / <i>Jugendliche (15-18 Jahre)</i>	1196	1243
Filles/ <i>Mädchen</i>	299	323
Garçons / <i>Knaben</i>	1160	1200
Répartition linguistique / <i>Aufteilung nach Sprache</i>		
Mineurs de langue allemande / <i>Minderjährige deutscher Sprache</i> , soit le 17.3% (15.2 % en 2014) / <i>d.h 17.3% (2014 : 15.2 %)</i>	222	263
Mineurs de langue française / <i>Minderjährige franz. Sprache</i> , soit le 82.8% (84.8 % en 2014) / <i>d.h 82.8.% (2014 : 84.8 %)</i>	1237	1260
Répartition selon le domicile / <i>Aufteilung nach Wohnsitz</i>		
Fribourg-Ville / <i>Stadt Freiburg</i>	242	296
Sarine-Campagne / <i>Saane-Land</i>	289	292
Singine / <i>Sense</i>	123	146
Gruyère / <i>Greyerz</i>	281	321
Lac / <i>See</i>	87	117
Broye / <i>Broye</i>	133	111
Glâne / <i>Glane</i>	71	55
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	77	54
Autres cantons / <i>Andere Kantone</i>	117	97
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / <i>Ausländische Personen ohne festen Wohnsitz in der Schweiz</i>	39	32
Total	1459	1521

6.2.2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

2014	2015
184	183

6.2.3. Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

Détention provisoire / <i>Untersuchungshaft</i>	6	11
Observation / <i>Beobachtung</i>	5	5
Placement à titre provisionnel / <i>Vorsorgliche Unterbringung</i>	24	29
Autres mesures de protection à titre provisionnel / <i>Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen</i>	12	8
	--	--

6.2.4. Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2015 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 1813 (1994 en 2014), ont connu le sort suivant:

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2015 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 1813 (2014: 1994), nahmen folgenden Ausgang:

	2014	2015
Refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahme</i>	--	--
Non-entrée en matière / <i>Nichtanhandnahme</i>	56	58
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	--	
Classement / <i>Einstellung</i>	108	95
Classement suite à une médiation / <i>Einstellung nach Mediation</i>	100	81
Classement suite à un retrait de plainte / <i>Klagerückzug</i>	139	107
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMin) / <i>Einstellung anstatt einer Strafbefreiung</i>	24	27
Suspension / <i>Sistierung</i>	24	12
Dessaisissements / <i>Abtretungen</i>	103	87
Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	1064	953
Renvois devant le Juge unique ou devant le Tribunal / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an das Gericht</i>	26	6

	2014	2015
Enquêtes en cours / <i>Hängige Untersuchungen</i>	350	393
Jugements devant le Juge unique ancienne procédure/devant le Tribunal des mineurs	--	--
Total	1994	1813

6.2.5. Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01.2015 au 31.12.2015) / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01.2015 bis 31.12.2015)

Nombre d'affaires déléguées par les juges : 88 (73 en 2014), concernant 85 (111 en 2014) mineurs.
 Processus ayant conduit à un accord de médiation: 56 (65 en 2014), concernant 75 (93 en 2014) mineurs.
 Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation: 16 (13 en 2014), concernant 16 (21 en 2014) mineurs.
 Processus en cours au 31 décembre 2015: 47 (34 en 2014), concernant 36 (49 en 2014) mineurs.

Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten: 88 (2014: 73); davon betroffen: 85 (2014: 111) Minderjährige.

Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben: 56 (2014: 65) davon betroffen 75 (2014: 93) Minderjährige.

Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben: 16 (2014: 13); davon betroffen: 16 (2014: 21) Minderjährige.

Per 31. Dezember 2014 hängige Verfahren: 47 (2014: 34); davon betroffen: 36 (2014: 49) Minderjährige.

6.2.6. Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

Le Tribunal s'est réuni à 6 reprises en 2015 (6 en 2014) et 6 mineurs (6 en 2014) ont été jugés.
Das Gericht hat 2015 6 mal getagt (2014: 6) und dabei 6 Minderjährige abgeurteilt (2014: 6).

6.2.7. Infractions / Strafbare Handlungen

6.2.7.1. Code pénal / Strafgesetzbuch

	2014	2015
contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben		
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	--	--
Complicité de meurtre / <i>Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung</i>	--	--
Infanticide / <i>Kindestötung</i>	--	--
Lésions corporelles simples (objet dangereux: 1) / <i>Einfache Körperverletzung (gefährlicher Gegenstand: 1)</i>	20	10
Lésions corporelles graves (tentative: ...)/ <i>Schwere Körperverletzung (Versuch: ...)</i>	--	--
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	1	1
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	11	7
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	2	--
Omission de prêter secours / <i>Unterlassung der Nothilfe</i>	--	--
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	--	2
Rixe / <i>Raufhandel</i>	8	6
Agression / <i>Angriff</i>	2	3
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen Gesundheitsgefährdender Stoffe</i>	--	--

	2014	2015
contre le patrimoine / gegen das Vermögen		
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	7	8
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	--	--
Vol (simple: 52 ; en bande: 1 ; par métier: 1 ; au préjudice des proches: -- ; / <i>Diebstahl (einfacher: 52; bandenmässiger: 1; gewerbsmässiger: 1; zum Nachteil eines Angehörigen: --;)</i>	45	53
Tentative de vol (simple: 1 ; en bande: -- ; par métier: -- ;) / <i>Diebstahlversuch (einfacher: 1; bandenmässiger: --; gewerbsmässiger: ...)</i>	11	1
Complicité de vol / <i>Gehilfenschaft zum Diebstahl</i>	--	--
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	13	7
Brigandage (avec arme: -- ; en bande : -- / <i>Raub (bewaffneter: -- ; bandenmässiger:--)</i>	3	1
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	50	34
Escroquerie / <i>Betrug</i>	--	8
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	--	1
Filouterie d'auberge / <i>Zechprellerei</i>	--	--
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	3	--
Extorsion (avec violence ou menace d'un danger imminent : 1) / <i>Erpressung (mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr: 1)</i>	2	2
Extorsion – tentative / <i>Erschleichen einer Leistung – Versuch</i>	--	--
Recel / <i>Hehlerei</i>	8	5
contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich		
Diffamation / <i>Üble Nachrede</i>	2	1
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	1	1
Injure / <i>Beschimpfung</i>	18	7
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / <i>Missbrauch einer Fernmeldeanlage</i>	1	--
Violation du domaine secret / <i>Verletzung des Geheimbereichs</i>	4	--
contre la liberté / gegen die Freiheit		
Menaces / <i>Drohung</i>	20	11
Contrainte (dont tentative : --) / <i>Nötigung (Versuch : --)</i>	3	1
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	--	1
Violation de domicile (dont tentative : --) / <i>Hausfriedensbruch (Versuch : --)</i>	26	24

	2014	2015
contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	6	2
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	2	1
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	2	2
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	--	--
Exhibitionnisme / <i>Exhibitionismus</i>	--	--
Pornographie / <i>Pornographie</i>	8	3
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	1	4
Inceste / <i>Inzest</i>	--	--
créant un danger collectif /		
<i>Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen</i>		
Incendie intentionnel (dont tentative: --; complicité: --)	2	--
<i>Brandstiftung (Versuch : -- ; Gehilfenschaft : --)</i>		
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	3	2
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	--	--
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung</i>	--	--
Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht		
Fabrication de fausse monnaie / <i>Geldfälschung</i>	--	2
Mise en circulation de fausse monnaie / <i>In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	1	2
Imitation de billets de banque sans dessein de faux / <i>Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht</i>	--	--
Faux dans les titres / Urkundenfälschung		
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	2	3
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	8	11
contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden		
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	--	--
Entrave au service des chemins de fer / <i>Störung des Eisenbahnverkehrs</i>	--	2

	2014	2015
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	--	--
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	--	--
Emeute / <i>Aufruhr</i>	--	1
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	--	--
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	--	--
Atteinte à la paix des morts / <i>Störung des Totenfriedens</i>	--	--
contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt		
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	8	6
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	23	9
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	--	--
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	--	--
contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege		
Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	--	2
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	2	1
Entrave à l'action pénale / <i>Begünstigung</i>	--	--
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	--	--
Faire évader des détenus / <i>Befreiung von Gefangenen</i>	--	--
6.2.7.2. Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze		
sur les stupéfiants / Betäubungsmittel		
Crimes et délits: 51 ; Contraventions : 246 ; Cas bénins: 5 / <i>Verbrechen und Vergehen: 51; Übertretungen: 246; Leichter Fall: 5</i>	360	302
sur la circulation routière / Strassenverkehr		
Vol d'usage (dont tentative: --) / <i>Entwendung zum Gebrauch (Versuch: --)</i>	20	23
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	37	36
Conduite en état d'incapacité / <i>Fahren in fahrunfähigem Zustand</i>	14	13
Violation des devoirs en cas d'accident / <i>Pflichtwidriges Verhalten bei Unfall</i>	4	6
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	199	213

	2014	2015
sur les étrangers / <i>Ausländerinnen und Ausländer</i>	8	11
sur les armes / <i>Waffen</i>	26	19
sur le transport des voyageurs / <i>Gesetz über die Personenbeförderung</i>	177	167
sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	1	3
sur la navigation intérieure / <i>Binnenschifffahrt</i>	3	--
sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	1	--
sur la protection de l'environnement / <i>Umweltschutzgesetz</i>	--	--
sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	--	--
sur les épizooties / <i>Tierseuchengesetz</i>	--	1

Lois cantonales / kantonale Gesetze

sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	1	3
sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	--	1
d'application du CP / <i>EGStGB</i>	42	38
d'application du CC / <i>EGZGB</i>	--	--
sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	--	--
autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	16	15

6.2.8. Décisions rendues par le Juge des mineurs et par le Tribunal / Durch den Jugendrichter und das Gericht gefällte Entscheide

6.2.8.1. Jugements / Urteile

Mesures de protection / Schutzmassnahmen

Surveillance / <i>Aufsicht</i>	--	--
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	1	--
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der persönlichen Betreuung</i>	--	--
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	--	--
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / <i>Unterbringung in einer offenen Einrichtung</i>	--	1
Placement dans un établissement d'éducation fermé / <i>Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung</i>	1	--
Maintien dans une maison d'éducation / <i>Beibehaltung in einem Erziehungsheim</i>	--	0
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	--	1
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	1	--
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	1	1

	2014	2015
Peines / Strafen		
Réprimande / <i>Verweis</i>	--	--
Réprimande avec délai d'épreuve / <i>Bedingter Verweis</i>	--	--
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	2	1
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingte persönliche Leistung</i>	--	--
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	--	--
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	--	--
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	--	--
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	--	--
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	--	2
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	1	1
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	--	--
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	--	--
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	--	--
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / <i>Strafe + Strafe</i>	--	--
Peine + mesure de protection / <i>Strafe + Schutzmassnahme</i>	1	3
Mesure + mesure / <i>Massnahme + Massnahme</i>	--	--
Exemption de peine / Strafbefreiung	--	--
Acquittement / Freispruch	13	5
Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide		
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	30	27
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	--	--
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	3	--
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	1	--
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	--	--
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	--	--
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	--	--
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	3	1
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	19	10
Fin d'accompagnement / <i>Beendigung der Begleitung</i>	9	10

	2014	2015
Conversions / Umwandlungen		
Conversion d'amende en privation de liberté / <i>Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug</i>	4	19
Conversion prestation personnelle en amende / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse</i>	7	8
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug</i>	1	2
Demande conversion privation de liberté en prestation perso / <i>Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung</i>	1	--
Demande conversion amende en prestation personnelle / <i>Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung</i>	1	2
6.2.8.2. Ordonnances pénales / Strafbefehle		
Mesures de protection / Schutzmassnahmen		
Surveillance / <i>Aufsicht</i>	1	--
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	11	8
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der Persönlichen Betreuung</i>	--	--
Maintien en maison d'éducation	--	--
Changement de mesure / <i>Massnahmenwechsel</i>	1	1
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	3	2
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	3	4
Peines / Strafen		
Réprimande / <i>Verweis</i>	235	206
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	11	6
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	--	4
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	226	176
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	152	110
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingte persönliche Leistung</i>	13	7
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	24	29
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	17	59
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	60	98
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / <i>Persönliche Leistung</i>	15	12
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	5	10
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	6	3
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	10	6

	2014	2015
Cumuls / Verbindung		
Peine + peine / <i>Strafe + Strafe</i>	7	12
Peine + mesure de protection / <i>Strafe + Schutzmassnahme</i>	20	9
Mesure + mesure / <i>Massnahme + Massnahme</i>	--	3

6.2.8.3. *Cours d'éducation routière* / Verkehrserziehungskurse

Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / <i>Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht</i>	8	2
--	---	---

7. Commissions et autres autorités / Kommissionen und andere Behörden

7.1. Préfectures

7.1.1. Partie générale

7.1.1.1. Préfecture de la Sarine

7.1.1.1.1. Personnel et organisation

Le nombre de collaborateurs affecté au secteur pénal n'a pas évolué par rapport aux années précédentes ; outre le Lieutenant de Préfet secondé par une secrétaire à 60 %, il y a deux collaborateurs à plein temps épaulés par une personne placée par le Service public de l'emploi (100 %).

7.1.1.1.2. Statistiques et généralités

Même si l'on enregistre une légère diminution par rapport à l'année 2014, le volume des affaires pénales reste important. Concernant le nombre et le détail des affaires traitées, nous renvoyons au tableau annexé.

Plaintes

Durant l'année 2015, les affaires transmises par le Ministère public en vue d'une tentative de conciliation (délits poursuivables sur plainte uniquement) ont été au nombre de 317 ; sur ce dernier chiffre, 223 affaires (70.4 %) ont été liquidées par une convention, voire par un retrait de plainte pur et simple. Comme par le passé, les infractions les plus souvent invoquées dans le cadre des diverses plaintes étaient essentiellement les suivantes : voies de fait, lésions corporelles simples, menaces, injures, appropriation illégitime, abus de confiance au préjudice des proches, filouterie d'auberge, dommages à la propriété, violation de domicile, atteintes à l'honneur, vols à l'étalage et violation d'une obligation d'entretien.

Dans la plupart des cas, le dossier est transmis à la suite d'une enquête préliminaire menée par la police avec audition des parties, voire de personnes appelées à donner des renseignements ; dans les affaires simples d'atteinte à l'honneur, le Procureur général transmet directement la plainte au Préfet sans mesures d'instruction.

Dénonciations

Le nombre total de 7'810 ordonnances pénales (OP) se décompose de la manière suivante :

- 1'754 OP ordinaires ;
- 5'038 OP pour violation d'une mise à ban ;
- 571 OP sanctionnant des stationnements illicites sur le domaine privé des CFF ;
- 360 OP en matière d'accident de la circulation ;
- 87 OP de classement prononcées après opposition à une première ordonnance pénale.

La majorité des OP ordinaires concerne le domaine de la circulation routière ; de nombreuses enquêtes, voire des commissions rogatoires internationales, ont été ouvertes afin de déterminer les auteurs de ces infractions. Les autres affaires relèvent essentiellement de la loi sur les établissements publics, la loi scolaire, la loi sur le contrôle des habitants et la loi sur la prostitution.

En matière de violation des obligations scolaires, le nombre de dénonciations reste important et demande parfois l'ouverture d'une enquête au vu des arguments avancés par les parents pour justifier telle ou telle absence (motifs d'ordre médical notamment).

Concernant les mises à ban, malgré une diminution du nombre d'affaires, la barre des 5'000 dossiers a encore une fois été franchie ; ces dénonciations entraînent un important travail administratif de vérification et de recherche ainsi qu'une correspondance nourrie entre la Préfecture et les propriétaires privés.

Sur l'ensemble de ces affaires, 37 dossiers (0.47 %) ont été transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire à la suite de l'opposition de la personne condamnée.

Enfin, comme à l'accoutumée, les dossiers classés avant l'ouverture d'une quelconque procédure (une dizaine de classeurs fédéraux) ont été soumis au Procureur général pour visa en juin et en décembre.

7.1.1.1.3. *Divers*

Le 23 septembre 2015, une délégation du Tribunal cantonal a inspecté le secteur pénal de la Préfecture. Le 25 septembre 2015, le Préfet a transféré à la Délégation du Tribunal cantonal un courriel accompagné de critiques émises le même jour par son Lieutenant de Préfet en relation avec les propos tenus lors de l'inspection. Dans une prise de position du 9 novembre 2015, le soussigné s'est déterminé sur lesdites critiques.

7.1.1.2. Préfecture de l'arrondissement de la Singine

7.1.1.2.1. Personnel et organisation

La responsabilité première en matière de plaintes et de dénonciations pénales incombe Madame la lieutenant de préfet Sarah Hagi Göksu. La gestion administrative des plaintes et dénonciations pénales enregistrées en continu est assurée de façon autonome par l'adjointe administrative, Mme Karin Peissard, ainsi que par Mme Lydia Jeckelmann, employée administrative.

7.1.1.2.2. Statistiques et généralités

Toutes les affaires pénales sont enregistrées dès leur réception. L'évaluation des cas enregistrés figurant ci-après vous donne une idée de la différence entre les diverses infractions, le nombre des enregistrements ainsi que le statut du dossier. Il en ressort que le nombre des enregistrements (1514) a augmenté d'environ 500 unités par rapport à l'année précédente. Ceci concerne essentiellement les rubriques "1 Accidents de la circulation", "2 LCR - Vitesse" et "5 Non-paiement des amendes d'ordre".

Code statistique	Nature du délit
1	Accident de la circulation
2	Vitesse LCR
3	Infractions LCR (interdiction de parcage, dépassement, surcharge, conduite en état d'ébriété, etc.)
4	Infractions à l'OTR
5	Non-paiement d'amendes d'ordre
6	Infractions chemins alpestres et forestiers / cueillette de champignons / contravention à la protection des espèces
7	Police des constructions
8	Plainte pénale / audience de conciliation réussie ou retrait de la plainte pénale
9	Plainte pénale / échec de l'audience de conciliation, transmission du dossier au MP
10	Placement à des fins d'assistance PAFA / envoi chez un médecin ordonné par le préfet aux fins d'élucidation
11	Enregistrement sans suites (personne en difficulté, accident de travail, conflit familial, informations émanant de la police)
12	A l'attention du Ministère public ou de la Chambre pénale des mineurs en raison de la compétence
13	Police du feu
14	Divers sans attribution
15	Violation de la scolarité obligatoire
16	Esclandre dans une auberge / non-respect des heures d'ouverture / service de boissons sans autorisation
17	Audition de conciliation fixée / cas toujours en suspens au 31.12
18	Ordonnance de classement / de non-entrée en matière
19	Médiation
20	Ordonnances de suspension / auteur inconnu

Nombre de dossiers sous statut "ouvert"	4
Nombre de dossiers sous statut "en cours de traitement"	20
Nombre de dossiers sous statut "régulé"	1'490

Statistique 2015

Code	Enregistrements	Montant total des amendes	Total des émoluments	Total des coûts de la préfecture
1	107	30'600.00	4'860.00	1'233.00
2	660	287'090.00	41'440.00	8'196.00
3	202	23'240.00	5'550.00	2'383.00
4	2	700.00	110.00	26.00
5	443	49'650.00	11'290.00	5'137.00
6	24	1'900.00	510.00	221.00
7	4	2'000.00	280.00	52.00
8	26	-	-	-
9	13	-	-	-
10	2	-	-	-
11	14	-	-	-
12	2	-	-	-
13	0	-	-	-
14	3	-	-	-
15	4	3'200.00	370.00	26.00
16	4	400.00	80.00	26.00
17	1	-	-	-
18	3	-	-	-
19	0	-	-	-
20	0	-	-	-
Total	1514	398'780.00	64'490.00	17'300.00

Les codes 10 et 11, 14 et 18 ne sont pas pris en considération dans la statistique annuelle officielle qui est également adressée au Conseil de la magistrature, car il ne s'agit pas là d'audiences de conciliation, ni d'ordonnances et de décisions pénales, ni de transmissions du cas au juge compétent.

Plaintes pénales

La lieutenant de préfet Sarah Hagi Göksu est responsable de l'exécution des séances de conciliation prévues par la loi. Le nombre des plaintes pénales est presque identique à celui de l'année précédente, autrement dit 40 contre 41 en 2014. Il y a toujours lieu de constater que les tentatives de conciliation deviennent manifestement plus compliquées. Sur demande du/de la prévenu/-e, la présence d'un représentant légal est également autorisée lors des auditions.

Dénonciations pénales

En comparaison de l'année précédente, le nombre de dénonciations enregistrées a augmenté considérablement, soit 404 dénonciations de plus. Au total, 1'450 ordonnances pénales ont été prononcées. Dont 20 ont fait l'objet d'une contestation par voie d'opposition.

L'envoi et l'encaissement des ordonnances pénales aux conducteurs domiciliés à l'étranger deviennent manifestement plus difficiles et fastidieux. La plupart des excès de vitesse sont mesurés par le radar sur l'autoroute (com. de Bösingén) et concernent très souvent des conducteurs domiciliés à l'étranger. Adresses imprécises, départs, envois sans succès dans des régions en guerre, excès de vitesse commis par des membres des troupes de l'ONU, etc. rendent le travail plus difficile et exigent toujours plus souvent des avis de recherche dans Ripol.

Autre constat qui perdure, toujours plus nombreuses sont les personnes à demander un paiement par tranches. Le cas échéant, le montant minimum de la tranche mensuelle est fixé à 50.00 Fr.

L'encaissement des amendes prononcées a lieu exclusivement par l'intermédiaire du Service des finances du canton de Fribourg. Après une tentative d'encaissement restée vaine, l'ordonnance pénale est transformée en peine et transmise pour exécution contrainte au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (178 au total en 2015). Rares sont les demandes de réduction de peine ou de conversion de l'amende en travail d'intérêt général directement adressées chez nous.

7.1.1.2.3. *Divers*

Un grand merci est adressé ici à tous les services impliqués dans la collaboration, qui fut agréable et excellente.

7.1.1.3. Préfecture de la Gruyère

7.1.1.3.1. Personnel et organisation

La responsabilité en matière de dénonciations pénales incombe au Préfet. Le Lieutenant de préfet est responsable du domaine des plaintes. La gestion administrative des plaintes et des dénonciations pénales enregistrées est assurée de manière autonome par le personnel en charge de ces secteurs.

7.1.1.3.2. Statistiques et généralités

Plaintes

Le nombre total de plaintes enregistrées pour notre district est stable. Les plaintes reçues en préfecture et devant être transmises d'office au Ministère public le sont dès leur réception. Pour 2015, elles sont au nombre de 20 et celles retirées avant l'audience au nombre de 7. Sauf problème particulier, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte.

Les plaintes enregistrées concernant l'utilisation abusive d'une installation de télécommunication sont en constante augmentation. Il en est de même du nombre de personnes prévenues et plaignantes ne se présentant pas, sans excuse, à une audience de conciliation.

Comparatif	<u>2014</u>	<u>2015</u>
Tentatives de conciliation	68	94
> ayant abouti	39	47
> ayant échoué, transmises au Ministère public	29	47
> en suspens	14	8

Dénonciations pénales

La majorité des dénonciations concernent des infractions liées à des violations de mise à ban et à la loi sur la circulation routière (LCR). Les procédures concernant les violations de mise à ban sont en forte augmentation et soulèvent de nombreuses contestations qui entraînent un travail administratif important. L'Etat n'est pas gagnant au vu du montant de l'amende. Les demandes de paiement par acomptes augmentent également. Le Préfet ordonne des mesures d'enquête surtout en matière de loi scolaire et d'aménagement du territoire. Ces infractions ont augmenté, voire doublé en 2015, contrairement aux infractions liées à la loi sur les établissements publics qui ont diminué.

Comparatif	<u>2014</u>	<u>2015</u>
Ordonnances pénales	2279	2754
> définitives	2214	2701
> frappées d'opposition	65	54
> ordonnance de classement	100	88

Sur l'ensemble des affaires, le nombre de dossiers transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire, suite à une opposition, est stable et reste minime.

Les affaires classées concernent essentiellement des dénonciations liées aux violations de mise à ban, pour lesquelles l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié, ou qu'il y a eu, ultérieurement, un retrait de la dénonciation.

Aucun cas de conversion d'amende en travail d'intérêt général (TIG) n'a été enregistré en 2015.

Le nombre de dossiers transmis au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (SASPP), en application de l'art. 106 al. 2 CP, en vue de l'exécution de la peine privative de liberté de substitution a doublé par rapport à l'année précédente (2014/81 – 2015/163).

7.1.1.4. *Préfecture du Lac*

7.1.1.4.1. *Personnel et organisation*

Les affaires pénales sont traitées par le lieutenant de préfet Reto Hauser. Pour les plaintes pénales ou les audiences de conciliation, le travail administratif (procès-verbaux, correspondance) est assumé par la collaboratrice juridique Mélanie Corminboeuf et, s'agissant des ordonnances pénales, par le secrétariat.

En raison d'une absence due à la maladie du lieutenant de préfet, les affaires pénales et les audiences de conciliation ont été traitées depuis le 21 décembre 2015, et pour une durée d'environ deux mois, par la collaboratrice juridique Mélanie Corminboeuf. Durant la même période, Nadine Baschung, juriste, l'assiste pour le travail administratif.

7.1.1.4.2. *Statistiques et généralités*

Plaintes

Les plaintes pénales sont traitées par le lieutenant de préfet Reto Hauser, qui mène également les audiences de conciliation. Le lieutenant de préfet est provisoirement remplacé par la collaboratrice juridique Mélanie Corminboeuf.

Le nombre des plaintes qui ont entraîné une convocation à audience de conciliation a augmenté par rapport à l'année précédente (52 contre 44 l'année précédente). Le nombre de conciliations menées à bien s'est réduit en comparaison de l'année antérieure (25 soit 48,08% contre 28 ou 63,64%). 24 cas ont été transmis au Ministère public pour suite de traitement. Dans l'un d'entre eux, une suspension a été convenue à l'occasion de l'audience de conciliation, et comme le préfet n'est pas informé de la suite de la procédure après avoir transmis le dossier au Ministère public, nous ne savons pas si la conciliation a finalement abouti ou échoué dans ce cas.

3 cas étaient encore en suspens à la fin de la période sous rapport: dans l'un, la procédure fut suspendue avant l'audience de conciliation, car une transaction extrajudiciaire était tentée. Pour les deux autres cas, les audiences de conciliation ont été fixées à janvier 2016.

Sur 5 autres plaintes, 4 ont été transmises au Ministère public pour éventuelle ouverture d'une procédure. Dans une affaire, le dossier a finalement été rendu au Ministère public car l'inculpé a été admis dans l'intervalle au centre de traitement de Marsens.

En règle générale, les parties sont convoquées immédiatement pour une audience de conciliation, mais au plus tard après le délai d'un mois à dater de l'enregistrement de la plainte.

Les plaintes déposées à la préfecture sont transmises sans retard au Ministère public.

Dans la majorité des cas, les parties ne sont pas assistées par des avocats lors des audiences de conciliation. Il y a lieu de constater qu'en présence d'avocats, une conciliation est plutôt difficile à obtenir car, en l'occurrence, la question du règlement des frais revêt une plus grande importance. Comme les audiences de conciliation visent avant tout une explication entre les parties, les représentants de celles-ci sont - le cas échéant - priés de faire preuve de retenue; ceci est généralement bien compris par les avocats, en particulier lorsque l'autre partie comparaît sans représentant.

Tableau comparatif des plaintes	2013	2014	2015
Tentatives de conciliation	54	44	52
- Conciliations réussies	24	28	25
- Transmises au Ministère public	24	14	24
- Dossiers en suspens	6	2	3
A l'attn du Ministère public (sans audience de conciliation)			5

Plaintes resp. ordonnances pénales

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'ordonnances pénales a connu une augmentation massive, à maintenant 3098 (= + 19,80 % contre 2586 en 2014). Au total, 64 oppositions ont été formulées à l'encontre d'ordonnances pénales. A 2,07%, le pourcentage des oppositions est légèrement croissant (1,82% en 2014).

Pendant l'année sous revue, 7 dénonciations pour absences sans excuses à l'école obligatoire ont été enregistrées (7 également en 2014).

5 demandes de transformation d'une amende en travaux d'intérêt général ont été transmises au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (pour les années 2014 et 2013, à chaque fois une seule demande).

463 dossiers (année précédente 392) ont été adressés au service précité en raison d'amendes impayées. 149 personnes ont fait l'objet d'un avis de recherches dans Ripol (138 l'année d'avant).

Tableau comparatif des ordonnances pénales	2011	2012	2013	2014	2015
Ordonnances pénales	2109	2565	2860	2586	3098
- Définitives	2071	2531	2824	2539	3034
- Réclamations	38	34	36	47	64

7.1.1.5. *Préfecture de la Glâne*

7.1.1.5.1. *Personnel et organisation*

Grâce à un personnel stable, motivé et compétent, la préfecture répond aux nombreuses sollicitations et attentes de la population qui va souvent bien au-delà des tâches usuelles d'une préfecture.

Elle joue également parfaitement son rôle d'ambassadeur de l'Etat dans les régions et donne ainsi une image positive de l'administration.

Une des forces de notre préfecture est que chaque employé est capable d'assumer l'ensemble des tâches principales, ce qui permet d'assurer un travail de qualité avec célérité.

7.1.1.5.2. *Statistiques et généralités*

L'année 2015 a connu un accroissement des affaires en matière pénale avec une augmentation globale de 38.5%. Les dénonciations ont connu une progression significative passant de 329 à 482 cas. Les affaires transmises par le Ministère public ont été moins nombreuses ramenant les tentatives de conciliation de 42 en 2014 à 32 pour 2015.

Plaintes

Madame Sarah Devaud, Lieutenant de préfet, s'occupe en principe des plaintes et des séances de conciliation y relatives. Cependant en 2015, compte tenu de son absence pour cause de maternité, M. le Préfet Schorderet a également assumé cette tâche. Le nombre de plaintes enregistrées s'est réduit de 24% par rapport à 2014 et les tentatives de conciliation ont abouti dans 72% des cas. A noter que, comme l'année précédente, 4 plaintes ont été retirées avant la séance de conciliation.

Les motifs les plus fréquemment invoqués pour les plaintes sont les menaces et injures puis viennent ensuite les dommages à la propriété et les violations d'obligation d'entretien. En principe, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois, dès réception de la plainte.

Dénonciations

L'augmentation des affaires est à imputer aux dénonciations plus nombreuses en matière de mise à ban, les cas passant de 31 en 2014 à 194 en 2015. En effet, plusieurs nouveaux dénonciateurs (une régie immobilière, une entreprise, un cabinet médical) ont adressé des rapports à maintes reprises. Les dénonciations en matière de vitesse ont augmenté (+ 8) alors que les dénonciations liées à des accidents de la circulation se sont réduites (- 8), tout comme celles liées au contrôle de l'habitant (- 6). A relever que 5 ordonnances pénales ont été prononcées suite à la violation de la LATeC et que, sur un total de 482 ordonnances pénales, 7 ont fait l'objet d'une opposition, dont 5 émanaient d'un même prévenu. Parmi les dénonciations, 28 ont fait l'objet d'un classement contre 23 en 2014.

7.1.1.5.3. *Divers*

L'année 2015 s'est déroulée à satisfaction de l'équipe de la préfecture. Il n'y a pas de retard à signaler et les affaires sont traitées dans les délais, ce dont nous nous réjouissons.

Cette organisation répond parfaitement aux besoins.

7.1.1.6. *Préfecture de la Broye*

7.1.1.6.1. *Personnel et organisation*

Sous la responsabilité du Préfet Christophe Chardonnens, la Préfecture de la Broye emploie cinq personnes (4,5 EPT) ainsi qu'un apprenti. Le volet pénal est essentiellement l'apanage du préfet, du lieutenant de préfet et d'une secrétaire.

7.1.1.6.2. *Statistiques et généralités*

La Préfecture de la Broye enregistre une légère diminution de son activité juridictionnelle en matière pénale. Celle-ci reste toutefois dans la moyenne des années précédentes (quelque 1'000 dossiers par an). Il est particulièrement réjouissant de constater l'efficacité d'une justice simple et rapide, la plupart des plaintes et dénonciations transmises à la préfecture étant traitées de manière définitive.

Plaintes

Le nombre de plaintes transmises au préfet pour conciliation est en augmentation avec la satisfaction de régler définitivement une bonne partie de ces dossiers (40 %).

Dénonciations

Quand bien même le nombre de dénonciations est en légère diminution, il reste dans la moyenne des années précédentes. Il convient de relever que la majeure partie de ces dénonciations porte sur des infractions LCR, tout en soulignant le peu de situations dans lesquelles l'ordonnance rendue est frappée d'opposition (1,6 %).

7.1.1.6.3. *Divers*

Il y a lieu de souligner la qualité de la collaboration avec le Ministère public, ce tant dans le traitement des plaintes que dans le contrôle préalable des ordonnances de classement.

7.1.1.7. *Préfecture de la Veveyse*

7.1.1.7.1. *Personnel et organisation*

Pas de changement en 2015 au sein du personnel de la Préfecture de la Veveyse, amené à traiter de problèmes relatifs au pénal. A signaler toutefois que, depuis le 19 octobre dernier, le lieutenant de préfet est en congé maladie.

Pour pallier tant que faire se peut cette absence prolongée et compléter une dotation qui aurait de toute façon dû être augmentée, rapport au transfert de tâches dans le domaine des constructions, le préfet a eu recours, successivement, à deux stagiaires (un 0.6 EPT dès le 1^{er} juin, puis un 0,5 EPT, dès le 1^{er} décembre 2015).

C'est le préfet qui a tenu toutes les séances de conciliation.

Les deux collaboratrices régulières, ainsi que l'apprentie, sont à même de rédiger les ordonnances pénales. Celles-là sont évidemment supervisées par le lieutenant de préfet ou le préfet.

7.1.1.7.2. *Statistiques et généralités*

Les statistiques attestent d'une certaine stabilité par rapport aux chiffres de l'an dernier. Le nombre de tentatives de conciliation est resté bas.

Nous formons deux hypothèses pour tenter d'expliquer cette tendance:

- > le préfet a été davantage sollicité en amont, sous la forme de demandes de renseignements préalables à l'éventuel dépôt d'une plainte pénale;
- > en fournissant lesdits renseignements, la Préfecture a probablement renvoyé davantage de causes devant le juge de police ou devant la justice civile, ce qui devrait se voir dans les statistiques de cette dernière; en tout cas, il nous semble que les querelles de voisinage sont plus nombreuses qu'autrefois; peut-être sont-elles, en partie, le résultat de la densification, voulue par la nouvelle LAT et de la promiscuité qui en découle ?

Les collaborations avec l'ensemble des services concernés, Ministère public, Tribunal d'arrondissement, Justice de paix, Police cantonale, y compris Police de proximité, sont excellentes.

Plaintes

Nous l'avons dit, les statistiques attestent de chiffres similaires à ceux de l'an dernier.

Une constante toutefois: dans les procédures ouvertes par le Service de l'action sociale contre des personnes qui sont coupables d'une violation des obligations d'entretien (et la situation économique fait qu'il y en a toujours davantage), nous constatons souvent que ces dernières ne se montrent pas très coopératives. Pire! Souvent elles ne se présentent même pas à la séance de conciliation.

En règle générale, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte. 4 fois sur 5, elles ne sont pas accompagnées d'un mandataire et se présentent seules à la séance de conciliation.

Dès leur éventuelle réception par la Préfecture, les plaintes pénales sont évidemment systématiquement transmises au Ministère public.

Tableau comparatif	2014	2015
Plaintes		
Tentatives de conciliation	45	35
ayant abouti	17	16
ayant échoué, transmises au juge compétent	25	15
en suspens + citées	2	3
transmises d'office au juge compétent	1	1

Dénonciations

En matière de dénonciations également, la Préfecture de la Veveyse voit une certaine stabilité dans ses chiffres.

Les dénonciations relatives aux infractions à la loi sur la circulation routière (LCR) représentent évidemment la plus grande partie des dénonciations reçues par la Préfecture: 397/506.

Suivent, dans l'ordre, les dénonciations pour violation de mise à ban (54), violation des mesures de signalisation (8). Nous pourrions ensuite mentionner les travaux entrepris sans autorisation (7), les ceintures de sécurité (6), les tests antipollution (4), et la fermeture tardive des établissements publics (2).

Le nombre de dénonciations pour absences scolaires illégitimes est, en 2015, de 9 (18 en 2014). Ce chiffre, moins élevé que les précédents, est réjouissant. Ne nous berçons pas d'illusions, les parents autrefois concernés se soucient davantage du porte-monnaie que de l'école et des obligations qui en découlent. Nous pensons que la politique des amendes, instaurées il y a quelques années, a porté ses fruits.

Ensuite de l'envoi de l'ordonnance pénale, l'encaissement, quant à lui, reste toujours assez aléatoire. Le nombre de dossiers d'ordonnances pénales impayées transmises au Service de l'application des sanctions pénales pour l'exécution de la peine privative de liberté par substitution est toujours important: 56, 86 en 2014.

Tableau comparatif	2014	2015
Ordonnances pénales	509	506
définitives	488	493
frappées d'opposition	16	11
transmises d'office au juge compétent	5	2

7.1.1.7.3. Divers

Vous trouverez, en annexe, le tableau des statistiques 2015 en matière pénale. Je vous en souhaite bonne réception et me tiens, le cas échéant, à votre entière disposition pour fournir les compléments d'information qui vous feraient défaut.

7.1. Oberämter

7.1.1. Allgemeiner Teil

7.1.1.1. Oberamt des Saanebezirks

7.1.1.1.1. Personal und Organisation

Die Zahl der Mitarbeitenden, die dem Strafsektor zugeteilt sind, ist im Vergleich mit den Vorjahren gleich geblieben; neben dem Vizeoberamtmann, der von einer Sekretärin zu 60 % unterstützt wird, gibt es zwei Vollzeitmitarbeiter und eine Person, die vom Amt für den Arbeitsmarkt platziert wurde (100 %).

7.1.1.1.2. Statistiken und Allgemeines

Auch wenn man gegenüber 2014 einen leichten Rückgang der Zahl der Straffälle feststellt, bleibt diese Zahl erheblich. Für die Zahl und die Einzelheiten der behandelten Fälle verweisen wir auf die beiliegende Tabelle.

Klagen

Während des Jahres 2015 wurden 317 Fälle von der Staatsanwaltschaft für einen Schlichtungsversuch (nur Antragsdelikte) überwiesen; davon wurden 223 Fälle (70,4 %) mit einer Vereinbarung oder ganz einfach mit einem Rückzug der Klage erledigt. Wie früher wird am häufigsten wegen folgender Straftaten geklagt: Tötlichkeiten, einfache Körperverletzungen, Drohungen, Beschimpfungen, unrechtmässige Aneignung, Vertrauensmissbrauch zum Nachteil Angehöriger, Zechprellerei, Beschädigung von Eigentum, Hausfriedensbruch, Ehrverletzung, Ladendiebstahl und Vernachlässigung von Unterhaltspflichten.

In den meisten Fällen wird das Dossier überwiesen, nachdem die Polizei ermittelt und die Beteiligten angehört hat. Gelegentlich werden weitere Personen um Auskunft gebeten; in einfachen Ehrverletzungsfällen überweist der Generalstaatsanwalt die Klage direkt und ohne Untersuchungsmassnahmen an den Oberamtmann.

Verzeigungen

Die Gesamtzahl von 7810 Strafbefehlen (StB) lässt sich wie folgt aufgliedern:

- 1754 ordentliche StB;
- 5038 StB für Verletzung eines richterlichen Verbots;
- 571 StB für unerlaubtes Parkieren auf dem Privatgrund der SBB;
- 360 StB wegen Verkehrsunfällen;
- 87 StB zur Einstellung des Verfahrens nach Einsprache gegen einen ersten Strafbefehl.

Die Mehrheit der ordentlichen StB betrifft den Strassenverkehr. zahlreiche Untersuchungen und internationale Rechtshilfekommissionen wurden eröffnet resp. eingesetzt, um die Urheber dieser Vergehen zu ermitteln. Die übrigen Fälle fallen im Wesentlichen unter das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten, das Schulgesetz, das Gesetz über die Einwohnerkontrolle und das Gesetz über die Prostitution.

Bei der Verletzung der Schulpflichten bleibt die Zahl der Verzeigungen hoch; angesichts der von den Eltern vorgebrachten Argumente, um diese oder jene Absenz zu begründen (namentlich medizinische Gründe), muss manchmal eine Untersuchung eröffnet werden.

Bei den richterlichen Verboten wurde trotz der sinkenden Zahl der Fälle die 5000er-Grenze erneut überschritten; diese Verzeigungen bringen einen beträchtlichen administrativen Aufwand (Überprüfung, Nachforschung) und eine nahrhafte Korrespondenz zwischen Oberamt und Privateigentümern mit sich.

Von all diesen Fällen wurden 37 Dossiers (0,47 %) dem Polizeirichter zu einem Streitgespräch überwiesen, nachdem die verurteilte Person Einsprache erhoben hatte.

Schliesslich wurden die Dossiers, die noch vor der Eröffnung eines Verfahrens erledigt wurden (rund 10 Bundesordner), im Juni und im Dezember wie gewohnt dem Generalstaatsanwalt zur Beglaubigung vorgelegt.

7.1.1.1.3. *Verschiedenes*

Am 23. September 2015 inspizierte eine Delegation des Kantonsgerichts den Strafsektor des Oberamts.

Am 25. September 2015 sandte der Oberamtmann der Delegation des Kantonsgerichts eine E-Mail mit der Kritik, die sein Vizeoberamtmann gleichentags im Zusammenhang mit den Aussagen während der Inspektion gemacht hatte. Der Unterzeichnende nahm am 9. November 2015 Stellung zu dieser Kritik.

7.1.1.2. Oberamt des Sensebezirks

7.1.1.2.1. Personal und Organisation

Die Hauptverantwortlichkeit im Bereich der Strafanträge und Strafanzeigen liegt bei Frau Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu. Die Sachbearbeitung der laufend eingehenden Strafanträge und Strafanzeigen erfolgt selbstständig durch die Verwaltungsadjunktin Frau Karin Peissard sowie durch die Verwaltungsangestellte Frau Lydia Jeckelmann.

7.1.1.2.2. Statistiken und Allgemeines

Sämtliche Angelegenheiten bezüglich Strafsachen werden bei Eingang registriert. Die nachfolgende Auswertung der Registrierungen gibt Ihnen Auskunft über die Unterscheidung nach verschiedenen Vergehen, die Anzahl der Registrierungen sowie den Dossierstatus. Daraus ist ersichtlich, dass die Anzahl Registrierungen (1514) zum Vorjahr um rund 500 Eingänge angestiegen ist. Dies betrifft hauptsächlich die Rubriken „1 Verkehrsunfälle“, „2 SVG-Geschwindigkeit“ und „5 Nichtbezahlen der Ordnungsbussen“.

Statistikcode	Art des Vergehens
1	Verkehrsunfall
2	SVG-Geschwindigkeit
3	SVG-Uebertretungen (Parkverbot, Ueberholen, Ueberladen, FIAZ etc.)
4	ARV-Uebertretungen
5	Nichtbezahlen von Ordnungsbussen
6	Übertretungen Alp- und Forstwege / Sammeln von Pilzen / Verstoss gegen Artenschutz
7	Baupolizei
8	Strafklage / Erfolgreiche Versöhnungsverhandlung oder Rückzug der Strafklage
9	Strafklage / Versöhnungsverhandlung nicht erfolgreich, weiterleiten an Staatsanwaltschaft
10	Fürsorgerische Unterbringung FU / Zuweisung an Arzt durch Oberamt für Abklärung
11	Registrierung ohne Folgen (Person in Schwierigkeiten, Arbeitsunfall, Familienstreit, Polizeiinfos)
12	An Staatsanwaltschaft oder Jugendstrafkammer infolge Zuständigkeit
13	Feuerpolizei
14	Diverses ohne Zuordnung
15	Verletzung der Schulpflicht
16	Wirtshauskandal / Ueberwirten / Getränkeausschank ohne Bewilligung
17	Angesetzte Versöhnungsverhandlung / Per 31.12 noch hängig
18	Einstellungsverfügung / Nichtanhandnahmeentschied
19	Mediation
20	Sistierungsverfügungen / Täterschaft Unbekannt

Anzahl Dossier mit Status "Offen"	4
Anzahl Dossier mit Status "In Bearbeitung"	20
Anzahl Dossier mit Status "Erledigt"	1'490

Statistik 2015

Code	Registrierungen	Total Bussenbetrag	Total Gebühren	Total Kosten Oberamt
1	107	30'600.00	4'860.00	1'233.00
2	660	287'090.00	41'440.00	8'196.00
3	202	23'240.00	5'550.00	2'383.00
4	2	700.00	110.00	26.00
5	443	49'650.00	11'290.00	5'137.00
6	24	1'900.00	510.00	221.00
7	4	2'000.00	280.00	52.00
8	26	-	-	-
9	13	-	-	-
10	2	-	-	-
11	14	-	-	-
12	2	-	-	-
13	0	-	-	-
14	3	-	-	-
15	4	3'200.00	370.00	26.00
16	4	400.00	80.00	26.00
17	1	-	-	-
18	3	-	-	-
19	0	-	-	-
20	0	-	-	-
Total	1514	398'780.00	64'490.00	17'300.00

Statistikcode 10, 11, 14 und 18 werden in der offiziellen Jahresstatistik, welche ebenfalls dem Justizrat zugestellt wird, nicht berücksichtigt, da es sich hierbei nicht um Schlichtungsverhandlungen, Strafbefehle resp. Strafentscheide oder Überweisungen an den zuständigen Richter handelt.

Strafanträge

Frau Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu ist Verantwortliche für die Durchführung der gesetzlich vorgeschriebenen Versöhnungsverhandlungen. Die Anzahl der Strafklagen ist gegenüber dem Vorjahr fast identisch, d. h. 40 gegenüber 41 im 2014. Es muss weiterhin festgestellt werden, dass die Schlichtungsversuche zusehends komplizierter werden. Auf Verlangen des/der Beklagten wird ebenfalls eine Rechtsvertretung zur Verhandlung zugelassen.

Strafanzeigen

Die eingegangenen Strafanzeigen haben im Vergleich zum Vorjahr beträchtlich zugenommen, d. h. eine Zunahme von 404 Anzeigen. Insgesamt wurden 1'450 Strafbefehle ausgestellt. Davon wurden 20 mittels Einsprache angefochten.

Die Zustellung und das Inkasso der Strafbefehle für im Ausland wohnhafte LenkerInnen wird zusehends schwieriger und zeitaufwändiger. Die meisten Geschwindigkeitsübertretungen werden bei der Radarstelle der Autobahn (Gde. Bösing) gemessen und betreffen sehr oft im Ausland wohnhafte Lenker. Ungenaue Adressen, Wegzüge, erfolglose Zustellungen in Kriegsgebieten, Geschwindigkeitsübertretungen durch Mitglieder von NATO-Truppen usw. erschweren die Arbeit und erfordern gegebenenfalls immer häufiger eine Ausschreibung im Ripol.

Es wird weiterhin festgestellt, dass immer mehr Personen eine Ratenzahlung beantragen. In diesen Fällen ist der Minimalbetrag pro Monatsrate auf Fr. 50.00 festgelegt.

Das Inkasso der ausgesprochenen Bussen erfolgt ausschliesslich durch den Finanzdienst des Kantons Freiburg. Nach einem erfolglosen Inkassoversuch wird der Strafbefehl in Haft umgewandelt und zur Vollstreckung an das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug übermittelt (2015 Total 178). Nur selten werden direkt bei uns Anträge um Bussenreduktionen oder um Umwandlung der Busse in gemeinnützige Arbeit eingereicht.

7.1.1.2.3. *Verschiedenes*

Ein grosser Dank geht wiederum an alle involvierten Ämter für die angenehme und hervorragende Zusammenarbeit.

7.1.1.3. Oberamt des Greyerzbezirks

7.1.1.3.1. Personal und Organisation

Der Oberamtmann ist verantwortlich für Strafanzeigen. Der Vizeoberamtmann ist verantwortlich für Klagen. Die Verwaltung der eingegangenen Klagen und Strafanzeigen wird vom Personal, das für diese Sektoren zuständig ist, selbständig sichergestellt.

7.1.1.3.2. Statistik und Allgemeines

Klagen

Die Zahl der eingetragenen Klagen in unserem Bezirk ist stabil. Die Klagen, die beim Oberamt entgegengenommen werden und von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft übermittelt werden müssen, werden sofort nach der Entgegennahme weitergeleitet. Im Jahr 2015 waren dies 20 Fälle; 7 wurden vor der Verhandlung zurückgezogen. Falls es kein besonderes Problem gibt, werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen.

Die Zahl der eingetragenen Klagen wegen missbräuchlichen Umgangs mit Telekommunikationsanlagen nimmt stetig zu. Ebenso verhält es sich mit der Zahl der beschuldigten und der klagenden Personen, die einer Schlichtungsverhandlung unentschuldigt fernbleiben.

Vergleich	<u>2014</u>	<u>2015</u>
Schlichtungsversuche	68	94
> erfolgreich	39	47
> gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	29	47
> hängig	14	8

Strafanzeigen

Die meisten Anzeigen betreffen Verstösse im Zusammenhang mit richterlichen Verboten und mit dem Strassenverkehrsgesetz (SVG). Die Verfahren wegen Verletzung eines richterlichen Verbots nehmen zahlenmässig stark zu, werden häufig angefochten und haben eine bedeutende administrative Arbeit zur Folge. Der Staat verdient angesichts des Betrags der Busse nichts. Die Zahl der Gesuche für Teilzahlungen nimmt ebenfalls zu. Untersuchungsmassnahmen ordnet der Oberamtmann vor allem bei der Raumplanung und beim Schulgesetz an. Die Zahl dieser Verstösse hat sich 2015 sozusagen verdoppelt, im Gegensatz zu den Verstössen beim Gesetz über die öffentlichen Gaststätten, deren Zahl abgenommen hat.

Vergleich	<u>2014</u>	<u>2015</u>
Strafbefehle	2279	2754
> endgültig	2214	2701
> mit Einsprache belegt	65	54
> Einstellungsverfügungen	88	100

Die Zahl der Fälle, die dem Polizeirichter nach einer Einsprache zu einem Streitgespräch übermittelt werden, bleibt äusserst klein.

Die eingestellten Verfahren betreffen im Wesentlichen Verzeigungen im Zusammenhang mit Übertretungen von richterlichen Verboten, bei denen der Täter nicht identifiziert werden konnte oder die Strafanzeige später zurückgezogen wurde.

2015 wurde keine Busse in gemeinnützige Arbeit (GA) umgewandelt.

Die Zahl der Fälle, die dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse (ASMVG) zum Vollzug einer Ersatzfreiheitsstrafe in Anwendung von Artikel 106 Abs. 2 StGB überwiesen wurden, verdoppelte sich gegenüber dem Vorjahr (2014/81 – 2015/163).

7.1.1.4. *Oberamt des Seebezirks*

7.1.1.4.1. *Personal und Organisation*

Die Strafsachen werden vom Vizeoberamtmann Reto Hauser behandelt. Bei den Strafklagen bzw. Versöhnungsverhandlungen wird die Administration (Protokolle, Korrespondenz) von der juristischen Mitarbeiterin Mélanie Corminboeuf geführt, bei den Strafbefehlen vom Sekretariat.

Infolge Krankheitsabwesenheit des Vizeoberamtmannes werden die Strafsachen und Versöhnungsverhandlungen ab dem 21. Dezember 2015 für etwa zwei Monate von der juristischen Mitarbeiterin Mélanie Corminboeuf behandelt. In derselben Zeitspanne steht Ihr Nadine Baschung, Juristin, für die Administration bei.

7.1.1.4.2. *Statistik und Allgemeines*

Klagen

Die Strafklagen werden von Vize-Oberamtmann Reto Hauser behandelt, der auch die Versöhnungsverhandlungen durchführt. Vorübergehend wird der Vizeoberamtmann durch die juristische Mitarbeiterin Mélanie Corminboeuf ersetzt.

Die Anzahl Klagen, die die Ansetzung einer Versöhnungsverhandlung zur Folge hatten, ist gegenüber dem Vorjahr steigend (52 Fälle gegenüber 44 im Vorjahr). Die Anzahl der Versöhnungen, die erfolgreich abgeschlossen werden konnten, ist gegenüber dem Vorjahr gesunken (25 Fälle oder 48,08 % gegenüber 28 Fällen oder 63,64 % im Vorjahr). 24 Fälle sind der Staatsanwaltschaft zur weiteren Behandlung übermittelt worden. In einem dieser Fälle war anlässlich der Versöhnungsverhandlung eine Sistierung vereinbart worden, und da das Oberamt nach Übersendung des Dossiers an die Staatsanwaltschaft nicht über den weiteren Verlauf des Verfahrens orientiert worden ist, ist uns nicht bekannt, ob die Versöhnung in diesem Fall letztlich erfolgreich oder gescheitert war.

3 Fälle waren am Ende der Berichtsperiode noch hängig: In einem Fall war das Verfahren vor der Durchführung einer Versöhnungsverhandlung suspendiert worden, da eine aussergerichtliche Einigung angestrebt wird. Für die beiden anderen Fälle sind die Versöhnungsverhandlungen auf Januar 2016 angesetzt worden.

Von weiteren 5 Klagen sind 4 der Staatsanwaltschaft zur allfälligen Eröffnung eines Verfahrens zugestellt worden. In einem Fall ist schliesslich das Dossier der Staatsanwaltschaft zurückgegeben worden, da die Beklagte inzwischen ins Behandlungszentrum Marsens eingeliefert worden war.

In der Regel werden die Parteien sofort, aber spätestens innerhalb Monatsfrist ab Eingang der Klage zur Versöhnungsverhandlung vorgeladen.

Beim Oberamt eingereichte Klagen werden ohne Verzug der Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

In den meisten Fällen werden die Parteien bei Versöhnungsverhandlungen nicht von Rechtsanwälten begleitet. Es muss festgestellt werden, dass bei der Mitwirkung von Rechtsanwälten eine Versöhnung eher schwierig zu erreichen ist, da in diesem Falle die Frage der Kostenregelung eine zusätzliche Bedeutung erhält. Da bei der Versöhnungsverhandlung vor allem eine Aussprache der Kontrahenten angestrebt wird, werden Parteienvertreter gegebenenfalls gebeten, sich zurückzuhalten; dies wird in der Regel von den Rechtsanwälten auch mit Verständnis nachvollzogen, insbesondere wenn die andere Partei ohne Rechtsanwalt zugegen ist.

Vergleichstabelle Klagen	2013	2014	2015
Versöhnungsversuche	54	44	52
- Versöhnungen gelungen	24	28	25
- der Staatsanwaltschaft weitergeleitet	24	14	24
- hängige Dossiers	6	2	3
An Staatsanwaltschaft (ohne Versöhnungsverhandlung)			5

Anzeigen bzw. Strafbefehle

Gegenüber dem Vorjahr hat die Anzahl Strafbefehle massiv zugenommen auf nun 3098 Strafbefehle (= + 19,80 % gegenüber 2586 Strafbefehlen im Jahre 2014). Insgesamt wurden 64 Einsprachen gegen Strafbefehle erhoben. Mit 2,07 % ist der prozentuale Anteil der Einsprachen leicht steigend (1,82 % im Jahre 2014).

Im Berichtsjahr waren 7 Anzeigen wegen unentschuldigter Absenzen vom obligatorischen Schulunterricht zu verzeichnen (ebenfalls 7 im Jahre 2014).

Dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse sind 5 Gesuche zur Umwandlung einer Busse in gemeinnützige Arbeit zugestellt worden (je 1 Gesuch in den Jahren 2014 und 2013).

463 Dossiers (Vorjahr 392) mussten dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse wegen nicht bezahlter Busse zugestellt werden. 149 Personen wurden im Ripol ausgeschrieben (138 im Vorjahr).

Vergleichstabelle Strafbefehle	2011	2012	2013	2014	2015
Strafbefehle	2109	2565	2860	2586	3098
- definitive	2071	2531	2824	2539	3034
- Einsprachen	38	34	36	47	64

7.1.1.5. *Oberamt des Glanebezirks*

7.1.1.5.1. *Personal und Organisation*

Dank einem stabilen, motivierten und kompetenten Personal entspricht das Oberamt den zahlreichen Anliegen und Erwartungen der Bevölkerung; diese gehen oft über die üblichen Aufgaben eines Oberamts hinaus.

Es erfüllt auch seine Rolle als Botschafter des Staates in den Regionen perfekt und gibt so ein positives Bild von der Verwaltung.

Eine der Stärken unseres Oberamtes liegt darin, dass alle Angestellten alle Hauptaufgaben erfüllen können, was dazu führt, dass unsere Arbeit gut und flink erledigt wird.

7.1.1.5.2. *Statistik und Allgemeines*

Im Jahr 2015 nahm das Volumen der Strafrechtssachen gesamthaft um 38,5 % zu. Die Zahl der Anzeigen nahm signifikant zu (von 329 auf 482). Die von der Staatsanwaltschaft überwiesenen Fälle waren weniger zahlreich, was die Zahl der Schlichtungsversuche von 42 im Jahr 2014 auf 32 im Jahr 2015 verringerte.

Klagen

Sarah Devaud, Vizeoberamtfrau, kümmert sich grundsätzlich um die Klagen und die dazugehörigen Schlichtungssitzungen. Wegen des Mutterschaftsurlaubs von Frau Devaud übernahm 2015 Oberamtman Schorderet diese Aufgabe. Die Zahl der eingegangenen Klagen ging gegenüber 2014 um 24 % zurück, und die Schlichtungsversuche waren in 72 % der Fälle erfolgreich. Es sei darauf hingewiesen, dass wie im Vorjahr 4 Klagen vor der Schlichtungssitzung zurückgezogen wurden.

Die häufigsten Gründe für Klagen sind Drohungen und Beschimpfungen, gefolgt von Sachbeschädigungen und Vernachlässigung von Unterhaltspflichten. Grundsätzlich werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen.

Verzeigungen

Für die Zunahme der Zahl der Fälle sind vor allem die Verzeigungen bei richterlichen Verboten verantwortlich (2014: 31; 2015: 194). In der Tat haben mehrere neue Verzeiger (eine Immobilienverwaltungsfirma, ein Unternehmen, eine Arztpraxis) mehrfach Berichte eingereicht. Die Zahl der Verzeigungen bei Geschwindigkeitsüberschreitungen hat zugenommen (+ 8), während diejenige bei Verkehrsunfällen (- 8) wie auch die bei der Einwohnerkontrolle (- 6) abgenommen hat. Es sei darauf hingewiesen, dass 5 Strafbefehle wegen Widerhandlung gegen das RPBG verhängt wurden und dass nur gegen 7 von insgesamt 482 Strafbefehlen Einsprache erhoben wurde, wobei erst noch 5 Einsprachen vom selben Beschuldigten stammten. 28 Verzeigungen wurden eingestellt; 2014 waren es 23 gewesen.

7.1.1.5.3. *Verschiedenes*

Das Jahr 2015 verlief zur Zufriedenheit des Teams des Oberamts. Es muss keine Verspätung gemeldet werden, und die Angelegenheiten werden fristgerecht behandelt, worüber wir froh sind.

Diese Organisation entspricht vollkommen den Bedürfnissen.

7.1.1.6. *Oberamt des Broyebezirks*

7.1.1.6.1. *Personal und Organisation*

Das Oberamt des Broyebezirk beschäftigt unter der Verantwortung von Oberamtmann Christophe Chardonnens fünf Personen (4,5 VZÄ) und eine Lernende. Für Fälle aus dem Strafrecht sind im Wesentlichen der Oberamtmann, der Vizeoberamtmann und eine Sekretärin zuständig.

7.1.1.6.2. *Statistik und Allgemeines*

Das Oberamt des Broyebezirks verzeichnet eine leichte Abnahme seiner richterlichen Tätigkeit im Strafrecht. Diese Tätigkeit bleibt jedoch im Mittel der vergangenen Jahre (rund 1000 Fälle jährlich). Es ist besonders erfreulich, festzustellen, wie eine einfach und rasch arbeitende Rechtsprechung die meisten Klagen und Verzeigungen, die dem Oberamt überwiesen wurden, endgültig erledigen konnte.

Klagen

Die Zahl der Fälle, die zur Schlichtung an den Oberamtmann überwiesen werden, nimmt zu. Wir nehmen mit Befriedigung zur Kenntnis, dass manch einer dieser Fälle definitiv erledigt werden kann (40 %).

Verzeigungen

Die Zahl der Verzeigungen nimmt zwar leicht ab, bleibt aber im Mittel der vergangenen Jahre. Man muss darauf hinweisen, dass der grösste Teil dieser Verzeigungen wegen Übertretungen des SVG eingereicht wird, wobei man unterstreichen muss, dass gegen den Strafbefehl in den wenigsten Fällen Einsprache erhoben wird (1,6 %).

7.1.1.6.3. *Verschiedenes*

Es bleibt noch die gute Qualität der Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft sowohl bei der Behandlung der Klagen als auch bei der Vorkontrolle der Einstellungsverfügungen zu erwähnen.

7.1.1.7. *Oberamt des Vivisbachbezirks*

7.1.1.7.1. *Personal und Organisation*

Beim Personal des Oberamts des Vivisbachbezirks, das 2015 die Probleme aus dem Strafrecht behandeln musste, gab es keine Änderung. Es sei jedoch bemerkt, dass der Vizeoberamtmann seit 19. Oktober 2015 krankheitshalber abwesend ist.

Um diese längere Abwesenheit so gut wie möglich zu überbrücken und eine Dotierung, die ohnehin hätte erhöht werden müssen, zu ergänzen (Transfer von Aufgaben im Bereich Bauwesen), konnte der Oberamtmann nacheinander auf zwei Praktikanten zurückgreifen (0,6 VZÄ ab 1. Juni, und 0,5 VZÄ ab 1. Dezember 2015).

Der Oberamtmann leitete sämtliche Schlichtungssitzungen.

Die beiden regelmässigen Mitarbeiterinnen und die Lernende sind in der Lage, Strafbefehle zu verfassen. Selbstverständlich werden diese noch vom Vizeoberamtmann oder vom Oberamtmann überprüft.

7.1.1.7.2. *Statistik und Allgemeines*

Die Statistik weist im Vergleich mit den Zahlen des Vorjahrs eine gewisse Stabilität aus. Die Zahl der Schlichtungsversuche blieb tief.

Wir stellen zwei Hypothesen für die Erklärung dieses Phänomens auf:

- > Der Oberamtmann wurde vielfach im Voraus angesprochen, im Sinne einer Auskunft vor einer allfälligen Einreichung einer Strafklage;
- > indem das Oberamt diese Auskünfte lieferte, landeten wahrscheinlich viele Fälle beim Polizeirichter oder vor dem Zivilgericht, was die Statistik dieser Instanzen gegebenenfalls bestätigen könnte. Jedenfalls scheint uns die Zahl der Nachbarschaftsstreitigkeiten zugenommen zu haben; vielleicht sind sie, wenigstens teilweise, die Folge der vom RPG gewünschten Verdichtung und der engen Verhältnisse, die sich daraus ergeben.

Das Einvernehmen und die Zusammenarbeit mit den betreffenden Dienststellen: Staatsanwaltschaft, Bezirksgericht, Friedensgericht, Kantonspolizei inkl. bürgernaher Polizei sind ausgezeichnet.

Klagen

Wie bereits gesagt, zeigt die Statistik vergleichbare Zahlen wie im Vorjahr.

Etwas ist jedoch gleich geblieben: In den Verfahren, die vom Kantonalen Sozialamt gegen Personen eröffnet werden, die sich einer Vernachlässigung von Unterhaltspflichten schuldig gemacht haben (und wegen der wirtschaftlichen Lage gibt es immer mehr von ihnen), stellen wir oft fest, dass sich diese Personen nicht sehr kooperativ zeigen. Noch schlimmer! Oft kommen sie nicht einmal zur Schlichtungssitzung.

Im Allgemeinen werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Sitzung einberufen. In 4 von 5 Fällen werden sie nicht von einem Bevollmächtigten begleitet und kommen allein an die Schlichtungssitzung.

Sobald Strafklagen beim Oberamt eingegangen sind, werden sie systematisch der Staatsanwaltschaft überwiesen.

Vergleichende Tabelle	2014	2015
Klagen		
Schlichtungsversuche	45	35
erfolgreich	17	16
gescheitert, an den zuständigen Richter weitergeleitet	25	15
hängig + vorgeladen	2	3
von Amtes wegen dem zuständigen Richter überwiesen	1	1

Verzeigungen

Auch bei den Verzeigungen sieht das Oberamt des Vivisbachbezirks eine gewisse Stabilität bei den Zahlen.

Die Verzeigungen wegen Widerhandlungen gegen Strassenverkehrsgesetz (SVG) machen natürlich den grössten Teil der Verzeigungen, die beim Oberamt eingehen, aus: 397/506.

In der Rangfolge kommen dann die Übertretungen eines richterlichen Verbots (54), Übertretung von Signalisationsmassnahmen (8). Dann könnte man die Arbeiten ohne Baubewilligung (7), die Sicherheitsgurte (6), die Abgastests (4) und die späte Schliessung der öffentlichen Gaststätten (2) erwähnen.

2015 beträgt die Zahl der Verzeigungen wegen unrechtmässiger Absenzen in der Schule 9 (18 im Jahr 2014). Diese Zahl ist niedriger als die vorhergehenden, und das ist erfreulich. Wir machen uns aber keine Illusionen: Die Eltern, die früher betroffen waren, sorgen sich mehr um das Portemonnaie als um die Schule und die damit verbundenen Pflichten. Wir denken, dass die Bussenpolitik, die vor einigen Jahren eingeführt wurde, ihre Früchte trägt.

Nach der Zustellung des Strafbefehls hängt es immer mehr oder weniger vom Zufall ab, ob die Bussen und Gebühren einkassiert werden können. Die Zahl der Fälle, in denen Strafbefehle nicht bezahlt wurden und die dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse für den Vollzug der an die Stelle der Busse tretenden Freiheitsstrafe überwiesen werden, wird immer grösser: 56 (2014: 86)

Vergleichende Tabelle	2014	2015
Strafbefehle	506	509
endgültig	488	493
mit Einsprache belegt	16	11
von Amtes wegen dem zuständigen Richter überwiesen	5	2

7.1.1.7.3. Verschiedenes

Sie finden in der Beilage die Tabelle mit den Statistiken des Strafrechts 2015. Ich stehe Ihnen gern zur Verfügung für zusätzliche Informationen.

7.1.2. Partie statistique / Statistischer Teil

Activité judiciaire des préfets /Richterliche Tätigkeit der Oberamtmänner

	Sarthe Saane	Singine Senne	Gruyère Gregeriz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Fivisbach	Total
Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen	317	40	102	52	32	63	34	640
1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche								
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	223	26	47	25	23	25	16	385
ayant échoué, transmises au Ministère public / <i>gescheitert, der Staatsanwaltschaft übermittelt</i>	94	13	47	24	9	37	15	239
en suspens / <i>hängig</i>	0	1	8	3	0	1	3	16
2. Transmises d'office au Ministère public / von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft übermittelt	*26 **38	2	29	5	7	0	*1 **2	110
3. Ordonnances pénales / Strafbefehle	7810	1450	2754	3098	482	914	504	17012
définitive / <i>endgültige</i>	7773	1430	2700	3034	475	899	493	16804
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter Übermittelt</i>	37	20	54	64	7	15	11	208
Total	8191	1492	2885	3155	521	977	541	17762

*Plaintes

**Ordonnances pénales

7.2. Commission de recours de l'Université / Rekurskommission der Universität

7.2.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2014	2015
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	12	9
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	17	13
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	20	14
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	10	11
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	10	3
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	9	8

7.2.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / *behandelte Rechtsgebiete*

Examens et travaux écrits / <i>Examen und schriftliche Arbeiten</i>	6	8
Admission aux études et changement d'études / <i>Zulassung zum Studium und Studienwechsel</i>	10	2
Autres / <i>andere</i>	3	4
Prolongation d'un stage pratique / <i>Verlängerung eines Praktikums</i>	--	--
Blâme / <i>Verweis</i>	1	--

Sort réservé aux affaires / *Erledigungsweise*

Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	1	--
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	1	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	1	6
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	1	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	6	5
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Admission dans la mesure où recevable / <i>Gutheissung soweit Eintreten</i>	--	--
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	5	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	1	--
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	2	2

7.2.3. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgerichts

	2014	2015
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	3	2
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	3
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	2	--
Admission / Gutheissung	1	--
Rejet / Abweisung	--	3
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

7.2.4. Commentaires / Kommentare

7.2.4.1. Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Aucun commentaire / Kein Kommentar.

7.2.4.2. Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)

Suite à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de la loi sur l'Université (LUni) du 19 novembre 1997, la commission a été recomposée en date du 1^{er} janvier 2015. Les nouveaux membres ont été familiarisés avec leurs nouvelles fonctions lors d'une séance plénière. L'absence du vice-président depuis l'automne pour cause de maladie a été absorbée par des mesures internes.

Per 1. Januar 2015 wurde gestützt auf das revidierte Gesetz über die Universität (UniG) vom 19.11.1997 die Kommission neu bestellt und anlässlich einer Einführungsveranstaltung auf ihre Aufgabe vorbereitet. Der krankheitsbedingte Ausfall des Vizepräsidenten seit dem Herbst konnte durch interne Massnahmen aufgefangen werden.

Président / Präsident: Markus Julmy

Vice-président / Vize-Präsident: Michel Wuilleret

Assesseurs / Beisitzer: Sascha Bischof, Ambroise Bulambo, Lucas Chocomeli, Eric Davoine, Marina Eggelhöfer, Barbara Hallensleben, Michel Heinzmann, Sophie Marchon Modolo, Marius Osterfeld, Sébastien Schief, Isabelle Théron, Laure Zbinden

Secrétaire juridique /
Juristischer Sekretär: Elias Moussa

7.3. Commission de recours en matière d'améliorations foncières / Rekurskommission für Bodenverbesserungen

7.3.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2014	2015
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	0	1
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	3	3
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	2	4
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	2	3
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	0	1
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	1	0

7.3.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / *behandelte Rechtsgebiete*

Améliorations foncières agricoles / <i>landwirtschaftliche Bodenverbesserungen</i>	1	3
Remaniement parcellaire forestier / <i>Waldzusammenlegungen</i>	0	0
Terrains à bâtir / <i>Baulandumlegungen</i>	1	1

Sort réservé aux affaires / *Erledigungsweise*

Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	0	0
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	0
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	2	3
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	0	0
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	0	0
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	0	0
Admission / <i>Zulassung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	0
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	0	0

7.3.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2014	2015
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	0
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	0
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

7.3.4. Commentaires / Kommentare

7.3.4.1. Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Aucun commentaire / *Kein Kommentar.*

7.3.4.2. Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)

Comme par le passé, la Commission siège en deux chambres séparées suivant la langue de la procédure. Selon la langue de celle-ci, la chambre est présidée par Monsieur Jacques Menoud, président, pour la langue française, et par Monsieur Thomas Meyer, vice-président, pour la langue allemande. Le secrétariat est dédoublé suivant le même principe.

Die Rekurskommission tagt in zwei verschiedenen Kammern, je nach der Prozesssprache. Je nach Prozesssprache wird die Kommission vom Präsidenten, Herrn Jacques Menoud, oder vom Vizepräsidenten, Herrn Thomas Meyer, präsiert. Die Kommission verfügt über zwei Sekretariate, je eines für die beiden Sprachgruppen.

Composition pour l'année 2014 / Zusammensetzung im Jahr 2014

Président / *Präsident:* Jacques Menoud

Vice-président / *Vizepräsident:* Thomas Meyer

Assesseurs / *Beisitzer/-innen:* Baertschi Félix, Chassot Yvan, Emery Nicolas, Genoud Jacques, Hirsiger René, Mabillard Sylvie, Rhône Joseph, Schaller Dominique

Secrétaire / *Sekretär:* Grandjean Yann

Secrétaires suppléantes /
Stellvertretende Sekretärinnen: Riedo Maria, Menoud Tatiana

7.4. Commission de recours en matière de nouvelles mensurations parcellaires / Rekurskommission für neue Parzellarvermessungen		
7.4.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2015
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	00	00
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	00	00
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	00	00
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	00	00
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	00	00
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	00	00
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	00	00
7.4.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>		
Abornement / <i>Vermarkung</i>	00	00
Mensuration officielle / <i>amtliche Vermessung</i>	00	00
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	00	00
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	00	00
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	00	00
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	00	00
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	00	00
Retrait / <i>Rückzug</i>	00	00
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	00	00
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	00	00
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	00	00
Admission / <i>Zulassung</i>	00	00
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	00	00

7.4.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das
Bundesgericht

	2014	2015
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	00	00
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	00	00
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	00	00
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	00	00

7.5. Commission d'expropriation / Enteignungskommission

7.5.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2015
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	10	11
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	18	8
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	20	8
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	2	2
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	12	2
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	6	4
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	11	11
7.5.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	2	1
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	0	
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	12	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	3	2
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	0	2
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	0	
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	0	
Admission / <i>Zulassung</i>	0	
Rejet / <i>Abweisung</i>	0	
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	0	
Conciliation / <i>Versöhnung</i>	3	3
7.5.3. Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgerichts		
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	1
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	1	1
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	0	1
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	1	1

7.5.4. Commentaires / Kommentare

7.5.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Des 12 causes actuellement pendantes devant la Commission, 3 sont des procédures suspendues d'entente entre parties le temps nécessaires à la révision du PAL ou à la recherche d'une solution transactionnelle.

3 autres causes ont été suspendues par le Président, d'entente avec les parties, ce, jusqu'à droit connu sur des recours pendants au TC qui pourraient rendre sans objet les procédures d'expropriation.

Une autre cause a été suspendue, le temps nécessaire à l'édification de l'ouvrage qui pourrait porter atteinte au droit du voisin en raison de la dérogation aux distances accordée par la collectivité publique.

Quant aux 5 autres causes pendantes, introduites en été 2015, l'échange des écritures est en cours.

Deux décisions ont été rendues par la Commission en matière d'expropriation matérielle. La première décision a dénié la qualité pour agir du demandeur au motif qu'il n'était plus propriétaire de l'immeuble ayant fait l'objet d'un déclassement au moment de l'entrée en force du nouveau plan d'affectation. La Commission a considéré dans la seconde décision que l'on était en présence d'un non classement et non pas d'un déclassement du terrain en question, non classement ne donnant pas droit à une indemnité. Ces deux décisions n'ont pas fait l'objet d'un recours au TC.

La conciliation a été tentée avec succès dans trois dossiers.

Von den zwölf bei der Kommission zurzeit hängigen Angelegenheiten sind deren drei mit dem Einverständnis der Parteien suspendiert, um die Revision des Ortsplanes abzuwarten oder eine einvernehmliche Lösung zu finden.

Drei weitere Angelegenheiten wurden vom Präsidenten mit dem Einverständnis der Parteien bis zum Ausgang des Beschwerdeverfahrens vor Kantonsgericht suspendiert, da dieses das Enteignungsverfahren unter Umständen gegenstandslos werden lässt.

Ein anderes Verfahren wurde bis zum Abschluss des Bauwerkes suspendiert, da dieses aufgrund der vom Gemeinwesen genehmigten Abweichung von den Grenzabständen zu einer Eigentumsbeschränkung bei einem Nachbarn führen könnte.

Bei den übrigen fünf noch hängigen Angelegenheiten, welche alle im Sommer 2015 eingeleitet wurden, läuft der Schriftenwechsel noch.

Die Kommission hat in zwei Fällen materieller Enteignung Entscheide gefällt. Einer dieser Entscheide hat dem Antragsteller die Aktivlegitimation abgesprochen, da dieser bei Eintritt der Rechtskraft des abgeänderten Zonennutzungsplanes nicht mehr Eigentümer des von der Auszonung betroffenen Grundstückes war. Bei ihrem zweiten Entscheid erachtete es die Kommission als gegeben, dass nicht eine Auszonung des betroffenen Grundstückes vorlag, sondern eine nicht entschädigungspflichtige Nichteinzonung. Gegen diese beiden Entscheide wurde keine Beschwerde beim Kantonsgericht eingereicht.

Der Versöhnungsversuch war in drei Fällen erfolgreich.

7.5.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

La composition de la Commission d'expropriation a subi un seul changement en 2015 avec le remplacement d'un assesseur atteint par la limite d'âge par une nouvelle Assesseur.

Die Zusammensetzung der Enteignungskommission hat 2015 mit dem Ersatz eines Beisitzers, welcher die Altersgrenze erreicht hatte, durch eine Beisitzerin eine einzige Änderung erfahren.

7.6. Autorité de surveillance du registre foncier / Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

7.6.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2014	2015
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	3	3
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	5	9
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	6	7
Décision de l'Autorité / <i>Entscheid der Behörde</i>	5	3
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	1	3
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	2	3

7.6.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Pouvoir de contrôle du conservateur / <i>Kontrollbefugnis des Grundbuchverwalters</i>	2	1
Assujettissement à la LDFR / <i>Unterstellung unter das BGG</i>	0	0
Registre des créanciers / <i>Gläubigerregister</i>	0	0
Extinction du droit inscrit / <i>Untergang des eingetragenen Rechts</i>	0	0
Novation / <i>Neuerung</i>	0	0
Forme authentique – désignation des immeubles / <i>öffentl. Beurkundung-Grundstücksbeschreibung</i>	3	0
Servitude / <i>Dienstbarkeit</i>	2	2
Registre des servitudes / <i>Servitutenregister</i>	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décisions de l'Autorité / <i>Entscheide der Behörde</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	1	2
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	0	0
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	4	1
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	0	2

7.6.3. Recours à la Cour d'appel du Tribunal cantonal / Beschwerden an den Appellationshof des Kantonsgerichts

	2014	2015
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	1	1
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	2	0
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	2	1
Admission / <i>Gutheissung</i>	1	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	1
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	0
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	0	0
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	1	0

7.6.4. Commentaires / Kommentare

7.6.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

L'Autorité a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Elle a visité tous les bureaux et procédé à des contrôles par sondages. L'Autorité a été saisie de 9 recours (5 en 2014). Elle a rendu 6 décisions: 2 recours ont été admis, 1 recours a été rejeté, 4 recours ont été rayés du rôle (dont 2 joints dans une seule et même décision), l'un suite à un retrait, les 3 autres car ils sont devenus sans objet. Trois affaires sont reportées en 2016. Le recours introduit contre une décision de l'Autorité de surveillance rendue en 2014, qui était encore pendant devant le Tribunal cantonal en 2015, a été rejeté le 8 janvier 2015.

Die Behörde hat die laufenden Geschäfte erledigt und die sich stellenden juristischen Fragen behandelt. Sie hat alle Grundbuchämter besucht und Stichkontrollen vorgenommen. Bei der Behörde wurden 9 Beschwerden anhängig gemacht (5 im Jahr 2014). Es wurden 6 Entscheide gefällt: 2 Beschwerden wurden gutgeheissen und 1 abgewiesen. Des Weiteren erfolgten 4 Abschreibungsbeschlüsse (davon 2 in ein und demselbem Entscheid); ein Abschreibungsbeschluss beruhte auf einem Rückzug, die anderen 3 auf Gegenstandslosigkeit. Drei Fälle wurden in das Jahr 2016 übertragen. Die beim Kantonsgericht gegen einen Entscheid der Aufsichtsbehörde aus dem Jahr 2014 noch hängige Beschwerde wurde am 8. Januar 2015 abgewiesen.

7.6.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)*

En 2015, l'Autorité de surveillance du registre foncier a été présidée par Mme Bettina Hürlimann-Kaup, professeure à l'Université de Fribourg. M. Pierre-Henri Gapany, avocat, et Mme Catherine Overney, Juge au Tribunal cantonal, ont siégé comme membres. Mme Alexandra Jungo, professeure à l'Université, M. Jérôme Delabays, Juge cantonal, et M. Ludovic-Jean Egger, notaire, ont fonctionné comme membres suppléants.

La fonction de secrétaire de l'Autorité a été exercée par Mme Séverine Zehnder, greffière-rapporteuse auprès du Tribunal cantonal.

2015 wurde die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch präsiert von Frau Bettina Hürlimann-Kaup, Professorin an der Universität Freiburg. Als Mitglieder gehörten der Behörde an Herr Pierre-Henri Gapany, Anwalt und Vizepräsident der Aufsichtsbehörde, sowie Frau Catherine Overney, Richterin am Kantonsgericht. Frau Alexandra Jungo, Professorin an der Universität Freiburg, Herr Jérôme Delabays, Kantonsrichter, sowie Herr Ludovic-Jean Egger, Notar, gehörten der Behörde als Ersatzmitglieder an.

Das Sekretariat der Behörde wurde von Frau Séverine Zehnder, Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin am Kantonsgericht, geführt.

7.7. Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents / Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung

7.7.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2015
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten		
pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängig	3	2
nouvelles affaires / neue Angelegenheiten	0	0
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten		
par arrêt de cour / durch Gerichtshofentscheid	1	2
par décision présidentielle / durch Präsidialverfügung	0	0
par arrêt présidentiel / durch Präsidialentscheid	0	0
Pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	2	0
7.7.2. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht		
Pendant au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	2
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	0
Pendant au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	2
7.7.3. Mode de liquidation / Erledigungsart		
Assurance-maladie / Krankenversicherung		
admission / Gutheissung	0	0
admission partielle / teilweise Gutheissung	0	2
rejet / Abweisung	0	0
irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
retrait / Rückzug	0	0
nouvelle décision / neuer Entscheid	0	0
accord / Einigung	0	0
Transaction / Vergleich	1	0
Assurance-accidents / Unfallversicherung		
admission / Gutheissung	0	0
admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
rejet / Abweisung	0	0
irrecevabilité / Nichteintreten	0	0
retrait / Rückzug	0	0
nouvelle décision / neuer Entscheid	0	0
accord / Einigung	0	0

7.7.4. Commentaires / Kommentare

Le Tribunal arbitral n'a pas été saisi durant l'année 2015. La double affaire de polypragmasie pendante a été jugée en 2015, comme annoncé, grâce au concours très efficace de la Greffière ad hoc, Muriel Zingg, qui a repris le dossier en cours de rédaction, suite au départ de son prédécesseur. Qu'elle soit remerciée comme il se doit pour l'excellence de son travail. Ce jugement fait l'objet d'un recours au Tribunal fédéral.

Dem Schiedsgericht sind 2015 keine neuen Fälle unterbreitet worden. Das hängige Doppelverfahren betreffend Polypragmasie wurde wie angekündigt 2015 abgeschlossen. Zu verdanken ist dies der sehr effizienten Mitwirkung der Gerichtsschreiberin ad hoc, Muriel Zingg, die das in der Redaktionsphase stehende Dossier nach dem Weggang ihres Vorgängers übernommen hat. Es sei ihr für ihre ausgezeichnete Arbeit herzlich gedankt. Gegen diesen Entscheid ist eine Beschwerde an das Bundesgericht eingereicht worden.

7.8. Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail / Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

7.8.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik	2014	2015
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	00	00
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	02	01
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	02	01
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	01	01
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	00	00
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	01	00
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	00	00
7.8.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten		
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
<i>Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	00	00
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	01	00
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	00	00
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	00	01
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	00	00
<i>Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	00	00
Retrait / <i>Rückzug</i>	00	00
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	00	00
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	00	00
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	00	00
Admission / <i>Zulassung</i>	00	00
Rejet / <i>Abweisung</i>	00	00
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	00	00
Conciliation / <i>Versöhnung</i>	01	00

7.8.3. Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das
Bundesgericht

	2014	2015
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	00	00
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	00	00
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	00	00
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	00	00

7.8.4. Commentaires / Kommentare

7.8.4.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Une seule cause a été introduite en 2015. Elle a été déclarée irrecevable en raison de l'incompétence ratione loci de la Commission de conciliation

Ein einziger Fall wurde im Jahr 2015 eröffnet. Er ist aus fehlender örtlicher Zuständigkeit der Kommission für unzulässig erklärt worden.

7.8.4.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Aucun changement n'est intervenu dans la composition de la commission.

Es gab keine Veränderung in der Zusammensetzung der Kommission.

7.9. **Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Sarine /
Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Saanebezirks**

7.9.1. **Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2014	2015
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	88	97
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	379	411
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	416	427
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	97	81

7.9.2. **Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten**

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	25	34
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	92	27
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	61	89
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	23	27
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	85	94
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	3	11
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	5	16
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	20	32
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	9	23
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	93	74

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décision de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>		
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	71	115
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	16	64
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	0	0

7.9.3. Commentaires / Kommentare

7.9.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

En 2015, la Commission a traité 427 dossiers (contre 416 dossiers en 2014), en 18 séances par la Présidente et 12 séances par le vice-Président, pour un taux moyen de conciliation de 81,71 %.

Les résiliations de bail et les contestations du bail initial restent les motifs les plus nombreux.

Les requêtes de baisse de loyer continuent d'augmenter, eu égard au fléchissement constant du taux fédéral unique, fixé à 1.75 % depuis juin 2015.

2015 behandelte die Kommission 427 Dossiers (gegenüber 416 Dossiers im Jahr 2014) in 18 Sitzungen unter der Leitung der Präsidentin und 12 Sitzungen, die vom Vizepräsidenten geleitet wurden; der mittlere Schlichtungsgrad betrug 81,71 %.

Die Kündigung des Mietverhältnisses und die Anfechtung des Anfangsmietzinses bilden die häufigsten Gründe.

Die Gesuche um Mietzinssenkungen nehmen weiter zu, obwohl seit September 2015 ein Einheitssatz des Bundes von 1,75 % festgelegt ist.

7.9.3.2. *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)*

Pas de remarque particulière.

Keine besonderen Bemerkungen.

7.10. **Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Singine et du Lac / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Sense- und Seebezirks**

7.10.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2014	2015
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	11	18
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	105	152
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	98	140
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	18	30

7.10.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	1	1
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	2	8
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	11	19
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	7	11
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	24	25
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	4	7
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	7	6
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	23	24
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	1	3
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	18	36

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décision de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission (Einigungen)</i>		76
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	0	16
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht (keine Einigung)</i>	0	41
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	0	7

7.10.3. Commentaires / Kommentare

Das Jahr 2015 war geprägt von einer beachtlichen Zunahme an Schlichtungsgesuchen (plus 45%). Einerseits dürfte der angepasste Referenzzinssatz Grund für diese Zunahme sein. Andererseits aber sicher auch der allgemeine Trend hin zu mehr mietrechtlichen Auseinandersetzungen. Weiter schlossen wir das Jahr 2015 mit einer überdurchschnittlich hohen Zahl an pendenten Fällen ab. Dies vor allem wegen einem pendenten, gemeinsamen Gesuch mehrerer Mieter der gleichen Siedlung.

Unsere langjährige Sekretärin kündigte auf den 31.08.2015 ihre Stelle, um sich einer neuen beruflichen Herausforderung zu stellen. Glücklicherweise konnte diese Stelle nahtlos ab dem 01.09.2015 neubesetzt werden. Im übrigen Gremium gab es keine personellen Veränderungen.

L'exercice 2015 fut marqué par une augmentation sensible des demandes de conciliation (plus 45%). D'abord, cette augmentation pourrait être imputable à l'adaptation du taux d'intérêt de référence. Mais d'un autre côté, la tendance générale est à la hausse des litiges en lien avec le droit du bail. De plus, nous avons terminé l'année 2015 avec un nombre extraordinairement élevé de dossiers en suspens. Ceci avant tout en raison d'une demande commune en suspens émanant de plusieurs locataire d'un même lotissement.

Notre secrétaire, à notre service depuis de nombreuses années, a donné son congé pour le 31.08.2015 afin de relever un nouveau défi professionnel. Heureusement, ce poste a été repourvu sans interruption dès le 01.09.2015. Pour le reste de l'organe, il n'y a pas eu de changement au niveau du personnel.

Zusammensetzung der Kommission / Composition de la Commission:

Präsident / Président

Marius Schneuwly, Buchenweg 25, 3185 Schmitten

Vize-Präsidentin / Vice-présidente

Sarah Reitze, Rue de Zaehringen 13, 1700 Freiburg

Beisitzer/-innen Mietervertreter/-innen / Assesseurs/-es représentant les locataires

- > Susanne Heiniger, Rainstrasse 56, 3185 Schmitten
- > Beatrix Vogl Ott, Bkündenweg 21, 3286 Muntelier
- > Gabriella Weber Morf, Waldweg 12, 1717 St. Ursen

Beisitzer/-innen Vermietervertreter/-innen / Assesseurs/-es représentant les bailleurs

- > Hanspeter Bellorini, Geuer 22, 1715 Alterswil
- > Marianne Isler, Buchenweg 11, 1718 Rechthalten
- > Edgar Jenny, Brugerastrasse 30, 3186 Dürdingen

Sekretariat / Secrétariat

Romana Stulz, Hauptstrasse 124, 1715 Alterswil (bis 31.08.2015)

Cornelia Boschung, Obstgarten 24, 171 St. Ursen (seit 01.09.2015)

Der Teamgeist der Kommission ist ausgezeichnet und die fachliche Kompetenz hervorragend.

L'esprit d'équipe de la commission est excellent et la compétence technique et sociale extraordinaire.

7.11. **Commission de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse / Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks**

7.11.1. Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2014	2015
Affaires pendantes au 1er janvier <i>Am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	89	112
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	356	369
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	333	382
Affaires pendantes au 31 décembre <i>Am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	112	99

7.11.2. Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete

Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	11	20
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	39	66
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	54	57
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	23	34
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	55	67
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	21	35
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	20	14
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	34	28
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	55	45
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	21	16

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise

Décision de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>		
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	24	25
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	4	4
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	00	0

7.11.3. Commentaires / Kommentare

7.11.3.1. *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Au regard des chiffres présentés ci-dessus, on constate que le nombre d'affaires introduites en 2015 est quasiment identique à celui de 2014, avec une légère augmentation. Concernant les matières traitées, on peut également remarquer qu'elles se trouvent dans la même proportion que l'an passé avec toutefois des diminutions en ce qui concerne la prolongation de bail, les créances en paiement et les défauts de la chose louée. Chose intéressante, alors que le taux hypothécaire ne cesse de baisser, apparaissent des augmentations de loyer. On observe en effet que les bailleurs investissent dans leur bien et y apportent des plus-values contestées par les locataires, soit quant au principe même de la plus-value, soit principalement quant au

montant de l'augmentation. Tout comme l'an dernier, la contestation de résiliation ordinaire de bail demeure la matière la plus traitée.

Enfin, quant au nombre de dossiers encore pendants au 31 décembre, il est moins important que l'an dernier, alors que nous avons eu, comme indiqué ci-dessus, une légère augmentation du nombre de nouveaux dossiers. On peut donner comme explications notamment une organisation efficace de la commission, une grande disponibilité des assesseurs mais également des justiciables.

Angesichts der oben vorgestellten Zahlen stellt man fest, dass die Zahl der 2015 eröffneten Fälle gegenüber 2014 nur leicht zugenommen hat. Bei den behandelten Themen kann man ebenfalls bemerken, dass sie sich ungefähr gleich verteilen wie im vergangenen Jahr, wobei die Verlängerung des Mietvertrags, die Zahlungsforderungen und die Mängel der Mietsache abgenommen haben. Interessanterweise tauchen Mieterhöhungen auf, obwohl der Hypothekarzinssatz ständig sinkt. Man stellt fest, dass die Vermieter in ihr Objekt investieren und Mehrwert schaffen, der von den Mietern bestritten wird; entweder fechten diese den Mehrwert grundsätzlich oder den Betrag der Erhöhung an. Wie im vergangenen Jahr machte die bestrittene ordentliche Kündigung des Mietvertrags die häufigsten Fälle aus.

Die Zahl der hängigen Fälle am 31. Dezember ist geringer als im vergangenen Jahr, obwohl wir, wie oben erwähnt, bei den neuen Fällen eine leichte Zunahme verzeichneten. Als Erklärung kann man eine effiziente Organisation der Kommission, eine grosse Verfügbarkeit der Beisitzer/innen, aber auch der Rechtsuchenden anführen.

7.11.3.2. Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammenstellung, Kommentare)

Fin 2015, trois nouveaux assesseurs ont été nommés, deux du côté locataire et un du côté bailleur. Ces nominations permettront de soulager principalement les assesseurs locataires actuels puisque, faut-il le rappeler, Madame Beaud ne peut siéger le vendredi, jour usuel des audiences, ce qui entraînait une augmentation du nombre d'audiences pour les deux autres assesseurs locataires, associés dans une étude d'avocats, à savoir Me Charrière-Gonzalez et Me Chatagny. L'apport de ces nouveaux assesseurs permettra un meilleur tournus. Quant au nouvel assesseur propriétaire, il a été sollicité par égalité de traitement. En effet, la commission de conciliation est désormais composée de 5 assesseurs locataires et de 5 assesseurs propriétaires.

2015, wurden drei neue Beisitzer ernannt, zwei Mietervertreter und ein Vermietervertreter. Mit diesen Ernennungen können die Beisitzer/innen, welche die Mieter vertreten, entlastet werden, denn Frau Beaud kann bekanntlicherweise nur am Freitag, dem üblichen Gerichtstag, tagen, was zu einer Zunahme der Zahl der Anhörungen der beiden anderen Beisitzer, welche die Mieter vertreten, führte; sie sind Teilhaber einer Anwaltspraxis, nämlich RA Charrière-Gonzalez und RA Chatagny. Dank dem Beitrag der beiden neuen Beisitzer ist ein besserer Turnus möglich. Der neue Beisitzer, der die Eigentümer vertritt, wurde aus Gründen der Gleichbehandlung ernannt. Der Schlichtungskommission gehören künftig 5 Beisitzer/innen, welche die Mieter vertreten, und 5 Beisitzer/innen, welche die Eigentümer vertreten, an.

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossrätinnen und Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Fribourg, le 11 avril 2016 / Freiburg, 11. April 2016

La Secrétaire-juriste / die juristische Sekretärin:

Le Président /der Präsident:

Christine Keller

Jérôme Delabays

Conseil de la magistrature CM

Justizrat JR

Place Notre-Dame 8, CH-1701 Fribourg

T +41 26 305 90 20, F +41 26 305 90 23, cm@fr.ch

www.fr.ch/cmagg

–

© Avril 2015/April 2016

–

Imprimé sur papier 100% recyclé
gedruckt auf 100% Recyclingpapier